



UNIVERSITÉ DE PARIS
(Faculté de Droit)



THÈSE DE DOCTORAT
(És-sciences Politiques et Économiques)

LA
DÉPOPULATION
DE LA FRANCE

L'ACTE CI-DESSUS SERA PUBLIQUEMENT SOUTENU
DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

Le 27 Novembre 1913, à 1 heure 1/2

Par **Edmond PIERSON**
DOCTEUR EN DROIT



COMPOSITION DU JURY :

Président : M. CHARLES LEFEBVRE

Assesseurs { M. PERREAU.
M. ALLIX.

} Professeurs à la
Faculté de Droit de Paris





Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE PARIS
(Faculté de Droit)

THÈSE DE DOCTORAT
(És-sciences Politiques et Économiques)

LA
DÉPOPULATION
DE LA FRANCE

L'ACTE CI-DESSUS SERA PUBLIQUEMENT SOUTENU
DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

Le 27 Novembre 1913, à 1 heure 1/2

Par Edmond PIERSON

DOCTEUR EN DROIT



COMPOSITION DU JURY :

Président : M. CHARLES LEFEBVRE

Assesseurs { M. PERREAU.
M. ALLIX.

} Professeurs à la
Faculté de Droit de Paris

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

PRÉFACE

C'est une chose connue de tous que la natalité française est absolument insuffisante ; que la France se dépeuple ; qu'en face d'une natalité débordante des peuples voisins ; d'un accroissement rapide de leur population, notre stagnation crée pour nous un très grand danger.

Le but que l'on s'est proposé dans cette étude est de prouver qu'aucune des causes auxquelles on attribue communément en France, la diminution de la natalité, n'est la véritable cause de ce mal. Sans doute, toutes ces causes que communément on donne pour origine à la dépopulation de la France, contribuent à cette dépopulation ; mais il sera démontré qu'elles y contribuent dans de faibles proportions. Réunies, elles ont peut-être une action importante, mais cette action est loin d'être la plus importante.

*
* *

La véritable cause de notre mal effrayant, qui mène à la disparition de notre race, à l'anéantissement de notre nationalité, est sans contredit la mentalité française, l'âme française formée depuis des siècles par des événements de toute nature, historiques, économiques, juridiques et autres.

L'on indiquera successivement d'abord les faits, résultant des statistiques ; puis les causes connues et habituellement acceptées comme le facteur principal de notre mal ; c'est-à-dire les causes physiologiques, les maladies, les guerres, les législations civiles et fiscales.

Puis, ensuite, la véritable cause, presque la seule, la mentalité française, l'absence d'idéal, la recherche du moindre effort, basse mentalité qui peut être d'ailleurs, la résultante des causes ci-dessus.

*
* *

Dans cette étude, il ne sera donné que le minimum possible de chiffres et de statistiques. Ces chiffres et ces tableaux, dans une étude de ce genre, qui touche à tant de points de sociologie, et de philosophie, ne devraient être donnés qu'en annexes et en appendices. Tous ces chiffres, dont on a fait souvent abus, rendent le travail aride, fastidieux. Ils coupent le fil de l'idée et interrompent une démonstration.

*
**

Et pour cela, on peut se placer sous l'autorité de Jean-Baptiste Say, qui dit : « En général, les évaluations statistiques, fussent-elles exactes, ne sont jamais permanentes, ont en elles-mêmes peu d'utilité. Ce qui est vraiment utile, c'est de bien connaître les faits généraux, les lois générales, c'est-à-dire la chaîne qui lie les effets aux causes. Cela seulement peut indiquer la conduite qu'il faut tenir dans chaque situation où l'on se trouve. La statistique ne peut fournir à l'économie politique que des exemples pour faire comprendre des principes qui doivent être démontrés sans elle, ou pour les confirmer. Elle ne saurait fonder des principes. Ceux-ci ne peuvent être fondés que sur la nature des choses... » ⁽¹⁾.

*
**

Dans la peinture du mal qui nous ronge : la Dépopulation de la France, pourrait-on être accusé d'avoir assombri les tons, d'avoir exagéré, d'avoir voulu, avec un pessimisme hors de propos, développer une sorte de paradoxe. S'il en était ainsi, cette erreur serait excusable. On ne frappe les esprits et l'imagination que par des traits tranchés, accentués. Il est vrai d'autre part que cette accentuation peut avoir son danger et affaiblir le résultat que l'on se propose : en effet, le lecteur peut penser, en regardant autour de lui ce qui l'environne et en comparant avec ce qu'il lit, que le danger dépeint a été fort amplifié.

Mais je ne crois pas que ce dernier reproche puisse être fait.

⁽¹⁾ J.-B. SAY. — *Traité d'Économie politique*, p. 110 à la note, 8^e édition. Guillaumin, éditeur, 1876.

Le mal réel est peut-être, plus grand, plus dangereux encore que l'on ait pu le dépeindre. Notre pays marche d'un pas certain à la disparition.

★
★ ★

Plus de tombeaux que de berceaux : voilà l'épouvantable perspective de la France. Dans ces derniers temps des statistiques ont démontré que certaines années, il y avait eu plus de décès que de naissances. Voilà le chancre terrible qui ronge notre pays, et qui le conduit à l'affaiblissement d'abord, à la diminution de toutes les branches de l'activité industrielle et commerciale, puis dans un temps que l'on peut préciser d'une façon mathématique, à la disparition, à la mort.

★
★ ★

Le docteur Jacques Bertillon, qui s'est fait l'apôtre de cette question et après qui, il reste si peu à glaner parle ainsi de ce mal moral.

« ... Comment empêcher la France de disparaître ? A côté de cette question vitale toutes les autres disparaissent, tant elles sont secondaires. Vous voulez instruire le pays, l'améliorer dans tel ou tel sens ? *Pour cela il faut d'abord qu'il existe.* Or, chaque jour, il roule inconsciemment vers le néant.

« ... Très peu le savent ! presque aucun n'y pense ! Les Français voient leur pays se suicider, sans rien essayer pour l'en empêcher. La mort de la France qui sera un des faits marquant du ^{xx}^e siècle, étonne les étrangers et nous laisse indifférents !

« ... Notre nation deviendra-t-elle une de ces nations minuscules qui n'existent que par la charité des autres ; ou bien riche, et parfaitement outillée comme elle l'est, excitera-t-elle la convoitise des plus forts et deviendra-t-elle une nouvelle Pologne ? Que deviendra notre langue ? Que deviendra le magnifique héritage intellectuel que nous ont légués les derniers siècles ?... »

CHAPITRE PREMIER

LES FAITS

Un Allemand clairvoyant, connu par sa haine pour nous, pour notre esprit, pour notre civilisation, nos idées, a dit : « L'infériorité des Français dispensera dans quelque temps leurs ennemis de compter avec eux. Ils perdent chaque jour une bataille. »

Les faits révélés par les statistiques le montrent avec une clarté désespérante. Nous perdons chaque jour une bataille, disait cet allemand. Chaque jour, la France a 6.000 naissances de moins que l'Allemagne.

«... La France se suicide, a dit un autre étranger, le Président Roosevelt...»

*
* *

En effet, chaque année, nos voisins de l'Est s'accroissent de plus de 800.000 habitants. Pour se représenter cette énorme augmentation annuelle, il faut supposer que chaque année l'Allemagne acquiert la population d'un département, comme notre département de la Gironde (824.000 habitants) et cette nouvelle population chaque année est elle même la source d'une augmentation.

Les autres peuples ont aussi des accroissements rapides.

*
* *

Pendant ce temps, en face de ces accroissements, notre population reste stable. On peut même dire qu'elle diminue, si on retranche les naturalisations et l'immigration des étrangers. Bien plus, certaines années, en comprenant même les naturalisations dans la population totale nous voyons que notre population a diminué.

On se rappelle l'émotion profonde, la douleur si vive, qui s'est emparée de tous lors de la disparition de la ville de Saint-Pierre de la Martinique, au mois de mai 1902. Ainsi en un jour, en un instant même, une ville de près de 25.000 habitants a disparu ; 25.000 Français ont cessé d'exister. Mais éprouve-t-on la même émotion en apprenant que certaines années, notre population a diminué d'un chiffre supérieur à la population de Saint-Pierre ? que nous avons perdu une population égale à des villes comme Douai, comme Beauvais ?

*
* *

L'Europe comptait au commencement du xix^e siècle 188 millions d'habitants. Au milieu du xix^e siècle, elle en compte 250 ; au commencement du xx^e siècle, elle en comptait 420.

Mais dans cet accroissement la France n'a pris qu'une part minime, presque nulle.

Les statistiques remontant seulement à 50 années environ, montrent cet énorme accroissement chez nos voisins, nos rivaux, et en même temps notre décroissance.

*
* *

En 1850, la France compte 33 millions $1/2$ d'habitants, en déduisant de la population totale, celle de l'Alsace et de la Lorraine, perdues en 1870. (Très exactement 33.550.000).

En 1860, elle en compte 34.678.000.

En 1870, — — 36.425.000.

En 10 ans, nous n'avons donc rien gagné.

En 1880 : 36.795.000.

En 1890 : 38.120.000.

En 1900 : a peu de chose près le même chiffre d'habitants : 38.421.000

On verra que, pendant ce dernier laps de temps de 10 années, soit de 1890 à 1900, l'Allemagne, marchant à pas de géant, s'est accrue de plus de 5 millions d'hommes, soit la population actuelle du Danemark et de la Norvège réunis, ou encore celle de la Suède ou bien celle de la Hollande tout entière.

En 1911, d'après un récent recensement, la France compte seulement environ 39 millions d'habitants. L'augmentation en 60 années n'a été pour nous que de 6 millions d'âmes.

*
* *

Contre cette stagnation, nous apercevons qu'au contraire l'Allemagne, en y comprenant tous les peuples qu'elle essaie d'absorber depuis 1860 avait la population suivante à différentes époques.

En 1850 : 34.268.000 habitants, 1 million de plus que la France à la même époque. L'augmentation va devenir rapide à partir de 1850.

En 1860, l'Allemagne à 36 millions $1/2$ d'habitants.

En 1870, elle en compte 39 millions $1/2$.

En 1880, près de 43 millions.

En 1890, 47 millions.

En 1900, 52 millions $1/2$.

En 1907, 59.428.000.

Et en 1910 : sa population peut-être évaluée à 65 millions d'habitants.

Ainsi, avec son territoire, à peu près égal à celui de la France, l'Allemagne compte près de 25 millions d'hommes de plus que nous, c'est-à-dire une population bien supérieure à celle actuelle de l'Espagne tout entière (19 millions).

C'est-à-dire, qu'au milieu des compétitions, des passions, des appétits des nations, qui sont semblables en cela aux individus, l'Allemagne peut opposer sur le champ de bataille économique et sur le champ de bataille des guerres à venir, plus de 3 soldats aux 2 nôtres. Demain, elle opposera 4, peut-être 5 Allemands aux 2 Français.

*
* *

Pareil accroissement se remarque chez les autres peuples, en Angleterre, en Autriche-Hongrie, en Russie, en Italie, en Norvège, en Suède, en Suisse, en Danemark, en Hollande, en Belgique, en Espagne, même.

En Angleterre : (Angleterre, Ecosse et Irlande comprises) la population vers 1870 était de 30 millions $1/2$ d'habitants. En 1880, elle est de 33 millions ; en 1890 de 36.200.000 d'habitants ; en 1900 de 39 millions $1/2$; en 1901 de près de 43 millions.

En 40 années, de 1870 à 1910, l'Angleterre a augmenté d'un peu moins de 13 millions d'âmes.

*
* *

En Autriche-Hongrie, les recensements nous donnent les chiffres suivants pour l'Autriche, la Hongrie et la Bohême réunies.

La population de 1870 est de 33 millions d'habitants, celle de 1880

de 36.300.000 âmes ; celle de 1890 de 39 millions $1\frac{1}{2}$; celle de 1900 de 43.200.000 ; celle de 1907 de 47 millions.

L'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine a ajouté une population d'un million $1\frac{1}{2}$ d'âmes à celle ci-dessus.

L'Autriche compte donc près de 49 millions d'habitants.

*
* *

La Russie d'Europe seule comptait en 1870, 64 millions $1\frac{1}{2}$ d'habitants ; en 1880 elle en compte 71 millions ; en 1890 près de 82 millions ; en 1900 : 91 millions $1\frac{1}{2}$; en 1907, près de 102 millions ; en y ajoutant la population de la Pologne, de la Finlande, du Caucase, de la Sibérie, on arrive à un total de plus de 136 millions.

Si l'on ne considère que la Russie d'Europe, sans la Pologne et la Finlande, et en exceptant aussi le Caucase on trouve que de 1870 à 1907, en 47 ans, la population russe s'est accrue de 45 millions $1\frac{1}{2}$ d'habitants.

*
* *

Mais la Russie d'Europe est appelée à nourrir un nombre beaucoup plus considérable d'hommes. Des régions entières, d'une fertilité très grande, sont encore en friche. En Russie d'Asie, on estime que la population qui n'est que de 8 millions d'habitants pourrait croître jusqu'à 40 millions, alimentés par son seul sol. Je laisse de côté l'industrie qui n'existe pas encore dans ces régions, et qui ne fait que débiter dans la Russie d'Europe : l'industrie qui pourrait multiplier presque indéfiniment les moyens d'alimentation : quelques exemples relatifs à ce pays, montrent comment l'industrie humaine, sous l'empire du besoin, augmente les moyens d'alimentation.

*
* *

Et cependant la Russie ne s'est accrue d'aucun territoire conquis. Bien au contraire, elle a eu à subir des désastres nombreux qui n'ont pas atteint les peuples européens occidentaux. Le choléra, existe à l'état endémique depuis plusieurs années ; la guerre contre les Japonais a fauché 500.000 hommes ; les émeutes sanglantes, les proscriptions implacables, la famine même, toutes choses qui nous sont inconnues n'ont jamais réduit sa marche ascendante.

*
* *

L'Italie avait 25.200.000 habitants en 1870. En 1880, elle en compte 27 millions 1/2 ; en 1890 : 29 millions 1/2 ; en 1900 : 31 millions 1/2 ; en 1907 : 33 150.000.

Elle s'est donc accrue de 1870 à 1907, en 47 ans, de 8 millions d'âmes.

*
* *

La Norvège n'a en 1860 que 1 500.000 habitants à peine ; en 1870 près de 1.700.000 ; en 1880 plus de 1.825.000 ; en 1890, 1.957.000 ; en 1900, plus de 2 millions ; et en 1907, 2.300.000.

Sa voisine, la Suède compte 3.642.000 habitants en 1860 ; 4.100.000 environ 10 ans après ; près de 4.400.000 en 1880 ; 4.700.000 en 1890 ; près de 5 millions (exactement 4.932.000), en 1900 ; et en 1907, 5.250.000.

*
* *

La Suisse a 2.650.000 habitants en 1870 ; en 1880, elle en compte 100.000 de plus, soit 2.750.000 ; en 1880, elle en a près de 3 millions (2.882.000). En 1900 : 3.120.000 ; en 1907 : 3.425.000 habitants.

L'accroissement de 1870 à 1907 (47 ans) est donc d'environ 800.000 habitants, le quart de la population actuelle.

*
* *

Le Danemark en 1860 n'a que 1.500.000 habitants ; en 1870, il en compte 1.704.000 ; en 1880 : 1.884.000 ; en 1890 : 2.079.000 ; en 1900 : 2.310.000, en 1907 : 2.532.000.

L'accroissement de ce petit pays a été en 47 ans, de plus d'un million d'habitants.

*
* *

La Hollande aux époques ci-dessus, compte la population suivante :

En 1860 : 3.245.000 âmes ; en 1870 : 3.509.000 ; en 1880 : 3.825.000 ; en 1890 : 4.332.000 ; en 1900 : 4.868.000 ; en 1907 : 5.468.000.

L'accroissement en 47 années a été de 2.200.000 habitants.

*
* *

La Belgique avait en 1860 : 4.517.000 habitants ; en 1870, elle en compte : 4.923.000 ; en 1880 : 5.356.000 ; en 1890 : 5.868.000 ; en 1900 : 6.455.000 ; en 1907 : 7.067.000.

Pendant la même période l'augmentation est de 2 millions $1\frac{1}{2}$ environ.

*
* *

L'Espagne elle-même suit la loi générale d'accroissement continu. La statistique de ce pays, malgré toutes les incertitudes et les erreurs qu'elle contient, indique une population de 16 millions d'habitants en 1870; de 16.800.000 environ en 1880; de 17.300.000 en 1890; de 18.110.000 en 1900 et de 19.158.000 habitants en 1907.

L'accroissement pendant 37 ans est donc de 3.158.000 habitants.

*
* *

Pourquoi notre stagnation en face de ces accroissements ?

Les colons de pure race française qui peuplèrent le Canada sont la démonstration éclatante que notre race, tout comme d'autres races, est capable d'augmenter au lieu de diminuer. Un homme d'Etat canadien s'écriait : « Avant la fin du xx^e siècle, nous serons un peuple de 80 millions d'âmes, et dans un temps peu éloigné, cette plaine 400 lieues, qui s'étend d'ici aux Montagnes Rocheuses, sera aussi peuplée que celle de la Lombardie. »

On peut citer parmi les provinces qui composent le Dominion du Canada, celle qui a pour capitale Québec et Montréal, la Nouvelle France; à la fin du $xviii^e$ siècle, quand le Canada fut séparé de la Mère patrie, il s'y trouvait environ 50.000 Français; actuellement on y compte plus de 1.600.000 de leurs descendants.

Les familles canadiennes de souche française ont très souvent 10 et 12 enfants. On en cite plusieurs qui en ont 25 et même 30. Aussi le commerce extérieur du Canada dépasse 3 milliards $1\frac{1}{2}$. Les dépôts dans les banques, 4 milliards.

C'est que sur cette terre, encore vierge il y a un peu plus de cent ans, sur ce sol, aucune des nombreuses restrictions qui nous enserrent, aucun de nos empêchements juridiques, fiscaux, économiques n'arrêtent le libre épanouissement de la population et n'a rétréci, desséché la mentalité française. Rien de ce qui existe chez nous, taxes de consommation, taxes fiscales énormes, n'existe.

*
* *

Ainsi à côté de notre diminution et de notre déchéance, nos voisins, nos concurrents, nos ennemis grandissent avec une rapidité effrayante. Rien n'indique une décroissance chez eux; et cependant chez eux, comme chez nous, élever des enfants est un dur labeur,

une sorte d'apostolat. Il faut supposer que la crainte de ce labeur, la mentalité sénile de vivre sans effort n'existe que peu chez nos voisins.

*
* *

Un fait paraît certain. Bien que nos mariages soient un peu inférieurs à la moyenne des mariages des autres nations, ce n'est pas là le motif de la diminution de la population. Le seul motif c'est le petit nombre d'enfants qui naissent de nos mariages. Il y a donc une part d'injustice et d'inexactitude quand les étrangers appellent notre pays, le pays des célibataires et des fils uniques, ou encore la Nation mourante. Le pays des fils uniques et de la Nation mourante, peut-être, mais notre pays n'est pas le pays des célibataires plus que les autres pays.

*
* *

En 1850, il s'est célébré en France seulement 260 mille mariages, qui ont donné naissance à 913.825 enfants. Et comme il est mort 780.136 hommes, enfants ou adultes, l'excédent de naissances ne s'est élevé qu'à 133.600.

Les coefficients pour 1.000 habitants se sont trouvés être de 8.02 pour les mariages ; de 27.24 pour les naissances ; de 23.24 pour les décès, donnant ainsi un excédent minime de naissances de 4 pour 1.000.

Dix ans après, en 1860, le chiffre des mariages augmente, mais celui des naissances commence à diminuer et la Pauci-natalité se manifeste.

Il y a 276.950 mariages, mais ces 276.950 mariages donnent, bien que plus nombreux que ceux de la période qui précède, moins de naissances. Ils n'en donnent plus que 907.782. Les décès étant alors de 829.200, l'excédent de naissances ne sera que de 78.570. La diminution sur la période précédente est donc déjà de 55.000 naissances par an.

Les coefficients sont alors, pour ce laps de temps, toujours pour 1.000 habitants : de 7.90 pour les mariages ; 26.17 pour les naissances, 23.90 pour les décès, et 2.30 pour l'excédent de naissances sur les décès.

En 1870, le nombre des mariages a augmenté encore ; il est de 282.949 : ces mariages donnent 951.432 enfants : les décès étant de 857.917, l'excédent se trouve être de 93.515.

Les coefficients sont donc pour 1.000 habitants, savoir :

7.70 pour les mariages, 26.42 pour les naissances, 23.55 pour les décès, et 2.57 pour la différence entre les naissances et les décès.

En 1880, la France aura 295.218 mariages, donnant naissance à 934.939 enfants : les décès sont de 870.876 : en sorte que la balance pour cette année entre les deux chiffres des naissances et des décès sera de 64.063 naissances.

Les taux seront toujours pour 1.000 habitants : 8.03 pour les mariages, 25.49 pour les naissances, 23.74 pour les décès, et 1.75 pour l'excédent des naissances sur les décès.

En 1890, le nombre des mariages tend à diminuer. Il n'est plus que de 270.976, et le nombre des enfants n'est que de 908.633. En revanche, les décès étant de 841.651, l'excédent n'est que de 66.982.

Le tant pour 1000 se trouve donc ramené respectivement, pour cette année : à 7.32 pour les mariages ; 23.83 pour les naissances, 22.08 pour les décès et 1.75 pour la différence entre les naissances et les décès.

En 1900, les mariages s'élèvent à 289.629 ne donnant que 853.000 enfants ; les décès sont de 829.039 et la différence n'est que de 23.961.

Les coefficients se trouvent donc être : de 7.52 pour les mariages pour 1000 habitants ; de 22.21 pour les naissances ; de 21.59 pour les décès, les deux chiffres sont presque égaux. En sorte que l'excédent des naissances sur les décès ne sera que du chiffre minime de 0.62.

En 1907, il y a eu 302.371 mariages et 819.339 enfants. Les décès n'ont été que de 772.146 et la différence a été de 47.193 naissances.

Les coefficients seront donc relativement à la population de 7.70 pour 1000 pour les mariages : de 20.94 pour les naissances, de 19.70 pour les décès et de 1.24 pour la différence entre les naissances et les décès.

*
**

En face de cette population qui se maintient à peine, de ces mariages suffisamment nombreux, mais volontairement stériles, nous voyons qu'en Allemagne :

En 1850, les mariages sont au nombre de 275.930. Ils sont à peu de chose près égaux aux nôtres, mais déjà ces 275.930 mariages donnent naissance à 1.237.723 enfants, au lieu de nos 913.825. Les décès en Allemagne sont alors au nombre de 917.265 et la différence en plus des naissances sur les décès est de 320.458.

Les coefficients seront donc, toujours par 1000 habitants de 8.05 pour les mariages, de 36.10 pour les naissances, de 26.80 pour les décès et de 9.35 pour l'excédent.

En 1860, comme pour toutes les périodes qui vont suivre, les chiffres s'élèvent constamment. Les mariages allemands seront de 284.562. Les naissances de 1.285.782 ; les décès de 959.652 et l'excédent de 326.130 âmes.

Les chiffres pour 1000 habitants seront alors de 7.82 pour les mariages, 35.30 pour les naissances, 26.35 pour les décès et de 9.96 pour les naissances en sus des décès.

En 1870, l'Allemagne aura 336.527 mariages, avec 1.469.834 naissances et 1.061.501 décès. La différence en sus sera donc de 408.333 naissances.

Le taux sera de 8.51 pour 1000, comme mariages, 37.19 pour les naissances, 26.86 pour les décès et 10.33 pour l'excédent des naissances sur les décès.

En 1880, il sera célébré en Allemagne : 369.092 mariages, il naîtra 1.674.844 enfants, et il surviendra 1.163.809 décès, avec un excédent de 511.034 naissances.

Les taux pour 1000 habitants ressortiront ainsi : à 8.60 pour les mariages ; à 39.06 pour les enfants ; 27.13 pour les décès et 11.92 pour la différence entre les naissances et les décès.

En 1890, il y aura 367.791 mariages et 1.732.014 enfants naîtront. Il mourra 1.180.707 allemands et la différence entre les naissances et les décès sera de 551.307 avec les coefficients suivants :

7.70 pour 1000 pour les mariages ; 36.77 pour les naissances ; 25.06 pour les décès et 11.70 pour l'excédent des naissances sur les décès.

En 1900, 430.845 mariages seront célébrés en Allemagne. Les naissances s'élèveront à 1.900.295, les décès ne seront que de 1.170.030 ; l'excédent des naissances sur les décès sera donc de 730.260 âmes.

Ainsi pour 1000 habitants, il y aura eu : 8.18 mariages, 36.11 naissances, 22.23 décès et 13.87 naissances en sus des décès.

En 1907, l'Allemagne a compté 479.338 mariages, avec 2.010.795 enfants et 1.150.698 décès : l'excédent s'est donc trouvé être de 860.097 naissances.

Les taux seront pour 1000 : de 8.07 en ce qui concerne les mariages ; de 33.88 pour 1000 pour les naissances, de 19.40 pour les décès et de 14.48 pour l'accroissement.

* *

En plaçant l'un en face de l'autre quelques uns de ces chiffres, on voit que le nombre des naissances pendant les années ci-dessus étudiées est :

En Allemagne et en France ;

Les naissances Allemandes	36.10	contre	27.24	soit en moins pour la France	8.86
—	35.30	—	26.17	—	9.13
—	37.19	—	26.12	—	11.07
—	39.06	—	25.49	—	13.57
—	36.77	—	23.83	—	13.84
—	36.11	—	22.21	—	13.90
—	33.88	—	20.94	—	12.94

Et que le taux de l'excédent des naissances sur les décès pendant les mêmes années se trouve avoir été :

En Allemagne :	9.35	contre	4	en France, soit en moins en France :	5.35
—	8.96	—	2.30	—	6.65
—	10.33	—	2.57	—	7.76
—	11.92	—	1.75	—	10.17
—	11.71	—	1.75	—	9.96
—	13.87	—	0.62	—	13.25
—	14.48	—	1.24	—	13.24

*
* *

Ainsi dès à présent, nous voyons entièrement démentie cette théorie que le développement de la civilisation restreint partout le nombre des mariages et des naissances ; que cette tendance est générale ; qu'il en sera ainsi de plus en plus, plus les peuples s'avanceront vers un état supérieur ; que la France est la première à subir cette loi, parce qu'elle est la première dans la marche vers un état supérieur, et que les autres peuples la subiront par la suite.

On ne voit pas en effet que la civilisation actuelle de l'Allemagne soit inférieure à la nôtre, cependant sa population s'accroît de jour en jour. Sans doute, son esprit est différent du nôtre : Tard venue au rang des nationalités, elle a encore quelques fois l'attitude d'un jeune homme, que sa force physique met au rang des hommes mûrs, sans avoir la maturité d'esprit de ceux-ci ; sans doute, encore actuellement, comme à des époques anciennes de l'humanité, l'Allemagne n'entre en pourparlers qu'en mettant la main sur la garde de son épée, mais à part ces différences, sa civilisation est identique à celle des plus grands peuples.

Peut-être l'Allemagne subira-t-elle un jour la loi de décroissement de la natalité. Mais quand ce jour viendra, ce fait ne nous procurera aucun avantage, aucune égalité : nos 40 millions d'hommes se trouveront en face de 100 millions d'Allemands.

*
* *

Le même phénomène de fécondité dans les mariages en face de notre stérilité se remarque chez les autres nations, quand on examine leur nuptialité, leur natalité et leur mortalité.

Nous allons passer en revue ces phénomènes de nuptialité, de natalité et de mortalité, dans les pays déjà étudiés : l'Angleterre, l'Autriche, la Russie, l'Italie, la Norvège, la Suède, la Suisse, le Danemark, les Pays-Bas, la Belgique et l'Espagne.

*
* *

L'Angleterre compte pour l'année 1870, environ 232.941 mariages. Il en naîtra 4.024.911 enfants ; il mourra 656.175 Anglais, et il restera une différence de 368.746 habitants.

Le taux sera donc de 7.66 pour 1000 habitants, en ce qui a trait aux mariages ; de 33.67 pour les naissances, de 21.56 pour les décès, et de 12.11, pour l'excédent des naissances sur les décès.

En 1880, il y aura 246.425 mariages et 4.122.337 naissances avec 696.901 décès. La différence sera donc de 431.436 naissances. Les coefficients seront pour 1000 habitants de 7.45 pour les mariages, de 33.95 pour les naissances et de 20.90 pour les décès. L'augmentation sera donc de 13.05.

En 1890, on compte 251.989 mariages anglais, donnant 4.129.263 naissances ; il y aura seulement 687.151 décès, et l'excédent sera de 442.112 naissances. Les taux seront respectivement pour le même nombre d'habitants de 6.65 pour les mariages, de 31.32 pour les naissances, de 18.99 pour les décès et de 12.23 pour l'excédent.

En 1900, on comptera 291.438 mariages, avec 4.149.018 naissances et 719.324 décès. La différence sera de 429.694 naissances. Le taux ressort donc pour 1000 à 7.38 pour les mariages, 28.94 pour les naissances, 18.25 pour les décès et 10.69 pour la différence en plus des naissances.

En 1907, il y aura en Angleterre 318.950 mariages et 4.169.404 naissances, avec 686.723 décès, donnant une différence de 482.681 naissances.

Le coefficient sera donc respectivement de 7.45 pour les mariages, 27.30 pour les naissances, 16.05 pour les décès et 11.25 pour l'excédent.

*
* *

L'Autriche-Hongrie fournit les résultats qui suivent :

En 1870, la moyenne des mariages pour la population de 33 millions d'habitants et pour la période décennale précédente sera de 322.340. Les naissances s'élèveront à 4.316.455, les décès à

1.078.599 et l'excédent des naissances sur les décès sera de 237.856. Les taux pour 1000 habitants seront donc pour les mariages de 9.70 ; pour les naissances, de 39.71 ; pour les décès, de 32.55 et l'excédent des naissances sur les décès sera de 7.16.

En 1880, pour les 10 ans précédant cette année, les mariages seront au nombre de 327.483 ; les naissances de 1.464.093 ; les décès de 1.259.257. L'excédent des naissances sur les décès sera de 204.836. Les coefficients seront alors : pour les mariages de 8.55 pour 1000 ; 40.55 pour les naissances ; 30.76 pour les décès et 9.75 pour l'excédent.

En 1890, en Autriche ont été célébrées 337.069 unions ; il est né 1 600.387 enfants ; les décès se sont élevés à 1.214.167 et la différence entre les naissances et les décès s'est élevée à 886.220. Le taux pour 1000 habitants s'est trouvé être pour les mariages de 8.55 ; pour les naissances de 40.55 ; pour les décès de 30.76 et pour l'excédent de naissances de 9.79.

En 1900, il y a eu en Autriche-Hongrie 358.807 mariages avec 1.681.337 naissances et 1.210.712 décès. L'excédent s'est trouvé être de 470.625.

Le taux pour 1000 est ressorti à 8.40 pour les mariages ; 38.90 pour les naissances ; 28.30 pour les décès, et 10.60 pour la différence entre les naissances et les décès.

En 1907, il y eut 387.132 mariages ; 1.689.848 naissances ; 1.159.682 décès. L'excédent des naissances sur les décès a été de 530.167.

Le taux pour 1000 des mariages a été de 8.29 ; celui des naissances de 36.05 ; celui des décès de 24.80 et 11.25 pour la différence entre les naissances et les décès.

*
* *

En Russie, pareil accroissement de population se remarque :

Pour n'étudier que la Russie d'Europe, en excluant la Pologne, la Finlande, le Caucase, et toute la Russie d'Asie, nous voyons que sa population pour la période de 1867 à 1870 est de 64.683.000 habitants.

Les mariages annuels sont de 649.971 ; les naissances de 3.161.150 et les décès de 2.384.898 donnant ainsi un excédent de naissances de 776.252.

Les taux ressortiront donc à 9.93 pour les mariages ; à 48.90 pour les naissances ; à 36.90 pour les décès, et à 12.00 pour l'excès des naissances par chaque fraction de 1000 habitants.

Pendant la période décennale qui suit (1871 à 1880) la population

est devenue 71.022.000 habitants ; 658.982 mariages sont célébrés chaque année ; chaque année il naît 3.502.640 enfants, et il meurt seulement 2.533.055 personnes ; l'excédent des naissances sur les décès sera donc chaque année de 969.585.

Les taux pour 1000 seront donc 9.26 pour les mariages ; 49.30 pour les naissances ; 35.70 pour les décès ; et 13.70 pour l'excès des naissances sur les décès.

De 1881 à 1890. La population est de 81.725.000 âmes. Chaque année, il est célébré 723.615 mariages ; il naît 4.035.586 enfants ; il meurt 2.834.780 personnes, un accroissement annuel de 1.204.866 habitants en résulte.

Le taux toujours pour 1000 habitants, se trouve être de 8.85 pour les mariages ; 49.45 pour les naissances ; 34.70 pour les décès ; et 14.80 pour l'excès des naissances sur les décès.

Pendant le laps de temps de 1891 à 1900, la population de la Russie d'Europe est devenue 91.693.000 habitants ; il est célébré 827.362 mariages chaque année ; chaque année il naît 4.520.645 enfants, chaque année il meurt seulement 3.126.025 âmes ; chaque année la population s'accroît de 1.394.620 âmes.

Pendant cette période, dans une année donnée (1897) si l'on ajoute à la population de la Russie d'Europe, celle de la Russie d'Asie, le Royaume de Pologne, le grand Duché de Finlande et le Caucase, on trouve une population de 129.211.113 habitants.

De 1891 à 1900, les taux pour 1000 habitants se trouvent être : pour la nuptialité 9.90, pour la natalité 49.20, pour la mortalité 34.10, et pour la différence entre la natalité et la mortalité 15.10.

De 1901 à 1907, la Russie d'Europe seule passe de 91 millions à 107.743.628 habitants.

Le nombre annuel des mariages a été de 886.466 ; celui des naissances de 4.924.248, celui des décès de 3.175.349, celui de l'excédent des naissances sur les décès 1.748.899.

Le taux pour 1000 ressortira donc à 8.7, pour les mariages ; 48.36 pour les naissances ; 31.20 pour les décès ; et 17.16 pour l'excès des naissances.

*
*
*

L'Italie pendant la période de 1863 à 1871, compte 25.227.700 habitants.

Les mariages annuellement sont au nombre de 189.864 ; les naissances 948.426 ; les décès 765.230 et l'excès de naissances sur les décès : 783.196.

Le taux pour 1000 se trouve être : pour les mariages 7.52 ; les naissances 37.62 ; les décès 30.35 et l'excédent des naissances 7.26.

De 1872 à 1880, la population s'élève à 27.506.100. Les mariages sont de 211.766 ; les naissances sont de : 1.015.577 ; les décès 823.939 ; l'augmentation annuelle de population 191.538.

Les taux pour 1000 ressortent à : 7.69 pour les mariages ; 36.72 pour les naissances ; 29.93 pour les décès ; et 6.94, pour la différence entre les décès et les naissances.

On remarquera néanmoins que c'est depuis 1872 seulement que l'Italie a compté parmi ses habitants recensés, Rome et la Province Romaine.

De 1881 à 1890, l'Italie a compté 29.405.244 habitants chaque année il s'est célébré 231.781 mariages ; il est né 1.406.211 enfants ; il est survenu 779.429 décès ; et la différence en faveur des naissances s'est élevée à 307.082.

Les taux de nuptialité, de natalité, de mortalité ont été respectueusement de : 7.85 ; 37.42 ; 27.18 ; et l'excès de 10.44.

De 1891 à 1900, l'Italie a 31.506.614 habitants. Il est célébré chaque année 228.360 mariages ; il naît 1.098.740 enfants, les décès sont de : 759.331, l'excès des naissances est de 339.409 chaque année.

Les taux pour 1000 apparaissent savoir : à 7.23 pour les mariages ; 34.61 pour les naissances ; 24.10 pour les décès ; et 10.51 pour l'excès des naissances.

De 1901 à 1907, l'Italie a 33.137.194 habitants ; il est célébré 247.729 mariages ; il survient 1.070.869 naissances chaque année, et 714.954 décès ; 355.915 habitants s'ajoutent chaque année à la population.

Le taux se trouve être de 7.47 pour les mariages ; 31.34 pour les naissances ; 21.59 pour les décès ; et 10.75 pour l'excès de naissance sur les décès.

*
* *

La Norvège, de 1850 à 1860, a 1.494.000 habitants. Il y est célébré par an 11.476 mariages ; il y naît annuellement 49.230 enfants ; il y survient par an 25.508 décès ; et l'excédant annuel est de 23.722 naissances.

Pendant cette période, les taux seront : pour la nuptialité 7.6. pour la natalité 33.0 ; pour la mortalité 17.1 et pour la différence en faveur de la natalité 15.9.

De 1861 à 1870, la population est devenue 1.685.700 habitants.

Le nombre annuel de mariages est de 44.499 ; celui des naissances 52.015 ; celui des décès 30.192 ; ainsi chaque année la population s'accroît de 21.723.

Les taux pour mille deviendront alors de 6.6 pour les mariages ; 30.9 pour les naissances ; 17.9 pour les décès et 12.9 pour l'excédant des naissances.

De 1871 à 1880, la Norvège compte 4.823.330 habitants. Il s'y célèbre 43.197 mariages, et il survient annuellement 56.295 naissances et 30.944 décès. La différence en faveur des naissances se trouve être de 25.351 chaque année.

Le taux sera pour la nuptialité 7.1, pour la natalité 30.8, pour la mortalité 16.9 ; et pour l'excès de natalité 13.9.

Pendant les dix années suivantes avec une population de 4.957.040, la Norvège aura 42.697 mariages ; 60.048 naissances ; 33.450 décès chaque année ; et par suite une augmentation par année de 26.898.

Le taux ressortira à 6.4 pour les mariages ; 30.7 pour les naissances ; 16.9 pour les décès ; et 13.7 pour l'excès de naissances.

De 1891 à 1900, la population s'élèvera à 2.080.000. 43.497 mariages seront célébrés chaque année ; chaque année il naîtra 61.416 enfants, il mourra 33.823 personnes ; et la population s'accroîtra de 29.293 âmes.

Les taux de nuptialité, natalité, mortalité et augmentation de naissances seront respectivement de 6.7 ; 36.3 ; 16.3 ; 14.0.

De 1901 à 1907 ; avec 2.273.571 habitants, la Norvège comptera par année 43.857 mariages ; 63.617 naissances ; 32.612 décès ; 31.004 habitants de plus.

Les taux seront pour 1000 habitants ; pour les mariages 6.1 ; pour les naissances 28.0 ; pour les décès 14.3 ; pour l'excédent de naissances sur les décès 13.7.

*
**

En Suède, la population de 1851 à 1860 est de : 3.642.320.

Les mariages sont alors chaque année de 27.714 ; les naissances de 419.449 ; les décès de 79.005 et chaque année la population s'accroît de 40.444 unités.

Le taux pour 1000 habitants ressort à 7.6, pour les mariages ; 32.7, pour les naissances ; 21.7, pour les décès, et 11.1, pour l'excès des naissances.

La période décennale suivante (1861 à 1870) compte 4.079.232 habitants.

Les mariages annuels s'élèvent à 26.694 ; les naissances à

128.407 ; les décès à 82.232 ; l'excès des naissances sur les décès à 45.875.

Les taux de nuptialité, natalité, mortalité et d'excès de natalité, seront respectivement de 6.5 ; 31.4 ; 20.1 ; et 11.2.

De 1871 à 1880, la population est devenue de 4.336.952.

Il y a annuellement 29.866 mariages ; 433.730 naissances ; 80.440 décès ; et 53.590 naissances en sus des décès.

Les taux sont 6.8 pour les mariages ; 30.3 pour les naissances ; 18.3 pour les décès ; et 12.2 pour l'excès de naissances.

De 1887 à 1890, la population est de 4.673.225, on comptera alors 29.264 mariages ; 435.820 naissances ; 79.160 décès, avec un accroissement de 56.660 habitants.

Le taux ressortira à 6.2 pour les mariages ; 28.9 pour les naissances ; 16.9 pour les décès et 12.1 pour l'excès des naissances sur les décès.

De 1891 à 1900 la Suède a 4.932.000 habitants, chaque année elle comptera 29.276 mariages ; 433.873 naissances ; 80.693 décès ; et 53.480 naissances en sus des décès, avec des taux de : 6.0 pour la nuptialité ; 27.1, pour la natalité, 16.4 pour la mortalité, et 10.7 pour l'excès de natalité.

Et de 1901 à 1907, avec 5.249.300 habitants, la Suède aura annuellement 31.381 mariages ; 436.343 naissances ; 79.745 décès ; et 56.598 naissances au-delà des décès.

Le taux sera de 6.0 pour les mariages, 36.0 pour les naissances 15.2 pour les décès et 10.8 pour l'excédent de naissances.

*
* *

En Suisse nous voyons les indications suivantes :

Dans la période 1868-1870, la population s'élève à 2.646.105 habitants. Les mariages s'élèvent à 48.449, les naissances par année à 79.208, les décès à 68.746, le surplus des naissances à 10.462.

Le taux par 1000 est alors pour la nuptialité de 6.9, pour la natalité 30.0 ; pour la mortalité 26.0 ; l'excédent de naissances donne 3.9.

Dans la période 1871-1880, la population s'est élevée à 2.742.256. Tous les ans il y a eu pendant cette période 21.235 mariages ; 84.737 naissances, 64.575 décès et 20.162 naissances de plus que les décès.

Les mariages ont été de 7.7 pour 1000, les naissances de 30.9 ; les décès de 25.5 ; et l'excès de naissance 7.3.

Pour le laps de temps de 1881 à 1890, nous voyons une population de 2.881.847 habitants.

Les mariages sont au nombre de 20.149 par an, les naissances de 81.459 ; les décès de 60.425, les naissances dépassent donc les décès tous les ans de 21.044 unités.

Les taux sont toujours pour mille habitants : nuptialité 6.9 ; natalité 28.2 ; mortalité (20.9) ; excédent de naissances 7.2.

De 1891 à 1900, la population est devenue de 3.420.000 habitants avec 23.470 mariages annuels ; 87.982 naissances ; 59.363, décès et 28.617 naissances en plus des décès.

Les taux sont 7.5 pour les mariages ; 28.4 pour les naissances 19.0 pour les décès ; et 9.1 pour l'excédent des naissances.

De 1901 à 1907. La Suisse a une population de 3.425.000 âmes.

Elle compte par an 26.074 mariages ; 95.280 naissances ; 59.780 décès, et 35.500 naissances au-dessus des décès.

Les taux sont alors pour les mariages, les naissances, les décès et l'excédent de naissance respectivement : 7.6 ; 27.8 ; 17.5 et 10.3.

*
* *

Le Danemark de 1851 à 1860 compte seulement 1.519.700 habitants. Le nombre annuel des mariages, des naissances, des décès, des naissances dépassant les décès se trouve être pendant cette période respectivement de : 13.446 ; 49.359 ; 31 296 ; 18.063.

Avec un taux pour 1000 : de 8.8 pour les mariages ; 32.6 pour les naissances ; 20.6 pour les décès ; et 11.9 pour l'excédent des naissances.

La période 1861-1870 accuse une population totale de 1.703.874, les mariages s'élèvent par an à 12.757 ; les naissances à 52.713 ; les décès seulement à 34.079 ; ce qui fournit un excédent de naissances de 18.634 par an.

Le taux ressort donc, pour 1000 habitants, à 7.4 pour les mariages, 31,0 pour les naissances, 20.0 pour les décès et 10.9 pour les naissances dépassant les décès.

De 1871 à 1880, la population est devenue 1.884.603. Il y a par année 14.806 mariages, 59.221 naissances, 36.695 décès et 22.526 naissances en sus des décès.

Nous obtenons donc comme taux par 1000, pour la nuptialité 7.8 ; pour la natalité 31 4 ; pour la mortalité 19.4 ; et pour les naissances en sus des décès : 11.9.

De 1881 à 1890 : la population moyenne du Danemark est de 2.079.208. Les mariages sont par année 15.314 ; les naissances 66.617 ; les décès 38.719, l'excès des naissances sur les décès : 27.898.

Et cela, avec un taux de 7.3 pour la nuptialité, 32 pour les naissances, 18.6 pour les décès et 13.4 pour les naissances en sus des décès.

Pour la période de 10 ans qui suit et qui finit en 1900, la population est devenue 2.531.700 habitants. Par an, il se célèbre 16.617 mariages ; il naît 69.412 enfants ; il meurt 40.131 personnes ; il y a un excédent de 29.281 naissances.

Pour 1000 habitants, il y a eu comme mariages 7.2 ; comme naissances 30.2 ; comme décès 17.5 et comme excédent de naissances 12.7.

De 1901 à 1907 la population Danoise s'est élevée à 2.531.700, les mariages annuels ont été de 18.477, les naissances de 73.381 ; les décès 37.021, les naissances dépassent les décès de 36.360.

Les taux se sont trouvés être : pour la nuptialité : 7.2 ; pour la natalité 28.9 ; pour la mortalité 14.6 ; pour l'accroissement de natalité 14.3.

*
* *

La Hollande nous donnera les résultats ci-après :

De 1851 à 1860, la population s'élève à 3.245.644 habitants ; par an ; il y a 25.492 mariages, 107.648 naissances, 82.889 décès ; et 24.759 naissances en excédent.

Le taux pour 1000 habitants sera donc pour les mariages 7.8, pour les naissances 33.1 ; pour les décès 25.5 et pour les naissances en excédent de 7.6.

De 1861 à 1870, la population se sera accrue et élevée à 3.509.218. Par année, les mariages seront de 28.475 ; les naissances de 123.839 ; les décès de 87.904 et les naissances au-dessus des décès de 35.935.

De 1871 à 1880, la population est de 3.825.333 ; les mariages se sont élevés annuellement à 30.804 ; les naissances à 138.674 ; les décès à 92.528, les naissances au-dessus des décès à 46.146.

Les taux ont donc été pour les mariages 8.0 ; pour les naissances 36.2 ; pour les décès 24.2 ; et pour les naissances dépassant les décès 12.0.

Pour les 10 ans de 1881 à 1890, les Pays-Bas ont une population de 4.331.664 habitants ; les mariages annuels ont été de 30.553 ; les naissances par année, de 148.099 ; les décès, de 90.880 : l'excédent des naissances sur les décès de 57.299.

Les taux ont été pour la nuptialité, 7.0 : la natalité, 34.1 ; la mortalité 20.9 et pour l'excédent de natalité 13.2.

De 1891 à 1900, la population Hollandaise s'élève à 4.868.000 ha-

bitants, les mariages annuels sont de 35.792 ; les naissances s'élèvent à 158 379 ; les décès à 89.425, donnant ainsi annuellement un excédent de naissances de 68.952.

Le taux de nuptialité est pour 1.000 habitants de 7.4 ; celui de natalité, 32.5 ; celui de mortalité, 18.4 ; et celui d'excédent de natalité de 14.1.

Pour la période 1901-1907, pour une population de 5.468.300, les mariages s'élèvent à 40.769 ; les naissances à 170.277 ; les décès à 85.558 ; l'excédent des naissances sur les décès à 84.719.

Le taux a donc été pour 1.000 de 7.4 pour les mariages ; 31.2 pour les naissances, 15.7 pour les décès et 15.5 pour l'excédent de naissances.

*
* *

Si nous passons à la Belgique, si proche de nous par la situation géographique, par les mœurs, la langue et la législation, nous trouvons les résultats suivants :

De 1851 à 1860, la population est de 4.516.600. Chose remarquable, en 1901-1907, comme nous le verrons, soit en près de 50 ans, sa population aura presque doublé : de 4.516.600 âmes, elle sera portée à 7.067.500 âmes.

Avec ses 4.516.600 habitants, les mariages belges s'élèvent pendant cette période à 33.486 ; les naissances annuelles sont de 137.120 ; les décès de 102.027 ; l'excès des naissances se trouve être chaque année de 35.093.

Le taux se trouve alors, pour 1.000 habitants de 7.4 pour la nuptialité, 30.3 pour la natalité, 22.6 pour la mortalité, et 7.7 pour l'excédent de natalité.

Pendant la période décennale de 1861 à 1870, la population moyenne de la Belgique ressort à 4.923.319 habitants ; les mariages sont chaque année au nombre de 36.308 ; les naissances de 155.513, les décès de 114.496, et par suite l'excès de naissances est chaque année de 41.007.

Les taux ressortent alors : sur 1.000 habitants aux chiffres suivants : pour la nuptialité, 7.3 ; pour la natalité, 31.5 ; pour la mortalité 23.1, et l'excès des naissances sur les décès, 8.3.

La période de 1871 à 1880 accuse une population de 5.356.480 habitants ; il est célébré chaque année 38.580 mariages ; les naissances annuelles sont au nombre de 171.760 ; les décès s'élèvent à 120.398 et l'excès des naissances sur les décès à 51.362.

Les taux ressortent donc pour 1.000 habitants à 7.1, pour les mariages ; 31.9 pour les naissances ; 22.4 pour les décès, et 9.5 pour l'excès des naissances.

De 1881 à 1890, la population belge sera chaque année, en moyenne de 5.867.796 habitants. Chaque année, il sera célébré 40.939 mariages, il naîtra 175.828 enfants, il mourra 119.691 personnes et il y aura un excédent de naissances de 56.137 habitants.

Les taux pour 1.000 habitants seront : nuptialité, 6.9; natalité, 29.08; mortalité, 20.3; excédent de natalité, 9.5.

La période de 1890 à 1900 accusera une population moyenne de 6.454.000 habitants, avec chaque année, 51.286 mariages, 186.545 naissances, 123.217 décès et 65.328 habitants en excédent.

Le taux ressortira alors, pour la nuptialité à 8.0; pour la natalité à 29.0, pour la mortalité à 19.2 et pour l'excédent de natalité à 9.8.

La dernière période, de 1901 à 1907, accusera une population belge totale de 7.067.500 habitants. Les mariages annuels seront au nombre de 56.957; les naissances de 191.249; les décès de 118.023; l'excédent des naissances sur les décès de 73.236.

Avec les taux suivants par 1.000; pour la nuptialité, 8.1; pour la natalité, 27.1; pour la mortalité, 16.7, et pour la balance entre la natalité et la mortalité, 10.4.

Rappelons ici que, en France, à ce même moment, ce dernier chiffre est de 1.24.

*

*
* *

Il n'est pas jusqu'à l'Espagne qui ne s'accroisse avec continuité. Bien que l'on soit obligé de faire certaines réserves sur les statistiques produites; que des périodes troublées aient empêché vers 1876, à l'époque de la guerre civile, de recueillir des chiffres exacts; que des naissances échappent à la constatation, on remarquera néanmoins une ascension visible de la population.

De 1861 à 1870, la population moyenne est de 16 millions d'habitants. Les mariages sont annuellement au nombre de 124.182, les naissances de 612.180; les décès de 491.048; l'excédent des naissances de 121.132 habitants.

Et les taux ressortent pour 1.000 habitants aux chiffres suivants.

La nuptialité à 7.6; la natalité à 37.5; les décès à 30.1, et l'excès des naissances à 7.4.

De 1870 à 1880 (la période de 1871 à 1877 étant inconnue) la population s'est élevée à 16.768.000 habitants: les mariages sont chaque année au nombre de 110.920; les naissances de 600.228; les décès de 509.038 et l'excédent des naissances de 91.190.

Les taux sont alors pour 1.000 habitants: pour les mariages, 6.6; pour les naissances, 35.8; pour les décès, 30.4; et pour le gain des naissances 5.4.

Pendant les 10 années qui suivent, de 1881 inclus à 1890, la population est devenue 17.300.000 habitants ; les mariages chaque année s'élèvent à 113.044 ; les naissances à 632.420 ; les décès à 554.764 et le gain des naissances à 77.656.

Le taux pour 1.000 ressort pour la nuptialité à 6.6 ; pour la natalité à 36.9 ; pour la mortalité à 32.4, et pour l'excédent à 4.5.

La période 1891 à 1900 indique une population s'élevant à 18.410.000 ; chaque année, il est célébré 143.454 mariages ; il naît 634.949 enfants ; il meurt 539.225 personnes, et le gain annuel est de 95.694.

Le taux sera alors pour la nuptialité 7.9 ; pour la natalité, 35.1 ; pour la mortalité 29.8, et 5.3 pour le gain.

Les huit années qui suivent (1901 à 1907) accusent une population moyenne de 19.158.000 habitants avec 147.612 mariages par an ; 659.927 naissances et 489 211 décès. Il restera donc tous les ans un gain moyen de 170.716.

Le taux par 1.000 ressortira pour les mariages à 7.7 ; pour les naissances à 34.6 ; pour les décès à 25.5 et pour le gain en naissances à 9.1.

*
* *

Un fait semble apparaître dès à présent, ainsi qu'il a été déjà dit : Le nombre des mariages français est presque égal au nombre des mariages chez les autres nations, mais nos mariages sont stériles, et volontairement stériles ; cette idée apparaîtra de plus en plus au cours de cette étude.

Il y a lieu tout d'abord de signaler le nombre de célibataires et celui des ménages français sans enfants. En 1896, on relevait en France 1.341.740 célibataires de plus de 30 ans ; on comptait 808.839 familles sans enfant ou 1.616.000 époux dont l'union était stérile.

Au total donc : près de 3 millions de Français sans postérité, 3 millions de Français jouissant de toute la civilisation accumulée par nos ancêtres depuis des siècles ; profitant du labeur de tous, de la protection fournie par les fils de ceux qui ne manquent à aucun devoir social, et en revanche ne donnant eux-mêmes rien à l'Etat ou presque rien.

A côté de ces 3 millions, nous voyons encore :

638.752 familles qui n'ont qu'un enfant ;

379.259 familles qui n'en ont que 2 ;

593.387 n'en ayant que 3 ;

190.155 en ayant plus de 3.

Il restait 234.855 familles dont le nombre d'enfants n'a pu être déterminé.

Ainsi 22 % à cette date, des familles françaises n'ont qu'un enfant et 20 % n'en ont que deux, soit ensemble 42 % des familles françaises ont réalisé leur idéal d'un seul enfant, ou d'un garçon et d'une fille.

Or c'est un principe des plus certains et des plus compréhensibles, que pour qu'une population augmente, il faut au moins que chaque famille ait au moins trois enfants. Sur ces trois enfants, deux représentent le père et la mère qui disparaîtront, le troisième remplacera celui de ses frères qui pourra disparaître avant d'avoir lui-même une postérité; ce troisième constituera aussi la chance d'augmentation.

Si donc déjà 42 % des familles françaises ne contribuent pas à l'accroissement, mais sont une cause de diminution, on comprend facilement que la population ne peut augmenter et qu'il est bien difficile que les 58 % de surplus combtent le déficit, tant pour ces 58 % que pour les 42 %.

Le mal a empiré.

En 1906, le recensement accuse : 2.615 652 célibataires masculins de 20 à 39 ans, et 1.780.195 célibataires féminins du même âge. Les célibataires âgés de 40 ans et plus sont au nombre de 641.509 masculins, et 774.640 féminins.

Au même recensement, il est apparu que nous comptions 1.211.087 ménages, n'ayant jamais eu ou n'ayant pas d'enfant.

*
* *

D'autre part, une enquête a dressé le bilan des familles françaises, dites familles nombreuses (14 mai 1910). A première vue, il semblerait que l'on a compris sous cette dénomination « Familles nombreuses » celles où il se trouve 5 ou 6 enfants au moins. Il n'en est rien, nous devons être beaucoup plus modestes. On a été obligé d'appeler familles nombreuses, celles de quatre enfants. On a vu même appeler familles nombreuses celles où il n'y avait que trois enfants.

Cependant il est avéré qu'une famille de 3 enfants, même de 4 enfants, n'est pas et ne peut être une famille nombreuse, permettant d'accroître la population française.

Pour suivre le classement officiel des familles nombreuses, classement qui reflète bien la mentalité française, même dans ce qu'on appelle les sphères administratives, nous comprendrons momentanément les familles de 4 enfants parmi les familles nombreuses.

Il existait à l'époque ci-dessus : 368.739 familles nombreuses en France.

Sur ces 368.739 familles, il y en avait :

218.458 ayant seulement 4 enfants.

93.544 en ayant 5,

36.358 en ayant 6 ;

13.545 en ayant 7 ;

4.473 en ayant 8 ;

1.481 en ayant 9 ;

780 en ayant 10 ou plus de 10.

Ces 368.739 familles comprenaient donc 1.712.322 enfants. Sur ces 1.712.322 enfants, il y en avait presque les $\frac{2}{3}$ appartenant à des familles nécessiteuses, là où des considérations d'épargne, de fortune, de bas calculs n'avaient pas existé.

Les enfants de familles riches nombreuses n'étaient que 633.467 pour 130.938 familles.

La population totale de la France étant de 39 millions d'habitants, au moment où ces chiffres ont été établis (exactement 38.887.722) il en résulte qu'il existe 6.11 familles nombreuses par 1000 habitants.

Le coefficient n'est que de 1.95 dans le Gers. Il est de 4.50 dans la Seine ; il s'élève à 12.02 dans le Finistère.

*
* *

Alors que notre sol est merveilleusement doué de facultés productrices, la densité de notre population est minime et bien inférieure à celle des autres pays ; nous comptons seulement 73 habitants au kilomètre carré ; l'Allemagne en compte 127, soit $\frac{1}{3}$ en plus.

La Belgique compte 273 habitants au kilomètre carré ;

L'Angleterre 410.

L'Italie 117.

L'Autriche-Hongrie 76.

La Norvège 72.

La Suisse 83.

Et la Hollande 177 habitants.

Et il est facile de voir ce qui pourra arriver dans un délai que l'on peut prévoir et calculer. Sans doute le respect du bien d'autrui, les idées de justice, de pacifisme seront de plus en plus proclamées et répandues : de plus en plus elles tenderont à s'affirmer et à s'imposer ; mais ne pourra-t-il survenir d'autres principes, d'autres

idées, quand on verra des pays regorger de population et de bouches à nourrir, à l'étroit sur un sol, de plus en plus restreint, préoccupés de la balance alimentaire et qu'à côtés de ces nations, se trouveront d'immenses étendues fertiles, peu peuplées, pouvant nourrir des excédents de population. Cette nécessité d'alimentation de la population primera tous les principes, toutes les idées jusqu'alors admises ; et après tout, quels sont les véritables principes ? où sont-ils ? quel en est le critérium ? Et celui qui ne sait utiliser ce qu'il a reçu ne peut-il en être dépossédé quand la nécessité commune de l'humanité le demande ?

Ainsi a été expliquée une guerre encore récente, celle des Russes et des Japonais. C'est en vertu de cette idée que les Japonais à l'étroit dans une île, avec une population sans cesse augmentant, ont voulu conquérir contre les Russes, la Corée.

C'est en vertu de ce principe, que si notre nationalité ne sombre pas dans un cataclysme, dans une guerre, où sa faible population sera insuffisante pour la défendre, cette nationalité succombera par une sorte d'endosmose, par une infiltration sans cesse grandissante des éléments étrangers venus s'installer sur notre sol.

Que l'on ne suppose pas que ces éléments étrangers venus sur notre sol s'amalgameront avec la population nationale et perdront leur nationalité ; si les immigrés allemands, installés en Amérique du Nord, dans l'Amérique du Sud, dans le Brésil, ont en partie perdu leur nationalité d'origine, ceci n'est qu'un fait isolé. Naguère encore, un exemple a montré comment des étrangers venus en masse dans un pays sont arrivés à dicter leur volonté au pays dont ils étaient les hôtes, et sont parvenus à la suppression de la nationalité de ce pays.

Dans le sud de l'Afrique existaient il y a dix ans, l'Etat libre d'Orange et la République Sud Africaine. Ces deux pays étaient habités par des descendants de colons hollandais, qui au début du XIX^e siècle avaient fui la colonie du Cap, quand cette colonie avait cessé d'appartenir à la Hollande, pour devenir Anglaise.

Un nombre considérable d'étrangers et particulièrement d'Anglais, attirés par les mines d'or et les mines de pierres précieuses, étaient venus s'installer au foyer de ces Républiques. Leur nombre avait cru dans des proportions telles qu'ils avaient bientôt pu dicter leur volonté. D'abord, ils avaient émis la prétention d'acquiescer la nationalité Sud-Africaine dans un délai très bref tout en conservant leur nationalité d'origine. Une pareille prétention était exorbitante. Puis étaient venus, les émeutes, les raids.

Une guerre, dont le résultat était prévu à l'avance suivit ces événements. La nationalité Sud-Africaine avait disparu, détruite

ainsi par les immigrés, les intlanders, après bien des deuils, bien des ruines.

Sans doute, ce n'est pas le défaut de natalité chez les Hollandais de l'Afrique du Sud qui est la cause de cette disparition. C'est uniquement la faible densité de leur population, eu égard au sol qu'ils occupaient; c'est inconsciemment, d'une façon obscure, peut-être, la conséquence de cette idée, de ce principe : que le sol, que les produits de la nature étant mis à la disposition de l'humanité, l'humanité a le droit de les utiliser, même contre ceux qui les détiennent et ne savent s'en servir.

*
* *

Un économiste a établi l'âge de la population en France et en Allemagne. Il en est arrivé à ce résultat qui doit être signalé. En France, il y a plus de vieillards qu'en Allemagne. Cela peut-être attribué aux lois nombreuses qui protègent l'homme fait, le vieillard, telles que les lois d'assistance, les lois sur les retraites ouvrières et paysannes, les lois d'hygiène qui prolongent la vie.

Les lois qui protègent les enfants qui naissent sont elles aussi nombreuses ? on pourrait en douter.

Dans notre pays, où tout doit plier sous la loi du nombre, où le nombre a toutes les qualités et les vertus parce qu'il est le nombre, on peut supposer que cette protection des vieillards est donnée à ceux qui sont des électeurs ; les jeunes enfants ne votent pas.

*
* *

Ce nombre de vieillards peut-être aussi la cause de cet excès de prudence, cette crainte de l'aléa, de l'entreprise qui singularise le Français, ce désir de placements modestes mais sûrs ; cette crainte d'entreprendre une grande famille.

Sur 10.000 habitants il y aura :

196 Français et		297 Allemands de		0 à 1 an.
750	—	1.036	—	1 à 4 ans.
850	—	1.150	—	5 à 9 ans.
857	—	1.055	—	10 à 14 ans.
864	—	961	—	15 à 19 ans.
827	—	916	—	20 à 24 ans.
2.228	—	2.125	—	25 à 39 ans.
2.251	—	1.739	—	40 à 59 ans.
1.100	—	674	—	60 à 79 ans.
77	—	41	—	de 80 ans et au-delà.

Ainsi on remarque qu'il y aura beaucoup plus d'Allemands pour un chiffre donné de population, que de Français, dans la période d'activité de l'homme, c'est-à-dire de 20 à 40 ans. Il y aura plus de Français dans la période d'affaiblissement physique et intellectuel, dans la période de déclin, de sénilité, et dans cette période... « où le sang circule plus lentement dans les veines, où l'imagination est morte... »

On a pu dire de nous : « quand la majorité des individus actifs, dans un pays donné, se compose de vieillards, il est fatal qu'il sente, pense et agisse, comme l'on pense, sent, et agit dans la vieillesse... »

*
* *

Notre raréfaction de densité fait que déjà les étrangers viennent peu à peu prendre en France les places que nous laissons vides. Cette impression se ressent particulièrement à Paris. Elle est aussi très vivement ressentie dans le Nord, dans l'Est, dans le Midi, là où par la frontière toute proche, les Flamands, les Allemands, les Italiens, affluent chez nous. A Paris, l'infiltration a commencé. Elle croît de jour en jour. Des nationalités se groupent dans nos villes, elles y créent des cités étrangères dans nos cités, et dans ces cités étrangères, le Français se sent lui-même dépaysé, étranger dans son propre pays.

« ... Brusquement, sans que rien ait pu lui donner l'alarme, le promeneur se trouve comme en pays étranger. La langue qui se parle près de lui n'est pas la langue française, les types des habitants sont différents des nôtres et leurs costumes inusités ; l'odeur qui flotte dans les rues n'est pas une odeur connue. Il n'est pas jusqu'aux boutiques de la rue, dont les enseignes ne soient rédigées en langue étrangère. C'est bien là une colonie étrangère qui s'est implantée là, en plein Paris, comme une touffe de gui, sur un chêne... » (*Les Lectures pour Tous*, Mars 1911).

*
* *

Un recensement a fait apparaître clairement cette situation. Paris comptait 170.000 étrangers, la population entière d'une de nos plus grande ville, comme Nantes. Des quartiers entiers sont devenus en partie étrangers, sans que leurs habitants venus sur notre sol pensent solliciter la nationalité française.

Tout d'abord on peut citer le quartier des Facultés, habité par les étrangers qui viennent s'instruire. Les étudiants en droit, en médecine, en pharmacie, ès-sciences ou ès-lettres. sont près de

4000, soit le $\frac{1}{6}$ environ de la totalité de la population scolaire des facultés.

Voici par faculté le nombre des étudiants et étudiantes révélés par ce recensement :

Les étudiants étrangers étaient :

En droit, 959 ;

En médecine, 629 ;

Pour les sciences, 560 ;

En pharmacie, 28 ;

Pour les lettres, 1.150 ;

Soit au total : 3.326 étudiants étrangers.

Dans ce chiffre de 3.326, les étudiantes étrangères étaient :

En droit, 88 ;

En médecine, 258 ;

Es-sciences, 188 ;

Es-lettres, 731 ;

En pharmacie, 5.

Voici comment ces étudiants étrangers se répartissaient par nationalité. Les Russes étaient au nombre de 1.629 ; les Allemands 272 ; les Roumains 266 ; les Egyptiens 175 ; les Américains du Nord 151 ; les Turcs 144 ; les Autrichiens et les Hongrois 141 ; les Anglais 130 ; les Suisses 52 ; les Américains du Sud 48 ; les Bulgares 47 ; les Grecs 43 ; les Luxembourgeois 39 ; les Serbes 34 ; les Italiens 26 ; les Scandinaves 16 ; les Chinois 14 ; 16 venaient d'Afrique ; il y avait 12 Espagnols ; 12 Haïtiens ; 11 Serbes ; 10 Hollandais ; 3 Portugais ; 3 Japonais.

Mais cette situation qui doit, néanmoins être signalée ne peut apparaître entièrement comme un mal. Ces étudiants étrangers sont attirés par le rayonnement de la pensée française. Ils retourneront dans leur patrie après leurs études, et contribueront à l'expansion de notre culture. Ils sont la preuve tangible de la prospérité de l'enseignement supérieur français.

..

Mais bien d'autres étrangers vivent sur notre sol et c'est là le mal qui nous ronge de plus en plus. Ils occupent les places que nous laissons vides ; ils jouissent de tous les bienfaits de notre civilisation, sans participer à nos charges ; ils doivent servir peut-être, comme on l'a dit, de fourriers à l'envahisseur, de guides sur nos frontières.

Il y a peu de temps, des troubles ont eu lieu à Paris. Ils étaient

causés par le nombre vraiment considérable de domestiques et de garçons de cafés d'origine allemande.

*
* *

Un étranger existe en France sur environ 38 habitants : sur nos 39 millions d'habitants, nous comptons 1.034.000 étrangers.

En 1851, la France n'avait qu'un étranger pour 94 habitants ; les chiffres respectifs étaient alors : ceux de la population : 35.400.000 habitants : ceux des étrangers 380.000.

En 1861, la France compte 506.400 étrangers.

En 1866, la France compte 655.000 étrangers.

En 1872, les étrangers sont au nombre de 740.668.

En 1876, nous avons 801 754 étrangers.

En 1881, nous comptons 1.001.000 étrangers.

En 1886, les étrangers sur notre sol s'élèvent à 1.126.531.

En 1891, nous comptons 1.130.000 étrangers.

En 1896, le nombre des étrangers est de 1.051.000.

En 1901, il y a 1.034.000 étrangers.

En 1906, il y a 1.046.905 étrangers.

*
* *

Ces étrangers se répartissent ainsi qu'il suit, selon leur nationalité...« chacun d'eux enfonceant dans notre patrie, un coin qui amènera sa désagrégation...»

Nous comptons autour de nous, implantés sur notre sol, conservant jalousement leur nationalité ; 330.390 Italiens. Ils se trouvent principalement à Marseille, et dans les départements du sud de la France qui avoisinent les Alpes. Ce chiffre ne tient pas compte des Italiens qui ont déjà envahi l'Algérie, particulièrement le département de Constantine, et les 250.000 Italiens qui habitent la Tunisie, prêts à donner la main à ceux de Tripolitaine.

Il existe en France 323.390 Belges, particulièrement dans les départements du Nord. Dans ce chiffre ne sont pas compris les Belges si nombreux, qui, au temps des moissons, viennent dans les fermes françaises remplacer les bras qui manquent. Ces derniers, la moisson finie retournent dans leur pays, emportant leur pécule.

Il y a 89.772 Allemands. Ils se trouvent dans les pays qui avoisinent l'Alsace et la Lorraine. Ils essayent d'accaparer les mines de fer, l'Allemagne ayant le charbon, mais manquant de minerai. Il a été signalé des sociétés industrielles allemandes puissantes, en Normandie en Bretagne. A certaines époques de l'année, un spec-

tacle curieux et digne d'attirer notre attention se produit, une partie des employés, des Membres de la Direction de ces sociétés, des ouvriers disparaissent un certain temps. Ils sont allés en Allemagne, faire une période de service militaire, en qualité d'officiers, de sous-officiers de la réserve et de la Landwehr allemande.

Nous avons 80.425 Espagnols sur notre sol. Ils se remontrent de préférence dans le Midi, près des frontières d'Espagne. Le département d'Oran en renferme en outre un très grand nombre, plus grand peut-être que celui des colons français.

Nous donnons l'hospitalité à 72.045 Suisses ; à 36.948 Anglais, à 16.061 Russes, à 21.999 Luxembourgeois, à 9.790 Autrichiens, à 1.940 Hongrois, à 6.615 Hollandais, à 719 Portugais, à 1.224 Suédois, à 938 Norvégiens, à 850 Danois, à 6.115 Américains du Nord, à 10.017 Mexicains et Américains du Sud, à 2.225 Grecs, à 5.200 Roumains, Bulgares et Serbes, à 2.727 Turcs, à 1.150 Africains de nationalité diverses, et à 2.021 étrangers de nationalité diverses.

Enfin, nous offrons l'hospitalité à 11.198 étrangers de nationalités qui n'ont pu être déterminées.

Ces chiffres pour les étrangers de certaines nationalités paraissent peu importants. Ils le sont pourtant quand on rapproche le chiffre des étrangers d'une nationalité donnée, vivant sur notre sol, avec la population totale de cette nation elle-même.

Les 2.225 grecs vivant en France, pour une population grecque totale de 2.642.000 habitants, représentent environ 10 % de cette population.

Les 5.200 Roumains vivant chez nous, pour une nation de 6.966.000 habitants représentent environ 12 %.

*
* *

Paris, à lui seul, contient 170.000 étrangers qui se répartissent comme il suit :

33.306 Belges et Luxembourgeois ; 25.831 Allemands ; 20.789 Italiens ; 19.405 Suisses ; 17.923 Russes ; 11.287 Anglais ; 8.520 Américains ; 7.725 Austro-Hongrois ; 5.218 Espagnols ; 15.802, de nationalités diverses ou inconnues.

*
* *

Une grande partie du commerce parisien est exploité par des étrangers, aux noms de consonnance germanique. Et dans bien des

cas, l'étranger établi à Paris, se cache sous un nom, une raison sociale, une marque d'apparence française.

Récemment encore, on dut s'en préoccuper. Un membre du Parlement posa une question publique, signalant le nombre toujours croissant des Banques Allemandes opérant à Paris, sous un nom Français, Belge, Suisse. Cette situation est une conséquence indirecte de la raréfaction de notre population, en face du pullulement allemand. En Allemagne, pour que le peuple sans cesse grandissant puisse vivre, l'industrie a été poussée aux dernières extrémités du possible. Il a d'abord fallu conquérir les marchés du monde, de toutes les façons. Et quand un traité de commerce protégeait un pays voisin, il a fallu le détruire indirectement, par le système des « Cartell », ou primes indirectes à l'exportation Allemande.

Il a fallu à ce peuple manufacturier d'énormes quantités de matières. Comme d'une part, ces matières premières sont achetées par lui à l'étranger, que d'autre part, par la nature de son sol, la balance alimentaire lui est défavorable, il a dû faire tous ses efforts pour contrebalancer cette situation mauvaise. L'argent lui manquait. Il essaye d'obtenir les capitaux français par l'établissement en France de banques chargées de drainer cet argent : faisant illusion aux Français, qui croient souvent que leurs capitaux prêtés, déposés par eux, serviront à alimenter des entreprises françaises.

*
* *

Nous venons de voir combien notre capitale contient d'étrangers, à chaque pas, cette situation crée des incidents, dont les autres pays ne peuvent avoir la moindre idée. Par exemple, l'afflux des étrangers de religion israélite, qui s'est concentré aux abords de l'Hôtel de Ville, a nécessité la création de deux écoles communales israélites. Des considérations spéciales pour donner satisfaction à ces nationalités, ont dû faire fléchir la rigueur de nos règlements nationaux. Toutes nos écoles françaises, sur tout notre sol, ferment le jeudi ; de mémoire d'homme, un écolier français n'a travaillé le jeudi. Pour les écoles israélites, les classes ouvrent le jeudi. C'est qu'en effet, pour les jeunes israélites, le jour de repos est le samedi. Pour eux le jeudi est reporté au samedi.

Nos mœurs, nos usages, nos idées, notre caractère national, se modifient sous la poussée de l'invasion des étrangers.

*
* *

La population étrangère est forcément beaucoup plus considérable aux frontières qu'au centre de la France.

C'est dans le département des Bouches-du-Rhône, que l'Italie déverse ses sujets. Marseille en supporte 98.635. Le département du Nord à lui seul nourrit 202.543 Belges. Les Basses-Pyrénées accueillent, malgré elles, peut-être : 13.233 Espagnols ; Marseille a encore 1.049 Grecs.

Ainsi, pour établir une proportion : les Alpes-Maritimes comptent plus du quart de la population, d'étrangers ; Le Haut-Rhin (Belfort) 10 % d'Allemands ; soit 28.5 ; la Meurthe-et-Moselle : 7.79 % d'Allemands ; les Ardennes en comptent 6.60 %.

*
* *

Tous ces étrangers viennent faire concurrence à nos ouvriers : faire abaisser les salaires, créer des causes de grève, des conflits, des misères. Les 540.000 étrangers travaillant dans nos usines, comprennent 187.000 Italiens, 167.000 Belges, sur ceux-ci, près de 50.000 quotidiennement passent la frontière et retournent chez eux. Il y a 53.000 ouvriers Allemands ; 40.000 Suisses ; 37.000 Espagnols.

Ces 540.000 ouvriers étrangers peuvent gagner par jour 5 francs. Ils enlèvent donc à nos ouvriers, par jour, des salaires de 3 millions ; par an, un milliard. Il faut signaler ce résultat aux socialistes, prétendus défenseurs de l'ouvrier, à qui ils recommandent de restreindre sa descendance, pour, pensent-ils, que le nombre des ouvriers diminue, et que les salaires de ceux qui restent s'accroissent. Ceux qui, dans le Nord, passent la frontière journellement, apportent avec eux mêmes leur pain. Ils ne laissent rien chez nous de leur salaire ; ils ne consomment rien chez nous.

*
* *

Ainsi, la colonisation de notre pays a commencé ; l'endosmose, ou la conquête de la France par infiltration se sent déjà à chaque pas. C'est à un point, que dans la campagne Amiénoise, on peut voir toute une colonie de Polonais, venus pour remplacer les travailleurs des champs. Ils se sont installés en France avec leur famille, leurs enfants. Ils sont même venus avec un prêtre de leur pays.

Depuis longtemps déjà, les cultivateurs de la Beauce, de la région de Paris, des plateaux du Soissonnais et du Laonnois ne pouvaient arriver à faire leur moisson qu'en faisant venir chez eux des

équipes de Flamands, de Belges, ou d'habitants du Nord, tous dénommés sous le vocable de « Camberlots », ou habitants de Cambrai.

Dans ces régions, dès qu'arrivent les travaux du sarclage des betteraves ou l'époque de la moisson, des bandes de Camberlots surviennent et accomplissent le travail que ne pourraient accomplir les ouvriers français des campagnes, parce qu'il n'y a quelquefois aucun ouvrier dans la localité.

Ils repartent ensuite dans leur patrie, la besogne terminée, avec leur salaire.

Il existe à Paris des agences qui procurent rapidement, sur une dépêche télégraphique, une bande suffisante d'ouvriers étrangers. Cela est courant, connu, permis.

N'a-t-on pas obligé certains industriels à n'employer qu'un nombre limité d'ouvriers étrangers, et les grèves n'ont-elles pas eu pour cause bien souvent la présence d'étrangers sur les chantiers ? On sait que les travaux de terrassement ne peuvent être faits que par des Italiens.

Nous en sommes aux Belges, aux Italiens, demain aux Polonais ; dans quelques temps nous aurons recours à quelqu'autre population qui viendra combler les vides ; il n'est pas osé de dire que ce sera peut être aux Nègres, aux Chinois que nous nous adresserons.

*
* *

Les naturalisations d'étrangers en France augmentent tous les ans, comme la proportion des étrangers. Pendant une seule année (1910-1911), il y a eu plus de 13.000 étrangers (exactement 13.430), qui sont devenus français. On peut opposer ce chiffre aux chiffres des naturalisations des années antérieures, dont la moyenne annuelle n'était que de 458. Ainsi, pour le laps de temps allant du 29 juin 1867 au 1^{er} janvier 1889, il n'y a eu pendant cette période que 10.076 naturalisations. Pendant la période suivante, allant de 1890 à 1910 (20 ans) les naturalisations se sont élevées à 125.328, ou par année 5.918.

C'est la loi du 26 juin 1889, qui a multiplié et facilité les naturalisations des étrangers.

En 1867, il existait 6.000 naturalisés.

En 1876, il en existe 10.000.

En 1889, 15.000.

En 1912, il existe 120.000 étrangers devenus Français.

Mais à côté de tous ces Français de fraîche date, qui ont l'ambition d'avoir une patrie déterminée, une nationalité bien définie,

nous avons vu qu'il y a chez nous, un nombre considérable d'étrangers, qui y vivent à demeure, qui jouissent de tous les bienfaits de la civilisation française, à l'exception des droits politiques et civiques et de certains droits civils, et qui échappent à la charge considérable de l'impôt du sang.

Les descendants de ces étrangers naturalisés sont des Français, d'une façon automatique, au même titre, avec les mêmes droits que ceux dont les grands pères ont tant de fois souffert pour la création de la Patrie française, et cela est nécessaire puisque les Français n'ont plus de fils.

La loi du 26 juin 1886 a considérablement élargi les conditions d'accession au titre de Français, et la naturalisation aussi. Il suffira pour être Français, d'être né sur le sol français, de parents étrangers, peut être, mais dont l'un y était né lui-même. Tout Français né en France, d'un étranger, à moins d'exprimer une volonté contraire, sera français.

*
* *

Si l'abaissement de la population française est un péril national, un danger économique, militaire, ce danger a été bien diversement apprécié par des penseurs. Il ne faut pas faire l'injure à ces penseurs de dire qu'ils ont voulu développer un paradoxe brillant, il faut supposer qu'ils ont cru sincèrement défendre une cause défendable, en niant le danger de la diminution de notre natalité. On fera tout d'abord une remarque : C'est que la majeure partie des penseurs qui ont dit que l'abaissement de notre natalité n'était pas un mal, mais plutôt un bien, un signe de la marche vers une humanité supérieure, était composée de penseurs étrangers, appartenant aux nationalités où la population s'accroît.

Il appartient de réfuter une thèse qui prétend que la dépopulation de notre pays n'est pas un mal, et par là, de faire apparaître le danger menaçant, notre affaiblissement, notre disparition future.

*
* *

C'est un Italien, César Lombroso, qui trouve le phénomène de la dépopulation de la France, normal, naturel. « Il est, dit-il, le résultat de l'accession d'un pays à une civilisation croissante ». « C'est même dit-il, un signe favorable qui témoigne de la part du peuple où ce phénomène se produit, la recherche réfléchie d'un plus grand bien être ».

Cette théorie a été adoptée par plusieurs français. On a pu entendre un parlementaire français, appartenant à la fraction socia-

liste, faire cette idée sienne, dans un de ses discours, qui nous montre bien à nu, toute l'utopie, le faux, le néant de l'idée collectiviste.

Ce parlementaire parlait de cette idée si fausse, si erronée, que le fond de la richesse, les produits utiles aux hommes, forment une masse qui ne peut s'accroître, qui doit être partagée entre plusieurs consommateurs. On sent dans ces idées, comme un souvenir des idées paradoxales et si fausses de Malthus. Il paraissait à cet homme, que plus il y aura de compétiteurs pour partager ce fond de richesses et de produits, moins grosses seront les parts ; moins il y aura de co-partageants, plus considérable sera le lot de chacun... « Les peuples riches n'ont pas d'enfants, disait ce parlementaire ; ... l'accroissement de la population est en raison inverse de la richesse... »

Sans qu'il soit besoin de discuter le peu de fondement de cette théorie, de prouver que la célèbre proposition de Malthus doit être renversée, il suffit de répondre à cet homme par un simple argument, par une démonstration par l'absurde.

... « Alors, fut-il répondu à ce sophiste, s'il n'y avait plus qu'une seule personne en France, la France serait donc de beaucoup plus riche ?... »

..

Le professeur Vilfredo Pareto expose des idées semblables. Le Suédois Bjørstjerne-Bjørson s'exprime ainsi :

« ... Qu'y a-t-il de plus avantageux pour les enfants eux-mêmes, pour les parents, pour la société, ou bien, mettre au monde, une bande d'enfants qui épuisent la mère, épuisent le père chargé de les nourrir, et rendent par là même, leur éducation difficile ; ou bien, de restreindre le nombre des naissances pour épargner la santé de la mère, ménager la puissance de travail du père et assurer ainsi aux enfants une bonne éducation .. »

La Suède, nous l'avons dit, est passée de 3.642.000 habitants (1851) à 5.249.000, (1907). Bjørstjerne-Bjørson, ne voyait pas autour de lui les mouvements d'une natalité décroissante. Et quant au parlementaire français, on peut croire qu'il cédait à des idées spéciales, des théories de parti.

Au penseur suédois, on peut répondre que la naissance d'enfants nombreux n'épuisent pas la mère ; que ces naissances contribuent au contraire à sa santé physique et morale ; qu'en ce qui concerne le père, sa descendance est un stimulant des plus nobles, pour son labeur ; que d'ailleurs, le Français ne limite pas volontairement sa

descendance, par crainte de ne pouvoir suffire à élever ses enfants, puisque cette limitation a lieu surtout dans les familles bourgeoises déjà riches.

*
* *

Gumplowicz, sociologue autrichien, pose le principe suivant :

« C'est une loi sociale, inéluctable, que la diminution de notre natalité. Il est inutile de nous élever contre cette loi, nous ne pouvons rien contre elle... Les Etats, dit-il, sont soumis à des lois inexorables de développement et de disparition... »

L'Etat se trouve ainsi être : « une formation sociale, qui grandit, produit une culture, et qui meurt... »

« ... Les symptômes de la décadence d'un état, sont une haute culture et l'abaissement du chiffre des naissances. Plus la culture est élevée, plus le chiffre des naissances s'abaisse, et plus proche est la disparition : c'est une loi. »

« Plus la culture est basse, plus le chiffre des naissances est élevé, et plus grand est l'avenir, ou plutôt comme nous disons, la perspective de vie de l'Etat... »

Pour que la théorie démographique de Gumplowicz soit exacte, il faudrait tout d'abord s'entendre sur ce qu'est une culture élevée, supérieure. Il est probable que ce penseur entend par culture supérieure, chez une nation l'avancement des sciences, des arts, de l'industrie, la recherche de plus en plus grande du confort, du bien être, la crainte du labeur, de l'effort. Peut-être avec cette culture, la diminution des naissances s'accroît-elle ? Cela est possible et même presque certain.

La diminution des naissances n'est pas nécessairement la conséquence de cette culture, mais elle marche avec elle. C'est un des aspects de cette culture : les naissances sont réduites pour réduire le labeur.

Mais la culture que Gumplowicz a en vue est-elle la véritable culture ? N'en est-il pas une autre plus élevée, supérieure à la culture supérieure que ce penseur a voulu viser ?... Ne peut-on penser à une culture morale, à une culture des âmes et de la pensée, à cette culture que fait rechercher un idéal moins bas, moins terre à terre que celui du confort ou du bien être, à cette culture qui ne craint pas l'effort, le labeur fécond et vivifiant ; à la joie de certains renoncements, joie tellement profonde que ces renoncements sont des plaisirs ; en un mot, à une culture qui ne serait plus l'abolition, l'inter-règne de l'idéal ?

Avec cette nouvelle orientation de la pensée, la limitation de la

postérité n'existerait plus, ne devrait plus être, bien au contraire, puisque la culture idéale serait l'augmentation des familles.

*
* *

C'est encore un français M. Brieux, qui dans un article de journal, nous dit : «... Jamais la supériorité du nombre n'a impliqué la suprématie d'un pays. Toutes les belles actions humaines ont été accomplies par de petits peuples... »

Il suffit d'exposer ce sophisme, pour qu'il en soit de suite fait bonne justice. Nous le verrons plus loin, quand sera exposé le péril redoutable que nous cause la diminution de notre natalité en face d'armées étrangères toujours croissantes.

CHAPITRE II

Les Causes communément données

A LA

Dépopulation de la France

Nombeuses sont les causes qui sont données à l'abaissement de la natalité française. Elles peuvent être ramenées à quelques groupes. Ces causes seront d'ordre physique ou physiologique, d'ordre juridique, les causes fiscales, ou encore les causes sociales.

Dans le premier groupe, il y a lieu de ranger toutes les causes qui arrêtent les naissances ou les suppriment : la législation fiscale, les lois successorales, les émigrations rentrent dans les autres groupes.

Ainsi l'on est amené à étudier, au point de vue de la natalité française les crimes d'avortement, d'infanticide, le célibat volontaire, la tardivité des mariages, l'émigration dans les villes, la situation des salariés dans les agglomérations urbaines, les guerres, le service militaire, les théories malthusiennes et le néo-malthusianisme.

Puis les lois successorales, les lois fiscales, les douanes, les octrois.

*
* *

Nous avons vu que les mariages français sont aussi nombreux que ceux des autres nations. Il n'en naît cependant qu'un nombre bien moindre d'enfants. Notre nation, physiquement, vaut autant, sinon mieux que d'autres nations où la natalité est plus grande.

Pourquoi en est-il ainsi ? C'est que la volonté des Français est de ne pas avoir d'enfants ! Il y a quelques années, une enquête a été faite par M. le docteur Jacques Bertillon. Cette enquête était

en latin. Il y a été répondu par ceux à qui elle s'adressait, les médecins, également en latin. L'enquêteur et ses correspondants se souvenaient des vers de Boileau. Il suffira d'y renvoyer le lecteur. Mais le résumé de cette enquête, l'opinion unanime des médecins, la réponse faite par tous, de quelque point de la France qu'ils fussent, a été que cette réduction des naissances était voulue, était le résultat d'un calcul, et d'un projet suivi avec persévérance.

Il faut observer cependant que cette cause d'abaissement de la natalité, ces pratiques pour empêcher les naissances, comme celles qui suppriment les naissances, peuvent être considérées, comme un effet, une résultante des causes énoncées plus loin.

On peut faire ici une remarque sur laquelle il n'y a pas lieu d'insister : c'est combien le Français oublie certaines considérations de dignité, du respect du mariage, et combien la mentalité des époux s'est abaissée.

*
* *

Mais si malgré toutes les précautions, la nature a déjoué les calculs, d'autres pratiques, encore plus odieuses, arrêtent les naissances. Ce sont celles qui conduisent à l'avortement voulu, en dehors de toute nécessité médicale.

L'on se doute peu, combien cette pratique monstrueuse est fréquente en France, dans certains milieux. Bien entendu des données précises manquent, mais quand des médecins sont consultés et qu'ils se départissent quelque peu du secret professionnel, on est stupéfait de voir que de nombreux époux descendent au crime avec une inconscience qui effraie. Certains osent consulter à cet effet leur médecin, ils s'étonnent, ils s'insurgent quand ils ne rencontrent pas de sa part toutes les facilités et la complaisance souhaitées. Il faut convenir que malheureusement, ils ont rencontré quelquefois des médecins complaisants.

Un procès, relativement récent, s'est déroulé dans le Midi de la France. Il nous montre que cette complaisance se rencontre souvent même, chez des médecins que leur situation sociale, leur rang dans la cité, leurs ressources personnelles auraient dû préserver et arrêter dans cette voie. Le médecin auquel il est fait allusion ici, était maire de sa ville, conseiller de son département. A la suite de poursuites criminelles, ce médecin et ses complices ont été acquittés par le jury, qui sans doute a trouvé normal, naturel, ce que les accusés avaient fait.

C'est qu'en cette matière, il existe en France deux opinions qu'il faut rappeler : en ce qui concerne l'enfant simplement conçu et qui

n'a pas encore vu le jour. L'une d'elles est la suivante et nous l'avons tous entendu exposer : « L'enfant non encore né, n'est rien, absolument rien ; il n'a aucun droit, il est une partie de sa mère, et la mère peut impunément disposer de cette partie d'elle-même, les lois civiles n'ont rien à voir, ajoute-t-on, dans la disposition qu'elle peut faire d'elle-même. Elle fera ce qui lui plaira.

... « Le droit à l'avortement m'apparaît, ose dire un littérateur, comme un des pleins droits individuels... »

Il est facile, ne serait-ce qu'avec un peu de bon sens et de bonne foi, de réfuter de pareilles théories. Si on laisse de côté la théorie juridique, très ancienne de *l'infans conceptus pro nato habetur quomodo de bonus ejus agitur*, si on n'observe pas que cet axiôme reflète depuis plusieurs milliers d'années la conscience de l'homme civilisé, en cette matière, on peut demander comment est consulté celui que l'on supprime à jamais ? Et à quel moment peut-on dire qu'il cesse d'être une partie intégrante de la mère, partie que vous pourriez supprimer impunément, pour devenir un être humain, sujet actif et passif de droits ?

Le développement de la science médicale, les règles de plus en plus perfectionnées de l'asepsie, permettent de plus en plus de donner satisfaction aux pères et aux mères qui veulent faire disparaître l'enfant conçu.

Il y a en France plus d'avortements que de naissances.

Cette proportion effrayante a pu être écrite par un éminent professeur, le docteur Lacassagne, de Lyon.

Paris s'est fait une clientèle spéciale dans ce genre. Les mères et les filles viennent chercher à Paris ce qu'elles désirent.

En 1907 à Paris, il existait 1160 sages-femmes qui ont soigné environ 20.000 femmes en couches. Il y aurait à Paris, un minimum de 50.000 avortements contre 63.000 naissances. Ce chiffre de 50.000 a même paru à certains trop faible, et on a pu parler de 70.000 avortements annuels à Paris.

A Lyon, pour 9.000 naissances, on évalue les avortements à 10.000 par an.

... « Dans les maternités, dans les hôpitaux, dit le docteur Lacassagne, le quart des lits est occupé par des avortements. Aussi le total des maladies puerpérales va croissant. Il était en 1903 de 1959, et il passe à 4.142 en 1908. Dans les hôpitaux, il est entré en 1907 et en 1908 de 4.000 à 5.000 femmes ayant subi des manœuvres abortives. Ce sont les cas graves, qui seuls sont allés se faire soigner. Les autres, traités à domicile doivent être cinq fois plus nombreux. »

Ainsi donc, on peut estimer de 450 à 500.000 le nombre des avortements voulus, en France, chaque année. Des femmes, même

mariées, ne s'en cachent nullement. Elles en conviennent dans leur conversation avec leur médecin, comme d'une chose absolument normale, naturelle, un droit.

*
* *

Elles sont d'ailleurs sollicitées par des annonces multiples que les journaux ne craignent pas d'insérer à leur 4^e page. Il y a quelques années, le Parquet de la Seine s'est ému des insertions paraissant dans un certain nombre de journaux à fort tirage, et où des somnambules, des cartomanciennes exposaient leurs vertus et leur lucidité. La justice a vu, dans cette industrie une escroquerie permanente, et dans l'insertion de l'annonce une aide donnée à ce délit ; mais il n'est venu à l'esprit de personne d'interdire la publicité de certaines sages-femmes.

*
* *

Ainsi on remarque avec quelle habileté étonnante les insertions des sages-femmes sont libellées. Pour toute personne non prévenue, ne recherchant pas une complaisance coupable, l'insertion est d'une innocence parfaite. Si jamais des poursuites étaient exercées, la réponse des inculpées serait très facile à faire : on la prévoit d'avance.

Ou bien, la sage-femme parle de retards, de troubles, de malaises. Et ainsi elle paraît offrir à sa clientèle, les modes de traitement normal d'une maladie, le moyen de faire cesser ces malaises, des soins basés sur son expérience, alors qu'en réalité elle offrira son aide pour des manœuvres répréhensibles.

Ou bien encore, son annonce s'accompagnera de ces mots : « célérité, discrétion », et l'on pourra soutenir que si elle soigne une maladie, la discrétion sera complète, qu'elle gardera le secret de la naissance d'un enfant survenu en dehors du mariage, que ses soins sont rapides. Mais sera-ce de cette discrétion qu'il s'agira ? la discrétion ne s'appliquera-t-elle pas aux manœuvres criminelles ?

Ou bien encore, elle parlera dans cette annonce de stérilité ? Et s'il lui est fait une question trop indiscrete, ne pourra-t-elle pas répondre qu'en parlant de stérilité, elle entend enseigner le moyen de ne pas rester stérile ?

*
* *

On ressent l'opinion française en cette matière quand on examine le nombre des poursuites et des condamnations pour avortement. Il semble que cette mentalité (c'est-à-dire que ce crime est pardon-

nable) ait déteint sur les magistrats. Peut-être devrait-on plutôt voir dans la rareté des poursuites et des condamnations la presque impossibilité des poursuites. Ce ne sera pas la femme, victime volontaire des manœuvres, qui formulera une plainte, elle est complice ; elle a obtenu ce qu'elle désirait. C'est encore moins l'auteur des manœuvres qui fera connaître ces manœuvres. Personne ne révélera, n'a besoin ou intérêt de révéler les faits, personne ne se croit lésé, ne se plaint, comme lorsqu'un crime atteint la fortune ou la vie d'un plaignant. Ce n'est que de temps à autre qu'un événement, un décès entouré de circonstances spéciales obligera le magistrat à ouvrir une information. Il se trouvera ainsi poussé par l'opinion publique.

*
* *

La mentalité apparaît encore dans le nombre restreint des condamnations qui suivent les poursuites, ou dans le nombre d'ordonnances de non lieu.

Dans une période de 50 années environ, sur 9.300 avortements connus, et pour lesquels l'action publique s'est mise en mouvement, il n'y en eut que 1.020 jugés et 8.288 restèrent impoursuivis.

Dans une autre période de 28 ans (de 1881 à 1909) il fut connu 14.731 avortements donnant lieu à information. Il n'y en eut que 715 qui arrivèrent à l'audience, subirent le jugement. Il y en eut 14.000 environ qui restèrent totalement impoursuivis.

*
* *

Ainsi, par an 500.000 enfants sont assassinés en France, avant d'avoir vu la lumière du jour, et quand leur mère, gisante sur son lit, des suites de son crime, se fait soigner, recueille par ses souffrances quelque sympathie, il serait bien plus juste de lui demander un compte sévère de la mort de son fils, comme dans un suicide à deux, on demande à celui qui a survécu un compte sévère de la mort de l'autre.

*
* *

Il est pourtant de notoriété que l'avortement, même lorsqu'il a réussi, a des conséquences multiples. Cette opération laisse la femme malade pour toute sa vie.

Elle empêche très souvent toute nouvelle naissance.

*
* *

Le désir de n'avoir pas d'enfants a été satisfait chez certaines femmes, par une opération chirurgicale bien connue. Cette opération est devenue fréquente et de plus en plus fréquente à mesure que les découvertes de l'asepsie s'étendent.

Des femmes mariées y ont recours, alors que l'on pourrait supposer que seules des femmes non mariées ont pu y penser. Bien mieux, des jeunes filles l'ont demandée. La littérature a fait de cette opération, de l'étude de l'âme de la femme avant et après elle des sujets de roman. Des femmes ont été conduites dans les cliniques des docteurs complaisants, ainsi que l'ont démontré les débats d'un procès qui remonte à quelques années et qui a été suivi de condamnations qui n'ont pas encore paru assez sévères. On indique à la femme, dans ce cas, avec une sorte de consentement de tous, avec une entente à demi-mot, une conversation pleine de sous entendus, de réticences, qui ne prononce aucun mot irrémédiable, précis, une maladie quelconque, nécessitant une intervention opératoire. L'opération a lieu...

Cette situation de femme incomplète n'empêche pas plusieurs d'entre-elles de se marier, de trouver un mari ayant la même mentalité. Cette tare, cet amoindrissement est peut-être un avantage au contraire, pour les maris qui estiment sans doute que le but du mariage n'est pas d'avoir des fils.

*
* *

A côté de la pratique occulte, qui empêche l'enfant de naître, se place le crime d'infanticide, beaucoup plus rare d'ailleurs. Ce sera l'infanticide par une violence momentanée, et dans ce cas, il faudra beaucoup pardonner à la mère.

Ce sont surtout les filles mères qui y ont recours. La fièvre où les met leur situation, le souvenir des promesses rompues, les reproches sanglants des parents, la dépression physique, tout cela trouble le cerveau de ces mères et les rend inconscientes. Bien rares sont les infanticides commis par des femmes mariées. Il en est cependant.

C'est au moment précis de la naissance que sont commis ces infanticides. Quand l'enfant est né, que la mère, mariée ou non a commencé à donner à ce pauvre être les premiers soins, elle ne s'en détache plus : loin d'elle est l'idée de le supprimer. Elle l'a tenu dans ses bras, contre sa poitrine, elle a senti la chaleur de son corps, elle l'a soigné, sauvé peut-être d'une maladie de l'enfance ; elle s'y est attachée pour toujours, en vertu de ce phénomène mental que l'on s'attache d'avantage à ceux à qui on donne ses

soins qu'à ceux qui vous en donnent. L'allaitement maternel en dehors de tous ses avantages, aussi bien pour la mère que pour l'enfant, qui sauve tant de jeunes êtres contre la mort, apprend aussi aux femmes à être mères. Un romancier l'a expliqué, prouvé, quand il met en scène une mère qui nourrit elle-même un de ses enfants après avoir confié les autres à des nourrices salariées.

*
* *

Si, ainsi, l'enfant prêt à naître est supprimé, ou si, après sa naissance, il est assassiné, il existe d'autres situations qui font qu'il ne peut exister. Parmi elles, on peut citer le célibat de certaines professions, ou la tardivité des mariages pour certaines catégories d'hommes ou de femmes.

Loin de moi, l'idée de critiquer quoi que ce soit, ou même de porter un jugement sur un sujet et des choses qui n'ont aucun rapport avec cette étude. Mais il est indispensable de constater que, pour des motifs confessionnels, la France compte actuellement environ 89.837 prêtres, religieux catholiques et religieuses, tous voués au célibat. Cette situation en France est fort ancienne. Et l'on peut se demander si, depuis qu'elle existe, c'est-à-dire depuis que notre pays existe, ces célibataires par devoir n'auraient pas par leur descendance, selon une progression géométrique, comblé le vide que nous déplorons en France. A côté de nous, dans les pays où la population augmente et menace de nous submerger, le célibat forcé n'existe pas, ou est réduit dans de très faibles proportions.

L'Allemagne ne compte qu'un tiers de catholiques et deux tiers environ de protestants. Pour elle, donc, les célibataires par motif confessionnel sont d'un tiers à notre égard. Et cela existe depuis le moyen-âge, depuis Luther et la Réforme. La Russie compte sur ses 136 millions d'habitants de religion orthodoxe, des moines et des moniales voués au célibat, mais les prêtres séculiers n'y sont pas astreints. L'Angleterre est pour la plus grande partie soumise à la religion Anglicane, où le célibat et la vie monastique sont inconnus. Les Etats-Unis renferment seulement 12.079.142 catholiques. Tout le surplus de la population, réprouve le célibat des ministres du culte.

Peut-être, doit-on ajouter à cela, une observation : si depuis bien longtemps une catégorie d'hommes et de femmes, pour un motif religieux, se sont voués au célibat, ces hommes et ces femmes ont néanmoins contribué à l'augmentation et à la conservation des enfants. Ils les ont soignés, instruits, élevés. Saint Vincent de Paul a plus contribué à la grandeur de la France, en recueillant, en

soignant, en sauvant de la faim, de la maladie, de la mort des enfants abandonnés, qu'en élevant des enfants qui auraient été les siens.

*
* *

Si le célibat des prêtres et des religieux en France, la vie sacerdotale ou ascétique qui envisage toujours une vie supérieure et des idées d'altruisme et de dévouement est une cause de diminution des naissances, l'Economiste est obligé néanmoins de considérer ces faits.

L'excès du nombre des religieux avait toujours été très grand au moyen-âge... « Dans le milieu du xviii^e siècle, l'ordre des Franciscains, fondé en 1210 par Saint-François-d'Assise, possédait 7.000 maisons d'hommes et plus de 900 couvents de femmes. Ces maisons renfermaient 115.000 moines et 29.000 religieuses... »

En France, à la veille de 1789, les ordres les plus connus, sont les Bénédictins, les Chartreux, les Franciscains, les Cordeliers, les Dominicains, les Augustins, les Minimes, les Prémontrés, les Carmes, les Jésuites, les Trappistes, les Trinitaires, en laissant de côté les ordres religieux militaires.

Parmi les ordres des femmes on peut citer les Carmélites, les Feuillantines, les Visitandines, les Ursulines, les Filles du Calvaire.

Vers le commencement du xviii^e siècle, à la fin du règne de Louis XIV, il existait déjà en France 250.000 ecclésiastiques tant hommes que femmes, tant réguliers que séculiers. Les couvents à eux seuls comptaient 90.000 hommes ou femmes.

Un écrivain royaliste indiquait qu'en 1789, il existait en France : 820 abbayes de femmes, et 255 abbayes d'hommes.

*
* *

Plus récemment, tout près de notre époque, en 1861, un recensement indique que les communautés et congrégations en France, comprennent encore 17.773 hommes et 90.243 femmes, soit donc au total environ 108.000 personnes. Le nombre des ordres existants alors était de plus de 300. (Abbé MAILLAGRET, *Miroir des ordres*, Avignon 1865.)

*
* *

A côté du célibat, volontaire ou obligatoire, nous remarquons en France que les mariages sont tardifs. Les mariages sont tardifs parce que le mari veut pouvoir offrir une situation à sa femme.

Cette tardivité des mariages français vient de la tendance de plus en plus accentuée vers le moindre effort, tendance qui est digne de faire l'objet de l'étude d'un économiste. Au lieu de songer à créer une famille, forts seulement de leur jeunesse, de leur enthousiasme, de leur courage, ardents devant les difficultés entrevues, les époux français et leurs parents veulent qu'au moment du mariage le nid soit déjà construit, confortable, certain.

C'est pour cela que chez nous, selon une expression connue : « la maison se marie au champ, la dot à une autre dot, et où il ne vient à l'idée de personne, à moins de se signaler et d'être cité, de céder dans une union à d'autres considérations que celle de s'assurer dès le début un revenu certain plutôt que d'aborder la vie avec courage. Les fiancés que l'on représente calculant avec soin leurs ressources, leurs espérances, ce qu'ils escomptent de leurs parents, plutôt que d'avoir entre eux les conversations que l'on supposerait à deux jeunes êtres prêts à s'unir, ne sont pas une image chargée à plaisir, mais l'expression d'une douloureuse réalité.

*
* *

Un exemple connu de la tardivité des mariages, imposée par l'opinion, par les réglementations administratives résulte des prescriptions qui ont existé pour le mariage des officiers.

Pendant plus d'un siècle, des prescriptions restrictives ont été imposées aux officiers et aux marins qui voulaient se marier. Un décret de Napoléon I^{er} ne permettait ni aux officiers, ni aux marins, ni même aux sous-officiers et aux soldats de se marier sans diverses autorisations, et ces autorisations étaient maintes fois refusées. Tout d'abord, s'il s'agissait d'un officier, la femme qu'il désirait épouser devait avoir un minimum de ressources. C'est ou un capital d'au moins 36.000 francs ou une rente perpétuelle, non viagère de 1.200 francs par an, représentative du revenu de ce capital. Et les prescriptions s'appliquaient à des hommes auxquels on est bien étonné maintenant qu'on les aient jamais imposées. Un exemple entre tous est à citer : un gendarme ne pouvait se marier que si la femme qu'il recherchait possédait une fortune de 5.000 francs au moins.

Toutes ces prescriptions ont été abolies il y a quelques années. Mais l'esprit qui les avait créées a lui-même subsisté. C'est l'esprit de caste, une sorte d'idée de respectabilité mal comprise, qui les maintient en fait, sinon en droit. Cet esprit de caste admettra qu'un officier se marie avec une femme possédant une certaine fortune, et passera l'éponge sur d'autres circonstances qui auraient mé-

rité d'être examinées. C'est cet esprit spécial qui empêchera le Conseil d'administration d'un régiment d'autoriser un soldat à se marier, lors même qu'un enfant serait sur le point de naître, et même chose à noter, par cela même qu'un enfant hors mariage est sur le point de naître, parce que cela fait présumer aux enquêteurs que la mère n'est pas respectable.

Qu'importe l'enfant ? Est-ce qu'en France, on pense aux enfants ?

« ... A chaque départ de la classe, dans toute ville de garnison, c'est la rupture brutale de liaisons, qui souvent, s'il n'avait pas fallu demander l'autorisation au conseil du régiment, et pour la jeune fille, subir l'odieuse enquête de la gendarmerie, auraient pu se transformer en unions légitimes, et à cet âge, forcément productrices. Et parmi ces abandonnées, combien de filles-mères ou candidates à l'avortement, ou à la prostitution ?... (Henri COULON, *Le Journal*, 11 avril 1940).

*
* *

L'officier marié, le soldat marié n'ont-ils pas chance au contraire d'être un meilleur officier, un meilleur soldat.

C'est un point d'ailleurs sur lequel on reviendra à plusieurs reprises dans cette étude et qui se résume à celui-ci : Le père d'une nombreuse famille, forcément, a une moralité, une élévation d'âme, une force de productivité économique bien supérieure à celui qui n'a qu'un nombre restreint d'enfants ou au célibataire.

Vauban disait : « J'ai vu 700 à 800 soldats mariés dans le seul régiment de la Ferté, qui servaient bien. C'étaient ceux en qui les capitaines se fiaient le plus, et il en désertait rarement ; à l'égard de l'officier, je ne pense pas qu'il faille l'empêcher de se marier : les jeunes gens de qualité souvent manquent sur cela de conduite, comme sur bien d'autres choses, mais c'est l'affaire des familles et non de l'Etat, qui doit toujours souhaiter l'augmentation de ses sujets, et c'est pourquoi il faut laisser faire ceux qui sont d'âge à se pouvoir conduire... »

*
* *

Sous l'Empire des prescriptions napoléoniennes, bien des officiers passèrent outre à l'obligation de justifier d'une dot apportée par leur femme. La fraude était connue, banale : un tiers, un ami, confiait une somme d'argent, des titres qui étaient présentés par la femme, immatriculés pendant quelque temps à son nom, puis restitués après le mariage. Ainsi cette union d'un homme dont les

sentiments d'honneur devaient être développés plus que partout ailleurs, cette union commençait par une fraude, un mensonge, des falsifications de pièces. Il faut ajouter que cette faute était presque excusable.

*
* *

L'idée du moindre effort, le désir inlassable de diminuer le labeur a encore pour conséquence l'émigration dans les villes et l'émigration dans les villes, restreint la natalité. A première vue, on peut croire que la population totale d'une nation ne sera en rien diminuée parce qu'une partie de cette population changera de place et habitera les agglomérations urbaines au lieu d'habiter les campagnes. Non, la population totale n'est pas diminuée au moment où se produit ce changement, mais la natalité diminuera à la génération suivante.

Il en sera ainsi forcément, inévitablement, et lors même qu'il n'y aurait pas calcul de la part de ces nouveaux habitants des villes. Les nombreuses lois fiscales qui accablent la consommation, les octrois sur les matières d'alimentation, l'exiguïté des logements, l'insalubrité de ces habitations, tout tendra à cette restriction.

Ajoutons à cela, les autres dangers qui guettent le nouvel habitant de la ville. Ce sera très souvent d'abord la misère ; cet apport incessant de nouveaux bras à l'industrie urbaine n'est pas fait pour relever les salaires ; les grèves, puis les tentations résultant des cabarets, de l'alcool... « Ce tueur des hommes à venir... » L'ouvrier des villes éprouve d'autres besoins que celui des campagnes ; il a pardessus tout le préjugé que l'alimentation carnée et le vin sont les seuls réparateurs des forces physiques, alors que l'homme de la campagne arrive à se nourrir et à nourrir ses enfants de mille manières peu coûteuses, qui ne peuvent exister dans les villes ; l'ouvrier des villes ne le peut pas ; et il doit avoir recours aux institutions d'assistance privée ou publique.

M. Cauwès dit : «... En France, la population des villes de plus de 100.000 habitants s'est accrue de 85 à 90 % de 1851 à 1876, et la rapidité des progrès a été en raison directe de l'importance des agglomérations. Sur les villes de plus de 30.000 et moins de 100.000 habitants, l'augmentation encore très forte, n'est cependant que de 35 à 40 %. Par contre, en considérant comme population rurale toute population agglomérée de moins de 2000 habitants, on voit que cette population, qui formaient les 75 % de la population totale est descendue à 67 % en 1876... »

Et il ajoute que... « par d'ingénieux calculs, M. Lona parvint à établir que de 1861 à 1866, période normale, où les émigrations

intérieures n'ont pas été comme depuis, affectées par de graves crises nationales. 133.000 individus ont chaque année quitté les campagnes pour les villes... »

*
* *

Si l'homme des champs quitte ses champs, sa demeure familiale, sa vie obscure, mais libre, saine et se laisse séduire par le miroitement des villes, d'autres catégories de Français sortent aussi de leurs sphères, se laissent tenter parce qu'ils croient être mieux et cela au détriment de la natalité générale.

Telles, sont maintes femmes françaises, qui ont créé ce mal des temps actuels : le féminisme. Le féminisme est la tendance des femmes à vouloir égaler l'homme dans maintes circonstances et dans plusieurs professions. Quelle situation, la femme qui est employée, qui vit dans un bureau, entourée d'hommes qui sont employés comme elle, peut-elle avoir quand elle sera mariée et qu'elle attendra la naissance d'un enfant ? Plaisanteries peut-être de ceux qui l'entourent, des clients qui vont et viennent dans le bureau, dans tous les cas, des sourires, des remarques, une gêne, une atmosphère pénible pour la femme. Et puis, le jour où la naissance de son enfant sera proche, son travail devra être interrompu pendant quelque temps. Le jour où son enfant sera né, ce travail devra encore, au moins pendant un mois, être suspendu. Son patron voudra-t-il accepter cette interruption. Le pourra-t-il, même s'il le veut ?...

La femme employée devra donc s'abstenir d'avoir des enfants pour ces mille motifs. Pourrait-elle d'ailleurs les soigner chez elle ? non, cela lui serait impossible. Elle se trouvera donc à peu près dans la situation des domestiques d'une maison bourgeoise, pour qui la grossesse de la cuisinière ou de la femme de chambre, et la naissance d'un enfant sera un malheur, qui pourra faire perdre au père ou à la mère de cet enfant, leur emploi.

*
* *

L'on remarque que le féminisme s'étend de jour en jour, de plus en plus, les femmes ont accès à certaines professions. L'invasion de ces professions a commencé chez nous, lente, obscure, avec bien moins de bruit que chez nos voisins, mais plus certaine, avec plus de tenacité. Toutes les professions se ressentent de ce mouvement social, aussi bien les plus rudes, les plus compliquées, les plus délicates et les plus simples.

Nos filles actuellement ne se contentent plus de brevets d'études.

Beaucoup d'entre elles sont bachelières ès-lettres ou ès-sciences, et elles apporteront ainsi dans leur ménage une mentalité toute nouvelle, qui n'est pas faite pour élever et soigner de jeunes enfants.

Dans certains pays, les femmes veulent même voter, elles l'ont obtenu en quelques endroits.

*
* *

Les recensements nous démontrent la progression du nombre des femmes qui ont une profession ou un métier.

Voici les étapes de cette progression :

En 1866, il existe 4.642.000 femmes ayant une profession.

1896, il en existe 6.411.000.

1901, — 6.793.000.

1906, — 7.693.000.

Ainsi donc, chaque année, le contingent des femmes vivant de leur travail augmente de près de 150.000 unités, chaque année, par contre, le contingent des femmes destinées à être épouses ou mères, diminue d'autant.

*
* *

Le nombre des femmes qui sont occupées aux champs s'élève à environ 3.300.000.

Peut-être cette occupation spéciale et très ancienne des femmes aux travaux de l'agriculture, n'a-t-elle pas pour la natalité française les inconvénients que l'on pourrait craindre. Les travaux des femmes à la campagne sont ceux des soins donnés à la laiterie, à la basse-cour, et ces travaux ne sont pas et n'ont jamais été incompatibles avec la maternité.

Il n'en est pas de même des 2 millions 1/2 (exactement 2.518.000) des femmes adonnées à l'industrie. Ce sont les ouvrières des usines, celles qui sont obligées de vivre tout le jour dans les ateliers, qui doivent fournir un labeur depuis la première heure jusqu'au soir, qui ne peuvent avoir d'enfants ou qui ne peuvent soigner ceux qui peuvent leur naître.

Il existe 780.000 femmes qui vivent du commerce. Ce sera, non pas des femmes dirigeant, comme patronnes une exploitation commerciale. Celles-là pourront avoir autant d'enfants qu'il leur plaira, bien qu'elles penseront peut être que la naissance d'un enfant est une cause de retard, un pas en arrière même dans la marche ardente vers la fortune.

Les 780.000 femmes vivant du commerce, seront employées de magasin, pour qui le mariage sera retardé, et qui une fois mariées, n'auront qu'un droit bien restreint d'avoir des enfants.

Viennent ensuite 293.000 femmes exerçant les professions dites libérales. Pour elles la liberté d'être mères est entière, aucune restriction à l'augmentation de leur famille ne résulte de leur profession elle-même. Mais les restrictions résulteront non seulement de la mentalité générale française, mais de l'ambiance, de certains empêchements moraux, impondérables, mais efficaces.

78.000 femmes sont domestiques. Pour elles et surtout pour les domestiques des maisons bourgeoises, il y a une impossibilité presque absolue d'avoir le droit aux enfants. L'art de ne pas en avoir, fait partie des connaissances qui leur sont nécessaires pour exercer leur métier. Avec nos mœurs, on voit comment serait accueillie la grossesse d'une cuisinière, d'une femme de chambre mariée. Quelles réflexions cette situation, pourtant si normale, amènerait-elle ? quel mépris éprouverait la maîtresse de maison pour des gens qui oublient si facilement les devoirs de leur état. Les domestiques seraient purement et simplement congédiés.

Ceux d'entre ces domestiques qui voudront exercer le droit qu'a tout homme d'avoir des enfants devront faire en sorte que cette naissance survienne avant qu'ils n'entrent en service dans une famille. Puis l'enfant, qui sera presque toujours un enfant unique, sera confié à la campagne à des parents, à des amis, généralement aux parents de l'un des époux. Et alors les domestiques se replaceront dans une autre famille.

Si ces époux ont l'audace de vouloir avoir plusieurs enfants, ils devront prendre leurs dispositions pour que les grossesses et naissances surviennent dans l'intervalle de deux places. Il faudra qu'ils fassent quelques économies pour vivre pendant ces intervalles, ou le mari seul travaillera.

*
* *

Ainsi de 1866 à 1896 l'accroissement du nombre des femmes vivont de leur travail a été considérable.

Les 3.300.000 femmes employées actuellement aux champs, n'étaient en 1866 que 1.875.000

Les 2.518.000 employées dans l'industrie n'étaient que de 1.304.000.

Les 780.000 femmes s'adonnant aux professions commerciales n'étaient que de 241.000.

Les 78.000 domestiques actuelles sont égales en nombre à celles d'alors. Ainsi, il y avait, il y a 30 ans, autant de cuisinières, de femmes de chambre, de bonnes, que maintenant.

Les 295.000 femmes adonnées aux professions libérales n'étaient que de 164.000.

*
* *

L'accroissement du nombre des femmes dans les divers ordres de l'activité humaine, s'est porté sur des professions bien inattendues et qui doivent nous faire penser que celles qui s'y adonnent doivent avoir bien peu de loisirs et de faculté pour être mères.

Il existerait en France, d'après le recensement de 1906, 14.374 sages-femmes. Ce rôle convient très bien aux femmes, et de tout temps il a été exercé par elles. Un seul regret doit cependant être exprimé. C'est auprès des sages-femmes, plus encore qu'auprès des médecins, que les femmes s'adresseront pour éviter des maternités, et c'est auprès d'elles qu'elles trouveront meilleur accueil, sinon meilleurs soins. Il est des grandes villes où malheureusement bien des sages-femmes ont oublié que leur rôle est d'aider aux naissances et non de les empêcher.

Le nombre des femmes-médecins augmente également. Les doctresses étaient 573. On comprend encore que certaines femmes s'adonnent à la médecine et se consacrent à une certaine catégorie de malades, tels que les femmes, les enfants.

Les infirmières étaient 34.741 : soigner les malades est le véritable rôle d'une femme, qui y déploiera naturellement plus de douceur, d'abnégation, de patience que des hommes. Son mérite sera plus grand encore, si elle obéit à un devoir de sa conscience, indépendamment de toute impulsion ou règle religieuse.

Notre civilisation a le bonheur de compter 24 avocates. La loi n'a pas encore permis d'avoir des femmes avoués, des femmes notaires, des femmes huissiers. Il serait cependant facile de retrouver quelques revendications dans ce sens.

En revanche, les études d'officiers ministériels, les bureaux d'hypothèques paraissent maintenant envahis dans certains pays, par des femmes clercs, des femmes expéditionnaires, des femmes dactylographes.

La véritable profession libérale féminine est sans contredit l'enseignement. Les femmes institutrices, privées ou publiques, les professeurs d'art s'élèvent à 106.000. Là encore, l'exercice d'une semblable profession peut-être un empêchement aux naissances : une institutrice, même mariée, ne saurait avoir d'enfants. Comment continuerait-elle à faire sa classe avant et après la naissance de cet enfant ? Vous sentez bien qu'elle recueillerait les observations peut-être de ses supérieurs et certainement du maire de la petite commune où elle enseigne. Quant aux femmes qui donnent des leçons, qui vont de maison en maison donner des heures de musique, de dessin, quelle perturbation, quelles pertes de clientèle, la naissance d'un petit être leur causerait-elle ?

Les recensements, avec toute la brutalité de la statistique, nous

révèlent 133 femmes professeurs d'escrime. Il vaut mieux ne pas s'attarder à étudier leur cas.

*
* *

A ces professions libérales, il faut ajouter 4.247 chanteuses de toute nature, 1.468 adonnées au théâtre, 631 à l'art chorégraphique. Toutes ces femmes ne sont pas celles qui auront le plus d'enfants, si elles en ont, pas plus d'ailleurs que les 146 femmes adonnées au journalisme et les 177 femmes modèles de peintres.

*
* *

Il faut considérer comme un phénomène inexplicable les 217 ouvrières de forges ; on doit espérer que ces 217 femmes sont occupées à des travaux en rapport avec leur sexe ou à des travaux de surveillance ou de bureau. Il existerait aussi 50 femmes qui exercent la profession de maréchal-ferrant, 26 femmes fabricants de couteaux, 797 femmes sont occupées à des travaux dans les tréfileries, 27 seraient serruriers en bâtiments, 20 charpentiers en fer, 183 ouvrières dans les chantiers de constructions de navires en fer, 28 ouvrières fondeuses en fer, 163 femmes sont maçons ou démolisseurs de maisons.

Ces cas spéciaux n'offrent d'intérêt que par leur singularité, s'ils ne révèlent pas la tendance de femmes à s'occuper de choses étrangères à leur sexe, plutôt que de s'occuper de leurs enfants.

*
* *

Là où la femme excellera en France et où elle fournit un fort contingent d'ouvrières, ce sera dans toutes les industries du vêtement ; aussi bien du vêtement d'homme que celui de femme. Il y a 840.000 femmes qui s'occupent de la confection, 106.000 de la lingerie, 73.000 de la chapellerie, 28.000 de fleurs artificielles. Il faut ajouter à ces chiffres, les ouvrières qui, pour un salaire bien modique, travaillent dans leur intérieur, au lieu de travailler dans un atelier. Celles-ci peuvent malgré ce travail, remplir leur devoir d'épouses et de mères. En résumé, 1.380.000 femmes travaillent dans les étoffes.

*
* *

Les industries suivantes sont des industries en grande partie féminines.

La broderie, la passementerie, la rubannerie, les lainages, les cotonnades, la dentelle, ainsi 510.000 femmes, dont 349.000 ouvrières d'atelier, sont employées dans l'industrie des tissus. Il existe 130.000 ouvrières cartonnères et autant d'ouvrières des papeteries. Il en existe presque le même chiffre 128.000, qui s'adonnent à la gravure, à la lithographie, à la typographie. Ce contingent s'augmentera encore dans l'avenir : les machines à composer, ou linotypes, par leur facilité d'emploi seront de plus en plus à la portée des femmes.

*
* *

Les 3.300.000 femmes employées aux champs comprennent 155.895 fermières ou femmes de métayers, dirigeant une exploitation et 113 000 femmes adonnées aux travaux de jardinage. A côté d'elles existent 221.799 femmes qui ne sont qu'ouvrières agricoles.

La poussée des femmes vers des travaux autres que ceux de leur sexe est telle qu'il existe 227 femmes pratiquant l'élevage du cheval, et 223 l'élevage du bétail ; 470 sont bergères, et 50, ouvrières dans les champignonnières.

4.217 femmes travaillent aux durs travaux des mines. Il existe 12.869 ouvrières travaillant dans les usines de produits chimiques. 203 sont même fabricantes de produits chimiques. Il en existe 1.222 qui fabriquent des bougies, 43 manutentionnent du suif, 495 de la colle de poisson, 236 travaillent dans les ateliers de pyrotechnie, 198 dans les usines d'explosifs ; une dizaine dans les fabriques, non moins dangereuses et malsaines de carbure de calcium.

Nous avons tous vu, surtout sur les petites lignes de chemins de fer, dans les régions des villégiatures estivales des femmes chefs de gare.

Les manipulations les plus répugnantes n'effraient pas certaines femmes, car la statistique nous révèle encore que 5 femmes s'occupent d'équarrissage, 58 abattent du bétail ; il existe des femmes ouvrières vidangeurs ; que penser aussi des femmes cochères de voitures publiques ?

Les industries d'alimentation occupent 90.000 femmes. Ce sera les employées de boulangeries, de pâtisseries ou des ouvrières employées dans les moulins, dans les fabriques de sucre, les féculeries, les beurreries.

Si l'on envisage seulement les carrières publiques, nous trouvons que 155.028 femmes y occupent actuellement des emplois, cela nous est révélé par une revue spéciale, qui porte pour titre : *La femme dans les carrières publiques et privées.*

Il existe 102 femmes au Ministère des Affaires Étrangères, 16 au Ministère de l'Agriculture, 166 au Ministère des Colonies, 140 au Ministère du Commerce, 15.072 dans le service des finances, 3.920 dans le service de la Guerre, 70.693 à l'Instruction publique, 147 aux Beaux-Arts, 243 au Ministère de l'Intérieur, 37.120 dans les administrations départementales et communales, 840 au Ministère de la Justice, 457 à celui de la Marine, 132 au Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale, 152 à celui des Travaux Publics, 19.466 dans les services des Postes et Télégraphes, 6.356 dans les Chemins de fer de l'Etat.

*
* *

Et cependant, selon le mot de Stendhal : le meilleur féminisme n'est pas dans l'exercice de ces professions... « La femme mettra toujours sa coquetterie, surtout son intelligence plus ouverte, à rester femme ».

*
* *

La loi 13 Juillet 1907, relative à la libre disposition du salaire de la femme mariée, a consacré à celle-ci le droit d'exercer une industrie, une profession et de se créer un patrimoine, à côté de celui de son mari et de celui de la communauté et de disposer seule de ce patrimoine. Ainsi elle peut faire des acquisitions de valeurs mobilières ou d'immeubles sans limitation d'importance. Elle peut gérer comme elle l'entend ces biens, elle n'a pas besoin d'autorisation maritale à cet effet.

Cette loi permet à la femme d'échapper à son rôle d'épouse et de mère, et de se créer des occupations spéciales, une vie spéciale à côté de son mari et de ses enfants.

*
* *

Il n'existe pas en France de stérilité naturelle physiologique, plus grande que chez les autres nations. Il existe peut-être plus de causes de stérilité résultant de certaines conditions de notre situation sociale.

Il faut d'abord écarter délibérément des causes qui restreignent la natalité celles ci-après : le tabac, les guerres, les maladies vénériennes, mais il faut placer au rang des causes de dégénérescence, l'alcoolisme et la tuberculose.

*
* *

Le tabac ne peut être une cause de pauci-natalité. Il suffit de songer aux peuples les plus prolifiques, les Allemands, par exemple, grands consommateurs de tabac, pour voir que la consommation du tabac ne peut être incriminée.

La France est l'un des grands pays d'Europe où il se consomme le moins de tabac par tête d'habitant. Seule l'Espagne en consommerait moins.

L'Espagnol consomme par an 550 grammes de tabac ;

Le Français en consomme 1.000 (en 1908 : 1.008 grammes) ;

Le Norvégien 1.135 ;

L'Autrichien 1.350 ;

L'Allemand 1.485 ;

Le Belge 1.552 ;

Et le Hollandais 3.400.

*
* *

Pareillement les guerres ne paraissent pas avoir les conséquences que l'on pourrait supposer sur la natalité française

Sans doute, il a été dirigé contre la République Française et contre l'Empire Français des coalitions nombreuses, mais pendant ces guerres les hommes seuls périssaient. Il restait les femmes, et de plus les hécatombes de soldats atteignaient aussi les étrangers avec lesquels les Français étaient en guerre.

Depuis 1815 la France a joui d'une paix presque complète. On ne peut appeler une guerre les expéditions d'Espagne de 1824, celle de Morée, ou l'expédition qui aboutit au siège d'Anvers. Celles qui ont été nécessitées par la conquête de l'Algérie, les guerres de Crimée et d'Italie bien que meurtrières n'ont pu avoir une grande influence sur la natalité générale.

On sait comment l'armée était alors composée : de soldat à qui, pendant la durée de leur service, il n'était pas permis de se marier et d'officiers dont beaucoup étaient célibataires.

*
* *

Sous le premier Empire, on est frappé du chiffre de l'armée que commandait Napoléon I^{er}. En 1812, quand à la tête de la Grande Armée, l'Empereur déclare la guerre à la Russie, il marche à la tête de 600.000 hommes. Mais dans cette armée les contingents étrangers, les troupes de ses royaumes vassaux, sont considérables. Ce sont les troupes de son royaume d'Italie, celles du royaume de Hollande, incorporé à l'Empire Français depuis 1810. Ce sont celles

de la majeure partie de l'Allemagne, dont l'Empereur est le souverain, soit directement, soit comme protecteur de la Confédération du Rhin. La Confédération du Rhin comprend 35 principautés et Royaumes, parmi lesquels, les royaumes importants par leur étendue et leur population : la Bavière, le Wurtemberg, la Saxe, la Westphalie, le Grand duché de Bade, celui de Francfort, tous vassaux de l'Empereur.

Tous les soldats de ces nationalités font campagne contre la Russie et périssent autant que périssent les Français.

*
* *

La guerre de 1870 a trop peu duré pour avoir une influence sur la dépopulation de la France ; dans tous les cas, il faut remarquer que les pertes de nos adversaires ont été tout aussi importantes.

*
* *

Des maladies toutes spéciales, qui à première vue empêcheraient les naissances, ne sont pas et ne peuvent être une cause de dépopulation comme on pourrait le croire. Un savant syphiliographe, le docteur Fournier, dans un ouvrage connu, *Mariage et Syphilis*, l'a démontré d'une façon péremptoire. La maladie est curable et relativement facilement guérissable. Très court est le délai pendant lequel à partir du début du mal, les naissances peuvent être arrêtées. La littérature s'est depuis emparée de ce sujet, M. Brieux dans sa pièce, *L'Avarié*, nous a fait voir l'état d'âme de chacun à l'égard de ce mal, les croyances erronées, les idées préconçues et il a essayé, comme la science l'avait fait avant lui, de nous convaincre que si cette maladie était grave, elle ne pourrait avoir sur notre descendance l'influence que l'on pourrait croire.

Au surplus, c'est dans notre pays que la proportion des malades atteints de ce que les étrangers osent appeler « le mal français » est la moindre. M. Gonnard nous enseigne qu'à une époque, ancienne, il est vrai, de notre histoire (1867-1869) il y avait 329 soldats anglais, atteints de maladies vénériennes sur 1000 : il y en avait, toujours sur 1000, 100 Belges, 96 Français, 88 Prussiens et 168 Autrichiens.

L'armée anglaise était déjà à cette époque et est encore actuellement, particulièrement atteinte aux Indes

On est certain que la proportion ci-dessus a diminué en France d'après la statistique qui vient d'être rappelée. Et cela se comprend : à l'époque où elle a eu lieu, l'armée française était compo-

sée de soldats faisant 7 ans de service, tous célibataires ; les officiers en grande partie étaient célibataires. Il n'en est plus de même aujourd'hui.

*
* *

On a encore donné pour cause de la dépopulation française, l'alimentation qui est de plus en plus en plus une alimentation carnée, et les maladies rhumatismales, l'artério sclerose, qui peuvent en résulter. Cette indication est le résultat de l'erreur de ceux qui ne veulent pas chercher la véritable cause de la dépopulation : (la volonté réfléchie de n'avoir pas d'enfants), et qui attribue cette dépopulation à des causes physiologiques variées.

On peut supposer même qu'au contraire, une nourriture abondante, choisie, sera une cause de naissances nombreuses et fera que les enfants prospéreront. Des médecins ont étudié et recherché les causes qui pouvaient déterminer les sexes, parmi les enfants d'une famille. Et plusieurs sont arrivés à cette conclusion, qu'une forte nourriture était la cause d'une descendance nombreuse, et d'une descendance de préférence masculine.

*
* *

Mais il existe une cause de dégénérescence physiologique qui de l'aveu de tous, amène la dépopulation, la diminution des naissances, ou les naissances d'enfants physiquement tarés.

C'est l'alcoolisme.

La consommation de l'alcool en France est toujours croissante. Le nombre des enfants des alcooliques est en général moins élevé que celui des enfants des tempérants. Beaucoup de ces enfants disparaissent en naissant ou dans les premières années de leur âge. Ceux qui survivent ne peuvent eux mêmes, à leur tour, avoir qu'une postérité restreinte ou inférieure.

Sans doute, on peut citer çà et là, les naissances nombreuses dans une famille où le père est alcoolique. Ce sera là encore une démonstration de l'influence de la volonté sur les naissances, parce qu'on peut penser que ces naissances d'enfants d'alcooliques sont dues à une absence de volonté, quand le père est sous l'empire de l'alcool. Une expression rend bien l'idée de ces naissances, on appelle ces enfants ainsi nés « les enfants du lundi ». Mais ces naissances seront bientôt suivies de décès.

Ainsi donc, il est certain que l'alcool cause la ruine physiologique, il conduit à la misère sociale et c'est en vain que par un pa-

radoxe de dilettante, on a essayé de le réhabiliter et d'en faire un aliment.

La misère physiologique, la destruction de la santé, les progrès du fléau ont été trop de fois et depuis trop longtemps signalés pour qu'il soit nécessaire de s'y étendre.

Les médecins ont remarqué que les alcooliques, ou les fils d'alcooliques, sans avoir précisément certaines maladies, dérivant de leur état lui-même, présentaient une réceptivité beaucoup plus grande pour ces maladies et particulièrement pour la phthisie pulmonaire. Chez les alcooliques, toutes les affections cancéreuses ont un caractère bien tranché de malignité. Chez eux tout traitement chirurgical est particulièrement hasardeux, chez eux la résistance est minime en face d'une épidémie de choléra, de petite vérole, de fièvre thyphoïde.

*
* *

Qui de nous n'a vu, avec un grand serrement de cœur, le matin, dès la première heure du jour, les débits ouverts, flamboyants dans la nuit, et les ouvriers avant d'aller à leur travail affluer autour des comptoirs des marchands de vins ? Ce ne sont pas des aliments qu'ils absorbent, ce sont d'immondes mixtures alcooliques, du vin blanc, des eaux-de-vie de mauvaise qualité, qui agiront d'autant plus sur l'estomac que le buveur est à jeun. Toujours à jeun, l'ouvrier absorbera, ce qu'il appelle des apéritifs, des vermouths et des absinthes, des bitters, qui outre l'alcool qu'ils renferment, contiennent des essences nocives. Pendant ses repas, l'ouvrier préférera à toute boisson : le vin. Il ne se croira pas un buveur s'il en absorbe un litre à midi, un litre le soir, buvant ainsi, à raison de 10 centilitres par litre, au moins 20 centilitres d'alcool.

L'ouvrier cherchera le matin, dans la boisson qu'il absorbe à jeun, le coup de fouet qui le réveille, qui lui donne une ardeur momentanée, factice, pour reprendre son ouvrage. Il pourrait tout aussi bien, dans son intérieur, trouver ce qu'il cherche, en s'abstenant d'alcool.

*
* *

La loi du 13 février 1873 tend à réprimer l'ivresse publique et à réprimer les progrès de l'alcoolisme, mais elle est lettre morte. Son texte s'étale dans chaque débit de boisson de France, avec une parfaite inefficacité. Le privilège odieux des bouilleurs de cru

vient compléter ce droit donné aux générations françaises de s'empoisonner.

S' imagine-t-on quel résultat admirable pour notre population, pour l'augmentation de notre richesse nationale, pour une « plus grande France », serait obtenu par la répression de l'alcoolisme : si les 150.000 Français qui meurent chaque année de la tuberculose, fille de l'alcoolisme, vivaient, avaient eux-mêmes des enfants ; si toutes les maladies qui ont pour père l'alcool, disparaissaient ; si les maisons d'aliénés n'avaient plus à recevoir les malades qui doivent leur état à l'intempérance, si nos prisons ne s'emplissaient plus de criminels inconscients ?

*
* *

Michelet résumait dans son livre, *Nos Fils*, la dégénérescence physique produite par l'alcoolisme par ces mots :

« ... J'ai mal... comment guérir ?... quand tu ne boiras plus... »

*
* *

En 1912 la production totale de l'alcool a été de 3.310.000 hectolitres, contre 2.414.000 en 1911.

3.407.000 hectolitres ont pu être contrôlés par les services compétents. L'on estime à 143.000 hectolitres, la production non contrôlée des bouilleurs de cru.

La France a en outre reçu de l'étranger 186.000 hectolitres d'alcool pur, ou sous forme de liqueurs. Mais sur cet ensemble elle a exporté 315.000 hectolitres.

Sur l'alcool resté en France, et utilisé en France 1.515.859 hectolitres ont été consommés, 681.185 hectolitres ont été dénaturés.

87.297 hectolitres ont été livrés au vinage, 56.407 transformés en vinaigre, 165.000 consommés en franchise par les bouilleurs de cru.

Sur les 1.515.859 livrés à la consommation, 829.226 hectolitres ont été consommés comme eau-de-vie, 218.664 comme absinthe ; 10.696 ont été employés en parfumerie, le reste a été transformé en liqueurs diverses.

La Seine est arrivée avec 189.526 hectolitres imposés, soit 4.57 par habitant. Les 40.225 hectolitres du Calvados donnent 11,29 par habitant ; les 108.976 hectolitres de la Seine-Inférieure 12.49.

La Vendée vient au bas de l'échelle avec 3.755 hectolitres, soit 0.87 centilitres par habitant.

Notre pays se place en tête des nations pour la consommation de l'alcool. Cette consommation représente 4 litres en moyenne par personne ou 8 litres d'eau-de-vie à 50 % d'alcool pur, beaucoup plus, si on défalque les femmes et les enfants. En 1830 la consommation de chaque Français n'était que d'un litre par personne.

Le premier rang de la France, pour la consommation de l'alcool est encore plus frappant quand on calcule la consommation de l'absinthe. La France seule consomme plus d'absinthe que toutes les nations réunies.

En 1873, la consommation annuelle de l'absinthe en France était de 6.713 hectolitres ramenés à 100 degrés.

En 1878 elle est de 10.150 hectolitres ; en 1880 de 18.000 ; en 1884 de 49.335 hectolitres ; en 1890 de 105.258 hectolitres ; en 1894 de 127.888 hectolitres ; en 1898 de 219.332 hectolitres ; en 1900 de 238.467 hectolitres ; en 1903 de 186.426 hectolitres ; en 1906 de 160.366 hectolitres ; en 1907 de 206.143 hectolitres ; en 1909 de 158.772 hectolitres ; en 1910 de 172.116 et en 1911 de 230.000 hectolitres.

*
* *

La diminution de la natalité est visible dans les départements français où diverses conditions de culture mettent à la disposition des populations l'alcool. On peut citer parmi ces départements ceux de la région normande, où existe l'eau-de-vie de cidre ou Calvados ; ceux de la région des Charentes où l'on brûle les vins. Et si, dans certains cantons, la population ne diminue pas, du moins la race semble étiolée. Les enfants malingres, coxalgiques, les tuberculoses fréquentes s'y rencontrent plus qu'ailleurs.

L'exorbitant privilège que possèdent les bouilleurs de cru et dont le maintien est incompréhensible dans un pays d'égalité est le privilège de s'empoisonner d'alcool, d'empoisonner sa famille, ses serviteurs, tous ceux qui les entourent.

Tous les pays où les bouilleurs de cru ont à leur disposition l'alcool, les idées les plus bizarres sont professées par les pères et les mères. On a vu des parents faire des soupes à l'alcool à leurs jeunes enfants, leur servir du café ou entrain une forte proportion d'alcool, faire boire à un enfant malade des punchs à l'alcool, des brulots. Et quand vous vous permettez une observation, une remarque, le père vous regarde en dessous : « ... que vient-il nous

dire, celui-là, semble penser ce père ? un bon verre d'eau-de-vie, faite par nous, n'a jamais fait de mal ; nous savons comment cela est fait, c'est nous qui l'avons fabriquée, loyalement. »

*
* *

Les deux phénomènes « alcoolisme et dépopulation », sont en étroite connexion. Aussi, nombreux sont les systèmes proposés pour remédier à ce mal.

Parmi eux, on peut citer en premier rang celui de M. Alglave ; Il part de cette idée, que pour des raisons fiscales, la consommation de l'alcool ne peut être restreinte, que d'autre part on ne peut guère empêcher quelqu'un de consommer de l'alcool, si tel est son désir. Le système consiste donc à confier à l'Etat le Monopole de la rectification et de la vente en gros de l'alcool. Ainsi, après la rectification, l'alcool est devenu aussi peu nuisible que possible.

Le système Suisse qui ne s'applique qu'aux eaux-de-vie de grains et de pommes de terre, et qui laisse de côté les eaux-de-vie de vin, de marcs, de fruits, est un autre système qui peut restreindre l'alcoolisme, ou rendre l'alcool moins offensif.

A côté de ces monopoles tendant plutôt à fournir un produit moins nocif, on peut placer les systèmes qui restreignent la consommation.

Ce sera le système du monopole de la vente en détail en Russie, qui réside dans le fait que : l'alcool est vendu en petites bouteilles, qu'il est interdit d'ouvrir dans le débit.

Ainsi, boira de l'alcool celui qui le voudra bien, avec une volonté certaine et réfléchie. En France, on peut supposer que beaucoup succombent à l'exemple, à l'entraînement. Ils entrent plusieurs dans un débit, ils jouent, chacun veut offrir sa tournée, chacun veut être aimable et les tournées succèdent aux tournées. Puis le pli est pris pour l'avenir.

Au lieu de cela, le Russe devra aller consommer chez lui, sous l'œil de sa femme, de ses enfants. Il n'osera pas ; il s'abstiendra.

*
* *

Et c'est ici que l'on peut faire une remarque purement économique ; et formuler une réponse à ceux qui peuvent craindre, par la diminution de la consommation d'alcool, une diminution de recettes fiscales. C'est que le travail d'un tempérant sera bien plus productif pour lui et pour l'ensemble de la nation que le travail du consommateur d'alcool. C'est qu'il épargnera à la nation bien des

dépenses d'hôpitaux, de prisons, c'est que sa descendance sera une richesse pour son pays, au lieu d'être une cause de faiblesse et de pertes.

*
* *

D'autres systèmes ont essayé de remédier au mal. Ce sont encore le système du monopole, de la vente au détail dans la Caroline du Sud, dans quelques comtés de la Caroline du Nord, de l'Alabama, de la Georgie. Là, on ne consomme pas dans les débits, on doit consommer chez soi. Bien plus, ce qui forme la caractéristique de ce système, c'est que pour acheter de l'alcool, il faut en faire la demande par écrit. Comme le moujick russe qui n'ose pas boire devant sa femme, l'Américain de ces comtés osera-t-il signer une demande d'achat d'alcool ?

*
* *

Un des systèmes les plus connus est encore le système dit de Gothembourg, ou le système Norvégien. Il consiste en un monopole de la vente en détail de l'alcool. Il date d'une loi de 1894, il peut être considéré comme la résultante d'une loi suédoise beaucoup plus ancienne (1855).

Il s'applique à toutes les liqueurs fortes, titrant plus de 21°.

Le monopole de la vente de ces liqueurs est concédé, non pas à des villes, comme en Amérique, mais à des associations de personnes honorables, agissant par philanthropie et avec désintéressement. Ces personnes n'exciteront donc jamais à la consommation. Elles n'y ont aucun intérêt, elles ne feront jamais crédit ; dans les débits, jamais il n'est servi de liqueurs aux enfants, aux individus en état d'ivresse, aux mendiants, aux gens inconvenants ou simplement de mauvaise apparence.

Dans les débits on doit rester debout, on n'y peut fumer, on n'y joue pas.

Ce système est appliqué en Finlande.

*
* *

Il est profondément regrettable que dans notre pays il ne soit absolument rien fait de sérieux. Le privilège des bouilleurs de cru doit être en premier lieu supprimé. Le particulier ne doit pas pouvoir distiller lui-même. Il ne doit pas pouvoir s'empoisonner, empoisonner ses serviteurs, ses enfants, ceux qui l'entourent.

*
* *

A côté des causes physiques, physiologiques, on donne encore comme causes très importantes de la diminution de notre natalité, les causes juridiques et parmi elles en premier lieu les lois sur les successions.

On peut tout d'abord laisser de côté le divorce, prohibé par une loi de 1816, et rétabli en 1881. On a cru pouvoir faire cette remarque, c'est que dans les régions où les divorces sont les plus nombreux, le nombre des naissances diminue.

Mais l'un de ces phénomènes, la diminution des naissances n'est pas la résultante de l'autre phénomène. Les deux choses co-existent, sans que l'une crée l'autre. Elles co-existent chez les mêmes individus et dans les mêmes familles, parce qu'elles sont toutes deux la manifestation d'une mentalité spéciale : Aux idées anciennes de famille unie, indissoluble, de descendance nombreuse, d'autres idées, une autre mentalité s'est substituée : celle du moindre effort, de la recherche d'une vie plus aisée, plus commode, le désir de rejeter toutes les obligations quelles qu'elles soient, envers un conjoint, comme envers d'autres, par suite la diminution du nombre des enfants.

Au surplus, la statistique des divorces et de la natalité nous démontre que les départements français où les divorces sont nombreux ne sont pas toujours ceux où les naissances sont en diminution. Le divorce existe depuis longtemps dans d'autres pays, notamment en Allemagne.

*
* *

Il faut aborder maintenant le régime successoral français et examiner ses effets sur la diminution de la natalité française. Quand on étudie la dépopulation de notre pays, il est d'usage, il est de mode d'imputer ce phénomène fâcheux au Code civil et au système de la dévolution des successions en France.

Rien cependant n'est plus faux. Le régime successoral français et le partage égal de tous les biens n'ont aucune responsabilité dans la diminution des familles.

*
* *

Le Play, *laudator temporis acti*, a imaginé une famille idéale. Elle comprend une réunion de 18 personnes, parmi lesquelles on rencontrera cinq hommes et cinq femmes adultes, de 20 à 60 ans. Cette famille cultive elle-même un domaine qui peut aller de 20 à 50 hectares environ. Tous les 25 ans, Le Play, prétend que ce groupe

modèle fournira au moins six de ses membres adultes qui essaieront.

Ainsi se composerait la famille souche. Après la mort du père de famille, la famille subsiste comme si ce dernier survivait. Les enfants même mariés, demeurent au foyer paternel, et vivent sous la direction de l'un d'entre eux que le père a institué son héritier universel. Et quant aux autres enfants, leur seule ressource est le célibat, et dans tous les cas l'existence sous la dépendance du frère institué par le père. Le Play ne leur donne que cette alternative. Voici d'ailleurs comment il s'exprime : « L'enfant institué devra perpétuer au foyer paternel les habitudes de travail, les moyens d'influence et l'ensemble des traditions utiles créées par les aïeux. »

Ainsi Le Play veut faire de l'humanité et particulièrement de sa famille type quelque chose d'analogue aux ruches d'abeilles. Mais il oublie que dans chacun des individus de l'humanité, il existe des facultés, des droits à l'utilisation de ces facultés, des droits à être son maître, qui n'existent peut-être pas pour tous les individus dans une république d'abeilles, composée de reines, de mâles, d'ouvrières sans sexe.

*
* *

On voit d'ailleurs toutes les conséquences de cette regression, aux premiers temps de l'humanité, si jamais les mœurs établissaient une indivision semblable après la mort du père. L'une des objections contre le socialisme a été que sous un régime collectiviste, les hommes seraient sans initiative, sans recherche du mieux, sans espoirs s'ils étaient sans craintes. On a appelé leur état d'un mot caractéristique : la stabulation, les comparant à des animaux d'une étable qui reçoivent leur nourriture tous les jours, sans avoir à la conquérir.

La vie, dans la famille de Le Play serait identique à celle que l'on peut s'imaginer, si jamais le collectivisme, la communauté de tous les biens pouvait être créés.

Les objections contre le système de Le Play arrivent en foule à l'esprit. Pour éviter un morcellement, pour maintenir ce qu'il appelle « l'ensemble des traditions utiles créées par les aïeux... » on irait contre toutes les idées de justice qui doivent présider à un partage entre les enfants d'un même père ; on créerait un chef, un seigneur féodal, un patriarche ayant des pouvoirs absolus et à côté de lui des serviteurs. Si à une époque reculée dans l'histoire de l'homme, cette vie économique a pu et a du être une étape de l'humanité, l'humanité progressant a modifié cet état de choses dès qu'elle l'a pu.

Nous verrons d'ailleurs qu'il n'est pas besoin de reconstituer la famille patriarcale des âges révolus, de l'époque des peuples pasteurs pour éviter le morcellement, à la mort du père. Nous verrons aussi que le droit pour le père de disposer de son patrimoine et la question de morcellement des biens sont des choses différentes : Le morcellement peut être arrêté tout en ne donnant pas au père la liberté illimitée de tester. Des lois, comme la loi allemande, peuvent tout en laissant subsister formellement la réserve héréditaire des enfants, suspendre le partage, empêcher le démembrement, et maintenir l'indivision pendant un certain temps, mais sous des conditions restrictives nombreuses et à la condition encore que cette indivision ne subsistera, qu'autant que le survivant du père ou de la mère subsistera, lui-même. Cette indivision ne pourra ainsi exister entre des frères, après la mort des deux parents.

* C'est que l'injustice d'un partage inégal et d'une situation inégale entre les enfants sera moins à craindre, quand le survivant du père ou de la mère sera encore là, au milieu de ses enfants tous égaux dans son affection.

*
* *

Ainsi, dit-on, si la famille idéale existait, ou si la réserve des enfants était abolie, si le père avait la liberté entière de tester, la descendance de ce père serait ce qu'elle doit être normalement.

Edmond About, littérateur, a résumé ainsi l'état d'esprit du père de famille.

« ... Le père fonde une industrie et meurt : tout est vendu et partagé, la maison ne survit pas à son maître. Un fils a du courage et du talent ; avec sa petite part du capital paternel, il fonde une autre maison, réussit, devient presque riche et meurt. Nouveau partage, nouvelle destruction, tout est à recommencer sur de nouveaux frais. L'agriculture en souffre, le commerce en souffre, le sens commun en rougit... »

Il faut donc que le père de famille, ajoute-t-on, puisse avantager un enfant ; ou il faut créer une indivision forcée.

Le droit d'ainesse, dit-on encore, remédiait à ce morcellement et le père français ne pouvant plus user du droit d'ainesse l'a remplacé par le droit au fils unique.

*
* *

C'est bien mal connaître le père français que de lui supposer au moment où il se marie, un semblable raisonnement, de supposer qu'à tout moment, en toute circonstance, il a devant lui la vision

de ce qui se passera quand il sera mort, de la vente de ses biens en détail devant le tribunal, s'il existe des incapables ; du partage de ses terres en nature, du notaire réunissant dans son cabinet les héritiers et leur distribuant les lambeaux de son patrimoine, créé avec tant de mal pendant une vie entière.

Peut-être ce raisonnement, soit confusément, soit expressément, a-t-il eu lieu, mais c'est là une exception très rare.

Au moment où le père fonde sa famille, vers 25 ou 30 ans, il n'a pas encore formé ce qui sera peut-être le but de sa vie, son domaine, son usine, son entreprise commerciale, avec le développement que ces biens auront sur la fin de sa vie. Il débute à peine et il ignore s'il aura jamais à craindre une division, parce qu'il se peut qu'il n'ait rien à diviser.

Il ne faut pas lui supposer ces calculs étroits au moment où la vie lui sourit, où il est dans la force du courage et de la jeunesse, où il a des préoccupations, celles d'amour, d'affection, tout autres que celle de savoir ce qui se passera quand il sera mort.

Le père de famille qui peut avoir à craindre un morcellement du domaine, de l'usine, de l'entreprise commerciale est l'exception, dans notre pays de propriété divisée. Regardons autour de nous, et voyons combien sont peu nombreux ceux qui sont à la tête d'une grande usine ou d'un grand domaine. Remarquons encore que l'évolution de la propriété, la nécessité de grands capitaux pour la marche d'une grande usine, d'une banque importante, fait que ces usines, ces entreprises sont divisées de plus en plus, sous forme d'actions et d'obligations de sociétés anonymes et réparties en une multitude de mains. Ces actions aux mains du père, sont facilement divisibles entre ses enfants.

La crainte du morcellement de l'usine et du domaine ne peut toucher un seul instant les pères qui exercent des professions libérales, les fonctionnaires si nombreux et chez qui la restriction de la descendance est si fréquente, elle ne peut émouvoir ceux qui sont propriétaires d'offices ministériels, puisqu'à leur mort l'office n'appartiendra pas forcément au fils unique, mais que la collation en sera faite à celui qui remplira des conditions précises pour en être investi.

*
* *

Des esprits éminents ont pensé au contraire que la division égale entre tous les enfants était un moyen d'augmenter la population.

« ... Mirabeau pensait que le partage des terres était étroitement lié aux moyens d'accroître la population et d'augmenter le nombre des propriétaires, et Pétion prétendait de son côté que

la division des propriétés multiplie les hommes, en multipliant les moyens de subsistance (Henry CLÉMENT, *La Dépopulation en France*).

*
* *

La division qui est reprochée au Code civil a même été plus grande encore, et chose remarquable, à une époque où l'abaissement de la natalité n'était pas observé.

Une loi de la période révolutionnaire, loi singulièrement aggravée puisqu'elle avait été édictée avec un effet rétroactif, la loi du 17 pluviôse an II, avait créé un système spécial de succession en ligne collatérale. Alors qu'actuellement en ligne collatérale, le parent le plus proche en degré, appréhende la totalité de l'hérédité et empêche ainsi un morcellement ; que l'on peut voir par exemple un cousin germain recueillir tout l'actif successoral dans sa ligne, et exclure des enfants d'autres cousins germains, la loi de l'an II, avait admis la représentation à l'infini en ligne collatérale. Elle avait créé le système que l'on a depuis appelé le système des Parentèles, bien que le mot ne soit pas prononcé. Ce système existe actuellement dans certaines législations, la législation suisse, la législation allemande, dans des pays où la population s'accroît rapidement, tant il est vrai que le morcellement n'a aucun rapport avec les lois qui régissent la natalité.

On voit donc qu'à une certaine époque de notre histoire nationale, le morcellement des héritages a été bien plus grand, au point que ce morcellement ait pu être qualifié de pulvérisation des biens, et cependant la natalité ne s'en est pas ressentie.

*
* *

D'ailleurs, si le père avait la libre et entière disposition de ses biens, rien n'indique qu'il en userait pour léguer à l'un de ses enfants, au plus digne, l'exploitation ou l'industrie qu'il a créées, pour en empêcher le morcellement.

Le but que s'est proposé Le Play est-il d'empêcher le morcellement exagéré des biens ? ne peut-on penser qu'il a voulu louer les époques passées, admirer ce qui n'est plus et par une régression aux époques passées, faire revivre les communautés, les mœurs, les familles patriarcales ?

*
* *

Il convient d'étudier la législation et la jurisprudence française en matière de partages de succession, pour voir pas à pas si elles peuvent être des mobiles de restriction dans l'accroissement des familles.

Le grand principe français est d'écarter tout ce qui est indivision. Ce principe a plusieurs sources. L'une d'elles est certainement l'idée que chacun doit pouvoir disposer de ce qu'il possède ; faire ce qu'il veut de sa part d'héritage, sans être astreint à consulter des co-propriétaires, sans dépendre d'eux, comme il dispose seul de ses facultés, de sa personnalité. Cette idée de liberté absolue cadre bien avec l'esprit individualiste français et la culture latine. Précisément il n'a pas prévalu dans les pays d'origine germanique, où le caractère est plutôt celui de l'obéissance, de l'encadrement dans des associations, de la discipline. Une autre considération qui a fait proscrire en droit français toute indivision, est celle tirée de la mauvaise administration de toute chose indivisée. La contrariété des idées et des vues de chacun produit ce résultat qu'aucune décision utile ne peut être prise : or la prospérité publique est la somme des prospérités privées.

*
* *

Le Code civil n'a d'ailleurs pas poussé jusqu'au bout le système du morcellement. Le père de famille peut disposer d'une partie de ses biens, la quotité disponible, qui va d'un quart de ses biens jusqu'à moitié. Cette quotité disponible s'il peut la donner à des non successibles, il peut la donner à l'un de ses héritiers, augmenter ainsi sa part et empêcher la division d'un bien déterminé.

Le père français peut faire un partage testamentaire de sa succession et prendre dans ce partage certaines mesures contre le morcellement.

Il peut aussi, dans le même but avoir recours de son vivant à la donation à titre de partage anticipé ou démission de biens, dans laquelle il fera les lots de ses enfants.

Mais rares sont les cas, où le père français utilise cette faculté. Si la vision anticipée de son bien partagé en morceaux était le motif de la restriction de sa famille, il userait fréquemment des facultés qui lui sont concédées par le Code civil. Il n'en fait rien.

C'est mal connaître la mentalité paternelle que de penser que le père avantagera l'un de ses enfants. « On a très justement fait remarquer, dit M. Cauwès, que la paternité crée du vivant du chef de famille, des charges dont il se préoccupe bien plus que la division de ses biens après son décès... » « Il faut d'ailleurs penser que si les parents avaient une liberté testamentaire illimitée, les enfants ne pouvant pas compter sur une fraction de l'hérédité paternelle se ma-

rieraient plus difficilement ou plus tard. Cè serait une cause directe d'affaiblissement de la population . » (CAUWÈS, t. II, p. 255).

*
* *

On peut d'ailleurs être opposé par principe à la liberté testamentaire et au droit qu'aurait le père d'instituer un héritier unique ou d'avantager un enfant. Tous les enfants d'un même père et que celui-ci a appelés à la vie, ont droit à une part exactement égale aux biens de leur père. Tous ont droit à la totalité du patrimoine et ce n'est que parce qu'ils sont plusieurs, que malgré cette vocation à la totalité, ils se trouvent en concours et sont obligés de partager. Dans l'état actuel de l'esprit humain, on concevrait plutôt une législation où serait supprimée toute quotité disponible, où la réserve des héritiers comprendrait la totalité de la succession, quand il existe des descendants, qu'une législation donnant au père la faculté de disposer de la totalité de ses biens.

Qu'on ne dise pas que cette disposition laissée au père est un moyen de récompenser un fils qui en est digne, une arme pour chatier un fils qui mérite châtement. Qui dit que le fils dont on se plaint ne s'amendera pas, après la mort de son père, alors que celui-ci ne pourra plus revenir sur sa disposition ? pourquoi punir en ce fils les descendants de ce fils ? Et qui peut indiquer dans quelle mesure ce fils est punissable, quelle est la part des hérédités ancestrales, ou même de la direction qui lui a été donnée par le père qui veut le punir ?

*
* *

Il serait d'ailleurs profondément inique dans bien des cas de réduire la part d'un enfant. Dans maintes circonstances, le fils a déjà, du vivant de son père, par sa collaboration à l'œuvre paternelle, une sorte de co-propriété dans l'avoir du père. Cette collaboration est si certaine qu'elle est l'origine, dans un code qui a la prétention de prévoir tous les cas, et qui est noyé de détails, dans le Code Allemand, de quelques dispositions qui ont voulu couper court aux contestations qui peuvent naître de la collaboration des enfants du vivant de leur père. Ce Code présume que l'enfant qui a aidé ses parents, comme un autre article l'y oblige tant qu'il habite sous leur toit, a recueilli des avantages égaux à sa contribution.

Cette possibilité de collaboration des enfants dans la création de

l'avoir du père, à elle seule, devrait empêcher la possibilité pour ce père de diminuer la part d'un fils.

*
* *

Le principe français de la division forcée des biens héréditaires, est posé dans l'article 815 du Code civil : « Nul n'est obligé de rester dans l'indivision ». Chacun peut toujours à tout moment provoquer une division, un partage. Cependant l'indivision peut être stipulée pendant un temps qui ne peut excéder cinq années. Et si cette convention est renouvelée, et elle peut l'être, cette prorogation ne peut avoir lieu qu'à la fin de la première période. Consenté avant la fin de la période, le pacte d'indivision n'a de valeur au maximum que pour cinq années.

Le pacte peut avoir lieu qu'entre parties majeures et maitresses de leurs droits. On voit de suite que l'indivision ne peut être stipulée quand les indivisaires comprennent des mineurs ou autres incapables ; quand par la minorité de ces derniers, par leur impossibilité d'exploiter le fonds commun, par ce fait que, contre les mineurs pourra être suivie une procédure de partage judiciaire onéreuse et inopportune, le maintien de l'indivision serait précisément utile et souhaitable.

Cette convention d'indivision temporaire entre des majeurs ne remplit pas le but que l'on pourrait supposer qu'elle a en vue : la meilleure administration du bien commun, dans l'intérêt commun. Qui gérera ce bien, que l'on convient de laisser indivis ? Qui dirigera les activités ? Le Code ne le dit pas. Ce sera tout le monde et alors les dissentiments, la mauvaise gestion seront à nouveau à redouter. Il faudra qu'à côté de la stipulation d'indivision soit créée une autre stipulation, celle d'un mandat donné par les indivisaires à l'un ou plusieurs d'entre eux ou à un étranger. Il y a là une lacune du code.

*
* *

Une autre indivision forcée, créée par la Législation française est celle du Bien de famille. Quel que soit le but que le législateur se soit proposé ; encore bien qu'il n'ait eu en vue que d'assurer la conservation dans la famille de la maison qui l'abrite et du bien dont les fruits fournissent le minimum de ce qui est nécessaire à la subsistance de cette famille, de soustraire ce bien à l'action de la plupart des créanciers, il n'en est pas moins certain que les auteurs de la loi de 1909 ont soustrait ce bien minimum, ces champs, ce toit, aux effets des lois juridiques et économiques qui tendraient à leur

division et par suite à leur disparition. Par là, dans une mesure très faible, il est vrai, mais certaine cependant, cette loi peut rassurer le père de famille et concourir à arrêter la diminution des naissances françaises.

*
* *

Le principe de l'article 815 du Code civil est aggravé par d'autres dispositions en matière de partage de successions. Un article oblige à la licitation, ou vente quand le partage ne paraîtra pas au tribunal pouvoir être effectué en nature. Alors le domaine, l'usine dans lesquels le père défunt avait mis le labeur d'une vie, avait placé toute son âme et tout son cœur, pourra tomber à vil prix entre les mains d'étrangers. Une autre disposition dit bien que dans la formation des lots, on doit éviter de morceler les héritages et de diviser les exploitations, mais cette sage disposition est annihilée par une restriction : En effet, cette prohibition de morcellement ne doit être observée qu' « autant qu'il est possible » (article 832). Et il n'apparaît presque jamais aux parties et aux tribunaux que le morcellement soit impossible. Le même article 832 détruit presque aussitôt l'idée sage qu'il émet dans sa première partie, car il ajoute : « ... qu'il convient de faire entrer dans chaque lot, s'il se peut, la même quantité de meubles, d'immeubles, de droits ou de créances de même nature et valeur... »

Un autre article (l'article 826) déclare que chacun des héritiers peut demander sa part en nature des meubles et immeubles de la succession.

Ainsi partout, à tout instant, l'obligation de la division, du partage, du morcellement, qu'il soit utile ou nuisible, est écrite dans le code. On l'a dit : « notre code a été fait par des juristes et non par des économistes ».

*
* *

Mais ce que le père français pourra voir à l'avance, ce sont les frais qui grèveront sa succession. A côté de multiples impôts qui frappent les familles nombreuses injustement pendant la vie du père, le fisc, jamais las, a créé toute une série de droits qui frapperont ses enfants dès qu'il disparaîtra et qu'au contraire d'être passibles de charges nouvelles, les enfants auraient besoin d'être soutenus et aidés. Ce sera les familles où il y a plusieurs enfants qui supporteront ce nouveau poids.

On peut faire la comparaison en plaçant l'un en face l'autre l'hérédité du père de famille chargée d'enfants et celle du père qui laisse un fils unique.

Dans le premier cas, comme cela a été dit, si le père laisse des héritiers mineurs, ces derniers sont « hors la loi, ou victimes de la loi ». Le décès survenu, le nombre des formalités coûteuses, vaines, par lesquelles passeront les héritiers est prodigieux, et à chaque pas de ce calvaire, une taxe, non proportionnelle à l'intérêt ou à l'importance de l'hérédité sera perçue. Il y aura d'abord lieu à l'apposition des scellés sur les papiers du père, sous le prétexte que ses enfants seront incapables. C'est d'office que cette apposition aura lieu, sans que personne l'ait requise. Le juge de paix du canton accompagné de son greffier, se transportent dans la localité, les scellés sont apposés, un procès-verbal est rédigé, un gardien des objets est nommé. Ce gardien sera un étranger à l'hoirie, un garde-champêtre, il faudra le rémunérer. Tout ceci aura lieu sur papier timbré de dimension, par suite non proportionnel à l'intérêt sauvegardé, tout ceci sera enregistré avec des droits non proportionnels à cet intérêt.

Il y aura lieu ensuite à nomination d'un subrogé tuteur, si le père ou la mère survit, à un tuteur datif si tous deux sont décédés. L'enfant mineur a peut-être des frères majeurs, des oncles qui seront ses tuteur et subrogé tuteur, mais il faudra les nommer, ils ne peuvent remplir de plein droit ces fonctions, quel qu'en soit leur désir, leur aptitude, et quel que soit le désir exprimé par le défunt. Six parents seront donc convoqués, qui se réuniront au chef-lieu de canton, devant le juge de paix, et ce dernier assisté de son greffier rédigera un procès-verbal de nomination que tout le monde prévoyait. Tout ceci sur papier timbré, avec des droits d'enregistrement.

*
* *

A ce moment intervient le notaire pour dresser l'inventaire.

Il ne suffit pas que cet officier ministériel dresse l'état de la fortune du défunt en se transportant à son domicile et en recueillant les renseignements sur l'actif et le passif. Il faudra que le juge de paix revienne accompagné de son greffier pour lever les scellés qu'il a précédemment apposés.

L'inventaire et la levée des scellés auront donc lieu concurremment, presque en double emploi. Et bien que cela ne se fasse pas, parce que peu à peu, les hommes de loi ont corrigé la loi, chaque soir, après neuf heures de travail du notaire, strictement, les scellés devraient être réapposés, puis, levés à nouveau le lendemain matin, puis réapposés le soir et ainsi jusqu'à la clôture de l'inventaire.

Le notaire dresse l'inventaire ; qui peut s'imaginer que par chaque

fois que le notaire consacre trois heures à ce travail, le fisc perçoit trois francs soixante quinze centimes ?

Il se peut qu'il y ait un testament : le dépositaire, notaire ou particulier devra se transporter au chef-lieu d'arrondissement, aux frais de la succession. Il présentera le testament au président du tribunal d'arrondissement qui en constatera l'état matériel, en ordonnera le dépôt chez un notaire, et ce notaire devra venir prendre possession du testament. De tout cela, il sera dressé un procès-verbal par le greffier du tribunal civil. Puis le notaire nanti du testament en fera le dépôt au rang de ses minutes.

A chaque mouvement, un procès-verbal sur timbre de dimension, et enregistré sera dressé.

Il existe dans cette succession quelques immeubles. Il faut ou les partager en nature ou les vendre. Le partage en nature est relativement rare, il est d'ailleurs très coûteux par sa série de formalités : nomination d'experts, formation des lots, dépôt du rapport des experts, entérinement de ce rapport, tirage au sort. Si on procède à une licitation, c'est alors qu'est organisée cette sorte de comédie d'instance que d'autre pays ignorent, et que la Belgique a supprimé dès 1816. — L'un des héritiers constitue un avoué, et demande par ses conclusions devant le tribunal la vente des biens et le règlement de la succession. Il feint de n'être pas d'accord avec ses co-héritiers. Les autres héritiers qui demandent également le partage, ou qui ne peuvent le refuser paraissent par leur rôle de défendeurs y être contraints. Ils constituent avoué également, plusieurs avoués même ; une instance naît, dont le résultat est prévu à l'avance, qui ne peut être que ce que tout le monde sait, avant d'entamer ce fantôme de procès. Le jugement est obtenu, et la vente des biens, la liquidation des droits sont prescrites ; le notaire est chargé de ces opérations sous la surveillance du Tribunal.

Pourquoi n'avoir pas commencé par conférer le travail au notaire, puisque l'on ne pouvait aboutir qu'à ce résultat ?

Le notaire procède à ces opérations. Il procède à la vente des biens, il vendra d'abord des meubles, et pour ceux-ci les formalités sont relativement moins nombreuses. Il procédera à la vente des immeubles dans la localité de leur situation, et pour ce faire, délégué du tribunal, il sera accompagné des avoués, aussi nombreux souvent que les héritiers en cause.

Alors que les valeurs de bourse paient, quand elles passent de main en main des droits minimes, la mutation des meubles corporels et des immeubles subira des droits énormes. Ces droits est-il besoin de le dire, bien que supportés en apparence par les acheteurs le

seront en réalité par les héritiers, vendeurs des parcelles de terre, car pour cet achat les acquéreurs mettront en ligne de compte les frais qu'ils auront à déboursier. Ces droits de 2 fr. 50 % pour les pauvres meubles du défunt, s'élèveront à 7 % sur les immeubles. Réunis aux autres frais, ils forment un ensemble de 12 à 15 % du prix des immeubles, à payer par les acheteurs.

Après cette vente, le notaire procédera à la liquidation, il établira les masses active et passive, il fixera les droits des parties. Il proposera au tribunal des lotissements, car il ne fait pas les lotissements, et il n'a pas le droit de faire les parts. Il convoquera les intéressés, leurs avoués, il leur lira son travail. Les représentants des incapables bien que convoqués, n'auront rien à dire qui soit définitif, ils ne pourront la plupart du temps que s'en remettre à justice car c'est le tribunal qui appréciera.

Et lorsque ce travail sera terminé il sera soumis à nouveau au tribunal, alors recommencera la mise en scène d'un procès fictif. L'un des héritiers demandera l'homologation du travail du notaire, il constituera avoué, il déposera des conclusions dans ce sens ; les autres héritiers constitueront d'autres avoués, déposeront d'autres conclusions, feront mine de résister... ainsi vous verrez encore se mouvoir devant vos yeux cette sorte de représentation de procès, selon un rite prévu, immuable...

Et à chacune de ces opérations, des droits de timbre, d'enregistrement, de greffe seront perçus. Les copies du jugement ne pourront être que sur timbre, dont chaque feuille coûtera près de deux francs, et ne pourra avoir que tant de lignes à la page, et tant de syllabes à la ligne. Le travail du notaire sera aussi sur timbre et chaque page ne pourra avoir que 25 lignes et chaque ligne que 12 à 15 syllabes. Car tout est prévu, organisé, et il n'est permis à personne, sans danger, d'essayer d'économiser quelques sous, prélevés à ces enfants privés de père.

*
* *

Les droits de succession devront être payés dans les six mois du décès. Ces droits vont pour les successions échues à des enfants et des petits enfants, jusqu'à un taux qui peut-être de 7 fr. 50 %, et qui est le plus communément de 3 à 4 %, alors qu'aucun droit ne devrait être dû, pour une succession échue à des descendants. Ce n'est pas la loi qui crée à l'enfant son droit à l'héritage, pas plus que la loi ne crée le droit à la propriété. Ce droit à l'héritage intangible, naturel, résulte d'autre chose que d'une disposition humaine. Il peut ne pas en être de même d'une succession échue à un collatéral. Là, on peut dire que c'est la loi qui organise, qui crée

peut-être, qui protège la dévolution. Des droits peuvent être dûs alors seulement.

On vient d'indiquer la quotité des droits de mutation en ligne directe. Les droits pour les autres catégories d'héritiers sont énormes, au-delà du 4^e degré successoral, (et le 4^e degré est encore bien proche, ce sont les cousins germains enfants de deux frères) les droits vont du taux de 18 % au taux de 20 %, presque un tiers de l'hérédité. Il a été question d'augmenter encore ces chiffres.

On le sait : tout ou presque tout ce qui constate ces opérations multiples et inutiles doit être fait sur papier timbré. Le timbre va de 0 fr. 60 à 3 francs la feuille. Le papier de dimension est une taxe fiscale qui par son improportionnalité, ou plutôt sa proportionnalité à rebours, frappe les règlements de successions échues à des familles nombreuses.

Il est facile de voir que si les opérations de règlement d'une succession sont longues, multiples, le timbre sera d'autant plus nécessaire. Il est encore facile de voir que si, lorsque sur une feuille à 1 fr. 80 on énonce un chiffre de 100.000 francs, la taxe ressort à une quotité infime ; mais que si on énonce un chiffre de 100 francs, la taxe est énorme, près de 2 % et se superpose à tant d'autres taxes dont le nombre est si varié, si abondant.

Le public est simpliste ; il pense que toutes les sommes qu'il paie à l'avoué, au notaire, vont à l'avoué, au notaire. Il ne sait pas, ou ne le sait que d'une façon obscure, que le notaire, l'avoué, ne sont que des collecteurs de toutes ces taxes et qu'on peut estimer que sur une somme de 100 francs versée, 90 francs reviennent au fisc, le reste à l'officier ministériel.

*
* *

Au lieu de ce calvaire que monteront douloureusement les enfants nombreux du père disparu ; de cet engrenage de droits auxquels ils ne pourront échapper, combien simple, combien aisée sera la situation du fils unique ! Son père meurt, il s'entend avec sa mère ; ou si celle-ci est prédécédée, il est seul pour appréhender la succession. Il représente seul le défunt, il a la saisine, il n'a de compte à rendre à personne, il n'a aucune formalité à remplir. Pas de procès-verbal, de scellés ; pas de transport du juge de Paix accompagné de son greffier, pas de levés de scellés, pas d'inventaire, pas d'instance en partage, pas de frais de partage, pas de vente, pas d'homologation de partage.

Et quant aux droits de succession, avec la sérénité d'une

meilleure cause, il en paie le moins possible ; s'il a des valeurs mobilières dans la forme au porteur il ne paiera aucun droit. Il pensera qu'il n'en doit pas payer. Peu lui importe que s'il ne paie rien, ce sera d'autres qui paieront à sa place, que ce seront des successions échues à des familles nombreuses, puisque chaque année il faut pour les services publics une somme irréductible et que tout ce que l'on ne paie pas incombera aux autres.

Les autres ont des enfants, qu'ils paient, puisqu'ils ont eu cette sottise généreuse.

*
* *

Sans doute cette multiplicité coûteuse d'actes, de détails dans le règlement des successions françaises, multiplicité qui provient des Codes remontant à cent ans, et qui étaient faits pour une situation économique différente de celle actuelle, cette multiplicité est un petit côté de nos lois ; et l'on peut penser que ce n'est pas là ce qui empêchera un père français d'avoir des enfants.

Il n'en est rien, cependant ; car ce sont les choses minimales de tous les jours qui frappent le plus l'esprit. Ce ne sera peut-être pas ces petits côtés qui empêcheront ce père d'augmenter sa descendance, mais ces petits inconvénients formeront peu à peu d'une façon insensible, obscure, l'âme des pères français....

Ce sont toutes ces petites choses qui font que le Français dès qu'il échappe à ce réseau multiple de règlements, de droits, d'obligations, d'instructions, de circulaires, de tracasseries accumulées peu à peu par une civilisation ancienne qui l'enserrent, aura une famille normale et nombreuse.

Ainsi, les Français de même race que la nôtre implantés au Canada, ont des familles normales et très nombreuses souvent.

Ainsi, les Français d'Alsace-Lorraine, séparés depuis 43 ans de la mère Patrie, ont vu leur natalité croître dans les provinces annexées de l'Allemagne.

*
* *

Si le morcellement des biens est ce qui empêche le père d'avoir des enfants, supposons une situation juridique où le morcellement n'a pas lieu ; alors, nous devons voir les familles soumises à cette situation juridique compter de suite de nombreux descendants, si le raisonnement est juste.

Cette situation a existé en France, de 1808 à 1905, soit pendant près de cent ans, pour certaines familles françaises ; or, ces familles

n'ont eu que peu d'enfants, et dans tous les cas, pas plus d'enfants que les autres familles françaises.

La situation dont s'agit est celle qui a résulté des statuts de 1808 en vertu desquels Napoléon I^{er} créa une noblesse impériale et les majorats. La dévolution des majorats constituait un véritable droit d'ainesse. Ce droit d'ainesse est appelé par les constitutions impériales le droit de Primogéniture. Un seul enfant, le fils aîné, recueille les biens constitués en majorat soit que ce majorat provienne de la munificence de l'empereur (majorat de propre mouvement) soit qu'il ait été constitué par l'initiative d'un chef de famille remplissant certaines conditions (majorat sur demande). Les biens constituant les majorats étaient mobiliers et immobiliers. Ils étaient souvent très considérables.

Ils consistaient en rentes sur l'Etat, mais aussi très souvent en terres, fermes et bois. Le majorat du duc de Valmy comprenait les célèbres vignobles du Rhin, le Johannisberg. Le majorat de la famille du duc d'Istrie était composé du domaine de Grignon. Le majorat du baron de Caraman était établi en deux savonneries sises à Marseille, le baron dal Pozzo, premier président de la Cour d'appel de Gênes, fut investi du titre de Baron avec érection d'un majorat composé d'une maison de rapport sise à Turin, rue du Lycée.

Si le système de Le Play et de ceux qui prétendent que le morcellement des patrimoines est la grande cause de la diminution de la natalité, est fondé, nous devons voir les majorataires impériaux laisser plus d'enfants que les autres pères de famille. Or il n'en a rien été, la descendance des nobles de Napoléon I^{er} a été ce qu'elle est pour tous les Français.

Il faut tout d'abord remarquer qu'au moment où l'empereur investit ses fidèles d'un majorat, ces derniers étaient souvent déjà d'un âge avancé, et que peut-être pour eux, l'idée égoïste de restriction de leur famille avait produit ses fâcheux effets.

Talleyrand, Prince de Bénévent avait 52 ans, quand il reçut sa dotation ; Massena, Prince d'Essling avait le même âge ; Berthier, Prince de Neufchatel, 53 ans ; Cambacérès, duc de Parme, 49 ans ; Maret, duc de Bassano, 46 ans ; Champagny, duc de Cadore, 53 ans ; Augereau, duc de Castiglione, 52 ans ; Moncey, duc de Conegliano, 53 ans ; Lefebvre, duc de Dantzig 52 ans ; Clarke, duc de Feltre, 43 ans ; en sorte que pour la majeure partie des principaux majorataires, l'âge au moment des lettres patentes d'investiture oscille entre 48 et 55 ans.

En revanche, Junot, duc d'Abrantès n'a que 38 ans ; Suchet, duc d'Albuféra, 36 ans ; Soult, duc de Dalmatie 36 ans ; Duroc, duc de

Frioul, 35 ans; Bessières, duc d'Istrie 38 ans; Caulaincourt, duc de Vicence, 34 ans; Arrighi, duc de Padoue, 31 ans et Savary duc de Rovigo, 34 ans.

*
* *

Aucun de ces donataires de l'Empire ne laissa de postérité nombreuse, sauf Lefebvre, duc de Dantzig qui, investi d'un majorat à 52 ans, avait 14 enfants dont 12 fils; et Oudinot, duc de Reggio investi d'une dotation à l'âge de 46 ans qui avait 11 enfants.

*
* *

Ainsi par l'institution du majorat, le père de famille ne devait pas craindre que son héritage fut morcelé; son héritage ne pouvait pas l'être. Il ne devait pas redouter d'avoir une descendance nombreuse. Il n'a pas eu cette descendance. Encore une fois de plus est vérifiée cette thèse: Le morcellement des fortunes françaises à la mort du père, n'est pas la cause de la diminution de la natalité.

*
* *

L'étude comparatives des autres législations européennes sur les successions, nous aidera à voir si ces législations peuvent être la cause de la diminution ou de l'augmentation de la natalité.

L'énorme accroissement de la population allemande conduit à l'étude en premier lieu de la législation successorale établie par le code civil allemand.

Avant l'établissement d'un code pour tout l'empire allemand, chaque état, chaque région avait une législation spéciale. A l'ouest de l'Allemagne, dans les provinces rhénanes et à l'est, dans la Pologne prussienne, la législation française était appliquée; c'était un reste de la domination française et des idées françaises dans ce pays. Il n'apparaît pas tout d'abord que ces régions où existait le morcellement successoral soient moins peuplées que les autres régions de l'Allemagne où existent des habitudes d'indivision et de non morcellement; au contraire les familles polonaises, là où la loi française régissait les successions, passent pour être très prolifiques; selon l'expression d'un chancelier allemand « les Polonais pullulent... » Et ce pullulement a été le moyen le plus efficace pour résister aux entreprises du vainqueur.

Aucune différence quant à la natalité, ne paraît exister entre ces régions et celles du reste de l'Allemagne qu'il y a lieu d'étudier.

On verra qu'il s'est implanté dans ces derniers pays des usages d'indivision, qui depuis ont été imposés législativement, mais toutefois en respectant l'égalité entre tous les enfants.

Car il faut le répéter ici : La libre disposition des biens par le père de famille, sa liberté complète de tester et d'avantager l'un de ses fils, et le non morcellement des biens sont deux choses entièrement différentes, deux idées distinctes sans dépendance de l'une à l'autre, et l'on peut arriver à arrêter le morcellement autrement qu'en donnant au père un pouvoir exorbitant.

*
* *

Dans une partie de la vallée du Rhin, dans l'ancien duché de Cleves et de Berg, on ne partage pas le domaine rural, le Hof, c'est-à-dire le Bien ; mot à mot la cour, la ferme (et l'on peut comparer le mot à celui en usage dans une partie de la France, longtemps imbue d'idées de féodalité, de droit d'aînesse, de non-partage, pour désigner une petite ferme, la cour normande) le Hof ne se partage pas. Le paysan allemand usait jalousement de son droit de tester, pour désigner celui ou ceux qui lui paraissaient les plus aptes à continuer l'exploitation de son Hof. C'était ce qu'on appelle le Bauernrecht, le droit des paysans ; mais il n'en résultait pas pour cela que celui ou ceux que le père avait distingués fussent avantagés au détriment de leurs frères. Celui qui était choisi devait indemniser ses frères et ses sœurs. Le père maintenait l'égalité entre eux tous et créait une indivision de fait et de droit. Le domaine continuait à être exploité par les enfants ; la famille se poursuivait, les améliorations entamées se continuaient à l'avantage de tous et de l'Etat. Celui que le père avait désigné n'était qu'un chef.

C'est dans cette région que l'on trouve aussi le plus grand nombre de domaines, d'une étendue moyenne de 25 à 30 hectares, exploités par une même famille, soit par le père aidé de ses enfants, soit par les enfants, et où le nombre des serviteurs est restreint le plus possible.

Il faut constater que ce pays est surpeuplé, comme d'autres régions de l'Allemagne.

Dans d'autres régions allemandes, il n'en est pas ainsi. Dans la région de Dusseldorf, d'Aix-la-Chapelle, le partage a toujours eu lieu comme en France. Le morcellement, l'émiettement de la propriété est poussé à une limite qui n'est connue qu'en France. On cite par exemple un domaine de 2 hectares divisé en 14 parcelles, un autre de 35 hectares 95 ares l'a été en 115 parties ; un autre de

7 hectares en 49 morceaux ; en Saxe, en moyenne un hectare forme cinq ou six morceaux.

Ces pays sont tout aussi peuplés que les autres régions allemandes.

On s'occupe il est vrai de « remembrer », où de réunir ces parcelles, mais s'il en est ainsi, ce n'est pas parce que l'on a pensé que cette pulvérisation du sol avait une influence sur la natalité ; cette idée n'est venue à personne. C'est parce que l'on a pensé qu'il est actuellement presque impossible de cultiver d'une manière intensive des parcelles aussi restreintes ; une charrue ne peut y évoluer, tous les bords de la parcelle sont perdus, on ne pourrait cultiver qu'à la bêche.

Ces indivisions, sinon forcées, du moins facilement acceptées sont bien dans le caractère allemand : l'Allemand se soumet facilement à la discipline ; il accepte facilement d'obéir ; il se place volontiers dans les cadres et subit une direction, même quand il s'agit de s'élever contre l'autorité établie.

Ces indivisions répugnent au caractère latin, épris de liberté, du désir de se conduire seul en tout et pour tout, amoureux de toutes les égalités. Il en a été toujours ainsi, aussi bien dans notre ancien droit, où les coutumes d'égalité parfaite prédominent, que dans notre législation actuelle. Nos idées de justice idéale se sont traduites dans nos lois, qui sont toujours l'expression de nos mœurs, de notre conscience, de nos aspirations, de nos tendances.

Ces lois ne peuvent créer les mœurs, et nos lois ne pourraient établir ces indivisions.

Les lois sont au contraire la résultante des mœurs des peuples, tout en se mouvant dans le cercle d'un certain nombre d'idées qui sont innées à tous les hommes.

En France, le père de famille pour éviter le morcellement de son héritage, pourrait user de la faculté qui lui est concédée, de léguer par préciput à l'un de ses fils la quotité disponible. Bien rares sont les cas où il use de cette faculté. Chaque fois que le père a usé de ce droit, il a créé entre les siens une cause de discorde, de procès, de haines, il a pu rendre ses enfants étrangers les uns aux autres. Communément on entend dire en France : Quand on a des enfants on ne fait pas de testament.

Il faudrait donc un revirement complet de l'opinion, des mœurs, des idées. Il est certain que ce revirement n'arrivera pas, mais il importe peu, car il faut le répéter toujours : le mode de dévolution française de succession, n'a rien à voir avec la natalité et la population.

Tout en empêchant le morcellement dans une certaine mesure, le Code civil de l'Empire Allemand contient diverses dispositions créant une réserve héréditaire au profit de certains héritiers. Il ne donne pas au père de famille le droit de disposer entièrement de ses biens ainsi qu'il lui plaît.

L'article 2303 du Code allemand statue, que lorsqu'un descendant du défunt a été exclu de la succession par une disposition à cause de mort, il peut réclamer sa réserve d'héritier. Cette réserve consiste en la moitié de la valeur de la part héréditaire *ab intestat*...

Cet article ajoute que : « le même droit appartient aux père et mère et au conjoint du défunt, s'ils sont exclus de la succession par une disposition à cause de mort... »

Mais il faut étudier et commenter ces articles, et voir quel est l'esprit de la législation allemande.

En droit français la réserve de l'héritier est essentiellement due en nature. Chaque héritier a droit à chaque objet pris isolément, dépendant de la succession ; s'il n'en a par la suite qu'une part, c'est qu'il doit subir le concours du co-héritier ayant le même droit. Chaque co-héritier (art. 826) peut demander sa part en nature des immeubles successoraux.

En droit allemand, il en est autrement. La réserve héréditaire est due non en nature, mais en valeur ; en droit allemand, on peut parfaire en argent la valeur de ce qui manque à la part d'un réservataire. Telle est la théorie qui ressort de l'article 2305 du Code allemand.

L'article 2311 ajoute que... « la valeur... » lorsqu'il est nécessaire, doit être fixée par une expertise. Celle faite par le défunt ne suffit pas.

On sent de suite quel usage le père de famille peut faire de cette législation et le Code allemand a soin de le lui dire dans un article spécial :

« ... Lorsque le défunt a ordonné, ou que d'après l'article 2049, on doit présumer qu'un des héritiers a le droit de prendre pour son prix d'estimation un domaine rural dépendant de la succession, et qu'il est fait usage de ce droit, c'est la valeur en revenus qui sert de base au calcul de la réserve. Si le défunt a fixé un autre mode de reprise on doit le suivre, lorsqu'il égale celui obtenu au moyen du revenu et ne dépasse pas l'estimation... »

« ... Si le défunt ne laisse qu'un héritier : il peut ordonner que le revenu ou une valeur déterminée conformément à l'alinéa 1, § 2 servira de base au calcul de la réserve... »

« ... Ces dispositions ne sont applicables que si l'héritier qui

acquiert le domaine rural est un des réservataires désignés en l'article 2303... »

D'autres dispositions, contraires à notre idée de partage en nature ou de licitation forcée, résultent d'autres articles du Code allemand qui a voulu réagir contre ce qu'il croyait pouvoir reprocher à la loi française.

L'article 2048 du Code allemand décide que le défunt peut, par des dispositions de dernières volontés, disposer relativement à la répartition et au partage de ses biens.

Il peut notamment ordonner que ce partage aura lieu d'après l'avis équitable d'un tiers. La distribution faite par ce tiers en vertu de cet ordre, ne lie pas toutefois l'héritier, si elle est évidemment injuste, alors le partage a lieu judiciairement.

Et lorsque le défunt a ordonné qu'un des co-héritiers aurait le droit de prendre un domaine rural (Landgut) dépendant de son hérédité, le Code allemand ajoute que l'on doit décider en cas de doute, que ce domaine sera estimé pour sa valeur en produits.

La valeur de revenus se déterminera d'après le revenu net que le domaine peut avoir d'habitude dans une culture régulière, d'après sa destination d'exploitation actuelle.

Lors de l'établissement du Code, allemand un député avait proposé de ne pas appliquer la réserve, lorsque le patrimoine consistait en une exploitation agricole ou forestière, conformément à la théorie des « Hofrecht ».

La proposition ne fut pas adoptée. On ne concevait pas que cette abolition de la réserve put s'appliquer à un immeuble rural plutôt qu'à une industrie ou à un fonds de commerce. Les dangers du morcellement et de la vente existent tout autant pour ce dernier actif que pour une forêt ou une terre.

*
* *

Une seconde invention du droit allemand, destinée à empêcher le morcellement irrationnel et inopportun consiste dans la communauté conjugale continuée, sorte d'indivision forcée, qui a beaucoup de traits de ressemblance avec nos communautés taisibles du moyen âge. Sans doute, dans bien des cas, en France, surtout lorsque le père ne laisse que des enfants mineurs, la veuve continue l'exploitation agricole ou le commerce. Souvent même elle puise ce droit dans une clause de son contrat de mariage, clause dénommée en pratique : droit d'option pour la conservation du fonds ou de l'exploitation agricole.

Mais si la mère tutrice légale, continue l'exploitation, ce n'est là

qu'une situation de fait, une situation nullement juridique. Cette situation peut cesser dès qu'arrive à sa majorité l'aîné des enfants, qui demandera le partage.

Le Code civil allemand en a fait avec beaucoup de précision et force détails, une situation de droit, obligatoire pour les héritiers : ainsi, après le décès du père, rien n'est changé à la vie commune, à l'exploitation paternelle.

La maison paternelle reste ce qu'elle était avant la mort du chef.

Cette situation ne s'applique jamais à des enfants d'un premier lit, qui se trouveraient ainsi sous la direction d'un beau-père ou d'une belle-mère. Elle n'est pas forcée. L'époux survivant seul, juge si elle est conforme aux intérêts de tous. Elle n'existe que s'il existe des enfants.

Ainsi le conjoint survivant recueille la succession du prédécédé ou du moins, il l'appréhende provisoirement et de cette succession et des biens communs il est fait un tout, une masse, qui sera administrée par le survivant. Si le survivant est la femme, elle a sur cette masse tous les pouvoirs que possédait son mari. Chose à noter, les biens qui par la suite échoient au survivant, tombent dans la masse de la même façon qu'ils y seraient tombés si le prédécédé était encore vivant.

Le droit des enfants dans cette masse est spécial et doit être remarqué. Il est inaliénable et incessible par succession. Toutefois si l'un des enfants décède, ses descendants recueillent la part de leur auteur et ces descendants sont tenus de continuer la communauté. Si l'un des enfants décède sans postérité sa part accroît à celle de ses frères et sœurs, sans qu'il en puisse disposer, en quelque sorte, comme s'il n'avait jamais recueilli la succession paternelle.

Cette communauté continuée ou indivision forcée ne prend fin que par le convol de l'époux survivant, par son décès, ou par un accord notarié de tous les indivisaires. A ce moment seulement, dit l'article 1497, a lieu le partage.

Il faut encore noter ce trait du droit allemand :

Le conjoint survivant a toujours le droit de prendre en nature tous les biens communs, ou seulement quelques-uns, à charge d'en payer la valeur.

*
* *

Cette indivision perpétuée a peut être contribué à la prospérité à la bonne exploitation des industries et des fonds ruraux. Elle n'a eu et n'a pu avoir d'effet sur la natalité. Bien au contraire, on peut concevoir qu'elle a retardé ou empêché les mariages. A part le fils

élu par le père, les autres enfants n'ont dans l'indivision que des situations subalternes, sans horizon, sans avenir, et ces situations inférieures sont peu faites pour aider à fonder un foyer, à trouver un mari ou une femme.

*
* *

La législation anglaise doit être également étudiée. Elle contient diverses dispositions de non morcellement. Bien que sa population ne s'accroisse pas avec la rapidité effrayante de l'accroissement allemand, elle s'accroît néanmoins beaucoup plus que celle de notre pays, et cet accroissement lui permet d'essaimer et de peupler ses nombreuses colonies.

La législation anglaise a ses racines dans le droit féodal et ce caractère se ressent encore actuellement. Peu à peu, par des lois nouvelles, par des combinaisons et des inventions ingénieuses des juristes et des hommes d'affaires, des modifications sont apportées, mais le cadre ancien subsiste. La coutume « *common law* » à survécu un peu dans les mêmes conditions que les lois anciennes des Romains sont conservées, avec leur rigidité, mais en fait sont modifiées par le droit honoraire.

La liberté de tester est de création ancienne en droit anglais.

La grande charte de Jean sans Terre (1215) accordait à tout particulier le droit de disposer par testament d'une partie seulement de ses biens, même au détriment de sa femme et de ses enfants, à une époque où la liberté de tester est inconnue en Europe.

L'immeuble anglais a un caractère essentiellement féodal. C'est une tenure. Il a été concédé par quelqu'un, à titre de fief.

A partir de Charles II, il commence à n'exister que deux sortes de tenures : Le franc Tenement et le Copy hold. Le premier est l'immeuble possédé par un homme libre, *free hold* ; le second, est la concession précaire, révocable *ad nutum*, faite à un individu vivant sur une terre noble. C'est la simple copie du rôle ou registre du manoir dont la terre relève.

Le *free hold* ou franc tenement appartient forcément à l'aîné, tenu à certains devoirs militaires, les autres tenures échoient aux cadets, ou à tous les fils ensemble.

Il existe aussi des fiefs substitués, dénommés aussi fiefs taillés ou mutilés (*Estate tail*) parce qu'ils sont réservés à l'avance à une classe, à un ordre d'héritiers à l'exclusion d'autres, par exemple à l'exclusion des collatéraux.

Ce sont là des dévolutions analogues à nos substitutions de l'ancien droit français ou à nos majorats du XIX^e siècle.

Il existe aussi des biens placés sous *fidei commis* (trustees). Par

exemple : *Primus* donne, (autrefois il fieffait) son bien à *Secundus*, pour que *Tertius* en recueille les revenus et bénéfices. *Secundus* aura la propriété apparente *at law.*, mais *Tertius* en aura la propriété effective et bénéficiera des produits ; il aura la propriété en *Equity*.

*
* *

La liberté de tester est actuellement absolue, illimitée même en nature d'immeubles, bien que pour ceux-ci cette liberté soit de date plus récente.

Pour les successions *ab intestat*, en ce qui concerne les immeubles (à part quelques coutumes) ils sont dévolus aux enfants mâles et parmi les enfants mâles au fils aîné. Si le défunt ne laisse que des filles, elles partagent par tête. Cette dévolution est consacrée par une loi de 1833.

Mais cette dévolution est corrigée par la liberté de tester, pleine et entière, qui permet au père de distribuer ses biens entre tous ses enfants et de partager, d'émietter sa fortune s'il lui plaît. Le père nomme un fidéi-commissaire pour la réalisation de ses biens (*Trustee for sale*). Celui-ci a le pouvoir de vendre et de partager le produit de la vente entre tous les enfants, selon les instructions du défunt.

Il y a donc là partage, souvent partage égal, démembrement des fortunes. Il y a tout ce qu'on reproche à la législation française.

Quant aux meubles, il sont régis par deux lois de la seconde moitié du ^{xvii}e siècle connues sous le nom de Statuts of distribution.

Par ces lois, la veuve recueille un tiers ; les enfants les deux autres tiers. Les enfants se partagent et subdivisent leur émolument, par tête ou par souche.

S'il n'existe pas d'enfants, la veuve recueille la moitié de la succession, mais un mari survivant appréhendera le tout.

*
* *

Ainsi donc en droit anglais, très souvent partage pour les immeubles entre tous les enfants. Quant aux meubles, aux fonds de commerce, aux industries, toujours ou presque toujours, division entre les enfants et subdivision entre les petits enfants.

L'Angleterre en y comprenant l'Ecosse et l'Irlande comptait en 1864, 30 millions et demi d'habitants. Elle en comptait en 1901,

près de 43 millions avec un excès de naissances sur les décès de 482.681 par année.

*
* *

La législation de l'immense empire russe est multiple en raison des nationalités englobées, nationalités différentes de races, de religions, de coutumes. Il existe une législation complète pour le royaume de Pologne, une législation pour le Grand duché de Finlande, une autre législation pour les provinces baltiques, pour les gouvernements de Poltawa, de Tchernigof, pour la Transcaucasie pour la Bessarabie, pour les peuples nomades.

Néanmoins, un résumé des lois, *Svod zatronow*, a été fait. Ce code très long, très détaillé, est en vigueur depuis le premier janvier 1833. Il oblige tous les sujets sauf ceux soumis à des lois spéciales.

La partie russe du royaume de Pologne est encore régie par le Code civil français de 1808, sauf de légères modifications partielles apportées au régime hypothécaire, au mariage, aux régimes matrimoniaux, et à la preuve des obligations; le régime des successions a subsisté.

La Pologne russe a donc au point de vue des successions, la restriction de tester du père de famille et le partage forcé entre tous les enfants.

On sait, et il faut le répéter, combien les familles polonaises sont prolifiques, plus prolifiques que ceux qui les entourent, que les Allemands. Les Polonais sont aussi la preuve vivante que ni la restriction de la liberté de tester, ni l'obligation du partage des biens entre tous les enfants ne sont des causes de dépopulation.

Dans les provinces baltiques les droits varient selon certaines personnes et aussi selon certaines circonscriptions judiciaires. On peut compter jusqu'à neuf catégories de dévolutions successorales. Ces droits sont condensés en un code rédigé en 1864 et qui ne comprend pas moins de 4.000 articles. (*Das Livoni-Esthoni-und Curlandisches Privat Recht*). Le grand duché de Finlande a conservé la législation Suédoise.

*
* *

En droit russe, le svod, droit commun, laisse la succession à tous les enfants. Toutefois dans divers cas, il préfère les enfants mâles et leurs descendants aux filles et ne fait succéder celles-ci qu'à défaut d'enfants mâles.

Dans les gouvernements de Tchernigof et de Poltawa tous les enfants ont droit à l'hérédité du père, en ce sens que si les fils

recueillent seuls l'hérédité en nature, les filles ont droit à cette hérédité sous forme d'une dot.

En Pologne le code Napoléon dans sa pureté régit les successions.

Le code Baltique reconnaît en premier lieu comme héritiers tous les enfants, sauf pour certaines régions où les héritiers mâles, appartenant à la noblesse ont le privilège de prendre les immeubles en nature sauf à payer une soulte ou récompense aux filles.

Il existe aussi dans les provinces occidentales des concessions de majorats, dont la dévolution par ordre de primogéniture de mâle en mâle est analogue à celle des majorats créés par Napoléon I^{er}.

*
* *

En Russie comme en France, les co-héritiers ne sont jamais tenus de rester dans l'indivision.

Ils peuvent demander en tout temps le partage (article 1313 du *Svod zakonow*). Les lots doivent être autant que possible égaux en nature, qualité et valeur. On en fait autant qu'il y a d'héritiers on les tire au sort (article 1322).

Lorsqu'il existe dans la succession un ou plusieurs biens difficilement partageables, des terres, des usines, des maisons, l'un des héritiers cependant peut prendre ces biens, à charge de payer un retour de lot à ses co-héritiers ; ou bien chacun de ces biens est attribué à un enfant qui paiera s'il y a lieu une soulte.

Le choix appartient d'abord à l'ainé, s'il s'agit d'enfants ; sinon à celui des héritiers que la loi investit de ce droit ; ou que le testateur a nommé pour l'exercer.

En cas de refus de l'ainé ; le choix passe à l'héritier qui le suit.

On remarque ici une restriction au partage en nature entre tous, quand il y a lieu à partage d'usines métallurgiques laissées par le défunt, ou qui font partie des usines métallurgiques appelées possessions, c'est-à-dire dont le sol et le personnel serf étaient concédés par l'Etat à des locataires, on peut pour arriver au partage détacher de la masse une ou plusieurs usines, mais à une condition : la suivante :

C'est que de l'avis d'une commission, et de fonctionnaires spéciaux, les usines ainsi détachées pourront fonctionner les unes sans les autres, et que leur séparation ne leur nuira pas (article 1325).

Dans les provinces baltiques nul héritier n'est tenu de rester dans l'indivision.

Toutefois le code a soin de dire que certains héritiers peuvent

entre eux créer une indivision, comme de même tous les héritiers peuvent ajourner le partage.

Les choses mobilières doivent être offertes à l'un des héritiers ou tirées au sort ; quant aux immeubles à défaut d'entente et de partage amiable, les héritiers sont libres de l'organiser comme ils l'entendront, pourvu que cette opération n'entraîne pas un morcellement exagéré.

*
* *

Toutes ces législations russe et baltique consacrent la liberté du père de famille, bien qu'actuellement une modification à cette liberté soit sur le point d'aboutir.

Mais toutes consacrent le partage entre tous, la division, la réalisation des biens.

L'Empire Russe en ne comprenant que la Russie d'Europe, sans la Pologne, la Finlande, le Caucase, et la Russie d'Asie, comptait en 1867, 64.680.000 habitants. En 1901, elle en compte près de 102 millions, avec un excédent de naissances annuel de 1.748.899 habitants.

Avec la Pologne, la Finlande, le Caucase et la Sibérie, en 1897, elle comptait 129 millions d'habitants.

*
* *

Si le mode de dévolution des successions n'a et ne peut avoir d'influence sur la natalité d'un peuple contrairement à une opinion reçue, il n'en est pas de même des lois fiscales de ce peuple. Ces dernières restreignent forcément, évidemment la population. Or, l'on sait de quelles lourdes charges fiscales, le Français est accablé. A un budget de bientôt 5 milliards doivent s'ajouter toutes les taxes départementales, toutes les taxes municipales.

Parmi les impôts qui chargent le Français, ceux qui doivent s'opposer le plus à l'augmentation des familles sont les impôts de consommation.

Ces impôts ne sont ni des impôts sur le capital acquis et formé, ni des impôts sur le revenu dont jouit un citoyen. Ils sont des impôts sur le besoin et particulièrement sur des besoins essentiels, impérieux.

Ils prennent le contribuable non pas à la bourse mais à l'estomac, aux entrailles, ils frappent le père, les enfants.

Sans doute on peut dire que le mal résultant d'un impôt sur les consommations ne sera que temporaire, que par l'effet du temps, par le lent travail de ceux qui y sont soumis à s'y soustraire, à obtenir

une augmentation de leurs salaires, les consommateurs échapperont à partie de cet impôt et en rejeteront sur d'autres l'incidence.

Mais il n'en est pas moins certain que de très dures souffrances seront supportées pendant un temps qui peut être fort long, par la réduction des consommations de première nécessité qui paraissent pourtant irréductibles ; que ces souffrances seront la cause de malaises, de troubles mêmes, de grèves aussi onéreuses pour le producteur patron que pour le consommateur ouvrier.

C'est ce que résume M. de Parieu dans son traité des impôts.

...« Si la limite absolue du nécessaire était strictement atteinte par le salaire des ouvriers, avant l'établissement d'une taxe sur les denrées alimentaires, il est certain que l'effet de l'impôt (sur les objets de consommation) serait immédiatement rejeté sur les capitalistes qui salarient le travail. L'inanition, la suspension de la reproduction, l'émigration forcée s'interposeraient d'une manière menaçante entre le capitaliste et le travailleur, pour faire la loi au premier, en lui montrant l'offre du travail certainement diminuée par la destruction du second. Mais l'état des salariés n'est presque jamais réduit à ces termes absolus et douloureux. La mesure même de ce qu'on appelle le nécessaire comporte une élasticité variable suivant les divers peuples. Les degrés qui séparent ces divers échelons entre le nécessaire relatif et le nécessaire absolu sont marqués par de nombreuses souffrances auxquelles le travailleur peut-être condamné avant de voir l'offre de son travail décroître aux dépens de sa santé et de sa vie, de manière à rehausser le salaire... »

*
* *

Parmi les organisations fiscales qui frappent autour de nous, d'une façon visible et tangible, les objets nécessaires à l'alimentation se rencontrent les octrois des villes.

L'on a pu dire : « L'octroi est la cause principale des misères qui affligent les populations urbaines... »

L'octroi est le type le plus complet de l'impôt de consommation. Il a tous les caractères, tous les défauts des impôts de cette nature, c'est-à-dire progressivité à rebours, improporcionnalité avec les facultés du contribuable. Il s'attaque plus aux pauvres qu'aux riches. Il frappe surtout les familles nombreuses ; et l'énonciation seule de ce résultat en montre tout le danger social, toute l'injustice.

L'influence néfaste des octrois a dû se faire sentir dès l'époque de leur création au profit du Trésor Royal, c'est-à-dire, dès le ^{xiv}^e siècle.

Leur suppression sous la Révolution dura peu, du 17 mars 1791 au 29 vendémiaire an VII (création de l'octroi de Paris). Cette création fut suivie d'autres lois, établissant les octrois, notamment de celle du 27 frimaire an VIII, (création des octrois de Reims, de Metz, de Courtrai) et de celle du 5 ventôse an VII, autorisant la création des octrois dans toute la France.

*
* *

La statistique nous indique que Paris consomme les quantités ci-après d'aliments imposés, provenant tous, forcément de l'extérieur de la ville, et devant subir la taxation d'entrée. En faisant de côté, le pain et le vin, Paris consomme annuellement :

158 millions de kilogrammes de viande de bœuf, de veau, de mouton ; 36 millions de kilogrammes de viande de porc et de charcuterie ; 61 millions $\frac{1}{2}$ de viande de cheval, de mulet, d'âne. Les viandes consommées s'élèvent au total à 225 millions de kilogrammes.

La volaille représente 22 millions de kilogrammes ; le gibier, 1 million $\frac{1}{2}$. Le poisson de mer 39 millions, celui d'eau douce 3 millions ; avec les conserves nous arrivons à près de 43 millions de kilogrammes de poisson. Les huîtres, les moules, les coquillages, les écrevisses, les escargots dépassent 12 millions $\frac{1}{2}$ de kilogrammes. Les légumes en général, les champignons, le cresson, 24 millions ; le beurre 15 millions, les œufs 25 millions ; les fruits 26 millions, les fromages 17 millions $\frac{1}{2}$.

Voyons quels sont les droits d'octroi qui pèsent sur ces aliments.

*
* *

Pour faire toucher du doigt quelle charge pour la consommation des ménages chargés d'enfants résulte de l'octroi ; il est nécessaire d'indiquer à titre d'exemple le tarif non plus de Paris, mais d'une ville de province.

Nous prendrons celui d'une ville importante du centre de la France dont la population est inférieure à 100.000 habitants ; Orléans.

Le tarif d'entrée des comestibles est le suivant :

Sur 100 kilogrammes de viande de bœuf, taureau, génisse, vache, le droit est de 4 francs, ou de 4 centimes le kilogramme.

Sur 100 kilogrammes de mouton, le droit sera de cinq francs ou 5 centimes le kilogramme. Pareil droit de 5 centimes le kilogramme ou de 5 francs les 100 kilogrammes s'appliquera à la viande

de veau. La viande de porc paiera 4 fr. 50 le quintal ou 4 centimes $1/2$ le kilogramme.

Tous ces droits s'appliquent à la viande sur pied.

Si la viande entre en ville déjà abattue et dépecée, les droits seront plus élevés, presque doublés. La viande de bœuf dépecée paiera 8 francs aux 100 kilos ou 8 centimes le kilogramme. Celle de veau 6 fr. 66 les 100 kilos, ou 6 cent. 66 le kilogramme. Celle de porc dépecée 5 fr. 40 les 100 kilos, ou 5 cent. 40 le kilogramme, celle de mouton 10 francs les 100 kilos, ou 0 fr. 10 le kilogramme.

Ajoutez à cela que sur ces viandes entrées en ville, comme aussi sur le poisson et sur tous les autres objets d'alimentation le vétérinaire-inspecteur prélèvera tout ce qui lui paraîtra malsain, et en ordonnera la destruction. Le marchand qui a payé la taxe d'entrée, même sur ce qu'il ne pourra vendre, fera le nécessaire pour récupérer tout ce qu'il aura payé.

Dans cette ville, la charcuterie, le jambon et autres viandes fumées, conserves de viande de toutes sortes, cuites ou confites, le beurre, la graisse, les bourriches de volaille, d'autres objets d'alimentation similaires paieront 10 francs les 100 kilos, ou 10 centimes le kilogramme.

Les graisses, lard et viandes salées, 7 francs les 100 kilos, les abats, les issues 4 francs les 100 kilos ou 4 centimes le kilogramme.

Les beurres végétaux, le beurre artificiel dénommé margarine paieront comme le beurre naturel, 10 francs le quintal.

Parmi les objets de volaille ordinaire, le droit est fixé par tête, de 10 centimes pour le lapin domestique, 0 fr. 05 par pigeon, 0 fr. 15 pour les poules, poulets, canards, coqs, chapons ; 0 fr. 25 pour les oies, et 0 fr. 50 pour les dindons.

Les poissons de mer communs, les sardines non confites, 0 fr. 10 le kilogramme ; les poissons de mer dits poissons fins, tels que : barbues, saumons, aloses, turbots, les soles, les homards, les langoustes, les crevettes paieront comme les truites et les écrevisses le double, ou 0.20 le kilogramme.

Les consommations de luxe telles que les huîtres sont taxées à 2 francs le cent.

Le gibier considéré comme une consommation de luxe, est frappé d'un droit plus élevé ; ce sera pour les lapins de champs ou de garenne, 0 fr. 15 par pièce ; pour les lièvres et levrauts 0 fr. 50 la tête ; 0 fr. 15 par perdrix.

Je mentionne pour ordre les chevreuils, taxés 6 francs la tête ; les sangliers 15 francs ; les cerfs et biches 10 francs ; les mêmes dépecés, 0 fr. 30 le kilogramme ; les faisans, 0 fr. 50 la tête. Les familles chargées d'enfants ne se nourrissent pas de cerfs, de

sangliers ou de faisans ; et là le tarif est peut-être trop réduit.

Les combustibles sont également frappés :

Le bois de chêne paie 1 fr. 50 le stère ; les branchages, les souches de forêt, les souches de rasage, 1 fr. 20 le stère ; les bourrées de cime, 1 franc et les fagots cotrets de chêne, cotrets de sapin, 2 fr. 50 le stère. Le pauvre ne se chauffe pas et ne fait guère cuire ses aliments avec du chêne ou du sapin. Il use de coke, de charbon de terre, d'anthracite.

Ces derniers objets sont taxés, ajoutant encore ainsi une taxe à celle des objets de consommation et augmentant encore le prix des aliments.

Le charbon de terre, le coke, la tourbe, l'anthracite, tous les autres combustibles minéraux subissent un droit de 0 fr. 30 l'hectolitre, et non pas comme on pourrait le supposer les 100 kilos ; en sorte que ce droit sur 100 kilogrammes de combustibles est plus élevé que 0 fr. 30 ; le coke paie 0 fr. 10 l'hectolitre ; le charbon de bois et ses dérivés, la braise, le poussier, 0 fr. 40 l'hectolitre.

Les droits d'entrées sur les boissons, indépendamment des impôts indirects les frappant (droit de circulation, droit de consommation, etc...) doivent encore être rappelés. L'hectolitre de vin supporte 2 fr. 25, il en est de même des piquettes, lies claires des vins de raisins secs, qui sont imposés à raison de 3 hectolitres de vin par 100 kilogs de raisins secs.

Les cidres supportent 1 fr. 25 l'hectolitre et la bière 5 francs. Quant aux alcools, leur taxation est plutôt à souhaiter.

Outre ces taxes d'entrée, les taxes d'abattoir municipal s'élèveront par tête d'animal à 4 francs pour un bœuf, 3 francs pour une vache, 1 franc pour un veau, 0 fr. 60 pour un mouton. Un porc coûtera 1 fr. 50, un cheval, même somme, un mulet 1 franc, et un âne 0 fr. 50.

*
* *

Supposons donc une famille de 5 personnes composée du père, de la mère et de trois enfants. Nous savons que c'est avec ce chiffre minimum de trois enfants que la population reste stationnaire, elle n'augmente ni ne diminue : deux enfants représentant les parents qui disparaîtront, et le troisième pouvant disparaître sans laisser de descendants.

Est-il exagéré de dire que cette famille d'ouvriers dont les ressources réunies représentent 2.500 à 3.000 francs par an, consommera annuellement :

Pour la viande, le poisson, la volaille, les œufs, de 400 à 500 fr. : pour le pain, au moins autant ; pour sa boisson, environ 100 fr. :

pareille somme pour le chauffage et l'éclairage ; pour son habitation, 300 francs.

On a estimé que la proportion d'impôts payés sur le loyer était de 29 fr. 45 % ; sur l'alimentation, de 20 fr. 65 % ; sur le chauffage et l'éclairage, de 27 fr. 30 % ; sur l'habillement de 10 fr. 77 % ; sur les transports en chemin de fer et en omnibus, de 23 fr. 15 %.

Toutes ces dépenses donneraient une moyenne d'impôts de 23 fr. 02 %. (D^r Jacques BERTILLON).

Cette famille qui ne devrait payer aucun impôt, sinon l'impôt personnel, qui en fait n'en paie aucun, paiera donc en taxes fiscales, droits d'octroi, impôts de consommation 575 fr. 50 par an.

*
* *

L'octroi frappe en France les denrées qui entrent dans près de quinze cents villes et bourgades. De ce chef il est perçu trois cents millions d'impôts municipaux et un demi-milliard d'impôts indirects, sommes énormes qui viennent augmenter le prix des aliments, et rendre plus précaire l'existence des familles nombreuses.

Cette institution puise sa source dans des idées du moyen-âge. Elle descend de restrictions nombreuses à la circulation des marchandises existant alors, et qui frappaient ces marchandises quand elles allaient d'une ville à une autre, d'une seigneurie dans une autre ; alors elles étaient analogues à des droits de douane, puisque les marchandises circulaient d'un petit Etat dans un autre Etat.

Sans doute la tendance actuelle est de grèver les denrées que l'on peut appeler des denrées de luxe, et de dégrever celles communes, consommées par tous. C'est ainsi que la viande de cheval, dont la consommation à pris à Paris une énorme extension, est exonérée dans cette ville. C'est ainsi que le poisson commun est dégrevé, tandis que le poisson dits fins, acquitte des droits élevés.

Mais le mal est fait sur les générations qui nous ont précédés : Ces générations ont subi ces droits et ont souffert. Ce n'est que récemment que l'octroi de Paris a cessé de percevoir un droit sur les boissons hygiéniques, et que Lyon a aboli les octrois. Nous avons continué à supporter l'existence des octrois, qui par leur ancienneté ont paru indispensables ; nous nous ressentons encore de l'époque où toutes les denrées étaient taxées indistinctement, et où, comme à Marseille, il existait une taxe sur les farines, qui produisait à la ville 900.000 francs par an.

*
* *

Il faut encore remarquer que la suppression des taxes d'octroi ne produisent et ne produiront jamais de suite ce que l'on est en droit d'attendre de ces suppressions. Les intermédiaires peuvent pendant plusieurs années en bénéficier ; les consommateurs n'en bénéficiant nullement. Le pli est pris depuis longtemps de vendre une marchandise à un prix déterminé ; ce pli subsiste, on l'a vu lors du dégrèvement à Paris des boissons dites hygiéniques et le remplacement des taxes d'octroi par d'autres taxes.

La détaxe de 42 fr. par barrique ne fit en rien baisser le prix du vin, vendu d'ailleurs au détail dans tant de cas, et dans des conditions où cette détaxe ne pouvait être sensible. Les producteurs n'ont pas vendu beaucoup plus de leurs vins ; seuls, les intermédiaires, les restaurateurs, retirèrent un avantage de la nouvelle loi.

L'effet de la suppression des droits d'octroi est long à se faire sentir. Cet effet ne doit pas cependant arrêter le législateur.

*
* *

Quand on examine d'une année à l'autre la statistique des consommations d'une grande ville, on est frappé des variations dans les chiffres de ces consommations et on a l'impression des souffrances supportées par les ménages, les familles, les enfants, quand le prix des choses a augmenté, venant s'ajouter encore aux droits d'octroi. On remarque que certains objets de consommation, sains, naturels, sont remplacés par d'autres artificiels, moins sains peut-être. C'est que les besoins, la faim des consommateurs est irréductible, et que si un produit est devenu trop cher, il doit être remplacé, vaille que vaille, par un succédané. Le beurre sera remplacé par la margarine, par d'autres graisses encore ; la viande de cheval remplacera la viande de bœuf, le fromage remplacera la viande...

Le consommateur, quand les vivres sont trop coûteux, restreint donc sa consommation ; un récent rapport indique que la cherté des vivres entraînait pour les finances de la ville de Paris une perte de 88.000 francs ; pour le mois de janvier 1911, de 101.422 francs pour le mois de mars ; de 226 824 francs pour avril ; de 202.774 fr. pour juin ; de 217.471 francs pour juillet ; de 205.317 francs pour août ; de 217.826 francs, pour septembre.

Cette réduction, de la circulation des produits et de la consommation, causée par les taxes d'octroi, a dû être la cause de souffrances et de privations sans nombre.

*
* *

C'est alors qu'apparaît le phénomène qui vient d'être indiqué.

La consommation est modifiée. Le public s'abstient de viande, de volaille, il remplace le tout par du fromage moins coûteux et frappé de droit moins élevés.

« ... En 1910, dit le rapport, Paris utilisait 61 millions de kilogrammes de moins de viande de boucherie qu'en 1901. Cependant durant ces neuf années, la population parisienne augmentait de 132.000 habitants.

En revanche on mangeait 80.000 quintaux supplémentaires de viande de cheval. Si nous prenons le poisson, nous voyons dans les dernières années une diminution de la consommation pour les 1^{re} et 2^e catégories, soumises au droit d'octroi ; et au contraire une augmentation de la 3^e catégorie qui n'acquitte aucune espèce de taxe. Celle-ci passe à 346.173 quintaux en 1910, contre 322.050 quintaux en 1905, soit une augmentation de 24.000 quintaux environ. Les 2 premières catégories dont les introductions se chiffrent en 1905, respectivement à 22.912 quintaux et 18.473 quintaux sont en diminution chacune de 1000 quintaux environ... »

Ainsi les familles se rejettent sur les aliments inférieurs, la santé des enfants s'en ressent ; ils offrent moins de résistance aux maladies, à la tuberculose ; les parents sont naturellement incités à restreindre les naissances. Cela est forcé, évident, et ce qui est remarquable, c'est que le mal ne soit pas encore plus profond

*
* *

La législation douanière frappe également bien des objets d'alimentation, mais là il y a une excuse et un motif.

La législation douanière a un double caractère, le caractère fiscal, et le caractère de protection des industries nationales.

La douane fait entrer des sommes considérables dans les caisses du trésor public ; et d'autre part elle arrête une concurrence qui serait ruineuse pour nos industries qui ne peuvent se développer dans des conditions aussi favorables que celles qui favorisent les industries étrangères.

Mais l'attention est surtout attirée par les taxes qui frappent les produits de première nécessité.

Le tarif général des douanes et le tarif minimum comprennent des objets et les aliments les plus variés, tels que : les blés, les vins, les farineux, le bétail, les viandes, les fromages, le miel, les poissons, les légumes, les pommes de terre, les primeurs, les fruits, les graines oléagineuses, les sucres, les huiles, les choux à choucroute, les houblons, les levures de distillerie. (Loi du 29 mars 1910).

*
* *

Notre attention est principalement attirée par les droits sur les blés à leur entrée en France.

On sait à la suite de quelles circonstances a été établi le droit actuel. C'est à la suite d'une enquête sur l'état de l'agriculture. Cette enquête a démontré l'état misérable de certains pays de culture, le nombre de fermes abandonnées, les ouvriers agricoles affluant vers les villes, les cultivateurs de céréales frappés par les impôts, par la cherté de la main-d'œuvre, ne pouvant produire le blé qu'à un prix supérieur au prix de vente et se trouvant par suite faire une perte par la production des céréales. On voit quelles étaient toutes les conséquences fiscales et sociales de cet état de choses.

Le droit d'entrée sur le blé fut établi et fixé à 7 francs l'hectolitre.

Le prix du blé étant à Londres, marché non protégé, de 17 francs l'hectolitre en moyenne, on peut supposer que le prix du blé sera en France de 24 francs. On voit quelle conséquence ce droit peut avoir sur le renchérissement du pain et sur la consommation française.

On objectera que la consommation française est annuellement de 125 millions d'hectolitres, et la récolte française seulement de 100 à 110 millions, et que par suite le droit de douane ne jouerait que sur la différence entre la consommation et la production soit sur 10 à 15 millions ; que dans ces conditions, ce que les consommateurs paieront comme droit d'entrée sera relativement minime.

10 millions d'hectolitres entrés, selon cette théorie ne feraient supporter aux Français que 70 millions de francs.

*
* *

Mais il n'en est rien : et ce raisonnement est inexact. Les consommateurs français supportent le droit de 7 francs l'hectolitre sur tout le blé qu'ils mangent, aussi bien sur le blé venant de l'étranger que sur le blé provenant des cultures nationales.

Le droit de douane à l'entrée sur le blé, isole le marché français. Il crée une situation analogue à celle qui serait si un seul marché existait au monde, le marché français, ou si une autorité avait décidé souverainement que le prix du blé serait de tant l'hectolitre.

Ainsi si notre consommation annuelle est de 125 millions d'hectolitres de blé, la taxe, l'impôt que paient les mangeurs de pain, les familles nombreuses est de 875 millions par an. Depuis dix ans, cette taxe perçue sur la nourriture peut être évaluée à 8 milliards 750 millions.

Il a fallu, il faut en convenir, soutenir l'agriculture, qui occupe et fait vivre environ 40 % des Français : il a fallu arrêter des ruines ; mais pourquoi avoir frappé ainsi la nourriture des familles ; pourquoi est-ce uniquement au ventre des pères et des enfants que l'on s'est adressé ? N'y a-t-il que la faim que l'on puisse taxer et frapper pour soutenir ou rétablir une industrie nationale ?

*
* *

Ces droits sur le blé ne datent pas d'hier. Il est si facile de créer une taxe sur un objet dont on ne se passera pas et de penser qu'ainsi personne n'y échappera !

Avant le commencement du xix^e siècle, pendant la période de la fin de la Royauté, pendant la période révolutionnaire, des entraves nombreuses à l'importation et à l'exportation du blé existèrent. La circulation intérieure fut même empêchée à plus d'une reprise, mais ces mesures qui se ressentaient des idées économiques de l'époque étaient prises dans l'intérêt des consommateurs : on ne se préoccupait que des disettes

Elles n'avaient aucune idée fiscale ; elles ne tendaient pas à faire encaisser par le trésor des droits plus ou moins considérables. Elles n'avaient non plus aucune idée de protéger une industrie nationale, l'industrie agricole.

On avait compté en France 10 famines dans le x^e siècle, 26 pendant le xi^e et le xii^e, 8 dans le xiii^e, 6 dans le xiv^e, 16 dans le xv^e et 13 dans le xvi^e.

Je passe sous silence les famines atténuées, les disettes ;

Vint alors le xix^e siècle. Pour la période finissant en 1897, la législation douanière, créée dans un but fiscal et de protection d'une industrie, enlève déjà aux consommateurs de pain, aux pauvres, des sommes énormes lors même qu'un seul grain de blé étranger ne pénétrerait pas en France.

Le premier Empire avait en partie conservé les idées de la période révolutionnaire sur la circulation du blé, sur les provisions à créer pour parer aux mauvaises années. La protection donnée aux producteurs commence avec le système de l'échelle mobile et la loi du 16 juillet 1819, complétée ensuite par deux autres lois, celle du 4 juillet 1821 et du 15 avril 1832. Ce système dura fort longtemps, et l'abrogation de l'échelle mobile ne survint qu'en 1860.

*
* *

Les taxes sur la nourriture et sur la faim cadrent bien avec une législation fiscale qui frappe l'air respirable et la lumière.

C'est le reproche que l'on peut faire à l'impôt des portes et fenêtres que la loi a mis de plein droit à la charge du locataire.

Si dans son principe, cet impôt consacre une première injustice (car le nombre des ouvertures d'une maison n'a aucun rapport avec sa valeur), il consacre une véritable iniquité à l'égard du père qui est obligé de loger une famille nombreuse; ce ne sera pas par luxe, pour avoir un grand appartement, que ce père aura de nombreuses fenêtres dans le local qu'il habitera. Ce sera parce que forcément il lui faudra un local étendu, et qu'il mettra en ligne de compte quand il choisira ce local, l'air, la lumière, les dégagements et les ouvertures, conditions de santé et de vie des siens.

Le propriétaire de l'immeuble loué pourra d'autre part être incité à restreindre les ouvertures de sa maison, pour diminuer l'impôt, car bien que cet impôt incombe au locataire, tout compte fait, il sera en partie à la charge du propriétaire, et le chiffre de cet impôt entrera en ligne de compte lors des pourparlers de location.

L'impôt des portes et fenêtres a donné en l'année 1911 une somme de 123 millions en ce compris tous les centimes départementaux et communaux.

Pareil reproche peut-être fait à l'impôt mobilier qui en principe doit atteindre le locataire d'après son revenu et qui suppose que ce revenu est d'autant plus élevé que le montant du loyer l'est davantage. Cette présomption est absolument fausse... « un chef de famille qui a de nombreux enfants est frappé en raison de ses charges plutôt que de ses ressources, tandis que le célibataire est épargné... (M. Paul Cauwès)

...« La dépense du loyer augmente à raison du nombre des membres d'une famille, et à revenu égal le célibataire affecte une quote-part moindre à son loyer que l'homme qui a un ménage et plusieurs enfants... (M. Paul Cauwès)...

En passant en revue les impôts qui atteignent les contribuables français, à chaque pas, à chaque instant on remarque que les familles nombreuses sont frappées injustement plus que les autres familles.

Le reproche s'adressera encore à l'impôt des patentes. Rien ne paraît plus juste à première vue, qu'un impôt sur les bénéfices du commerce, de l'industrie et des offices à clientèle. En pratique cet impôt n'a rien de proportionnel avec les bénéfices. Un impôt sur le chiffre des affaires se rapprocherait davantage de la réalité, à condition de varier le taux selon la nature des commerces ou des industries.

L'impôt des patentes se compose actuellement de deux éléments :

un droit fixe, basé sur la population et la nature de la profession, et un droit proportionnel basé sur la location. Si ce droit proportionnel avait pour base seulement les locaux nécessaires à l'exercice de l'industrie et du commerce, l'objection qui va être faite n'aurait pas sa raison d'être. Mais le droit proportionnel compris dans l'impôt des patentes, est assis sur la valeur locative de l'habitation personnelle du commerçant, de l'industriel, de l'officier ministériel, du médecin, de l'avocat, et cela lors même que cette habitation personnelle est entièrement séparée des locaux industriels.

Là encore, l'importance de l'habitation personnelle provient non pas de l'importance de l'industrie mais du nombre des membres d'une famille.

L'impôt des patentes produit 26½ millions, compris les centimes additionnels.

*
* *

L'on voit combien toutes les charges fiscales françaises frappent les familles nombreuses. On ne doit donc pas s'étonner du mal profond qui en résulte, de la dépopulation de notre pays et l'on doit même s'étonner que le mal ne soit pas encore plus grand.

L'égalité devant l'impôt n'existe pas : le père est beaucoup plus taxé que l'homme non marié ou l'homme sans enfants.

M. de Foville estime que les droits de douane à eux seuls, augmentent la vie de 15 à 20 % à Paris.

M. Javarit (*Revue Hebdomadaire*) résume ainsi cette surcharge imposée aux familles :

« ... L'accumulation de nos douanes énormes, de nos impôts de consommation et de tous les impôts qui frappent l'habitation et le commerce, élève d'au moins 33 % sinon plus, le prix des objets de consommation. Or, le chef d'une famille nombreuse qui dépense 2.000 francs par an, paie ainsi 660 francs d'impôts, tandis que la famille sans enfant ou avec un enfant qui dépense seulement 800 francs ne paie que 264 francs d'impôts similaires. C'est donc 400 francs que l'état doit en équité à la famille nombreuse. Et 400 francs dans les campagnes et les petites villes c'est le prix de la vie d'au moins 3 enfants... »

*
* *

Le Français qui a de tous les peuples le moins d'enfants, paie parmi tous les peuples le plus d'impôts. Si le chiffre de ses impôts n'est pas la cause de la restriction de la natalité, on conviendra cependant que ces deux idées, ces deux constatations ainsi faites

amènent forcément à penser que l'un des faits peut-être la cause de l'autre.

Notre budget augmente et notre population diminue ou reste stationnaire.

Notre budget s'élèvera bientôt en dépenses à 5 milliards. A cette somme il faut ajouter les impositions départementales et communales.

Le Français paie environ 98 francs d'impôts par an.

En exceptant l'Angleterre (115 francs par tête d'habitant) le Français tient donc la tête.

Puis viennent la Belgique 84 francs, la Hollande 73 francs, la Norvège 61 francs, l'Italie 58 francs, le Portugal 57.50, la Suède 54 francs, l'Allemagne 53.50, l'Espagne 53 francs, Le Danemark, 44 francs, L'Autriche 31 francs.

*
* *

Si l'on examine d'autre part la dette publique qui charge les peuples, on trouve que le Français vient également en tête

Le Français doit pour sa part 778 francs, l'Espagnol 483 francs, le Belge 455 francs, l'Anglais 439 francs, le Hollandais 416 francs, l'Italien 380 francs, le Grec 330 francs, le Roumain 240 francs, le Norvégien 211 francs, le Russe 183 francs, le Suédois 174 francs, le Serbe 163 francs, le Suisse 148 francs, le Portugais 139 francs, le Japonais 126 francs, l'Autrichien 124 francs, l'Allemand 84 francs, le Danois 53 francs, l'Américain des Etats-Unis 45 francs, le Luxembourgeois 45 francs (Ch. DUCHAMBON, *L'Abaissement de la Natalité*).

*
* *

Les pères de famille ont donc droit à des dégrèvements, à des compensations ; les leur accorder n'est pas leur accorder un privilège, c'est rétablir à peine l'égalité. Ils doivent l'obtenir, ils l'obtiendront.

Une association fondée en 1896, et dont le but est d'attirer l'attention de tous sur le danger que la dépopulation fait courir à la nation française et de provoquer les mesures fiscales ou autres, propres à augmenter la natalité, résume ainsi les droits du père de famille nombreuse à l'égard de l'impôt.

- 1° *Le fait d'élever un enfant est une des formes de l'impôt ;*
- 2° *Pour que cet impôt soit acquitté par une famille il faut qu'elle élève au moins trois enfants ;*

3° *Il faut donc dégrever d'impôt les familles qui ont plus de trois enfants ;*

4° *Le père d'une famille nombreuse est un créancier de l'État. Sa créance doit être payée. Elle le sera, que l'on y consente ou non.*

..

Nous retrouvons ce peu de souci du législateur français pour les familles nombreuses, dans les lois les plus diverses comme si ce législateur s'était toujours désintéressé de cette question.

Citons par exemple deux lois : la loi électorale et la loi militaire.

La loi électorale dispose que tout Français âgé de 21 ans prendra part aux élections de ses représentants. Ainsi, tout homme, sous cette simple condition d'âge prendra une part aux affaires publiques, à l'établissement des lois, à la fixation du budget. Tous les citoyens seront égaux sur ce point. Mais quelle différence dans la réalité existera entre le père de famille chargé d'enfants d'une part, et le célibataire ou le père qui aura prudemment restreint sa descendance d'autre part ?

Tous deux auront la même part à la marche des affaires de l'État. Et cependant l'un représentera plusieurs voix, celles de toute sa famille, il paiera une somme considérable d'impôts de toutes sortes, surtout d'impôts de consommation. Il sera intéressé beaucoup plus que n'importe qui à la prospérité générale, à l'ordre, qui lui permettront d'élever les siens. À côté de lui, le père d'un seul ou de deux enfants participera au paiement des impôts dans une proportion beaucoup plus faible.

Le célibataire se désintéressera forcément de bien des choses.

On peut comparer l'État à une société commerciale. Dans l'État chacun est co-propriétaire du patrimoine moral et réel de la nation.

Chacun contribue par ses apports à la création et à l'entretien de ce patrimoine, ainsi dans une société commerciale chacun est co-propriétaire de l'actif et contribue à la marche de la société. Mais chaque associé n'a pas une part égale aux autres associés, et ne contribue pas d'une façon identique à la formation de l'avoir. Les uns ont une part beaucoup plus forte, possèdent un plus grand nombre d'actions, font des sacrifices plus grands soit en travail, soit en versements de fonds.

D'autres ont une part plus modeste, ils possèdent moins de droits. Mais lors de l'établissement du pacte social, il ne viendra à l'idée de personne de donner des voix délibératives égales aux uns et aux

autres, cela paraîtrait une injustice flagrante. A celui qui a apporté beaucoup et qui fournit davantage, il sera donné un nombre plus considérable de voix dans les assemblées délibérantes ; à celui qui a apporté peu de chose, il sera donné moins de voix et souvent il ne lui sera donné aucune voix.

Ne peut-on concevoir que le père d'une famille nombreuse qui fait tant pour l'Etat, qui paie tant à l'Etat, aura plus de part dans les délibérations et dans les votes que le célibataire ou le père d'un ou deux enfants ?

Cette idée d'avoir plusieurs voix, selon le nombre ou l'importance des intérêts d'un citoyen dans l'Etat, n'est pas une chose nouvelle.

Il y a plus d'un demi-siècle, il fallait en France pour pouvoir prendre part aux votes, payer un chiffre déterminé d'impositions, justifier d'un intérêt minimum à la marche des affaires publiques. Dans d'autres pays, les citoyens disposent de plusieurs voix : L'une représente la détention d'une propriété, l'autre des titres universitaires prouve d'une culture intellectuelle plus grande. Ainsi le principe en vertu duquel un citoyen a autant de voix qu'il a d'intérêts matériels et moraux dans l'Etat, a déjà été appliqué.

Le père de famille, en équité, devrait pouvoir ajouter à sa voix une ou plusieurs voix, selon le nombre de ses enfants vivant sous son toit.

Une loi a été proposée dans ce sens. Elle donnait deux voix à l'électeur marié, trois à celui qui avait trois enfants, et cela tant que ses fils n'étaient pas électeurs et ses filles n'étaient pas mariées.

Si une loi semblable était adoptée, les célibataires perdraient leur influence, et qui pourrait s'en plaindre ? Les gens mariés n'ayant qu'un ou deux enfants ne gagneraient rien, mais les pères de plus de trois enfants formeraient la majorité dans le corps électoral.

Ils en forment maintenant la minorité.

Les 2.600.000 célibataires conserveraient leurs 2.600.000 voix.

Les pères ayant moins de trois enfants qui sont au nombre de 4.600.000, et ont 4.600.000 voix en auraient 9.200.000.

Ils représentent 42 % des électeurs, ils représenteraient 45 %.

Les pères qui ont trois enfants, mais dont les enfants ont plus de 21 ans, ou dont les filles sont mariées au nombre de 400.000 et disposant, de 400.000 voix en disposeraient de 800.000.

Les hommes mariés ayant trois enfants âgés de moins de 21 ans ou davantage, au nombre de 2.200.000 et disposant actuellement d'autant de voix en disposeraient de 6.400.000. Ils représentent 20 % des électeurs, ils en représenteraient 32 % ou environ le tiers.

Les veufs et divorcés au nombre de 1.100.000, représentent 10 %

des électeurs. On peut supposer que leurs voix seraient, de 1.200.000, mais elles ne représenteraient plus que 6 % des électeurs.

*
* *

Les nécessités de la défense nationale font que tous les Français doivent personnellement le service militaire ; et malgré cette charge si lourde, le nombre de nos soldats est insuffisant. Là encore, dans ce paiement de l'impôt du sang, l'un des impôts les plus lourds, le père de famille est surchargé d'une façon inique.

Si l'on envisage un père de famille qui a plusieurs fils, il donnera tous ces fils, un, deux, trois, quel qu'en soit le nombre, à l'armée. Il est exposé à les perdre tous sur le champ de bataille, où ils défendront l'avoir des prudents qui ont limité leurs enfants ; pendant leur service actif, le père sera encore obligé d'aider d'une façon efficace ses fils sous les drapeaux.

Le père d'un seul fils ou sans enfant ne supportera rien ou supportera bien peu de chose de tout cela.

Si le père qui a des ressources, supporte facilement la présence de ses fils sous les drapeaux pendant trois années, si cela ne lui fait subir qu'un préjudice restreint, il n'en est pas de même dans bien des familles.

Le fils parti faire son service est un ouvrier enlevé aux travaux de la ferme de son père, ouvrier difficilement remplacé, ou à l'atelier, ou au commerce paternel.

Pendant ces trois années de service, le père souffrira, peinera, attendant avec impatience le retour de son enfant.

Toujours, toujours, à tout moment, la législation française, nos idées, nos mœurs seront hostiles au père de familles nombreuses et le frapperont pour avoir été généreux et s'être formé un idéal en dehors de celui de tous.

*
* *

Cette conception qu'il n'y a pas à se préoccuper du nombre d'enfants qui naîtront, qu'il en naîtra toujours assez, et souvent trop, a malheureusement en partie pour origine une théorie célèbre.

C'est l'économiste écossais Malthus, qui à la fin du XVIII^e siècle, dans son *Essai sur la Population*, a formulé un prétendu principe de la population. Jusqu'alors les économistes posaient en principe que là où est la population, là se trouve la force.

Toutes les institutions tendaient à augmenter cette population.

Un édit de Louis XIV (Novembre 1666) exemptait de certaines charges ceux qui se mariaient avant vingt ans, ou qui auraient dix enfants légitimes ; Pitt en 1797, proposait une loi pour récompenser

les pères des familles nombreuses ; Napoléon I^{er} promettait à toute famille qui compterait 7 fils, d'en élever un entièrement à la charge de l'Etat ; en 1819, un roi de Sardaigne exemptait de toute contribution tout sujet du duché de Gênes ayant douze enfants. Cette loi dura jusqu'en 1852.

Tout le monde pensait qu'un législateur éclairé devait faire tout pour augmenter la population.

*
**

C'est dans une proposition célèbre mais d'une fausseté éclatante, que Malthus a résumé sa doctrine sur la population et les moyens de subsistance mis à la portée de cette population.

Il a condensé cette doctrine dans sa fameuse progression arithmétique d'une part, géométrique d'autre part.

Il a donné à ce résumé l'apparence d'une loi sociale aussi rigoureuse dans ses applications qu'une loi physique, alors que les questions d'augmentation et de diminution des subsistances subissent des variations résultant de causes multiples et impondérables. Ainsi non seulement les deux propositions malthusiennes sont énoncées et établies pour un état social inexistant et irréel, mais elles ont été la cause en partie d'un état d'esprit qui a été la cause de bien des maux.

Malthus a dit :

« ... Nous pouvons tenir pour certain que lorsque la population n'est arrêtée par aucun obstacle elle va doublant tous les 25 ans, et croît de période en période selon une progression géométrique.

« ... Nous sommes en état de prononcer, en partant de l'état actuel de la terre habitée, que les moyens de subsistance dans les circonstances les plus favorables à l'industrie, ne peuvent jamais augmenter plus rapidement que selon une progression arithmétique... »

« ... La race humaine croît comme les nombres 1, 2, 4, 8, 16, 32, 64, 128, 256, tandis que les subsistances croissent comme ceux-ci : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9. Au bout de deux siècles, la population serait aux moyens de subsistance comme 256 est à 9... »

Or, rien n'est plus contraire à la réalité.

Si l'économiste écossais a voulu seulement parler d'une tendance, peut-être pourrait-on lui pardonner ; et encore la population et les moyens de subsistance n'ont pas cette tendance.

Mais Malthus a voulu établir et constater une loi, et ses adeptes et ses commentateurs ont accueilli la proposition comme l'énonciation d'une loi.

On a expliqué la théorie de Malthus par l'augmentation rapide de la population américaine, mais cette augmentation est le résultat d'une situation toute spéciale, et l'on remarque dès à présent que cette augmentation, provenant même d'un cas exceptionnel, a eu corrélativement une augmentation de subsistances proportionnelle.

Malthus a raisonné comme quelqu'un qui ferait de la culture théorique, au milieu de ses livres, dans le silence de son cabinet de travail, là où on expose doctement et sans contradicteur que : « ... un seul pied de maïs fournit deux mille graines, un soleil quatre mille, un pavot 32 mille, un orme cent mille... »

« ... Une carpe pond 340 mille œufs, on a calculé qu'une jusquiame peuplerait le globe en quatre ans, et que deux harengs rempliraient la mer en dix ans, l'océan couvrirait-il toute la terre... »

* *

L'on peut même retourner dans bien des cas, la proposition de Malthus et dire que dans l'état actuel de l'industrie humaine, les moyens de subsistance progressent selon une progression géométrique comme 1, 2, 4, 8, 16 etc., tandis que la population croît selon une progression arithmétique comme 1, 2, 3, 4, 5, 6.

* *

Loin de progresser comme le dit Malthus, les populations subissent un accroissement bien plus lent.

De 1847, une statistique établissait que la population doublait ainsi qu'il suit :

En Belgique en 41 ans, en Hollande en 42 ans, dans les Etats Sardes en 42 ans, en Norvège en 50 ans, en Pologne en 52 ans, en Espagne en 57 ans, en Ecosse en 57 ans, en Suède en 59 ans, en Angleterre en 62 ans, en Italie en 66 ans, en Prusse en 70 ans, dans le royaume de Naples en 75 ans, en Angleterre seule (en retranchant l'Irlande) en 78 ans, en Allemagne en 79 ans, en Danemark en 83 ans, en Russie en 95 ans, en Suisse en 97 ans, en Portugal en 97 ans et en France en 118 ans. (MOREAU DE JONNÈS, éléments de statistique, .

* *

Il suffit de se reporter aux tableaux de la population des différents Etats européens, et à l'accroissement de leur natalité, pour voir combien la théorie de Malthus est actuellement inexacte ; il

suffit de voir l'essor magnifique donné à l'industrie dans le monde pour voir que la puissance productive de l'homme est plus grande pour la multiplication de ses moyens de subsistance, que pour la multiplication de son espèce.

*
* *

Ce que l'on peut reprocher à Malthus, c'est l'énumération des obstacles qu'il préconise à l'augmentation de la population. Il n'a trouvé que trop d'auditeurs dociles.

Il examine les obstacles positifs, qui sont d'ailleurs la négation de sa proposition. Ce sera l'insalubrité des locaux habités par les familles, le dénuement, le manque d'hygiène, une nourriture insuffisante, l'abus des liqueurs fortes, le dérèglement des mœurs, les disettes, les guerres, l'avortement, l'infanticide, les épidémies, en un mot le vice, la misère.

Mais, à côté de ces obstacles dont il se borne à constater l'existence, Malthus a eu le très grand tort de conseiller ce qu'il appelle la contrainte morale, la prévoyance dans les naissances, la prudence dans le mariage, le « moral restreint ».

Il demande au père de savoir intelligemment proportionner le nombre de ses enfants aux ressources et aux subsistances dont il dispose.

« ... Ne vous mariez pas, et n'ayez des enfants que lorsque vous pourrez les nourrir... »

Il faut reconnaître que Malthus, pasteur protestant, ajoutait : « Si vous ne vous mariez pas, vous devrez vivre dans la chasteté... »

*
* *

Les forces productives de notre pays sont immenses.

Le développement des moyens de subsistance dans le monde ne sont pas limités. Ils suivent la progression de la population.

Aide-toi, le ciel t'aidera, est un proverbe de tous les pays. On peut ajouter pour répondre encore à Malthus que :

« ... Le régime sous lequel les êtres naissent, vivent se développent et s'enrichissent, doit être soumis à des calculs plus sûrs que ne le sont ceux de quelques esprits mathématiques. Le grand ordonnateur a tout prévu, il n'a pu livrer le monde à la famine ; de même qu'il procède aujourd'hui par voie d'excédent, il peut procéder par voie d'équilibre. L'eau ne coule que quand elle trouve une pente. L'économie politique doit rester neutre sur ce terrain ; sur des

questions aussi délicates le plus sûr est de s'abstenir ;... (Louis REYBAUD, réponse à Rossi).

*
* *

Malthus ne s'adressait pas à des sourds. La semence qu'il jetait au vent ne devait pas tomber sur un terrain aride, mais elle devait vite germer.

Là où il n'y avait peut-être qu'une spéculation philosophique ou économique, le développement d'un paradoxe brillant, on devait vite trouver un conseil et l'absolution d'un égoïsme de plus en plus développé.

On suit à travers le xix^e siècle, le développement des conséquences de la théorie de Malthus, la naissance du néo-malthusianisme et enfin au commencement du xx^e siècle le complet épanouissement de cette théorie immorale.

Un médecin anglais, London, a commencé, et en 1842, il conseillait aux femmes un allaitement très prolongé, allant si possible jusqu'à trois ans.

Fourier le suit : il est difficile de discuter et même d'énoncer les moyens qu'il préconise. On ne peut que renvoyer le lecteur à sa gastrosophie, aux mœurs de la société qu'il rêve, aux phanérogames.

On n'ose non plus rapporter les moyens proposés par un allemand Weinhold, conseiller de régence en Saxe. Un autre écrivain qui a eu la pudeur de se cacher sous le pseudonyme de Marcus, et que l'on suppose être le même Weinhold, proposait de prévenir l'excès de population en soumettant les nouveaux nés à une asphyxie sans douleur par un procédé à l'acide carbonique.

Proudhon nous révèle dans ses contradictions économiques les monstreuses divagations de certains partisans de Malthus.

*
* *

L'ancien directeur de l'orphelinat de Cempuis, Paul Robin, fonde en 1896 la ligue de la Régénération humaine ; cette ligue donnait des conseils et des formules à ses adhérents.

Le néo-malthusianisme pénètre dans les syndicats, dans les Bourses de Travail ; les journaux corporatifs publient des réclames, des adresses de docteurs, de sages-femmes. Les ateliers d'hommes et de femme sont inondés de prospectus, comme si cette propagande avait la moindre raison d'être et si nous n'avions pas plus de

décès que de naissances et comme si en 1890, 1891, 1892, 1895, 1900, 1907, 1909, 1911, notre population n'avait pas diminué.

*
* *

Les promoteurs du néo-malthusianisme font preuve d'une activité remarquable. Ils rencontrent des adhérents partout, prêts à tout faire gratuitement.

Des affiches sont apposées, partout, à la porte des pensions, des Lycées, des écoles de jeunes filles.

Vos yeux sont arrêtés par des affiches ainsi conçues :

...« Un enfant c'est la gêne, deux la misère, trois la grande misère.

Tout médecin honnête doit indiquer etc... il y a des quantités de ces médecins ; avec peu d'enfants, la guerre est impossible... »

Ou bien encore : « Avoir beaucoup d'enfants c'est s'appauvrir c'est enrichir davantage les riches par la main-d'œuvre à bas prix. Ayons donc peu d'enfants...

Et... « Chaque enfant d'ouvrier est un futur concurrent pour ses parents et pour les autres. Ayons peu d'enfants... »

D'autres affiches sont plus explicites, contiennent d'autres détails plus précis frisant l'obscénité. Tout cela échappe légalement à la répression.

*
* *

Un membre de la Confédération générale du Travail, un examinateur de l'Ecole Polytechnique, un médecin en chef d'un asile public d'aliénés signent et font apposer sur les murs de Paris des affiches où l'on peut lire ce qui suit :

« ...Toutes les personnes de bonne foi seront avec nous contre les Tartufes bourgeois, contre les véritables malfaiteurs publics, qui, en réalité, ne veulent de nombreuses naissances chez les travailleurs que pour assouvir leur passions, pour entretenir l'armée du chômage et avilir les salaires, pour avoir des soldats destinés à défendre leur coffres-forts contre les ennemis de l'intérieur et de l'extérieur, c'est-à-dire être pourvus de chair à plaisir, de chair à travail, et de chair à canon... »

Un journal existe, il s'appelle : *La génération consciente*. Là écrivent des penseurs en renom. Ils entourent d'une sorte d'atticisme, de l'élégance de leur style et de l'harmonie de leurs phrases, l'ignoble conseil de la restriction de la natalité française... » La propagande néo-maltusienne, dit un membre de l'Institut M. Salomon Reinach, a pour but de substituer la réflexion à l'instinct, la

prévoyance à l'insouciance, *l'homo sapiens* à la brute. Ceux qui l'accusent de favoriser le vice, de prêcher l'avortement sont des ignorants, ou altèrent sciemment la vérité. On peut condamner Paul Robin, mais sa condamnation sera inscrite sur la statue que lui réserve l'avenir... »

On voit ainsi à quelle aberration arrive cet état d'âme dénommé l'intellectualisme qui, pour se singulariser, pour se sentir au-dessus des autres, ne craint pas d'émettre de pareilles idées.

Le néo-malthusianisme doit nous apparaître comme la théorie, l'approbation postérieure, l'essai de légitimation de ce qui existait déjà, d'un vice antérieur ! Il faut y voir une sorte d'œuvre de rhéteur expliquant, approuvant une cause certainement mauvaise, obscurcissant l'instinct et la raison qui proteste.

* *

Ces affiches et ces publications ne peuvent avoir pour excuse, l'exposé d'une doctrine économique ou philosophique.

Elles relèvent de la loi pénale et constituent des délits contre les mœurs, et déjà certains pays ont puni la propagande néo-malthusienne comme un délit d'outrage aux mœurs. Les lois de l'Etat du Massachussetts et de celui de New-York punissent de peines allant jusqu'à trois ans de travaux forcés, cinq ans de prison ou 5.000 francs d'amende, l'exposé de cette doctrine.

En France, l'indulgence des magistrats, selon une expression, coule à pleins bords, tant a été déformée la mentalité de tous par la propagande malthusienne sur le devoir d'avoir des enfants nombreux.

La propagande n'est pas réprimée et la Cour de cassation a décidé qu'elle ne pouvait l'être, quand elle n'est pas accompagnée de termes obscènes, et d'outrage aux mœurs.

Il suffit donc d'exposer la théorie immorale et antipatriotique en termes élégants, choisis, décents, pour échapper à toute pénalité.

Pendant diverses décisions émanant de Tribunaux et de Cours d'appel avaient montré la voie, et s'étaient attachés, pour punir, à la thèse elle-même, faisant l'objet de la publication, plutôt qu'aux termes employés. Dans cet ordre d'idées, on peut citer un jugement du Tribunal de Bayonne du 15 juin 1908, un arrêt de la Cour de Pau du 1^{er} août 1909, un jugement du Tribunal de Rouen 11 mai 1909. un arrêt du 27 novembre 1909, des jugements du Tribunal de la Seine, des 21 juin 1909 et 28 décembre 1909, suivis d'arrêt des 1^{er} février et 22 juin 1910.

* *

La jurisprudence s'affirmait lorsqu'est survenu malheureusement un arrêt de la Cour de cassation (chambre criminelle) à la date du 19 novembre 1910. Cet arrêt a fait abandonner de suite toutes les poursuites assez nombreuses, intentées contre les publications néo-malthusienne. L'audace des néo-maltusianistes n'a plus connu de bornes.

L'arrêt de la Cour d'appel, soumis à la Cour de cassation, avait condamné pour délit d'outrages aux bonnes mœurs, un publiciste qui avait adressé des prospectus et des annonces offrant de prétendus remèdes abortifs et soi-disant infaillibles.

La Cour de cassation signale qu'elle ne peut relever dans ces prospectus aucune expression obscène, ou contraire aux bonnes mœurs et échappe aux prévisions de la loi.

La Cour de cassation ajoute que quelles qu'aient pu être les intentions des auteurs de prospectus ou de ceux qui les ont distribués, l'annonce de ces remèdes ne tombe pas sous le coup de la loi pénale.

Une loi s'impose donc, punissant la provocation à l'avortement ; mais dès à présent on peut à bon droit s'étonner que seule soit punissable une expression obscène et échappe à la punition l'obscénité elle-même, dite en termes élégants, littéraires, enveloppant de termes choisis, de périphrases, l'objet de la publication : que les termes seuls soient punis, et que le sujet traité ne le soit pas !...

*
* *

Un autre arrêt de la Cour de cassation a confirmé la jurisprudence de l'arrêt du 19 novembre 1910. Ce second arrêt est du 25 mars 1911. Il se résume en ceci : L'annonce des substances, médicaments, remèdes destinés à..., l'indication de pratiques anti-conceptionnelles ne constituent pas un délit quand elles ne sont pas accompagnées d'expressions ou de descriptions obscènes ou contraires aux bonnes mœurs.

Cette jurisprudence s'affirmera donc, malgré la divergence résultant de jugements et d'arrêts des Cours d'appel et notamment d'un jugement du Tribunal correctionnel du Mans du 13 juillet 1911, et d'un arrêt de la Cour d'appel de Paris, du 22 mai 1911.

*
* *

Ainsi on a vu que la théorie de Malthus est fausse dans la partie de sa proposition où il établit la loi de l'accroissement de la population : la France est l'exemple vivant de cette fausseté. La seconde

partie de la proposition de Malthus relative à l'accroissement des substances est aussi fausse que la première.

*
* *

On sait combien le travail de l'homme fait la terre et crée sa productivité, puisque sans ce travail la terre n'est par elle-même rien, ni fertile ni infertile.

On peut soutenir que la terre n'est qu'un *substratum inerte*, que le travail de l'homme, son industrie de plus en plus perfectionnée, ses connaissances chimiques plus développées, son apport de tous les instants, rendront productif de récoltes. Cette production qui nous apparaît maintenant limitée, s'appliquant par la suite, tant aux terres cultivées qu'aux terres immenses encore incultes, rendra infinis les moyens d'alimentation.

Contrairement aux idées ricardiennes qui ont fait leur temps, et qui ne sont qu'un paradoxe, idées que l'américain Carey a si bien réfutées, ce ne sont pas les terres les meilleures que l'on cultive de préférence.

Cette idée de fertilité qui aurait, d'après Ricardo, conduit le choix des hommes, leur a été indifférente :

Et comment d'ailleurs auraient-ils connu à l'avance la fertilité naturelle d'un sol ? Il est si souvent difficile même actuellement de la discerner. En supposant même qu'au commencement de l'humanité le choix a pu se porter sur les terres les meilleures, il est certain que maintenant il paraît souvent difficile d'affirmer qu'une terre est en elle-même, absolument meilleure qu'une autre. Elle est meilleure, si l'homme en la travaillant l'a rendue meilleure, s'il a augmenté ses facultés productives ; s'il a modifié scientifiquement ses qualités, s'il a su combiner les trois éléments (silice, calcaire, argile) qui font une terre arable.

Un exemple peut être cité qui prouve que c'est l'homme qui fait productif le sol, qu'en présence de deux sols d'une fertilité différente, il saura corriger les défauts de l'un et le rendre aussi fertile que l'autre et qu'en définitive apparaît toujours cette idée exprimée plus haut d'un *substratum* dont l'homme arrivera à faire ce qu'il veut en vue de son alimentation.

*
* *

Dans un département où la culture est prospère, l'Aisne, existent deux régions dont le sol est différent. Dans l'une formée des plateaux du Soissonnais, la terre est forte ; ce sont, selon l'expression locale,

des terres rouges, contenant exactement les trois éléments indispensables à la fertilité et qui ont été énoncés ci-dessus. Ces terres sont éminemment propres à la culture des céréales, et le marché de Soissons est l'un des marchés les plus importants du blé.

Dans une région proche de celle ci-dessus, le Laonnois, les terres sont plus légères, quelquefois sablonneuses, d'une qualité que l'on considère inférieure à celle du Soissonnais.

Et cependant le rendement agricole et alimentaire de ces terres ne le cède en rien à celui de la région soissonnaise. Les terres légères, meubles, sont éminemment propres à la culture de la betterave sucrière, à la production de cet aliment qui est encore à l'aube de son emploi, le sucre. Le cultivateur du Laonnois donne à sa terre de très grandes quantités d'engrais minéraux, superphosphate, nitrate de soude, sans compter d'autres engrais provenant de l'industrie, tels que le sang pulvérisé des abattoirs, l'engrais de poisson, les os...

*
* *

Et ce mode de culture qui donne une éclaircie de ce que l'on peut, et de ce que sera celle de l'avenir, ne se borne pas seulement à la betterave à sucre mais il a comme conséquence forcée la production de céréales. On sait en effet que la production de cette plante sarclée, la betterave, les travaux minutieux et les engrais qu'elle nécessite préparent, presque sans nouveau travail une abondante sole de blé pour l'année suivante, et pour la troisième année une sole d'avoine.

Ainsi une terre médiocre vaut une terre fertile par la volonté de l'homme.

*
* *

Le développement de la culture de la betterave et de la production du sucre a suivi en France comme en Allemagne, en Russie, en Autriche, en Egypte même, une marche toujours ascendante.

Le sucre est considéré actuellement comme un aliment de premier ordre, non seulement pour l'homme, mais encore pour les animaux ; des expériences l'ont démontré et en laissant de côté l'exagération naturelle qui veut prouver une théorie et qui faisait du sucre une panacée universelle, on peut dire que le sucre aura de plus en plus un emploi considérable dans l'alimentation.

D'une statistique récente, il résulte que les surfacesensemencées en betteraves s'élevaient pour l'Europe à plus de deux millions d'hectares.

Dans ce chiffre, la France entre seulement pour 234.000 hectares,

l'Allemagne pour près de 470.000, L'Autriche-Hongrie pour 364.000, la Belgique pour 67.000, la Hollande pour 54.000. L'immense Russie pour 675.000, la Suède pour 34.000, le Danemark, pour 22.000, l'Italie pour 46.000, l'Espagne pour 18.000, la Roumanie pour 13.000, la Serbie pour 3.000 environ, et la Bulgarie pour 18.000 hectares.

La consommation intérieure de la France peut-être augmentée, si la France ne peut, par la Conférence de Bruxelles, devenir exportatrice de sucre. Comparativement à d'autres pays notamment à l'Angleterre, le Français ne consomme qu'une faible quantité de sucre, et cette extension de la consommation intérieure de notre pays, peut remédier ainsi à la limitation de l'exportation, qui a été restreinte par des accords internationaux qui sont encore dans toutes les mémoires.

*
* *

La création de l'industrie si importante et si utile du sucre de betterave est donc un exemple typique à citer de ce que peut l'esprit et l'ingéniosité de l'homme quand il veut créer de toutes pièces de nouvelles ressources alimentaires. Il faut rapporter les détails de cette création.

L'Angleterre en lutte avec la France avait établi le blocus de nos côtes. Elle... « en était arrivée au commencement de ce siècle (xix^e) après la rupture de la paix d'Amiens, à soutenir que la mer appartient au plus fort, à ne plus respecter les droits des neutres, à déclarer un blocus maritime général, que l'on a appelé le blocus sur le papier, et qui consistait dans l'interdiction des places, des ports et des côtes tout entières devant lesquelles elle n'envoyait pourtant pas de forces insuffisantes pour y faire un blocus effectif... » (Garnier).

Quelle situation pour un pays, pour la nourriture de ses habitants, si la balance alimentaire avait été insuffisante pour ce pays !

C'est à . . « cette sauvage et folle politique des Anglais que Napoléon I^{er} répondit par une entreprise grandiose... » et qu'il conçut le plan d'une représaille gigantesque contre le dessein des Anglais d'anéantir notre industrie. Le décret du blocus continental est daté de Berlin, du 21 novembre 1806. Par ce décret tout commerce et toute correspondance avec les Iles Britanniques sont interdits (art. 1), le décret est confirmé par un autre décret daté de Milan du 17 décembre 1807.

Ainsi étaient séparés entièrement d'une part l'Angleterre et ses colonies, et d'autre part l'Empire Français (qui comprenait l'Italie) et ses alliés, ainsi que les pays occupés par nos armées, c'est-à-dire

la Hollande, la Prusse, l'Espagne, l'Autriche, l'Allemagne ; et plus tard la Suède et la Russie.

Plusieurs objets de consommation manquèrent. Parmi eux le sucre fit défaut : le sucre qui jusqu'alors ne provenait que de la canne à sucre. Il ne pouvait nous parvenir que par contrebande, très difficilement et en très petite quantité.

On se rappela alors la découverte d'Achard, qui avait su extraire du sucre de la betterave. Cette découverte n'était jusqu'à ce moment qu'un sujet d'expériences de laboratoire.

L'impulsion fut donnée à cette nouvelle industrie, une raffinerie fut fondée à Passy, et dès le début, cette industrie donna des bénéfices, outre cet avantage immense de mettre à la portée des Français un objet dont ils craignaient d'être à jamais privés.

Depuis Napoléon I^{er} l'industrie du sucre de betteraves n'a fait qu'augmenter pendant le xix^e siècle, avec à certaines époques des fortunes diverses.

On a vu que cette culture spéciale, cette invention d'un produit créé de toute pièce par l'homme lui donne outre un aliment, le blé, le bétail, c'est-à-dire le pain, la viande.

Vers 1884 la culture des céréales dans les départements qui s'y adonnent était peu prospère, les cultivateurs accablés par les impôts, les exigences de la main-d'œuvre, désertaient dans certains pays leurs fermes qui restaient incultes. Tout cela s'est trouvé changé le jour où la betterave a été cultivée et où les sucreries ont surgi dans le pays.

« ... Pour ce qui est de l'engraissement des bestiaux, dit un économiste (Achille Mercier) les départements à betteraves empruntent 100.000 têtes aux autres départements. On travaille 7 milliards $1/2$ de kilogrammes de racines valant 160 millions de francs. L'industrie en fait 200 millions de francs de sucre, 27 millions de mélasse, 18 millions de pulpe ; en tout 245 millions, c'est à-dire plus que la production de la houille et du fer. Veut-on connaître le nombre d'ouvriers employés ? il y en a 65 mille dans les usines, 110.000 dans les champs. Le sucre emploie 71.000 chevaux-vapeur ; la filature et le tissage n'arrivent qu'à 39.000. Les 100.000 bœufs empruntés aux départements non producteurs de betteraves fournissent 30 millions de kilogrammes de viande et 2 millions de tonnes de fumiers et accessoires pouvant fumer 100.000 hectares de terre... »

Telle est en résumé la conséquence de la création de cette industrie alimentaire.

Les tubercules souterrains que produit la solanée appelée la pomme de terre nourrissent bien des hommes et sont devenus d'une consommation telle dans le monde, qu'elles peuvent remplacer le pain.

Je ne parle que pour mémoire des autres industries qui en dérivent et qui servent aussi à l'alimentation des hommes, telles que par exemple, les féculeries, les fabriques d'alcool.

C'est à la fin du *xviii^e* siècle que la pomme de terre commença à être cultivée en France. Le nom de celui a qui nous devons ce bienfait est dans toutes les bouches.

En 1793. 35.000 hectares seulement étaient plantés en France. En 1815 on estime à 315.000 hectares la surface plantée en pommes de terre; actuellement on peut penser que cette surface dépasse 2 millions d'hectares.

La pomme de terre a fait disparaître la famine en Europe, elle est la base principale, peut-être souvent la seule nourriture, de bien des malheureux de l'Irlande, de l'Ecosse, de l'Alsace, de diverses contrées de l'Allemagne. On estime que 6 kilogrammes de pommes de terre équivalent à 1 kilogramme de farine de froment

L'on peut obtenir 12 à 13.000 kilogrammes à l'hectare avec les variétés potagères et 30.000 kilogrammes avec les variétés à féculerie, et cela avec des travaux, des fumures, des soins relativement moins coûteux qu'une autre culture, car beaucoup considèrent cette plante comme peu exigeante.

Demain l'humanité acclimatera, si elle le veut, quelqu'autre plante aussi utile, qui maintenant croît à l'état sauvage, dans un coin ignoré de l'Asie ou de l'Afrique.

*
* *

On peut concevoir le cultivateur de l'avenir comme un chimiste, un industriel très habile, qui combinera dans le sol les différents éléments qui feront pousser les plantes alimentaires. A l'engrais naturel tiré des animaux, sera substitué toute une série de sels minéraux. Il en est déjà ainsi dans certaines cultures intensives. On sait maintenant que pour décupler la force de la plante, la rendre très vigoureuse pour multiplier ses fruits, l'azote, la potasse, l'acide phosphorique lui sont utiles. On sait qu'en moyenne un sol dont la couche arable ne dépasse pas 30 centimètres contiendra à l'hectare 1.800 kilogs d'azote, autant d'acide phosphorique et le double ou 3.600 kilogrammes de potasse. Il sera facile par l'analyse de voir ce qui manque à un sol donné, et ce qu'on doit lui fournir. Or cet hectare, suivant une analyse scientifique en supposant un rendement

maximum de 40 hectolitres de blé et de 60 quintaux métriques de paille, n'utilisera que 125 kilogrammes d'azote, 76 d'acide phosphorique, et 150 de potasse.

Il ne pénètre en France actuellement comme engrais azoté, que 260.000 tonnes de nitrate de soude, provenant du Chili : 55.000 tonnes de sulfate d'ammoniaque y sont ajoutées, et sont produites et consommées en France, avec 20.000 tonnes reçues d'Angleterre.

Le sol français utilise 150.000 tonnes d'acide phosphorique.

150.000 tonnes de sels potassiques seulement sont utilisées en France, alors que certaines cultures, les légumineuses, les pommes de terre, la vigne, la betterave, en demandent bien davantage, non seulement comme engrais proprement dit, mais comme stimulants des engrais azotés ou phosphoriques. Un champ de pommes de terre qui a fourni 10.000 kilogrammes de tubercules, en fournira 26.000 avec un apport de 150 kilogrammes de potasse et 28.000 avec le double ou 300 kilogrammes.

*
* *

On fabrique les sels de potasse en traitant l'eau de mer, vaste réservoir illimité, les cendres des plantes; mais il existe d'énormes gisements connus de ces sels, indépendamment de ceux qui peuvent être découverts. Les gisements de sels de potasse de Stassfurt en Allemagne produisent un chlorure double de potassium et de magnésium dénommé carnalite, qui s'emploie sans préparation, un mélange de chlorure de potassium et de chlorure de sodium (ou sel marin) dénommé sylvinite qui peut servir à fabriquer les chlorures de potasse et les sulfates de potasse, des composés de chlorure de potasse, de sulfate de magnésie, de sel gemme, dénommés Kainite ou Hartsalz selon leur teneur en potasse.

Les gisements de nitrate de soude existent au Chili, en Algérie, en Tunisie.

*
* *

Longtemps on a cru que le seul azote qui permette de fumer les terres et d'obtenir des récoltes abondantes était celui provenant des résidus de la nutrition animale, qui elle même l'obtenait des plantes alimentaires ou de la décomposition des végétaux. Puis cet azote est provenu des gisements découverts.

Mais on a étudié minutieusement l'opération chimique produite par la décomposition dans le sol des végétaux, et des résidus de la nutrition. On a vu que ces détritrus sont convertis en nitrates assimilables par une catégorie de microbes spéciaux, et de là, on a pu arriver à la culture des bactéries nitrifiantes.

Puis une nouvelle méthode de captation de l'azote de l'air par l'électricité a été cherchée et trouvée.

Il existe en Norvège des usines d'engrais azotiques ou l'azote est puisé à même l'atmosphère.

Au moyen de l'électricité, des masses d'air comprimé (azote et oxygène) sont converties en oxyde d'azote, converti lui-même en acide azotique par l'air et la vapeur d'eau. Cet acide azotique saturé par un dérivé calcique donne un engrais.

D'autres expériences ont été suivies dans le sens de la fertilisation directe du sol par l'électricité.

Un réseau de fils de fer électrisés à un voltage élevé, couvre un champ déterminé, et le résultat est une augmentation de rendement qu'on a prétendu être de 40 %.

*
* *

Indépendamment de l'acclimatation d'espèces végétales nouvelles propres à la nourriture, l'homme étend par son travail et par une conquête de tous les instants les surfaces qui peuvent être cultivées. En sorte que l'on peut affirmer que la productivité de la terre est indéfinie et, peut-être, infinie. On peut prouver cette assertion par différents faits bien connus. Ce sont d'abord en Hollande les polders, marais desséchés mis en culture, et gagnés sur la mer. L'ancienne mer de Haarlem ne forme plus qu'un immense polder, et montre quels résultats peuvent atteindre l'énergie et la patience humaines.

En Italie le lac Fucin, soit plus de 15.000 hectares commença à être desséché sous l'Empereur Claude. Les travaux longtemps interrompus furent repris et terminés au XIX^e siècle selon le plan primitif.

C'est là encore un exemple du triomphe de l'industrie, de la persévérance, de la ténacité humaines, en vue de la nourriture des hommes.

*
* *

Mais il faut limiter les exemples à ceux tirés de notre pays, puisqu'il faut démontrer que ce pays pourrait nourrir un nombre bien plus considérable d'habitants : autrement les exemples de la volonté humaine seraient trop nombreux.

Des dessèchements ont été opérés en France, dans les Landes, sur les bords de l'Océan Atlantique. Un des exemples les plus connus est celui tiré de la Sologne. L'imperméabilité du sol de la Sologne, dont le sous-sol est formé en excès d'une couche argi-

leuse, ne laissant pas s'écouler les eaux, rendaient autrefois ce pays de plus de 500.000 hectares infertile et malsain. Le sol était converti de petits étangs, de flaques d'eau stagnantes. La culture était rudimentaire et l'habitant misérable comme son sol.

Les plantations de pins, de chênes, d'autres essences forestières ont depuis un demi-siècle, transformé cette contrée en l'assainissant. Une race ovine y a été créée.

Ainsi en Algérie, le Français au fur et à mesure de sa conquête, perçait des puits, et là où il avait percé un puits, où il n'y avait auparavant qu'aridité et misère, surgissait une oasis fertile, des habitations, des villages. Le Français avait créé de toutes pièces cette terre.

Cette création du sol cultivé par le cultivateur en vue d'une production de plus en plus intense, n'est pas un paradoxe. Dans certains pays du midi, sur des pentes abruptes, l'homme recueille de la terre végétale. Il la dispose par gradins, et chaque gradin, chaque bande, est soutenue par un mur léger de pierres. Il y fait pousser de la vigne, des légumes, et il tire sa subsistance d'un sol en pente à première vue absolument stérile. Cependant l'eau de pluie ravine ce sol, entraîne la terre, la transporte plus bas. Inlassablement, l'homme remonte cette terre et l'on peut dire qu'à la fin de sa vie, le cultivateur a remonté la totalité de son champ, peu à peu sur ses épaules. Cette terre est bien sienne, est bien sa propriété, est bien créée par lui de toutes pièces.

*
* *

On peut examiner les productions industrielles et alimentaires des principales nations de l'Europe, et cela à un double point de vue, pour montrer combien les ressources alimentaires sont étendues dans notre pays et pour montrer que l'augmentation de ces ressources alimentaires accompagne par une progression constante la progression de la population, contrairement aux assertions de Malthus.

Nous nous bornerons ici à rappeler que les ressources de notre pays sont nombreuses et peuvent alimenter une population beaucoup plus considérable. On a pu évaluer cette population à 250 millions d'habitants. Sur les 53 millions d'hectares qui forment la surface totale de la France, 23 millions $1/2$ (exactement 23.590.915 hectares) sont en cultures ou en prairies artificielles. Cette culture est celle des céréales de toute nature, des betteraves sucrières, des pommes de terre, des racines fourragères, les fourrages annuels. Cette contenance comprend aussi les jachères mortes, usage subsis-

tant d'une culture arriérée et qui tend de plus en plus à disparaître.

Ces cultures alimentaires comprennent donc 44, 54 % du sol de la France.

Le blé, le seigle, l'orge, l'avoine, le millet, le sarrasin, le méteil, occupent une surface de 13.604.960 hectares, le 1/4 du territoire de la France.

Le froment à lui seul compte 6.564.370 hectares ou 12.39 %; l'orge 729.580 hectares ou 1.37 %; le méteil 142.870 hectares ou 0.27 %; le seigle 1.244.320 hectares ou 2.35 %; le sarrasin 504 630 hectares ou 0.95 %; l'avoine 3.896.670 hectares ou 7.35 %; le maïs 496.240 hectares ou 0.93 %; le millet 26.000 hectare ou 0.49 %.

Les prés naturels comptent près de 5 millions d'hectares (exactement 4.847.900), les herbages près d'un million 1/2 (exactement 1.478.160), les paturages et les pacages 3.601.830 hectares; les vignobles 1.723.635 hectares.

Diverses autres cultures variées comprennent 1.247.636 hectares.

Il ne reste pour les bois et forêts que 9.309.760 hectares.

Le surplus est formé de terres non cultivées (3.951.970 hectares) ou de cultures ne rentrant pas dans les catégories ci-dessus.

Les 23.590.915 hectares de terre en culture, les 5 millions de prés naturels, le million et demi d'herbages ensemble 30 millions d'hectares sur une surface totale de 52.954.985 hectares, montrent que l'industrie agricole est l'industrie principale en France, et en même temps paraissent expliquer et excuser l'énorme somme (700 millions) qui est prélevée chaque année sur la consommation des céréales pour protéger cette industrie.

*
* *

Il faut donc dire que les hommes manquent à la terre, et non que la terre et les moyens d'alimentation manquent à l'homme.

*
* *

Nos espèces alimentaires elles-mêmes deviennent de plus en plus productives, à mesure de l'augmentation de nos connaissances, de nos recherches, de notre expérience.

La production du blé a considérablement augmenté chez nous. Nous avions autrefois besoin de l'étranger, maintenant nous suffisons presque à notre consommation. Pour peu nous deviendrions exportateurs.

Des méthodes nouvelles ont remplacé celles anciennes. Le type de l'assolement cultural, dans bien des régions était le type triennal :

blé, avoine, et jachère morte ; ainsi, alors un tiers des terres se reposait (et l'on croyait que cela était indispensable) et était improductif chaque année ; actuellement, la jachère a disparu dans bien des cultures, et l'assolement toujours en principe triennal, est celui de blé, avoine et plantes sarclées (et parmi les plantes sarclées, spécialement la betterave) ; un tiers des terres cultivables se trouve ainsi ajouté aux terres qui étaient cultivées.

Des savants se sont appliqués à développer les facultés productives de certaines plantes. Ils sont arrivés à des résultats surprenants et bien faits pour nous prouver que la terre, loin d'être vieille et épuisée est encore dans sa première jeunesse de productivité.

Un Français, dans un but commercial a créé par une sélection patiente et continue, des espèces nouvelles de froment. L'une d'elles, inventée dernièrement est digne d'être signalée, car sur douze hectares, et dans une exploitation rationnelle que l'on peut citer, cette espèce a produit 42 quintaux ou plus de 50 hectolitres à l'hectare. La moyenne de toute la France, moyeuune qui s'accroît néanmoins d'année en année oscille entre 17 et 18 hectolitres.

*
* *

La fécondité des plantes alimentaires est extensible d'une façon considérable, sous l'influence des travaux aratoires, des stimulations chimiques.

Un grain de blé, normalement germé, peut produire à un certain moment une quinzaine de tiges, et souvent davantage. Chacune de ces tiges a des racines particulières, et si elle est repiquée, elle donnera à son tour une autre tige et des tiges adventives.

C'est ce que les cultivateurs obtiennent à peu de chose près par le procédé dit de tallage ; au printemps ils roulent ou écrasent légèrement chaque pied de blé, de façon à étendre le pied sur la terre et à faire naître de nouvelles tigelles sans les séparer néanmoins de la tige principale.

Si l'on pouvait comme dans un laboratoire, séparer les tigelles et les replanter, on obtiendrait des résultats surprenants : une expérience faite au xviii^e siècle, en Angleterre, montra que d'un grain de blé, un an après, on pouvait obtenir 576.000 grains.

Plus récemment un chimiste agronome français, M. Ferrant Bellenoux, poursuivait d'identiques recherches. Il confie à un champ très soigneusement préparé 20 grains de froment le 12 juin 1903. Le 9 août, chaque grain a produit de nombreuses tigelles ; il les isole et les repique, le 8 octobre même opération,

ainsi que le 13 mai du printemps suivant. Et quand arrive le 30 juillet 1904, chacun des grains a si bien multiplié qu'il a produit 604 pieds, chargés de 28.388 épis renfermant au total 709.700 grains... » (Jean LISEAUX, *Le Journal*, n° du 4 octobre 1912).

Un professeur, Demtchinsky est, sans séparation de tigelles arrivé à un résultat analogue. Au fur et à mesure qu'une tige, dans l'espèce une tige d'orge s'accroît, il en butte le pied, c'est-à-dire qu'il ramène de la terre au pied de la tige qui ainsi peut nourrir les tigelles.

Ainsi un grain d'orge a pu être semé : trois semaines après que la plante est sortie de terre la tige est buttée. Quinze tiges naissent alors, à la suite de nouveaux buttages le nombre des tiges s'élève à 99, à certain moment elles sont 212, à la moisson il y a 236 tiges, 212 épis et 5 300 grains.

Un cultivateur a inauguré un mode de culture du blé qui révolutionne les idées reçues ; au lieu de semer soit à la volée, soit par rangs serrés, son blé, il laisse entre chaque ligne un espace de 90 centimètres, mais cet intervalle est constamment biné, hersé, travaillé, soigné comme un jardin sans que néanmoins il soit fourni à la terre d'engrais chimiques ou naturels. Il renouvelle la même culture sur les mêmes pièces, chaque année sans jamais alterner.

Son rendement s'est trouvé pour l'avoine de 413 % plus élevé que les cultures avoisinantes ; pour le blé 230 %.

*
* *

Thiers, dans l'ouvrage célèbre où il examine le fondement du droit de propriété et les avantages immenses que l'humanité retire de la propriété individuelle, nous fait une description des prodiges que cette propriété individuelle a créés... « L'homme porte avec lui la fertilité ; partout où il paraît l'herbe pousse, le grain germe... »

...Si donc, dit-il encore, on pouvait imaginer un jour où toutes les parties du globe seraient habitées, l'homme obtiendrait à la même surface dix fois, cent fois, mille fois plus qu'il ne recueille aujourd'hui. De quoi en effet peut-on désespérer quand on voit créer de la terre végétale sur les sables de la Hollande ! S'il en était réduit au défaut d'espace, les sables du Sahara, du désert d'Arabie, du désert de Gobi, se couvriraient de la fécondité qui le suit ; il disposerait en terrasse les flancs de l'Atlas, de l'Himalaya, des Cordillères et vous verriez la culture s'élever jusqu'aux cimes les plus escarpées du globe et ne s'arrêter qu'à ces hauteurs où toute végétation cesse... »

Nous l'avons dit : Le solterrestre n'est pas fertile par lui-même. L'homme l'a rendu ainsi, c'est l'accumulation de son labeur sans arrêt pendant des milliers de siècles, c'est l'humus fécond que les générations humaines ont laissé qui a créé les terres cultivées. La terre sans l'homme et avant lui n'est rien : c'est la brousse, ce sont les marécages, c'est la forêt, ce sont les maladies, les fièvres, c'est la vie précaire, c'est la mort. La terre reçoit de nous toutes ses qualités, semblable d'ailleurs au reste de tous les objets qui nous entourent, qui ont une substance impérissable, et auxquels nous nous bornons à donner des modifications, des formes, des qualités.

L'exemple le plus connu de la terre faite par l'homme est celui de la Chine qui nourrit 400 millions d'habitants. Entre deux fleuves le Hoang-Ho et le Yang-Tsé-Kang, se trouvent d'immenses étendues sablonneuses. Ces sables nourrissent une population de 150 millions d'habitants avec une densité de 1.500 habitants au kilomètre carré. Dans cette région, les moindres parcelles de terres sont cultivées avec un soin infini par des familles où tous, hommes, femmes, enfants contribuent à cette culture. Quand la terre est labourée chaque motte de terre est appréhendée par les doigts des membres de la famille, émietlée, ameublée à l'extrême. Dans cette terre ainsi ameublée le laboureur sème grain par grain, au moyen d'un semoir rustique mais ingénieux, le blé, le riz, le coton, qu'il recouvre immédiatement, et dont aucune parcelle n'est perdue.

*
* *

Un économiste illustre, J. B. Say, a posé en principe dans une phrase célèbre que ce n'est que lorsqu'il existait les aliments nécessaires que les hommes naissaient et s'accroissaient.

Il faut renverser hardiment cet axiome et dire au contraire de J. B. Say : « Chaque fois qu'il naît un homme, la nature pourra produire un pain... »

L'homme vient dans des parties de la terre encore incultes, couvertes de forêts inutiles, souvent malsaines, nuisibles. Aussitôt que l'homme est venu, qu'il s'est attelé au travail, qu'il a dépensé ses forces, son intelligence, il a été récompensé de ses efforts par des moissons.

L'Afrique était devenue à un certain moment par le travail de ses habitants le grenier de Rome. Elle est devenue stérile quand sa population s'est raréfiée.

Elle est devenue à nouveau la terre productrice quand elle a été plus peuplée et que l'homme a consenti à travailler à nouveau.

Dans les parties tropicales du monde, avant la venue de l'homme,

la terre est couverte de terres inutiles, de marécages ; l'homme la défriche et les produits de la région viennent le récompenser. Ce sera selon la latitude, le café, le cacao, le caoutchouc. L'homme cesse son travail, la terre redevient stérile ; un an après, à peine, il n'existe plus rien de ce qui a été obtenu, la forêt vierge a repris sa terre et l'a rendue inféconde.

D'immenses espaces au Canada manquent d'hommes : l'on provoque l'émigration des Européens dans ce pays pour le peupler et le rendre fertile. D'immenses espaces attendent le travail humain dans différentes parties de la terre, et plus particulièrement dans l'Afrique.

Toutes nos espèces qui nous paraissent absolument indigènes sont des nouvelles venues sur notre sol.

*
* *

Citons encore quelques exemples :

Tous les vers à soie de l'Europe proviennent de quelques œufs rapportés par des pèlerins. Les vers à soie n'existaient qu'en Chine. Il était rigoureusement interdit d'en faire sortir de l'Empire : des moines grecs en rapportèrent dans des bâtons creux à Constantinople, et de là dans toute l'Europe.

*
* *

Les moutons mérinos sont chez nous aussi le résultat de la volonté, et dès lors que nous avons voulu en avoir, nous en avons eu.

*
* *

Les moyens d'exploitation se sont perfectionnés d'une façon étonnante. Autour de nous, n'entendons nous pas dire par des entrepreneurs d'industrie, talonnés par les grèves, qu'il leur est facile de remplacer dix hommes, quinze hommes par une seule machine perfectionnée, qui ne demandera plus qu'un homme pour la conduire ? Autrefois la culture du blé se faisait dans des conditions telle qu'elle exigeait bien des bras. Aujourd'hui un semoir à rayons ayant jusqu'à 10 et 15 rayons, remplace 5 hommes qui sèmeraient à la volée. Une moissonneuse lieuse remplace 5 à 6 hommes qui faucheraient, lieraient les gerbes de blé ; elle est conduite par un seul homme ; des machines encore plus perfectionnées coupent à la fois le blé, le battent, l'ensachent et sont utilisées dans les plaines de l'Amérique.

On peut envisager un temps très prochain où le labourage s'opérera à la vapeur et à l'électricité.

Déjà dans certaines plaines du Nord, le labourage s'opère avec des machines à vapeur ; et un soc, plusieurs socs, jusqu'à six socs, travaillent la terre d'une façon régulière par tous les temps.

... « Si avec M. de Gasparin on évalue à 28 millions d'hectares la superficie cultivable de la France, on verra que soumis au régime forestier ou pastoral, notre territoire ne pourrait nourrir que 4.700.000 habitants à raison de 7 hectares environ par personne, la population sous le régime celtique, ne dépasserait pas 32.700.000 habitants ; en effet même avec la forme la moins imparfaite de culture alternative, 5 hectares ne fournissent que l'alimentation de 6 personnes ; au contraire, grâce à la culture continue, M. de Gasparin croit que la France peut produire la nourriture animale et végétale de 260 millions d'hommes... »

*
**

D'autres branches de l'industrie humaine destinées à vêtir l'homme se multiplient et multiplient leurs produits.

S'il est une industrie qui paraît bien n'exister que par le travail des mains de l'homme c'est celle de la cordonnerie ; nous avons tous présent à l'esprit le cordonnier d'autrefois travaillant de ses mains, dans sa boutique, entouré de ses apprentis. Nous pourrions penser que la diversité des goûts de chacun, ses besoins différents résultant de ce qu'aucun homme n'est semblable à un autre physiquement, excluent l'emploi des machines.

Et pourtant cette industrie est devenue une industrie mécanique. Elle s'est développée sur les bords de la Loire, à Angers, à Nantes. Là, des ateliers produisent des quantités énormes de chaussures faites mécaniquement, et les machines y sont mues par la vapeur et l'électricité.

*
**

Si les dépôts naturels de houille pouvaient s'épuiser, si le pétrole ne se trouvait plus dans la terre, l'homme a devant lui des forces illimitées, le flux et le reflux de la mer qui ont déjà été utilisés comme force motrice ; il a la chaleur solaire, pour laquelle des machines ont été construites ; il a l'air comprimé et par dessus tout, ce qui est d'un emploi immédiat, à la portée de sa main, la houille blanche ou la force résultant des fleuves et des torrents.

La France est très avantageusement placée pour employer cette force considérable, qui peut transformer toutes les industries ali-

mentaires et parmi elles l'industrie agricole au moyen du labourage électrique.

*
* *

Je crois avoir suffisamment démontré, bien qu'il ait été nécessaire de se cantonner dans quelques exemples, que les industries alimentaires, que les moyens de subvenir aux besoins physiques de l'homme sont indéfiniment extensibles, et qu'il suffit à l'homme de vouloir. Que l'on ne parle donc jamais des aliments quand on étudie les lois de la population et que l'on relègue la loi prétendue de Malthus au nombre des erreurs les plus grossières et les plus dangereuses.

CHAPITRE III

LA MENTALITÉ FRANÇAISE

C'est la mentalité française qui est devenue hostile aux familles nombreuses et aux enfants.

Peut-être pour l'expliquer peut-on supposer qu'elle est devenue telle par le lent travail des causes multiples qui ont été énumérées ci-dessus. Ce serait là son excuse. Cette mentalité se révèle à chaque instant.

Il semblerait que la Révolution Française ayant créé l'égalité politique, sans créer d'autre égalité, chacun de nous essaie depuis plus de cent ans, d'établir à son profit l'égalité économique, par le lent travail d'accession à une situation plus aisée. Ce lent travail de tous les moments a consisté notamment à restreindre les dépenses et le nombre des enfants.

*
* *

La littérature a déjà bien souvent dépeint le bourgeois français, le bourgeois de la majeure partie de nos vieilles villes de province, le bourgeois que l'on a appelé, s'il est permis de rappeler cette expression commune, le bourgeois « bas de laine ». Il n'a pas une très grande ambition, il s'embarque peu dans une entreprise, il se retire du mouvement des affaires généralement jeune, avec des ressources ordinaires et c'est alors que commence sa fortune. Il ne dépense pas ses revenus, il les accumule chaque année, il vit quelquefois du revenu de son revenu ; sa fortune s'accroît ainsi selon une progression rapide, une multiplication forcée et mathématique bien que ces revenus soient d'un taux peu élevé, mais absolument sûr. Et quand il meurt, sa fortune a doublé, triplé, sans qu'il ait rien entrepris, rien exposé, rien fait pour ce résultat.

Il en est qui s'applaudissent de cette manie d'accumulation, qui fait des Français les prêteurs du monde entier, sans qu'ils donnent à leurs capitaux sur le sol natal, l'emploi que ceux-ci méritent.

Le rôle de prêteur a ses inconvénients ; ces prêts ont créé les outillages des peuples qui sont nos concurrents sur le marché du monde et qui ferment leur porte à notre exportation, dès qu'ils peuvent utiliser ces outillages ; ils servent à acquérir et à forger des armes contre nous, et bien souvent les débiteurs contre lesquels il n'existe aucun moyen de coercition sont devenus insolvable.

N'avoir pas d'enfants ou en avoir très peu, rentre dans cette mentalité. Les enfants sont une cause de dépenses qui empêchent l'accroissement du capital du père prévoyant, qui veut devenir riche ; les enfants nécessiteront une maison plus spacieuse, ils troubleront cette vie calme, sans émotion, sans succès, par suite sans revers, où se complait la bourgeoisie de notre pays.

*
* *

Ainsi donc les ménages français s'effraient des dépenses et des multiples petits inconvénients d'une famille nombreuse, d'enfants dont le nombre dépasse la moyenne que nos compatriotes se fixent. Ces inconvénients qui impressionnent tant, sont nombreux mais bien infimes. Pour la femme, une naissance nouvelle sera l'empêchement de sortir, de dîner chez des amis, d'assister à des soirées, à des bals, d'aller même en voiture. Et cet inconvénient durera plusieurs mois avant la naissance, peut-être aussi plusieurs mois après cette naissance. Pour le père et la mère ce sera, avec les dépenses forcées, le vacarme dans leur domicile, presque toujours le désordre des objets, l'aspect mal ordonné de tout ce qui les entoure, meubles, objets de toute nature ; s'ils sont épris d'ordre matériel et de rangement de leurs meubles, ils souffriront. Et puis les préoccupations de toute nature les assailleront, et ils s'en effraieront plus qu'il ne convient, au lieu de regarder avec un visage souriant les multiples difficultés de l'existence ; ils souffriront de petites privations ; on peut citer ce ménage qui, malgré tout son courage et sa joie d'une nombreuse postérité, souffrait atrocement de choses minimes, telles, que d'être obligé pour réduire les dépenses, de voyager en troisième classe, en chemin de fer, quand ils voyaient à côté d'eux leurs amis, qui n'avaient qu'un enfant, voyager en première.

Et cependant la privation de certaines choses pour un idéal élevé, est une jouissance plus intense que celle de ces choses elles mêmes.

Est-il cependant possible que l'existence ou l'absence de notre

descendance dépendent de choses aussi minimes, aussi futiles ! La naissance d'hommes est-elle donc arrêtée par des considérations aussi mesquines ?

Si autour de lui, le père voit des choses qui le choquent et l'irritent par instant, s'il vit au milieu du désordre matériel de ses meubles, de petites contingences, s'il doit quelque peu se priver et réduire certaines dépenses et certains plaisirs, il peut aussi s'isoler et se retirer dans le jardin intime et caché de son âme, monde dans un autre monde. Dans ce jardin il cultivera des fleurs merveilleuses et pleines de mystère. Ce sera la vision des siens qui subsisteront après lui, et qui feront que son nom et son souvenir ne sont pas abolis ; que dans des années très éloignées, il subsistera encore beaucoup de lui ; c'est l'idée qu'il vit une vie plus noble que ceux qui calculent à tout instant ; qu'il est semblable à ces chefs de familles aristocratiques d'autrefois, qui existent encore dans quelques pays étrangers, fiers du nombre de leurs fils ; qu'il sera vénéré de ses enfants, car le père d'un seul enfant doit aller à cet enfant, à son cœur, pour se ménager son affection, tandis que pour le père de beaucoup d'enfants, ce sont les enfants qui vont à leur père ; ce sera la vue de l'avenir qui nous fait oublier nos déboires d'un instant, l'idée que le véritable créateur est le créateur d'humanité, celui qui, dans ses enfants, compte réaliser tous ses propres espoirs et tous ses rêves, et qu'on ne laisse après soi de certain que sa descendance :

Ce père se souviendra des vers de poète :

... Ceux qui vivent, ce sont ceux qui luttent ;
Ceux dont un dessein ferme emplit l'âme et le front ;
Ceux qui, d'un haut destin gravissent l'àpre cime ;
Ceux qui marchent pensifs, épris d'un but sublime,
Ayant devant les yeux sans cesse nuit et jour,
Où quelque saint labeur.

VICTOR HUGO.

Qui peut prévoir l'avenir ? Ce père avec ses enfants nombreux est peut-être l'ancêtre de l'homme qui vaincra la maladie et la guerre, qui reculera les bornes de la vie humaine.

*
* *

Dans une famille, une bouche de plus, c'est un sourire de plus.

*
* *

Mais ces sentiments élevés sont rares, et ceux qui ne les éprouvent pas, au lieu d'avoir pour le père, ce créateur d'humanité et

d'avenir, les sentiments de reconnaissance qui lui sont dus, montrent des sentiments bien différents. Ce serait cependant à peine rendre au père la justice qui est due à tous, que d'être envers lui exactement comme envers tous, lui, qui supporte plusieurs fois le poids de la vie, autant de fois qu'il a d'existence à sa charge.

Au lieu de cette justice, de sentiments différents, d'une déférence plus grande que nous lui devons (et ainsi nous ne ferions que nous acquitter strictement d'une dette); au lieu des avantages matériels et pécuniaires auxquels il a droit, qui ne sont qu'une restitution, qui ne devraient pas s'appeler des avantages, qui ne sont que le moyen de rétablir l'égalité des charges de chacun, rompue au détriment du père, que donnons-nous à ce père ?

Des avantages matériels ? Au contraire, tout est disposé contre ce père, nous l'avons vu. Des avantages moraux ? nous n'avons même pas pour lui l'indifférence : nous avons la plaisanterie facile, le sarcasme, le mépris souvent. On se demande si ce mépris de ceux qui ont peu d'enfants pour celui qui en a beaucoup n'est pas analogue à celui qu'une réunion de gens de moralité douteuse aurait pour l'honnête homme fourvoyé parmi eux ?

Nous ne savons pas nous élever par la pensée à une conception objective de ceux qui nous entourent et notamment à la conception exacte du père d'une famille nombreuse, nous ne savons que nous tenir à nos conceptions purement subjectives et personnelles. Il faudrait appliquer à ceux qui entourent et coudoient les pères, pour les rendre plus réfléchis, cette phrase d'un romancier... « Les yeux de votre âme jusqu'à présent n'ont regardé qu'en dedans ; vous n'avez pas par l'observation aigüe et pitoyable d'autrui, tâché de faire en votre esprit une balance équitable. Vous ne savez pas que l'observation est une forme de la justice ; vous ne savez pas qu'en chaque être humain devrait résider un tribunal où l'humanité serait jugée avec honnêteté, avec bienveillance même, à cause de sa faiblesse, et de la tristesse de vivre ; vous ignorez comme presque tous les humains, que l'indulgence active, non pas l'indulgence indifférente, est la plus haute noblesse à laquelle notre âme puisse atteindre... »

Non, nous n'avons envers le père que des sentiments d'injustice, de dérision, de lourdes plaisanteries, nous Français qui avons soigneusement et minutieusement organisé notre vie avec un fils et une fille.

*
* *

Posons donc ce principe :

On est profondément injuste envers les pères de familles nombreuses.

*
* *

Dans le courant du siècle dernier nous voyons par des exemples s'affirmer la mentalité des Français à l'égard des familles nombreuses.

« ... En 1833, un préfet de l'Allier, par une circulaire, signalait la limitation du nombre des enfants comme le meilleur moyen d'augmenter le bien-être... »

Thiers vanta... « Les sages populations de la Normandie... »

La ville de Versailles en 1852, osa allouer une prime de 1000 francs pour encourager la stérilité volontaire des pauvres.

*
* *

Les expressions populaires peignent bien l'âme des foules à l'égard des familles nombreuses. Un écrivain qui est un apôtre quand il s'agit du problème angoissant de la dépopulation de la France, a réuni quelques expressions populaires où perce le sentiment des Français. Comme il le dit excellemment les proverbes ne résument pas la sagesse de notre nation.

Dans la riche Normandie, où il est pourtant si facile d'élever une descendance nombreuse, vous entendez dire : « Le couple vaut mieux que la douzaine... » ou bien encore ce proverbe qui est aussi commun à toute la France : « Vœu de Roi, c'est un garçon et une fille.. »

Les parents des époux ne craignent pas de donner des conseils et de rappeler ce qu'ils appellent la prudence. La mère d'une jeune femme n'hésite pas à le faire, quand cette jeune femme n'est pas la première à penser elle-même qu'elle doit restreindre sa descendance.

Des animosités, des discussions dans les ménages ont été créées par des observations faites dans ce sens par des belles-mères à leur gendre.

« ... Ils ont des enfants, c'est comme les animaux ! » voilà comment une nouvelle naissance qui devrait causer une grande joie, est accueillie. Ou bien encore, on peut signaler cette réflexion dédaigneuse d'une vieille servante de famille bourgeoise, au fils de ses maîtres : « ... Avoir autant d'enfants, mais c'est comme les ouvriers !... »

*
* *

Monsieur Jacques Bertillon nous rapporte que dans la Côte-d'Or, l'aîné des enfants reçoit souvent le nom de Désiré, mais il n'est pas d'exemple que ce nom soit donné à un puîné. Il ajoute : et c'est surtout dans la crainte de partager sa fortune que le paysan ne désire qu'un enfant. Il aime sa terre plus que sa famille. Un héritier unique marié à une héritière unique, voilà son rêve. Il accepte très bien que son nom disparaisse et se résigne très facilement, même si son enfant est une fille, à ne pas avoir d'autre héritier...

Qu'importe en effet le nom, la persistance d'une famille, d'une race ; ce sont là pour un peuple de fourmis épargneuses des mots sans écho, sans intérêt. L'intérêt petit mais immédiat, c'est la restriction d'une dépense, c'est éviter le partage d'un lopin de terre.

*
* *

Encore en Normandie selon M. Bertillon, vous entendez dire... « Assez de veaux dans l'herbage, ma terre est assez divisée comme cela... »

Ainsi nous voyons à chaque instant autour de nous, à chaque moment de notre activité, ce mépris d'une famille nombreuse, ce soin de la restreindre. Vous entrez dans une administration, vous entendez un père de famille se débattre contre un représentant du fisc et lui faire quelques observations timides, lui dire qu'il a une nombreuse famille, qu'il lui semble qu'il est trop imposé. Il reçoit cette réponse : « des enfants, mais ce n'est pas moi qui les ai faits !... »

Ou bien encore, et il faut demander pardon au lecteur de cette réponse entendue dans les bureaux d'une grande administration de l'État... « des enfants, qu'est-ce que cela peut me faire ? de quoi vous plaignez vous ? vous en avez le plaisir ! »

Un pareil sarcasme, dénotant une inconscience si grande mérite-t-il vraiment une réponse ? Et quelle réponse pourrait être comprise par cet employé ?

*
* *

L'exemple de cette mentalité part de haut. Il vient de notre gouvernement. Les faits sont nombreux.

Naguère un représentant du gouvernement, un chef de cabinet d'un sous-secrétaire d'Etat, parlant ainsi au nom de la France, disait à des employés qui venaient lui représenter que leurs salaires étaient insuffisants... « Quant aux charges de famille, c'est une considération à laquelle il n'y a pas lieu de s'arrêter. Les employés n'ont qu'à ne pas se marier, s'ils ne possèdent pas les ressources suffisantes pour élever des enfants ».

Cet exemple n'est pas unique. Bien qu'il ait été prudemment désavoué, il a existé et est la preuve de notre mentalité.

Nous avons vu encore récemment le scandale du testament d'un multimillionnaire, célibataire d'ailleurs, et ne trouvant à rémunérer aucune œuvre de l'enfance, aucune œuvre humanitaire, mais organisant de son vivant la pompe ridicule de ses funérailles, et récompensant de la façon la plus large la protection d'un homme politique. Combien nous sommes loin de cette idée de la fortune, fonction publique, devant être exercée noblement et dans l'intérêt public !

On voit des dispositions importantes au profit d'œuvres multiples, inutiles. On en a encore vu au profit d'animaux, d'hôpitaux d'animaux, de cimetières d'animaux et les pouvoirs publics ont sanctionné par leur autorisation ces dispositions. Combien en voit-on au profit de l'enfance et des familles nombreuses ? De temps à autre, il se crée des sociétés pour aider les mères, protéger les nourrissons. Elles sont éphémères, leurs ressources sont limitées, leur action restreinte et quand on examine quels en sont les promoteurs, on s'étonne de voir que ce sont des célibataires, des gens mariés sans enfants ou qui prudemment, en bon bourgeois français, ont soit un seul enfant, soit au maximum un fils et une fille.

*
* *

Cet état d'âme remonte à un siècle environ. Avant l'établissement de l'égalité politique complète permettant à tous, l'accession à tout, bien rares sont les exemples où nous voyons ridiculiser les familles nombreuses.

Le seul exemple à citer est dans l'invention de Madame Gigogne au xvii^e siècle. Nous avons tous étant enfant vu dans les foires ce personnage de marionnettes. Nous avons dès notre plus jeune âge assisté à cette dérision de la fécondité. La mère Gigogne n'a pas été créée sous l'aspect de personnages de marionnettes. Les marionnettes reproduisent en elles un personnage de farce ou de ballet, qui paraît être né au commencement du xvii^e siècle. Malherbe écrivait à cette époque : «... Il se fait ici force ballet ; nous en avons un de la façon de M. le Prince, qui sera l'accouchement à la foire Saint-Germain. Il y sera représenté comme une grande femme qui accouche de seize enfants, qui seront de quatre métiers, astrologues, charlatans, peintres, voleurs... »

Un compte rendu de ce beau ballet nous montre en quelle estime l'auteur, le prince de Condé, avait la mère d'une nombreuse lignée «... alors entra un homme habillé en sage-femme, qui sur un air

de ballet assez propre fit un tour de la salle. Incontinent parut une grande et grosse femme richement habillée, l'arcie de toutes sortes de babioles, comme miroirs, peignes, tabourets, moulinets et autres choses semblables. De ce colosse, la sage-femme tira quatre astrologues avec des sphères et compas à la main, qui dansèrent entre eux un ballet, et donnèrent aux dames un almanach qui prédit tout et davantage : puis se retirèrent. Et d'elle, sortirent encore quatre peintres qui dansèrent un autre ballet, et chacun en cadence faisant semblant de peindre, ayant en mains, baguette, palette et pinceau. Et comme ils se retiraient, sortirent de cette grande femme quatre opérateurs ayant une petite balle au col, comme celles que portent ordinairement les petits merciers au milieu de laquelle il y avait une cassolette, et le reste garni de petites fioles pleines d'eaux de senteur, qu'en dansant ils donnaient aux dames, avec certaines recettes imprimées pour toutes sortes de maladies. Sur la fin du ballet sortit de ce monstre quatre coupeurs de bourse qui se firent arracher les dents, et au même instant leur coupaient la bourse. Comme ils eurent dansé quelques pas ensemble les opérateurs se retirèrent et les coupeurs de bourses continuèrent à danser fort disposément un ballet... qui finissait à gourmandes... »

M. le prince de Condé, prince du sang, s'est trompé. Les enfants d'une famille nombreuse ne sont ni des astrologues, ni des charlatans, ni des voleurs. Ils valent au contraire infiniment mieux que les autres.

Faut-il rappeler que Napoléon I^{er} faisait partie d'une famille de huit enfants ?

*
* *

La psychologie du Français à l'égard des familles nombreuses se remarque par ce que nous avons tous vu sur les voies publiques. Là, il devient presque impossible à des parents de sortir et de se promener avec leurs enfants, si ceux-ci sont nombreux. Ces parents seront en butte à l'importune curiosité des passants qui ne craindront pas de s'arrêter un instant, de compter ostensiblement les enfants. Ceux qui seront plus courtois ne s'arrêteront pas, mais un sourire effleure leurs lèvres. Il y a bien des sentiments dans cette manifestation des foules et quand on analyse ce sourire on y démêle à la fois un blâme, une ironie, un dédain, une sorte de répugnance, et de colère contre le père, une compassion pour la mère, « .. le sentiment d'une sorte d'attentat contre la mesure, la

prudence, l'ordre... » (Emile Zola), la désapprobation de semblables faiblesses.

Que ces passants se rassurent. Les pères et mères de nombreux enfants n'ont que faire de leur pitié mêlée d'une nuance de mépris et de leur attitude de compassion. C'est le père, c'est la noble mère de beaucoup d'enfants qui ont le droit d'avoir pitié, de sourire avec compassion de ces Français qui ont une famille restreinte, qui ont reculé devant l'épanouissement entier de leur vie humaine, à qui il manque tant de choses, de ces incomplets.

Ce sont les parents des familles nombreuses qui ont les satisfactions morales et intellectuelles les plus hautes, les plus entières, car ils remplacent la vaine satisfaction d'une vie matérielle facile, aisée, par celles qu'ils tirent de la création, de la vie, de l'éducation d'hommes, par (comme le dit un romancier) la joie du bon ouvrier qui a accompli sa tâche.

*
* *

Dans les écrits périodiques, cette même mentalité se dévoile.

Il faut citer tout entier un article de journal où elle s'étale avec une impudeur naïve, sans que l'auteur de cet article qui n'aime pas les enfants, qui ne les supporte pas, ait vu qu'au prix de quelques minimes inconvénients les enfants renferment un immense avenir économique.

Vous lisez ce qui suit :

«... Les vacances du jour de l'an sont passées. Et c'est merveille de constater comme les vacances compliquent l'existence. En temps ordinaire, Paris est une ville de grandes personnes. Sauf en quelques endroits consacrés et délimités comme les squares, le Parc Monceau ou les Tuileries, on ne rencontre pas d'enfants. Les grands vont en classe, les petits parqués où nous avons dit... mais dès que viennent malheureusement des vacances, tout change. Je ne parle pas des vacances avec un grand V, qui durent un mois ou deux, et pendant lesquelles les mères disparaissent avec leur progéniture. Je parle des vacances relativement courtes du Jour de l'An, de Pâques ou de la Pentecôte, qui nécessitent la récréation sur place. Alors le supplice commence : l'appartement tranquille se remplit de criaileries et de disputes ; le père excédé s'esquive mais la mère reste avec des grands garçons poussés trop vite, qui sortent par tous les bouts de leurs vêtements trop courts. Elle reste, mais elle sort aussi traînant la marmaille dans les maisons de confections. Du coup les rues s'encombrent d'enfants qui ne savent pas marcher, vous barrent obstinément les trottoirs par leurs zigzags pendant

des kilomètres, vous mettent leurs baleines de parapluie dans l'œil, s'il pleut, et s'il fait de la boue vous éclaboussent de leurs pieds caoutchoutés.

« Les omnibus deviennent odieux et impraticables, accaparés par des familles entières. Filles et garçons s'y disputent la place près des chevaux ou du wattmann et agenouillés sur la banquette, le nez collé à la vitre, ils présentent à leurs voisins des semelles souillées de crotte sur lesquelles on est forcé d'essuyer en passant sa robe ou son pardessus... »

« ... Les magasins deviennent inabordables, remplis d'une mar-maille qui reste bouche bée et obstruante devant le chemin de fer électrique à accidents, le breton qui joue du biniou, le clown qui fait la culbute, ou autres jouets automatiques .. »

« ... En revanche, les jardins sont déserts ; et c'est un curieux phénomène que ce fait, qu'en vacances ce sont précisément les endroits où pourraient jouer les enfants qui restent vides, et les autres parties de la capitale qui s'emplissent. Ce sont les vacances ! et les parents se croiraient déshonorés s'ils ne déambulaient en compagnie de ces petits êtres charmants pour le plus grand embêtement de ces petits êtres eux-mêmes, de leurs parents, aussi et surtout des inoffensifs passants... »

*
* *

Ainsi à chaque instants, à chaque pas, percent dans nos actions le peu de considération que l'on éprouve pour les familles chargées d'enfants. M. J. Bertillon citait ce père qui recevait une allocation versée par l'administration dont il dépendait. Le nombre de ses enfants avaient depuis augmenté, deux étaient survenus, le père dut changer de logement et forcément en choisir un plus spacieux : ce n'était pas là une preuve de richesse et de luxe. La gêne de ce père devait être plus grande avec ces deux nouvelles bouches dans son plus grand logement qu'auparavant. Dès que l'administration apprit cette location et ce déménagement, elle retira son allocation. Elle jugeait qu'un locataire payant un loyer d'une certaine élévation devait être riche et n'avait pas besoin de secours.

Un autre père élevait six enfants. L'un d'eux devait entrer dans une école spéciale, où une seule place était libre. Il dépendait d'un haut fonctionnaire d'un ministère que cet enfant fut admis. Deux candidats étaient en présence. Le fils, frère aîné de cinq autres enfants, et le fils unique d'une famille opulente, fils d'un fonctionnaire.

Celui dont dépendait la décision savait toutes ces circonstances ;

on avait insisté auprès de lui, et on lui avait fait remarquer les charges de famille du père de six enfants.

Ce fut le fils unique qui fut choisi : celui dont dépendait le choix déclara que le fait d'être l'aîné de beaucoup d'enfants ne pouvait être une considération à mettre en balance.

Observons tous les faits qui se passent autour de nous, scrutons-les : vous verrez des décisions telles que celles rapportées ci-dessus se renouveler à chaque instant.

*
* *

Dans un roman connu, intitulé : *Fécondité*, Emile Zola a créé différents types qui évoluent sous nos yeux et qui nous montrent les idées de tous sur les familles nombreuses, avec un tableau saisissant des dangers multiples qui attendent les pères qu'effraie le labeur d'élever des enfants.

On peut ramener à trois les types qu'il campe sous nos regards, et qu'il fait vivre dans son livre. C'est d'abord Beauchêne, le chef d'une usine importante. Il a un fils, un seul fils, et cela est le résultat d'un calcul arrêté. Ce qu'il craint, c'est le partage de l'usine lors de l'ouverture de sa succession, la vente, et ainsi la déchéance qui résulterait pour ses enfants qui pourraient être moins riches que leur père. Et alors la punition de ce calcul égoïste ne se fait pas attendre. L'enfant unique meurt. Le père et la mère en demeurent désemparés, le père s'éteint dans le vice, la mère affolée de l'idée de voir d'autres remplacer son fils disparu devient criminelle.

C'est Morange, le parfait employé de bureau qui n'a qu'une fille. Epris l'un et l'autre de faux luxe, hypnotisés par l'idée de monter d'une classe dans l'échelle sociale, de faire de leur fille une bourgeoise qui jouisse de plaisirs, de la vie facile qu'ils croient voir chez leurs patrons, vie qu'ils croient heureuse, les parents persistent dans leur volonté de limiter leur descendance, l'enfant meurt et meurt de n'avoir pas voulu être mère. Le père survit, essayant de s'accrocher à une affection pour une enfant qui ne peut remplacer la sienne, demi fou, maniaque. Il vit quelque temps dans le souvenir de sa fille morte, puis se suicide pour échapper à l'existence.

Chez ce personnage de l'employé besogneux, ce sera pendant toute sa vie jusqu'au jour de la catastrophe... « l'irrésistible fièvre qui, dans une démocratie ravagée par le déséquilibre de l'égalité politique et de l'égalité économique donne à tous, le besoin de franchir un échelon, de monter d'une classe... »

C'est le riche oisif Seguin du Hordel, homme de sports et de cercles, raffiné, dilettante, mondain, entendant ne laisser que des enfants heureux raisonnant et se croyant d'intense culture... « fanfaron, d'idées extrêmes... » Pendant longtemps il n'a qu'un enfant un autre enfant survient, alors que l'ainé est déjà âgé, marié, et au lieu de saluer avec joie cet événement le ménage sombre au milieu de reproches honteux.

*
* *

Et contre ce tableau si vrai, que tous nous coudoyons journellement, le romancier nous dépeint en parallèle la famille nombreuse, que l'on croit imprévoyante mais qui est la véritable prévoyante. Les enfants de ce père prospèrent ; ils remplacent peu à peu par une sorte d'expropriation les fils uniques dans les usines, les établissements commerciaux. Sans doute ce père et cette mère tourmentés d'abord en risée, ont eu de grandes douleurs, ils ont perdu des fils, et leur deuil en est presque éternel ; mais d'autres fils et d'autres filles sont là, pour les entourer de leur affection et la plaie se ferme un peu.

Ainsi le romancier nous a peint dans son livre avec des couleurs qui paraissent au premier abord forcées, exagérées, mais qui ne le sont pas, la restriction des familles par l'ambition, par l'orgueil. « ... par une perversion qui transforme les bas calculs en beaux sentiments, l'égoïsme en prudente sagesse, la lâcheté à vivre en honnêteté sociale... »

*
* *

Cet état d'âme a été appelé d'un mot très expressif : l' « Inter-règne de l'idéal. » Cette expression du Professeur Izoulet peint l'état d'âme des générations actuelles, luttant pour des intérêts immédiats, fournis soigneuses de leurs petites affaires, mais ne sachant rien du grand passé de notre race, s'en souciant fort peu, se désintéressant totalement de l'avenir. Un enfant coûte à élever, je n'en aurai pas : ce raisonnement est simple.

Cet autre raisonnement : je dois à moi-même pour mon avenir, pour l'avenir des miens, de mon propre enfant, pour m'éviter une vieillesse désemparée, solitaire ; je dois par dignité de moi-même, par respect de ma compagne, avoir le nombre d'enfants qu'il plait à Dieu de me donner ; ce raisonnement ne naît pas dans notre esprit.

Du haut des tribunes politiques, des hommes d'Etat avaient autrefois donné aux Français des conseils qui montraient que

l'idéal terre à terre seul se présentait à leur esprit : Enrichissez-vous, disait un ministre du règne de Louis-Philippe. Et les Français ont surtout pensé à s'enrichir.

*
* *

Un autre idéal, celui résultant des croyances religieuses, a également disparu. Les lumières du ciel ont été éteintes.

On pourrait supposer que dans certaines familles religieuses, donnant l'exemple de la pratique de toutes les prescriptions du culte, les enfants seront nombreux. Croissez et multipliez est une très ancienne et très noble prescription.

Il n'en est rien. Ces familles à de rares exceptions ne comptent pas plus d'enfants que celles des incroyants. Il semble que par on ne sait quels accommodements avec leur conscience, ils ont restreint leur descendance. Seuls, les protestants très pratiquants ont beaucoup d'enfants. Vous avez souvent entendu cette réflexion : « avoir des enfants comme un pasteur protestant... »

Ainsi la parole divine est comme une semence qui tombe sur la terre ; une partie du grain tombe sur le chemin et les oiseaux du ciel s'en emparent, une autre partie tombera sur une terre aride et desséchée, elle ne produira aucune moisson ; elle sera tombée sur des âmes rapetissées, rétrécies, à idées étroites, bien qu'ayant extérieurement toutes les apparences de la foi, âmes qui ont remplacé le fond par la forme. Une autre partie enfin tombera sur un terrain favorable. Ce sera sur les natures d'élite, lors même que ces natures n'offriraient pas le spectacle de pratiques religieuses suivies. Et ainsi cette partie du grain ainsi tombée dans un endroit favorable produira une abondante moisson de vertus, avec une famille nombreuse, ce sera le courage, l'effort persévérant, la confiance dans le labeur, dans l'avenir...

*
* *

On peut penser aussi que la poussée du socialisme qui n'est en somme qu'un individualisme exacerbé est la cause du faiblissement de notre population. Ces deux mots individualisme et socialisme paraissent jurer d'être joints l'un à l'autre et les deux théories économiques paraissent deux choses entièrement distinctes.

Actuellement, il paraît n'en être rien. Tous ces mouvements des classes ouvrières, des classes d'employés, des fonctionnaires coalisés eux-mêmes contre l'Etat, des petits ; ces grèves multiples, toutes ces palpitations du corps économique, sont décorés du nom de socialisme et de collectivisme.

Cela est une erreur. Ce n'est pas le socialisme ou le communisme qui sont au bout de ces revendications. Ceux qui pensent que c'est vers le socialisme ou le communisme que tendent ces mouvements seraient bien étonnés s'ils savaient ce qu'est le communisme depuis Platon, en passant par Thomas Morus, Campanella et sa cité du Soleil, Babœuf, Saint-Simon, Fourier.

Ce que veulent ces promoteurs de grèves, ce qu'il faut sentir dans leurs aspirations, c'est l'amélioration de leur individualité, c'est l'individualisme, c'est la marche vers une situation meilleure, c'est augmenter ce qu'ils ont déjà au détriment d'autres, bien loin d'abandonner ce qu'ils possèdent pour le jeter dans le gouffre d'une masse commune. Les théories de restriction de natalité, le néo-malthusianisme n'ont pas d'autres promoteurs, de défenseurs que des hommes faisant parade d'idées socialistes. Le socialisme actuel paraît donc la résultante de ce qui a déjà été indiqué : l'égalité politique en présence de l'inégalité économique, celle-ci, chose forcée et qui ne peut exister autrement.

Restreindre ses charges, augmenter son bien-être, diminuer le nombre de ses enfants, voilà les prescriptions qui font partie des commandements d'un socialiste français.

*
**

Arsène Dumont, dans son ouvrage, *Dépopulation et Civilisation* a appelé capillarité sociale, cette tendance perpétuelle, inlassable, des civilisations avancées comme la civilisation française, de monter, de laisser derrière soi la situation où l'on se trouve, pour obtenir par tous moyens une situation que l'on croit plus élevée.

La capillarité est cette loi physique en vertu de laquelle certains liquides sont attirés ou repoussés, et alors, dit Arsène Dumont, cette conséquence : que le développement de la race en nombre est en raison inverse du développement individuel en valeur ou en jouissance. Plus un foyer de culture est lumineux, plus il exerce d'attraction, et, plus il exerce d'attraction, plus il est lumineux. C'est un effet qui s'augmente par son effet même. Plus l'attraction exercée est considérable plus ceux qui la subissent sont rapidement consumés au foyer.

« ... Le plébien met le but plus haut que le fils de l'aristocrate. Il est aussi plus âpre à la jouissance quand il se tourne de ce côté. La démocratie se trouve ainsi représenter la viriculture intensive, comme à l'extrême opposé le régime des castes représente la viriculture extensive... »

On remarquera ainsi que ce sont dans deux autres Etats à ten-

dances très démocratiques, presque socialistes, dans l'Amérique du Nord et dans l'Australie, que la natalité baisse le plus, moins cependant qu'en France.

*
* *

La mentalité française quand il s'agit du nombre des enfants, obéit à des lois que l'on peut essayer de déterminer. Ce sont plus que de simples hypothèses ; on peut citer un certain nombre de ces lois.

L'une d'elle est la loi de réaction d'une génération sur l'autre. On peut observer que chaque génération pense faire mieux que celle qui l'a précédée, et agit différemment. La génération suivante a vu les inconvénients d'une situation. Elle en a souffert, elle a été frappée de ces inconvénients qu'elle a seule aperçus, et elle s'est promis d'agir autrement ; tant il vrai de dire que l'augmentation ou la diminution de notre population est en nous mêmes, n'est pas causée par des faits qui nous soient étrangers ; tant la diminution des naissances est une maladie de notre volonté.

Ainsi une génération a eu beaucoup d'enfants. Le père de famille n'a pas craint d'avoir des fils et des filles nombreux ; ces fils et ces filles ont remarqué les petits côtés de cette situation, la gêne quelques fois du père, la fatigue des parents, l'héritage morcelé après la mort alors que cet héritage avait été unique pendant la vie de ce père. Ils ont fait une comparaison simpliste avec les autres enfants des familles où il n'y avait qu'un ou deux fils. Et cette génération à son tour parvenue à l'âge d'homme, se mariera peut-être, mais aura peu d'enfants. Puis les enfants de ces fils uniques verrons à leur tour les maux qu'engendre une famille restreinte.

Peut-être leur idéal deviendra-t-il plus élevé ; et ils auront une famille plus nombreuse. Tant il est vrai qu'autour de nous, on n'est frappé vivement et convaincu que par les vices apparents des choses que l'on essaie d'éviter.

On peut faire la monographie de deux familles vivant au commencement du XIX^e siècle, pour avoir la confirmation de cette loi de réaction.

Dans l'une il y eut huit enfants, six fils et deux filles. Le père mourut à 96 ans et la mère à 93. L'aîné des fils fut pris à l'âge de 18 ans par la conscription et périt dans la campagne de Russie. Des sept enfants subsistant, quatre n'eurent qu'un seul enfant, deux eurent chacun deux enfants, un seul eut trois enfants (dont deux seulement eurent une postérité). C'est que l'aïeul menait à la campagne une vie simple et consentait à rester dans sa condition sociale. Les sept enfants étaient partis, habitaient la ville voisine ;

tous les sept avaient l'âpre volonté de s'enrichir, de s'élever, de sortir de leurs sphère, d'arriver, d'épargner de toutes façons pour parvenir au but entrevu.

Ainsi donc, ces huit enfants furent représentés, après deux générations par onze enfants. Et si l'on ajoute que les sept enfants mariés avec leurs 7 maris et femmes, formant un total de 14 personnes, on arrive à ce résultat que 14 personnes ont eu seulement 11 représentants.

Dans une autre famille, vivant à la même époque aussi à la campagne, dans une grande aisance, les résultats sont à peu de chose près identiques. Le père est mort à 91 ans, la mère à 88 ans ; tant il est vrai que longévité, santé et nombreuse famille se rencontrent presque toujours ensemble. Ce couple avait aussi huit enfants, quatre fils et quatre filles. Il eut neuf petits enfants, représentant ainsi, en réunissant les pères et mères 16 personnes, et donnant ainsi, en raccourci l'image de la décroissance de notre race.

C'est dans cette famille que l'on peut remarquer un phénomène bien suggestif. L'un des 8 enfants eut un fils. Ce fils, unique pendant toute sa vie, mourut à 8 ans ; un an après sa mort, naissait un autre fils à qui le prénom de l'ainé fut donné. Ce second enfant resta unique pendant toute son existence. Il mourut à son tour à l'âge de trois ans. Un an après sa mort, les parents avaient un troisième fils, à qui ils donnèrent toujours le même prénom.

Ainsi inlassablement, sans être arrêté par le malheur, par l'enseignement tiré de la mort d'un être chéri, ces Français épargneurs ne changeaient pas leur âme. Il ne leur fallait qu'un fils ; ils n'ont jamais eu qu'un fils. Ils ont laissé une fortune considérable, des biens importants et ils ne se sont pas dit un instant qu'en même temps il fallait créer à ces richesses des défenseurs.

Si nous suivons maintenant ces deux familles à la troisième génération, nous remarquons une réaction sur les idées des grands parents.

Les naissances seront un peu plus nombreuses mais encore bien insuffisantes pour réparer le mal fait au paravant, et surtout pour égaler les peuples voisins.

Dans la famille de huit enfants dont il est d'abord question.

Les enfants uniques des frères et sœurs nombreux eurent à leur tour : deux d'entre eux, quatre enfants ; deux autres, trois enfants, un autre, cinq enfants, tous les autres deux enfants.

Dans la famille citée en second lieu, la réaction est encore plus visible. Tous ont au moins deux et trois enfants. Cinq fils ou filles uniques ont eux-mêmes quatre et cinq enfants.

Une deuxième loi paraît être la suivante, et elle semble bien la confirmation de la théorie d'Arsène Dumont. En ce qui concerne le nombre des enfants, la mentalité des pères est celle non pas de la condition sociale de ces pères, mais celle de la condition où ils voudraient parvenir.

L'idéal du petit commerçant est d'être un fonctionnaire, un officier, un magistrat : Sa mentalité se rapprochera donc de celle de ces derniers. Il l'inculquera d'ailleurs peu à peu à ses enfants. Si sa mentalité est toute contraire, si elle est plus élevée, si étant lui-même fonctionnaire et habitant les villes, il regrette sa situation, sa mentalité sera celle d'un père de famille nombreuse.

Tant il est vrai que si l'on a pu dire que ce sont les fils qui réalisent les rêves des pères, il en est ainsi parce que les pères ont préparé depuis longtemps le terrain où germent certaines idées.

Cette loi a été déterminée par M. Charles Dumont et M. Jacques Bertillon.

Faisant la monographie de deux cantons, ils ont observé ce qui suit :

Dans l'un, il n'y a que des ouvriers de manufactures et un châtelain propriétaire de l'usine. Là, la différence entre les ouvriers et le châtelain est tellement grande, un mur si élevé se dresse à une si grande hauteur entre la condition de l'ouvrier de l'usine et celle du châtelain de la localité, que rien ne peut faire espérer qu'un jour les enfants de l'ouvrier pourront atteindre la situation du patron.

L'ouvrier restera donc purement ouvrier, susceptible de recevoir les excitations du dehors, d'écouter les fauteurs de grèves et d'émeutes. Son désir de mieux être ne se traduira pas par l'épargne, et l'épargne de postérité. Elle se traduira d'une façon toute différente : par les conflits qui naîtront entre lui et le représentant du capital. Il se laissera d'ailleurs aller à l'existence qui lui est faite, il vivra au jour le jour, sans idéal, sans espoir de sortir de son état. Ce : « las d'aller » de l'usine et de l'atelier s'adonnera à la boisson, et aura de nombreux enfants, qu'il soignera peu, comptant d'ailleurs pour eux sur les œuvres de bienfaisance et d'assistance.

Dans un autre canton au contraire la situation est changée.

Cet autre canton est cependant situé dans la même région, les influences climatériques sont identiques à celles de celui étudié en premier lieu. La race est la même. La natalité devrait être identique. Il n'en est rien. C'est qu'en effet il n'existe pas comme dans le premier canton, deux sortes de conditions sociales absolument tranchées ; des ouvriers d'usine et un propriétaire d'usine.

Dans le second canton, il s'est créé peu à peu une bourgeoisie moyenne, des rentiers, des cultivateurs retirés après une modeste

fortune, des commerçants au lieu d'économats d'usines. Il existe des ouvriers d'usine également, mais ces ouvriers ont devant les yeux la création par un lent labeur d'épargne d'une petite bourgeoisie qui s'est élevée peu à peu, qui fait de ses fils, des fonctionnaires ou des habitants de la ville. Ce spectacle excite à faire tout autant, à épargner les vies et les écus. Ce canton malgré sa population ouvrière a une natalité très faible et toujours décroissante.

« ... Ils ne tuent point, ne volent point, ne commettent point d'adultère à moins d'être sûrs que ce sera sans conséquence, ils ne dépensent point leur argent à la légère, ils ne bravent point les autorités, ils n'insultent personne, ils ne font ni émeutes, ni tapage nocturne, mais aussi ils se marient tard, où gardent le célibat, et n'ont que peu d'enfants légitimes... » (Jacques Bertillon).

*
* *

La mentalité des Français à l'égard des enfants perçe dans les conversations les plus banales. Dès que la conversation vient sur ce sujet, les familles nombreuses, vous entendez dire : « ah oui, les familles nombreuses, il faut bien faire quelque chose pour elles !... » cela est dit avec un sourire ; et si l'on lisait dans l'âme de l'interlocuteur on y démêlerait tout ceci : oui, il faut bien parler des familles nombreuses, cela est de mode, il faut faire comme tout le monde, il faut s'y intéresser, mais cela n'aura qu'un temps, c'est un engouement passager. Et puis, que nous importe ? quel intérêt cela a-t-il ? qu'y peut-on faire ? on a bien le droit de faire ce que l'on veut et de n'avoir que le nombre d'enfants qu'il plaît ! « un sourire effleure les lèvres, sourire de condescendance pour une cause si banale, d'ironie, de mépris peut-être pour ceux qui s'occupent de ces billevesées, ou qui n'ont pas su contenir le nombre de leurs enfants à un chiffre restreint... »

Le même parlera aussi de ce qu'il faut faire pour les familles nombreuses. Il pourra être convaincu à ce moment, mais lui-même et tous ceux qui s'occuperont de cette question changeront-ils jamais leur manière d'être dans l'existence à l'égard des familles nombreuses ? Les verrez-vous jamais prendre une décision, faire un choix, juger un homme sur le nombre des enfants ? Leur attitude dans la vie sera-t-elle modifiée, si peu que ce soit, parce que ceux à qui ils s'adressent, avec qui ils contractent, supportent un poids et des charges énormes, et que l'égalité entre les deux co-contractants n'existe pas ? Penseront-ils avec plus de douceur, seront-ils moins durs, moins entiers, moins âpres à l'égard de ceux qui font pour notre patrie plus que leur devoir : qui paient plus

d'impôts, dont les fils défendront la vie et les biens des fils uniques ?

Il suffit d'observer ce qui se passe autour de nous pour voir que malgré les promesses, les phrases creuses, rien, rien ne change dans la manière d'agir, quand on s'adressera aux pères chargés de famille.

Il en est de même dans toutes les réunions, les commissions, les comités où le problème de la dépopulation française est posé. Les plus belles promesses sont faites et rien n'aboutit, rien n'est fait, le mal subsiste. Peut-être les membres de ces commissions pensent-ils comme cet homme dont il était question il y a un instant... « les familles nombreuses, c'est une mode pour l'instant d'en parler, cela passera évidemment !... »

*
* *

Et quand ces pères de famille nombreuse, las d'être éternellement brimés et méprisés, brimés par toutes les lois de leur pays, victimes du fisc, méprisés et raillés par tous, eux qui sont tout, et dont la voix doit être prépondérante, quand ils veulent paisiblement, pacifiquement faire entendre cette voix, leur cortège est interdit, alors qu'un cortège en faveur d'un anarchiste étranger a été permis, organisé, autorisé ; leur cortège est dispersé par la cavalerie, par les brigades de police, leurs drapeaux et leurs emblèmes sont saisis, lacérés ; les agents mobilisés osent charger ces pères réclamant non des avantages, mais l'égalité ; demandant bien peu en échange des immenses sacrifices qu'ils se sont généreusement imposés.

*
* *

Cette indifférence, on dirait presque cette hostilité envers les familles nombreuses se révèle dans les moindres faits de la vie. Sans se douter un instant de l'injustice énorme de leur décision, on voit des Français prendre des décisions comme celle qui va être indiquée.

Un père fait son service militaire.

Il a deux enfants. Il laisse sa femme dans la misère, ses enfants sans pain. Affolé par cette angoisse de tous les jours, il déserte, voulant aller au loin gagner la nourriture des siens. Puis pris de remords, il fait sa soumission, il se constitue prisonnier.

La commune dont il était originaire, servait à sa femme une faible allocation, un franc vingt cinq centimes par jour, pour trois personnes. Dès que le père est arrêté, l'allocation est supprimée. Il en est jugé indigne. Les deux enfants, leur mère, sont condam-

nés à mourir de faim. Ainsi il ne vient à l'esprit de personne, parmi ceux qui prennent cette décision, qu'ils doivent penser aux enfants, à la femme ; ils ne pensent qu'à l'homme.

On cite de nombreux faits identiques, montrant bien toujours le peu de réflexion dans des questions semblables et combien il est peu pensé aux enfants.

*
* *

Quelques fois, mais bien rarement, la bassesse des calculs et de la limitation de la postérité est stigmatisée. On peut citer ainsi un jugement du tribunal civil de la Seine rendu en 1908. Serait-ce la réaction de la raison, de la morale, contre les idées actuellement en cours, même auprès de tant de magistrats ?

Le tribunal a considéré que le fait par le mari de n'avoir pas volontairement d'enfants était une injure grave envers sa femme. Il a prononcé le divorce en faveur de celle-ci. Le tribunal n'a considéré que l'indignité du mari envers sa femme. Il n'avait pas à considérer son indignité envers son pays ;

Cette question n'était pas posée ; mais on peut espérer que le juge a eu aussi présente à l'esprit cette faute du mari.

Et cependant convenir que l'on n'aura pas d'enfants, ou le vouloir, lors d'un mariage est un fait fréquent. Ceux qui assistent aux tractations de toute nature, aux nombreux pourparlers qui précèdent un mariage dans la bourgeoisie française, savent qu'il est quelquefois convenu que les jeunes époux n'auront pas d'enfant avant un certain temps, par exemple : deux ans, trois ans, et même cinq ans. C'est une chose que l'on ose convenir. On colore cette convention du désir de conserver la santé de la jeune femme, comme s'il n'était pas avéré que sa santé se ressentira bien plus du retard de maternité que d'une maternité précoce.

*
* *

Il est un principe et un axiome que l'on peut poser sans crainte : dans les familles nombreuses se rencontre la plus grande élévation morale.

C'est un fait qu'il est facile de contrôler nous-mêmes, rien qu'en regardant autour de nous.

Et comme la prospérité économique d'un peuple est la somme des prospérités privées, des valeurs particulières de chaque individu, l'on peut dire qu'à population égale, une nation sera plus heu-

reuse, plus riche, plus prospère, plus élevée dans la hiérarchie économique si elle est composée de plus de familles nombreuses qu'une autre nation donnée.

*
* *

Si l'existence d'un foyer et de nombreux enfants assis à ce foyer familial est une condition de moralité plus grande, dans certaines classes sociales les enfants sont une cause évidente de diminution de la criminalité.

L'enfant au foyer protégera ses parents contre les tentations, les défaillances.

Les statistiques de l'administration de la justice criminelle nous démontrent que les pères criminels sont moins nombreux que les célibataires ou les époux veufs ou sans enfants.

Le calcul a été fait et il faut reproduire le tableau qui a été dressé, bien qu'il résulte de simple inductions, les statistiques étant la plupart du temps muettes sur l'état conjugal des accusés.

Pour une période de temps donnée, il y a, dit le Dr Jacques BERTILLON :

(France 1890-93)	La criminalité moyenne par âge faisait attendre :	La statistique compte	Le 1 ^{er} chiffre est au 2 ^e comme 100 est à
Hommes célibataires .	1.590	2 050	129
Mariés avec enfants. .	1.496	970	65
Mariés sans enfants. .	293	302	103
Veufs avec enfants . .	116	154	133
Veufs sans enfants . .	23	42	183

En résumé la criminalité des célibataires dépasse d'un tiers celle des gens mariés. La criminalité des veufs est considérable.

*
* *

L'élévation morale, la supériorité des sentiments, la force créatrice, le courage, l'esprit d'effort et d'entreprise sont plus développés dans les familles nombreuses. Il ne faut pas faire une généralisation complète, et dire qu'en dehors des familles nombreuses, cette élévation morale, ce courage, cet amour du labeur n'existent pas. On veut seulement indiquer que pour des motifs multiples, on rencontre chez les parents de plusieurs enfants, de beaucoup d'enfants, des sentiments, une conduite, une façon de penser et d'agir qui peuvent ne pas exister chez d'autres.

Pareillement chez les enfants d'une famille nombreuse l'âme est toute différente.

Le chef de famille est obligé de régir le petit monde qui dépend

de lui, embryon de la société humaine et d'y faire régner la justice et l'égalité, ses sentiments d'affection devant être égaux pour tous. Il suivra tous ses fils et ses filles dans leur vie, les aidera de ses conseils et instruit ainsi par cette expérience de la conduite des siens dans son foyer, il pourra plus que d'autres, être un citoyen éminent dans la cité, citoyen à qui on pourra confier les intérêts de tous. Le père gérera son patrimoine d'une façon plus prudente, plus productive pour les siens, et cela à l'avantage de tous ses concitoyens, et non pas seulement à l'avantage des siens.

Quelle responsabilité angoissante assiège toujours le père, quand il sait que ses actions engagent l'avenir, la réputation, l'honneur, non seulement de lui-même, mais des siens, le patrimoine de plusieurs enfants, de ses descendants. Quelle raison majeure, beaucoup plus encore que les prescriptions de la morale, fera ainsi d'un père, un homme probe, laborieux, sobre, exact, prudent, un homme qui peut être offert en exemple, et à qui doivent aller les suffrages de ses concitoyens ?

C'est la mentalité française de l'avenir espérons-le, qui fera que dans le choix à faire parmi plusieurs, ce sera le père qui l'emportera, ce père qui aura fait preuve de courage, du plus beau courage, le courage civil, de travail, d'honnêteté ?

C'est aussi presque une banalité de rappeler que les familles nombreuses réussissent mieux dans l'existence ; soit que les fils n'ayant à compter que sur eux-mêmes, sentant que la portion du patrimoine que leur laissera leur père n'est qu'un levier et n'est pas suffisante pour vivre oisif, travaillent avec plus de soin ; soit encore que les fils nombreux s'entraident mutuellement dans la lutte pour l'existence.

*
* *

Diderot, à la fin du xviii^e siècle dans son livre *Jacques le fataliste*, voyant déjà combien l'enfant unique était mal élevé, et inférieur aux autres enfants.

« ... Cet enfant-là, disait-il, donnera (à son père) bien du chagrin. c'est un enfant unique, bonne raison pour n'être qu'un vaurien. Il sait qu'il sera riche, autre bonne raison pour n'être qu'un vaurien et comme il est valétudinaire, on ne lui apprend rien, on ne le gêne, et on ne le contredit sur rien ; troisième bonne raison pour n'être qu'un vaurien... »

*
* *

Les plus nobles sentiments d'altruisme et de dévouement ne peuvent même naître que dans le cœur des pères et des mères qui ont

autour d'eux le commencement, cette partie de l'humanité qui est leurs enfants.

Ils ont appris à partager et à sentir les douleurs humaines, et c'est à eux que devait penser le poète latin, il y a longtemps déjà, quand il disait qu'étant homme il comprenait la douleur humaine et que rien de ce qui est humain ne lui était étranger.

Soit penché avec angoisse sur le lit de son enfant malade, soit mêlé aux jeux et aux rires de ses enfants, le père a ressenti ce que d'autres n'ont jamais ressenti et ne ressentiront jamais, quels que soit les enseignements qu'il ait reçus. C'est par cette sorte d'exercice que le cœur de l'homme, comme d'autres facultés donnera ses fleurs les plus belles, ses fruits les plus nobles.

Quelle émotion peut ressentir pour un enfant étranger le passant banal, si souffrant, si hâve, si déguenillé qu'il soit, sans soins moraux ou maternels, quand on ignore ce que c'est qu'un enfant ? Quelle pitié ressentira-t-on pour ce malheureux quand on ne fera pas involontairement la comparaison entre ses propres enfants soignés et heureux et cet autre enfant de l'homme, né comme l'enfant heureux, et ayant comme celui-ci apporté en naissant les mêmes droits aux dons de Dieu, et pourtant si déshérité ?

Pourquoi le cœur de l'homme sans enfant, du célibataire, se servirait-il en voyant cette misère, et pourquoi la secourrait-il ?

Peut-être le célibataire accordera-t-il ce secours, parce que cela doit se faire, parce que cela est une sorte d'assurance contre l'explosion de mauvais instincts, instincts dangereux pour lui, mais il n'y mettra pas une parcelle de son cœur.

*
* *

Une noble femme, jouissant d'une fortune très considérable, mère de plusieurs fils, avait perdu l'un d'eux, chéri entre tous. Depuis ce jour seulement, comprenant davantage la douleur des autres, elle consacra une partie de son patrimoine à secourir des misères, à fonder des œuvres charitables, à aider les pères et les mères chargés d'enfants. Son cœur avait parlé, et ce sont ses enfants, l'enfant perdu et à jamais regretté qui avaient éveillé dans ce cœur cette fibre qui reste muette chez tant d'autres.

Il faut savoir certaines choses : les toucher presque du doigt pour les comprendre, c'est devenir indulgent et bon.

*
* *

Un autre père avait une fille chérie qui lui fut enlevée adolescente par un mal implacable et malheureusement trop commun en

France. La douleur de ce père fut immense. Elle ne s'est jamais atténuée.

Mais dès ce moment une transformation s'opéra en lui. Auparavant il ne savait pas, il n'avait pas compris, il n'avait pas ressenti le malheur des autres.

Dès qu'il fut atteint lui-même, il voulut que d'autres le fussent le moins possible. Par sa parole, par son influence, par ses écrits, par ses sacrifices d'argent, il fonda des maisons de santé destinées à combattre le mal dont sa fille avait péri, et à sauver des existences.

*
* *

L'âme de l'homme qui n'a élevé qu'un ou deux enfants est incomplète.

*
* *

Qui dira la vie de résignation, d'abnégation, du mari et de la femme, quand le mari est un fonctionnaire, un officier chargé de famille, abnégation qui n'est soutenue que par cet idéal lointain, de voir plus tard autour de soi, des fils et des filles nombreux.

Qui dira les sarcasmes, les plaisanteries qui atteindront cette mère et ce père, cette mère qui remplace les plaisirs, les bijoux par des enfants ?

Ainsi les Français ont créé une industrie que l'on peut appeler l'industrie de l'enfant unique. Elle remplacera toutes les autres, le commerce, les professions libérales, la culture des terres, les entreprises industrielles ou financières. Elle permet au père de vivre oisif, alors qu'il est encore jeune et d'espérer que sa descendance pourra vivre oisive et opulente. Nous avons tous rencontré autour de nous, à côté de nous, plusieurs familles où cette seule industrie a seule été pratiquée.

A l'origine de la famille, la fortune des parents est médiocre ; ces parents ont résolu de n'avoir qu'un enfant ; cet enfant s'est marié avec un enfant qui était également unique. Il en est de même pendant plusieurs générations. A chaque mariage la fortune paternelle s'est ainsi doublée, pour enfin se trouver très considérable entre les dernières mains, sans qu'aucune activité spéciale ait créé cette opulence, qui n'est que le résultat d'une abstention coupable, et la méconnaissance des lois humaines.

Le français a donc remplacé le fils aîné et les avantages que ce fils aîné pouvait avoir, par le fils unique et les avantages du fils unique.

Cela est devenu si commun qu'un étranger a pu écrire le récit d'un voyage en France, sous ce titre : *Voyage au pays des fils uniques*.

*
* *

Vous retrouverez cette absence de goût, du risque, de l'effort, de la responsabilité, de l'action qui est en elle-même une jouissance, des entreprises industrielles, qui seules font les grands peuples, ce désir de se contenter d'un revenu modeste, mais assuré, d'une rente, de l'émolument d'une fonction de l'Etat, dans la phraséologie française. Vous entendrez parler de placement de père de famille, c'est-à-dire à revenu minime et à espoir borné ; comme si le père de famille ne devait pas inculquer à ses fils le goût de l'effort. On vous parlera de rapport, c'est-à-dire de maisons dont on tirera tout ce qu'on pourra sans souci de ceux que ces maisons abritent, sans souci des familles nombreuses.

Cette volonté persistante du moindre effort, du revenu assuré mais minime, a créé le Français banquier du monde, au lieu de confier ses ressources à l'industrie locale, comme cela a lieu en Allemagne. Le Français préfère des placements faits à l'Etat, à tous les Etats même aux Etats étrangers, même à ceux dont la solvabilité est douteuse. Ainsi il dorne à l'étranger des ressources et des moyens de créer des industries concurrentes.

Les compagnies d'assurances sur la vie, disposent en France d'énormes capitaux. Elles doivent en faire l'emploi en valeurs déterminées, en rentes sur l'Etat, en immeubles. Certaines d'entre elles ont obtenu de faire des emplois en valeurs d'un revenu plus élevé. Celles qui ont eu cette autorisation en ont usé de suite, elles l'ont signalé à leurs assurés. Elles se sont fait un mérite de ne plus faire les emplois anciens. Et quel a été cet emploi nouveau ?

L'une de ces sociétés a immédiatement fait un emploi de douze millions en consolidés allemands.

*
* *

Ce goût de l'épargne d'argent, accompagnant l'épargne d'enfants, est révélé par la statistique des caisses d'épargne de France, mais ce que cette statistique ne révèle pas, c'est la vie de prudente gestion des ménages français : de réflexion pour l'emploi de leurs ressources, de perpétuelle idée de ne rien perdre, d'économiser, de former un capital, de se priver pour la formation de ce capital.

Dans son rapport au Président de la République sur les opérations des caisses d'épargne, en 1909, le ministre du Travail nous

révèle qu'il existe en France 530 caisses d'épargne avec 1.660 succursales, soit donc ensemble 2.210 caisses où seront versées les sommes minimales épargnées par chacun.

Le solde dû aux déposants est de 3.833 millions (très exactement 3.833.409.362 francs) répartis en 8 millions 116.270 livrets.

Le solde dû aux déposants à la Caisse Nationale d'Epargne, dont les services sont opérés par la Poste s'élève à un milliard et demi.

Les Français qui épargnent, sou par sou, ont donc confié aux caisses d'épargne et à la Poste au total près de cinq milliards et demi.

*
* *

L'accroissement des livrets depuis 1835, constate que si en cette dernière année il a existé 4 livrets pour 1000 habitants, en 1845 il en existait 20.

En 1855 (après la période critique de 1848) il en existait 25.

En 1865, 44 ; en 1875 (malgré 1870) il en existait 65.

En 1885, 131 ; en 1895, 170 ; en 1905, 193 et en 1909, dernière année où la statistique a été faite, 206.

La moyenne générale par habitant du solde au 31 décembre 1835 était de 1.91, en 1845, de 11.51, en 1855, de 7.67, en 1865, de 44, en 1875, de 65, en 1885, de 58.70, en 1895, de 88.55, en 1905, de 86.66, et en 1909, de 97.66.

La moyenne par livret a suivi également une marche ascendante.

En 1835, elle est 511.70, en 1845, de 575.11, en 1855, de 304.54, en 1865, de 299.91, en 1875, de 279.18, en 1885, de 447.86, en 1895, de 522.50, en 1905, de 446.80, et en 1909, de 472.31 centimes.

*
* *

Il existe en France un livret des caisses d'épargne ordinaires par cinq habitants.

La répartition des livrets est à peu près égale entre les hommes et les femmes ; ces dernières ont d'ailleurs le droit de verser et de retirer leurs fonds sans l'autorisation maritale. Il existe 4.118.484 livrets constitués par les hommes et 3.963.797 livrets appartenant à des femmes. Le surplus de livrets appartient à des sociétés de secours mutuels ou d'autres associations, qui elles aussi colligent l'Epargne. C'est depuis 1894 que les livrets appartenant à des femmes ont pris une grande extension ; cette augmentation s'accroît d'année en année.

L'idée de l'épargne, si belle en soi, quand elle ne dévie pas, a

atteint toutes les classes et même les plus petites. Il résulte du rapport du ministre qu'il existait 2.534.913 livrets de moins de 20 francs ; 1 533.919 de 21 à 100 francs ; 612.737 de 100 à 200 francs ; 859.588 de 201 à 500 francs ; 841.505 de 501 à 1000 francs ; 784.735 de 1001 à 1500 francs et 1.141.950 de plus de 1.500 francs, c'est-à-dire qui doivent être réduits à 1.500 francs ou qui appartiennent à des associations pour lesquelles ce maximum va jusqu'à 8.000 francs

*
* *

Voici donc 8 millions de déposants qui commencent à former un capital, qui rêvent de ce capital, qui y penseront toujours et ramèneront sans cesse leurs actions à cette formation. Ils se priveront de bien des choses, ils réfréneront leurs désirs, leurs joies, surtout au début de leur vie quand ils commenceront à parcourir le long chemin de la création d'un patrimoine. Ils se priveront de la joie réconfortante de nombreux enfants, cause de dépenses, enfants qui leur empêcheraient d'arriver au but qu'ils se sont assignés. Ils oublieront que l'existence de ces enfants, la joie fortifiante de les avoir est au contraire le meilleur excitant à la constitution de ce patrimoine.

*
* *

Il est curieux de comparer la population et la natalité des départements français avec le nombre des livrets de caisse d'épargne dans ces mêmes départements ; on sera frappé de ce fait que là où il naît le moins d'enfants, là, il y a le plus de livrets de caisse d'épargne.

Ainsi se trouve confirmée cette assertion de M. le professeur Gide, à savoir que notre épargne, dont nous sommes si fiers, dont nous targuons à tout instant, ne provient en somme d'aucune vertu spéciale, mais uniquement du fait de n'avoir pas à élever des enfants. Ce que nous épargnons nous reste parce que nous ne l'avons pas consacré à élever des enfants et le chiffre de nos épargnes annuelles est égal à ce que coûte à une nation voisine le soin d'élever les enfants qu'elle ne craint pas d'avoir, enfants qui à leur tour, seront une cause de création de richesses.

*
* *

Avant de comparer les régions de la France au point de vue de la natalité et des dépôts aux caisses d'épargne, il faut faire une remarque sur le phénomène de l'augmentation des livrets féminins

Si jusqu'alors le père de famille qui avait la responsabilité et la direction de sa fortune et de sa famille, poussait à un degré excessif les idées de prévoyance et d'économie, on voit que la contagion a gagné les femmes. Et la réunion des mentalités identiques des deux époux n'a pu que faire décroître la natalité française.

Les déposants du sexe masculin (4.118.481) par rapport à la population masculine, nous fournit un quotient d'un déposant sur 4/68 habitants, soit donc 213 déposants sur 1000 habitants.

Les déposants du sexe féminin (3.963.797) par rapport au nombre des femmes (mariées, célibataires, veuves ou divorcées) donne une déposante par 5,03 habitants, ou 198 déposantes par 1000 habitants

On compte sur 1000 habitants : 209 hommes et 194 femmes en 1908 ; 206 hommes et 190 femmes en 1907 ; 207 hommes et 190 femmes en 1906 ; 202 hommes et 187 femmes en 1905 ; 199 hommes et 182 femmes en 1903 ; 196 hommes et 181 femmes en 1902 ; 198 hommes et 180 femmes en 1901 ; et 194 hommes et 177 femmes en 1900.

Dans les livrets nouveaux pour 1909, il y a un déposant nouveau sur 72.58 habitants ; dans la clientèle féminine il existe une déposante nouvelle sur 71.25 habitants ; en résumé sur 1000 habitants 113 hommes ont créé des livrets nouveaux contre 114 femmes.

*
* *

Le mouvement de la population pour une année déterminée (1908) a présenté les résultats que nous allons examiner ci-après :

Ceux de 1909 sont à peu près identiques, et il importe peu de prendre ceux de 1908, pour établir une comparaison avec le mouvement des Caisses d'Épargne en 1909.

Au surplus les résultats connus du mouvement de la population pour le premier trimestre 1909, font déjà apparaître un excédent de décès de 28.203.

La récapitulation par départements nous montre que sur 87 départements, 42 ont un excédent de décès et 45 un excédent de naissances.

*
* *

Les départements qui ont subi une diminution par excédent de décès sont les suivants :

La Haute-Garonne avec un excédent de décès de 1850 et une proportion de 142 nouveaux mariés par 10.000 habitants, de 163 naissances et de 205 décès pour le même nombre d'habitants.

La Gironde avec un excédent de décès de 1.810 et par 10.000 habitants 160 nouveaux mariés, 160 naissances et 182 décès.

La Seine-et-Oise, avec un excédent de décès de 1.688 et par 10.000 habitants 165 nouveaux mariés, 192 naissances et 214 décès.

Le Lot-et-Garonne avec un excédent de décès de 1.864 et par 10.000 habitants 140 nouveaux mariés, 148 naissances et 205 décès.

L'Yonne avec 1.554 décès de plus que les naissances et par 10.000 habitants, 142 mariages, 148 naissances et 197 décès.

Le Rhône a compté un excédent de décès de 1.503 et par 10.000 habitants, 160 mariages, 176 naissances et 194 décès.

Le Gers avec un excédent de décès de 1.374, et 135 mariages, 138 naissances et 198 décès par 10.000 habitants.

L'Orne avec 1.350 décès, dépassant les naissances et par 10.000 habitants, 160 mariages, 156 naissances et 208 décès.

Le Lot a compté un excédent de décès de 1.128 sur les naissances, avec sur 10.000 habitants, 139 nouveaux mariages, 156 naissances et 208 décès.

Le Puy-de-Dôme a eu 1.032 décès au-dessus des naissances, et pour 10.000 habitants 137 mariages, 163 naissances et 182 décès.

Le Tarn-et-Garonne a subi une diminution de 986 décès et a eu pour le nombre d'habitants précité, 152 mariages, 157 naissances et 209 décès.

La Côte-d'Or a compté un excédent de décès de 950 et pour 10.000 habitants, 139 mariages, 161 naissances et 188 décès.

Pour le Maine-et-Loire, les chiffres ont été respectivement, pour l'excédent de décès : 936 et pour 10.000 habitants, 148 mariages, pour les naissances 168, et pour les décès 186.

Pour l'Hérault 932 décès en sus des naissances et pour 10.000 habitants, 138 mariages, 172 naissances et 191 décès.

Dans le Gard, l'excédent de décès a été de 856, et pour le même chiffre d'habitants il s'est trouvé 145 mariages, 181 décès et 201 naissances.

Dans l'Eure, l'excédent des décès a été de 821, avec pour le nombre précité d'habitants, 149 mariages, 193 naissances et 217 décès.

Le Calvados a subi un excédent de décès de 806 unités et pour 10.000 âmes il a eu, 154 mariages, 202 naissances et 222 décès.

La Vaucluse a eu 773 décès dépassant les naissances avec 10.000 habitants, 158 mariages, 179 naissances et 211 décès.

L'Aube nous révèle un excédent de décès de 723 unités, avec 159 mariages, 177 naissances et 207 décès.

Puis viennent les départements suivants, avec les diminutions de population et le nombre de mariages nouveaux, de naissances et de décès.

L'Isère 671 décès en excédent, 147 mariages, 175 naissances et 187 décès.

La Meuse 612 décès en excédent, 143 mariages, 179 naissances, 211 décès.

L'Indre-et-Loire, avec un excédent de 584 décès et avec 154 mariages, 173 naissances, 190 décès.

La Somme avec un excédent de 578 décès, de 155 mariages, 193 naissances, 204 décès.

L'Oise avec 519 décès en excédent et 101 mariages, 200 naissances et 213 décès.

Le Tarn avec 502 décès en sus des naissances et 147 mariages, 174 naissances et 189 décès.

Et la Haute-Marne avec 501 décès en excédent et 144 mariages, 180 naissances et 203 décès.

*
* *

Les départements de l'Ain, des Basses-Alpes, de l'Ariège, de l'Aude, des Bouches-du-Rhône, de la Charente, de la Charente-Inférieure, de la Drôme, de l'Eure-et-Loir, du Jura, de la Nièvre, des Hautes-Pyrénées, de la Haute-Saône, de la Sarthe et de la Seine-et-Marne ont des décès dépassant les naissances qui vont de 485 pour l'Aude, à 33 pour l'Ain et la Haute-Saône.

Alors qu'ils ont des mariages par 10.000 habitants allant pour l'Ain de 147 pour les naissances, 183 pour les mariages et 184 pour les décès jusqu'à 152 mariages, 174 naissances et 190 décès pour l'Aude.

*
* *

Par contre, une autre moitié de la France (45 départements) a vu accroître sa population dans de faibles proportions il est vrai.

Les chiffres ci-après donnent l'excédent de population, sans toutefois en rechercher les causes qui peuvent être une immigration intense dans certains départements, et spécialement dans les départements qui touchent à nos frontières.

L'accroissement s'est manifesté dans les départements suivants :

Le Nord, le pays aux enfants nombreux : l'accroissement s'est élevé à 12.174. Pour 10.000 habitants, il y a eu 181 mariages, 238 naissances en face de 174 décès.

Le Pas-de-Calais, avec une augmentation de 11.143 habitants.

Pour 10.000 habitants il y a eu 179 mariages, 292 naissances et 182 décès.

Le Finistère avec un accroissement de 6.862 habitants et pour 10.000 âmes, 159 mariages, 285 naissances, 199 décès.

Le Morbihan a eu une augmentation de population de 4.812 âmes. Pour 10.000 habitants les mariages se sont élevés à 143, les naissances à 265, les décès à 181.

Les Côtes-du-Nord avec un accroissement de 3.203 et 147 mariages, 254 naissances et 202 décès par 10.000 habitants.

La Seine-Inférieure est en augmentation de 3.137. Elle a eu 176 mariages, 256 naissances, 220 décès par 10 000 habitants.

La Vendée s'est accrue de 2.446 unités. Les mariages se sont élevés à 158 pour 10.000, les naissances à 222, les décès à 167.

La Haute-Vienne s'est accrue de 2.063. Les mariages ont été de 164, les naissances de 220 et les décès de 166 par 10.000 âmes.

La Seine qui reçoit dans Paris une immigration considérable de provinciaux et d'étrangers a augmenté sa population de 2.048 âmes. Les mariages très nombreux pour 10.000 habitants ont été de 217, les naissances 197, et les décès 191.

La faible différence entre les naissances et les mariages montre avec évidence que l'augmentation de population dans le département de la Seine est due à l'afflux dans Paris des étrangers.

Si cette immigration dans la ville n'existait pas, la population de la Seine serait en décroissance.

*
* *

Nous voyons ensuite toute une série de départements où l'augmentation de la population oscille entre 1.000 et 2.000 âmes.

Les chiffres ci-après seront :

Le premier, celui de l'augmentation, le second celui des mariages par 10.000 habitants, le troisième celui des naissances, pour un même nombre d'habitants, le quatrième celui des décès toujours pour 10.000 habitants.

Les Basses-Pyrénées donneront respectivement les chiffres suivants : 1.793 : 131 ; 225 ; 183.

La Saône-et-Loire, 1.782 : 158 ; 195 ; 166.

La Corse, 1.686 : 118 ; 218 ; 160.

La Meurthe-et-Moselle, 1.556 : 165 ; 246 ; 216.

L'Ile-et-Villaine, 1.534 : 164 ; 214 ; 189.

Les Landes, 1.510 : 151 ; 202 ; 151.

Les Vosges, 1.477 : 160 ; 234 ; 200.

La Corrèze, 1.277 : 157 ; 203 ; 163.

La Loire-Inférieure, 1.172 : 161 : 189 ; 172.

L'Aveyron, 1.100 : 155 ; 215 ; 186.

Et la Haute-Loire, 1.030 : 143 ; 210 ; 177.

*
* *

Les autres départements tels que : l'Aisne, l'Allier, les Hautes-Alpes, les Alpes-Maritimes, l'Ardèche, les Ardennes, le territoire de Belfort, le Cantal, le Cher, la Creuse, la Dordogne, le Doubs, l'Indre, le Loir-et-Cher, la Loire, le Loiret, la Manche, la Marne, la Mayenne, les Pyrénées-Orientales, la Savoie, la Haute-Savoie, les Deux-Sèvres et la Vienne ont eu des augmentations inférieures à 1000 unités allant de 779 pour la Haute-Savoie, à 260 pour la Mayenne.

Pour résumer cette statistique, on peut dire que l'excédent des naissances s'est élevé pendant l'année présentement étudiée à 76.734 unités, celui des décès à 30.293 ; la moyenne par 10.000 habitants a été 161 pour les mariages, 202 pour les naissances et 190 pour les décès.

*
* *

En face de cette statistique des naissances, de l'augmentation et de la diminution de la population, il faut placer la statistique des caisses d'épargne, des dépôts dans les caisses d'épargne, de façon à voir s'il existe une corrélation entre les augmentations et les diminutions des naissances d'une part, et les diminutions et les augmentations des opérations d'épargne d'autre part.

Ainsi seront établis les matériaux qui confirmeront l'hypothèse, hypothèse qui pourra se changer en une affirmation et en la formule d'une loi démographique.

*
* *

On peut diviser en six groupes les départements français au point de vue de leurs caisses d'épargne, avec leurs succursales, et des perceptions autorisées à remplir les fonctions de caisses d'épargne.

Dans le premier groupe, nous trouvons la Sarthe, avec 109 établissements d'épargne, représentant sur l'ensemble des caisses françaises : 4.82 %.

Puis vient la Marne avec 79 établissements donnant une proportion de 3.49 % sur l'ensemble.

Le Nord a 88 établissements, soit 27 caisses et 61 succursales. Il donne une proportion de 3.89 % dans l'ensemble.

Le Nord semble démentir la loi qui veut que, en général là où il y a le plus de caisses d'épargne, la population soit en diminution. Mais outre que l'énorme population du Nord nécessite un nombre considérable d'établissements d'épargne, il est évident que la loi signalée peut comporter des exceptions.

On remarquera encore que pour la démonstration tirée de la comparaison du nombre des établissements d'épargne, et de la diminution de la population ait une valeur décisive, il faudrait que chaque département ait une valeur identique.

L'Yonne a 80 établissements de caisses d'épargne, soit 6 caisses et 74 succursales. Il représente 3.54 % dans l'ensemble.

Le Loiret compte 77 établissements, dont 5 caisses et 72 succursales. Il représente 3.40 % dans l'ensemble.

Le département de la Seine-et-Marne a 73 établissements dont 6 caisses et 67 succursales. Il figure pour 3.23 % de la totalité.

L'Aisne a 72 établissements, et une perception autorisée à faire les opérations de caisses d'épargne. Les 72 établissements se décomposent en 8 caisses et 64 succursales. Il figure dans l'ensemble pour 3.18 %.

Le département de la Seine-et-Oise comprend 67 établissements, dont 54 succursales et 13 caisses principales. Il forme 2.96 % de la totalité.

L'Aube a 66 établissements, dont 5 caisses et 61 succursales, il forme 2.92 % sur l'ensemble.

Le Rhône compte 64 établissements, dont 6 caisses et 58 succursales, dont 9 bureaux auxiliaires dans la ville de Lyon. Il représente 2.83 sur l'ensemble.

Il faut rappeler ici que la diminution de la natalité a été pendant l'année envisagée précédemment de 1503 unités, avec 131 mariages par 10.000 habitants, 225 naissances et 183 décès. On a aussi présent à l'esprit les paroles de ce professeur de médecine sur le nombre effroyable des avortements, et des maladies provenant des manœuvres abortives soignées dans les hôpitaux de Lyon.

*
* *

Le second groupe confirme l'hypothèse.

Il comprendra :

La Seine-Inférieure, avec 57 établissements, 12 caisses principales, 45 succursales dont deux bureaux auxiliaires dans l'intérieur des villes de Rouen et du Havre. La Seine-Inférieure représentera 2.52 % de l'ensemble.

La Meurthe-et-Moselle avec 57 établissements, dont 7 caisses et 50 succursales, le tout formant 2.52 % de l'ensemble.

La Meuse avec 57 établissements, dont 46 caisses et 7 succursales, le tout représentant 2.52 % de la totalité.

Les Ardennes avec 53 établissements, dont 46 caisses et 7 succursales, soit 2.34 % de la totalité.

Le Gard avec 50 établissements, dont 45 caisses et 5 succursales, soit 2.21 % du tout.

La Gironde avec 49 établissements, dont 10 caisses et 39 succursales, en y comprenant les 6 bureaux auxiliaires dans l'intérieur de la ville de Bordeaux ; le tout forme 2.17 % de l'ensemble.

Les Bouches-du-Rhône avec 46 établissements, dont une caisse principale et 45 succursales, dont 13 bureaux auxiliaires dans l'intérieur de la ville de Marseille. Le tout forme 2.03 % de la totalité.

Le Loir-et-Cher, avec 46 établissements, dont 3 caisses et 43 succursales, soit 2.03 % du tout.

La Seine avec une caisse principale, 44 succursales, dont 20 bureaux auxiliaires dans l'intérieur de la ville de Paris, ensemble 450 établissements. Le tout formant 1.99 % de l'ensemble.

La Somme compte 45 établissements (58 succursales et 6 caisses principales) soit ensemble 1.95 % de l'ensemble.

Les Vosges avec 43 établissements, dont 6 caisses et 37 succursales, soit 1.90 %.

L'Eure-et-Loir a 42 établissements (38 succursales et 4 caisses). Elle forme 1.86 %.

La Haute-Marne avec 41 établissements (36 succursales et 5 caisses) soit 1.81 %.

La Côte-d'Or compte 40 établissements, (4 caisses, 36 succursales) soit 1.77 % dans l'ensemble.

Et la Mayenne compte 40 établissements (5 caisses, 35 succursales) soit 1.77 %.

*
* *

Le troisième groupe comprendra :

L'Orne avec 34 établissements, dont 6 caisses et 25 succursales. La proportion, % dans l'ensemble sera pour ce département de 1.50.

La Loire avec 34 établissements, (6 caisses et 28 succursales) soit 1.50 % dans l'ensemble.

L'Oise compte 33 établissements, et 5 perceptions autorisées, ensemble 38 établissements. Les caisses sont au nombre de 13, les succursales au nombre de 20. La proportion est de 1.46 %.

La Charente-Inférieure compte 30 établissements, 6 caisses et

24 succursales, et 2 perceptions, au total 32 établissements, le taux est de 1.33 %.

Le Doubs compte 29 caisses et succursales (2 caisses, 27 succursales). La proportion est de 1.28 %.

Le Pas-de-Calais a 27 établissements (16 caisses, 2 succursales) avec une proportion de 1.20 %.

L'Eure a 26 établissements, (6 caisses, 20 succursales). Il compte pour 1.15 % dans l'ensemble.

L'Isère a 25 établissements (14 caisses, 11 succursales). Il figure pour 1.11 %.

Tous les départements qui viennent d'être énumérés, au nombre de 33, sont au-dessus de la moyenne générale, qui est de 6 caisses, 19 succursales, au total 26 établissements.

Les 53 départements qui suivront au contraire, sont au-dessous de la moyenne générale. Ils contiennent les départements où se rencontre la plus forte natalité, et un accroissement de population.

Ce sera :

L'Indre avec 22 établissements (3 caisses, 19 succursales) représentant 0.97 % de l'ensemble.

La Nièvre, avec 22 établissements (3 caisses principales et 19 succursales). Le tout forme 0.97 %.

L'Hérault avec 21 établissements (12 caisses, 9 succursales), soit 0.93 % de l'ensemble.

La Charente avec 20 établissements, (2 caisses, 18 succursales) soit 0.88 %.

Et l'Allier avec 20 établissements, 7 caisses, 13 succursales) soit 0.88 %.

*
* *

Dans le quatrième groupe figureront :

Les Basses-Pyrénées, avec 19 établissements (15 caisses, 4 succursales) soit 0.84 %.

La Vienne avec même nombre d'établissements (5 caisses, 14 succursales, soit 0.84 %.

L'Indre-et-Loire avec 18 établissements, (5 caisses, 13 succursales) plus 7 perceptions autorisées, soit au total 25 établissements, soit 0.80 %.

Les Deux-Sèvres avec 17 établissements (6 caisses, 11 succursales) soit 0.76 %.

Le Finistère avec 15 établissements, dont 8 caisses, 7 succursales, soit 0.66 %. Le Finistère compte en outre 5 perceptions opérant pour les caisses d'épargne, ce qui porte à 20 le nombre des établissements.

La Loire-Inférieure avec 15 établissements, dont 7 caisses, 8 succursales) soit 0.66 %.

Le Var avec 14 établissements, dont 4 caisses, 10 succursales. La proportion du Var est de 0.62 % dans l'ensemble.

L'Ille-et-Vilaine a 14 établissements dont 8 caisses principales, et 6 succursales). La proportion est la même sur l'ensemble soit 0.62 %.

L'Ain a 16 établissements ; dont une caisse, 12 succursales et 3 perceptions. Le tout représente 0.57 %.

Le Jura comprend 13 établissements (4 caisses, 9 succursales). L'ensemble représente 0.57 %.

Le Calvados a 13 établissements, 2 caisses, 11 succursales. L'ensemble représente également 0.57 %.

Même proportion pour le Puy-de-Dôme, avec 13 établissements (8 caisses, 5 succursales).

Le Morbihan compte 13 établissements, 7 caisses, 5 succursales, 1 perception. Il représente 0.53 %.

Le Vaucluse avec la proportion de 0.49 % compte 2 établissements, 5 caisses, 2 succursales.

La Manche 0.44 % avec 10 établissements, 2 caisses, 8 succursales.

*
**

Le cinquième groupe comprendra les 33 départements qui restent, et qui paraissent avoir peu d'intérêt au point de vue qui nous occupe.

*
**

En comparant ces chiffres avec ceux de l'augmentation de la natalité par département, on est frappé de ce fait que les départements à forte natalité figurent dans les groupes où se rencontrent le moins de Caisses d'Épargne.

Le Finistère avec son augmentation ci-dessus rappelée de 6.882, figure dans le 4^e groupe.

Les Côtes-du-Nord avec l'augmentation de 3.204 figurent dans le 5^e et dernier groupe.

La Corse avec son augmentation de 1686 figure au dernier rang du dernier groupe.

La Corrèze s'est accrue pendant l'année étudiée de 1277 unités. Elle figure presque au même rang que la Corse.

L'Aveyron s'est augmenté 1.100 habitants. Il figure à la fin de la liste des départements par importance de leurs caisses d'épargne.

Le Morbihan (accroissement 4812) est dans le 4^e groupe au-dessous de la moyenne

Les Basses-Pyrénées (accroissement 1793) sont dans le 4^e groupe.

La Saône-et-Loire (accroissement 1782) dans le 3^e.

La Vendée (accroissement 2446) dans le 5^e.

La Haute-Vienne (augmentation 2063) dans le 5^e.

Le Pas-de-Calais avec son augmentation de 11.143 n'est que dans le 3^e.

*
* *

Par contre, là où on rencontre la diminution la plus accentuée, là on trouve aussi le plus de caisses d'épargne.

La Gironde, en moins 1810 ; l'Orne, en moins 1356 ; le Rhône, en moins 1503 ; la Seine-et-Oise, en moins 1688 ; l'Yonne, en moins 1554, figureront respectivement : la Gironde, dans le 2^e groupe ; l'Orne, dans le 3^e ; le Rhône, la Seine-et-Oise et l'Yonne, dans le 1^{er} groupe.

*
* *

La remarque de cette corrélation est plus facilement visible quand, au lieu d'examiner le nombre des établissements d'épargne, on relève le nombre des opérations d'épargne faite dans un département. Le nombre des établissements d'épargne peut provenir de l'étendue du département, des difficultés de communications ; le nombre des opérations indique réellement la capacité d'épargne de la population.

*
* *

Si l'on étudie le nombre de livrets en circulation (au 31 décembre 1909), on remarque que les départements à augmentation de population figurent dans le groupe de ceux qui ont le moins de livrets.

Ce sera :

L'Aveyron : 33.500 livrets, 0.41 % du total.

La Corrèze : 25.900 livrets, 0.32 % du total.

La Corse : 5.400 livrets, 0.07 % du total.

Les Côtes-du-Nord : 42.900 livrets, 0.53 % du total.

Le Finistère : 114.800 livrets, 1.41 % du total.

Les Landes : 25.700 livrets, 0.32 % du total.

L'Ile-et-Vilaine : 6.9800 livrets, 0.86 % du total.

La Loire-Inférieure : 100.500 livrets, 1.24 % du total.

La Meurthe-et-Moselle : 153.500 livrets, 1.89 % du total.

Le Nord forme une exception avec 343.500 livrets, 4.23 % du total.

Le Pas-de-Calais : 148.000 livrets, ou 1.82 %.

Les Basses-Pyrénées : 83.600 livrets, 1.03 %.

La Saône-et-Loire : 86.600 livrets, 1.07 %.

La Vendée : 31.600 livrets, 0.39 %.

La Haute-Vienne : 36.900 livrets, 0.45 %.

Les Vosges : 93.300 livrets, ou 1.15 %.

*
* *

Les départements où sévit la diminution de natalité figurent dans le groupe de ceux qui comptent le plus de livrets.

On rencontre dans ce groupe :

La Gironde avec 195.700 livrets, ou 2.4 %.

Les Bouches-du-Rhône : 214.000 livrets, 2.64 %.

Le Rhône : 429.800 livrets, ou 5.30 %.

La Sarthe : 234.700 livrets, 2.89 %.

La Somme : 171.200 livrets, 2.10 %.

L'Yonne : 156.800 livrets, 1.93 %.

La Seine-et-Oise : 155.800 livrets, 1.91 %.

L'Isère : 144.900 livrets, 1.77 %.

La Seine-et-Marne : 144.000 livrets, 1.77 %.

L'Oise : 137.400 livrets, 1.69 %.

La Côte-d'Or : 118.900 livrets, 1.46 %.

Ainsi, la plupart des départements à augmentation sont dans le groupe au-dessous de la moyenne et les départements à diminution sont dans le groupe au-dessus de cette moyenne.

*
* *

Après l'étude du nombre de livrets de caisse d'épargne en circulation, on peut encore étudier le rapport du nombre des livrets avec la population et le solde dû aux déposants.

La loi qui se dégage de cette comparaison s'affirmera encore.

*
* *

Nous trouverons alors dans les départements à diminution de population ceux-ci après :

Le Rhône avec un déposant pour deux habitants, et 500 déposants pour 1.000 habitants.

L'Yonne avec un déposant pour deux habitants et un centième, ou 497 déposants pour 1000 habitants.

L'Aube avec un déposant pour deux habitants 40, ou 416 déposants par 1000 habitants.

La Côte d'Or a un déposant par 3 habitants, 01, ou 332 déposants pour 1000 habitants.

L'Isère, un déposant par 3.88 habitants, ou 257 pour 1000 habitants.

La Haute-Marne, un déposant par 3.59 habitants ou 278 pour 1000 habitants.

La Meuse, un déposant pour 3.63 ou 275 par mille habitants.

L'Oise un déposant par 2.98 habitants, ou 335 déposants par 1000 habitants.

La Sarthe, un déposant par 1.79 habitants, ou 556 déposants pour 1000 habitants.

La Seine-et-Marne, un déposant par 2 habitants 5, ou 397 déposants pour 1000 habitants.

La Somme, un déposant pour 3 habitants 11, ou 321 déposants pour 1000 habitants.

Par contre les départements à augmentation de natalité sont dans le groupe dont la moyenne des déposants est inférieure à la moyenne générale, qui est un déposant par 4 habitants 83, et 205 déposants pour 1000 habitants.

Ainsi, le Nord, avec son augmentation de population dans l'année étudiée de 12 174 unités, ne compte qu'un déposant par 5 habitants 52, ou 181 déposants pour 1000 habitants.

Le Pas-de-Calais (augmentation 11.143) est au-dessous de la moyenne. Il en est de même de la Vendée et du Finistère.

Les Basses-Pyrénées n'ont qu'un déposant pour 5 habitants 52, ou 195 déposants pour 1000.

C'est le département où la moyenne des déposants est la plus faible.

*
* *

L'étude du montant dû aux déposants conduit à la même conclusions : les départements en décroissance ont la plus forte proportion de dépôts, les départements en augmentation ont la plus faible.

Les départements en décroissance comprennent :

Le Rhône qui avait un solde de 167.000.000 francs dû à ses déposants, soit 4.38 % dans le total.

La Gironde avec 93.000.800 francs, ou 2.46 % dans l'ensemble.

La Sarthe, avec 89.000.200 francs, ou 2.33 % du total.

L'Yonne avec 86.000.200 francs, ou 2.25 % du total.

L'Isère avec 77.000.3000 francs, ou 2.02 % du total.

La Seine-et-Marne avec 740.000.100 francs ou 1.93 % de l'ensemble.

La Somme avec 72.000.300 francs ou 1.89 % du total.

Les Bouches-du-Rhône avec 69.000.500 ou 1.81 %.

La Seine-et-Oise avec 63.000.900 francs ou 1.67 % du total.

La Côte-d'Or avec 59.000.100 francs ou 1.54 %.

De l'autre côté, les départements où la population s'est accrue, soit :

Les Vosges, 54 millions ou 1.44 %.

Le Pas-de-Calais, 58 millions 600 francs ou 1.33 %.

La Vendée, le Morbihan, l'Ille-et-Vilaine, les Landes, la Haute-Loire, les Côtes-du-Nord, l'Aveyron, le Cantal, la Creuse, le Doubs, la Dordogne, sont tous au-dessous de la moyenne générale qui est de 44 millions 062.176 francs.

*
* *

Les totaux pour la France entière ressortent donc :

A 550 Etablissements d'Epargne, 8.116.270 livrets, 3.833.402.363 fr. 42, ou 206 livrets par 1000 habitants.

Chaque livret est en moyenne de 472.31 et le solde par habitant est de 97.66.

*
* *

Le nombre des livrets masculins est de 585.159.

Le nombre des livrets féminins est de 544.463.

*
* *

Si nous lisons les recommandations imprimées en tête des livrets de quelques caisses d'épargne, nous voyons poindre les considérations auxquels cèdent les conseils.

Nous lisons par exemple ceci :

« ... Le livret de caisse d'épargne procure au déposant, la sécurité dans le présent, et l'aisance dans l'avenir... 2 francs économisés et placés chaque semaine, pendant 10 ans forment un capital de 1.250 francs... La pratique de l'épargne préserve de bien des vices, elle provoque les habitudes de travail, de sobriété et de réflexion.

L'appel à la réflexion est entendu par les Français et trop entendu, surtout dans des choses où la réflexion n'a que faire.

*
* *

L'idée d'un enfant unique, épargnant, épargnant toujours se révèle jusque dans les monuments luxueux qui servent aux caisses d'épargne, et qu'elles se construisent avec leurs disponibilités. Au fronton de l'une d'elles, vous voyez l'Epargne qui semble protéger et conduire par la main un enfant unique. Divers attributs allégoriques accompagnent ce groupe. L'abondance, la richesse même sont promises à cet enfant, né de parents qui ont réfléchi toute leur vie et qui lui-même réfléchira.

*
* *

La prévoyance poussée à l'extrême peut se révéler également par le nombre des assurances contre l'incendie contractées dans un pays. Dans ses recherches statistiques sur la tendance à une moindre fécondité des mariages, Tallqvist, économiste Finlandais, a remarqué que les assurances contre l'incendie étaient le plus nombreuses dans les départements français où la natalité était en décroissance.

Il y a cependant dans la comparaison, dans un même département, du nombre des naissances et du nombre des assurés, des causes d'erreur. L'idée de conserver le bien acquis péniblement et après l'avoir acquis de le préserver contre le feu, montre une prévoyance intelligente ; mais d'autres motifs obligent à assurer des immeubles et des meubles : un créancier qui a des gages hypothécaires sur une construction et sur les meubles qui s'y trouvent obligera toujours son débiteur à assurer l'objet du gage, pour que sa créance ne soit pas compromise en cas d'incendie. Les débiteurs sont nombreux, et de cette façon, on remarquera que ce sont des débiteurs, des gens pour la plupart pauvres, qui comme pauvres ont des enfants, qui assurent leurs biens en plus grand nombre.

Quoi qu'il en soit, l'idée d'assurance contre l'incendie est une idée de prévoyance.

*
* *

Toute autre est la conséquence que l'on pourra tirer des assurances sur la vie. Si parmi elles il en existe beaucoup constituées par un époux au profit de son conjoint, la majeure partie est créée par le père de famille au profit de ses enfants. C'est un fonctionnaire qui a des ressources viagères, ressources qui finiront quand il sera mis à la retraite ; c'est un homme exerçant une profession libérale, qui lui assure des revenus, revenus qui mourront avec lui, il a des enfants et il veut que ses enfants aient un capital : il contractera une assurance sur la vie. Il pourra contracter des assu-

rances dites dotales, qui seront payables au moment où l'enfant s'établira.

Ainsi, pour les assurances sur la vie, il s'allie dans la pensée du père, une généreuse idée de famille créée, et une pensée de prévoyance pour cette famille. Loin d'être un phénomène co-existant avec la restriction de la natalité, l'assurance sur la vie est la preuve que l'on ne craint pas d'élever des enfants et qu'on veut les pourvoir d'un patrimoine.

*
* *

Si l'on compare la fortune possédée par un Français à celle possédée par un étranger, on remarque ce qui suit :

En France, les valeurs assujetties, en 1910, aux tarifs successoraux des lois des 25 février 1901, 30 mars 1902, et 8 avril 1910, et soumises par conséquent au régime fiscal de la loi de 1901 se sont élevées à 5 milliards 688 millions 200.043 francs.

Le passif déduit à atteint 368.217.663 francs.

Restait un actif net imposable de 5.319.982.380 francs.

Si l'on suppose que la vie moyenne d'un homme est de 35 ans, l'annuité successorale ci-dessus, multipliée par 35, donnerait la fortune de la France. C'est le moyen employé par des économistes pour obtenir une évaluation de la fortune de la France.

On obtiendrait ainsi le chiffre de 186 milliards 199 millions 383.300 francs.

Mais ce chiffre doit être modifié et augmenté par les considérations suivantes :

L'annuité successorale ne comprend jamais l'actif appartenant à des administrations d'intérêt général, telles que l'Etat, les villes, les hospices, les bureaux de bienfaisance, les associations d'utilité publiques qui ne meurent jamais.

L'annuité successorale est réduite par les fraudes, ou ce qu'on a appelé l'évasion fiscale, fraudes qui se multiplieront de plus en plus, à mesure que les droits fiscaux seront plus élevés, et que le contribuable aura plus d'intérêt à dissimuler son actif.

Des économistes ont évalué la fortune de la France par d'autres procédés : ils sont arrivés au chiffre de 250 milliards environ.

La répartition de l'actif déclaré dans les successions pendant une année donnée (par exemple 1910) a été la suivante, indiquant bien l'état de division des fortunes françaises.

Pour un actif de 1 franc à 500 francs, il y a eu 98.657 successions déclarées donnant un actif total de 24.575.055 francs.

Pour un actif de 501 francs à 2.000 francs, 95.590 successions avec un actif de 120.662.591 francs.

De 2.001 francs à 10.000 francs, 104.713 successions soit en sommes : 533.354.167 francs.

De 10.001 francs à 50.000 francs, 45.529 successions donnant un actif de 970.347.055 francs.

De 50.001 francs à 100.000 francs, 7.651 successions formant un actif de 528.353.148 francs.

De 100.001 francs à 250.000 francs, 4.651 successions formant un actif de 724.499.454 francs.

De 250.001 francs à 500.000 francs, 1.706 successions donnant un actif de 542.912.962 francs.

De 500.001 francs à 1 million, 785 successions soit en sommes : 542.912.962 francs.

De 1 million à 2 millions, 383 successions, donnant 472.425.379 fr.

De 2 millions à 5 millions, 142 successions, soit en sommes : 424.298.387 francs.

De 5 millions à 10 millions, 29 successions, soit en sommes : 200.930.918 francs.

Et de 10 millions à 50 millions, 10 successions donnant un actif de 190.704.343 francs.

*
* *

En 1910, 373.801 personnes décédées possédaient donc un actif.

Et si l'on retranche de ce chiffre les successions négatives, c'est-à-dire celles où le passif dépasse l'actif, il y avait 359.836 personnes possédant un actif net.

Des personnes décédées il faut retrancher tous les mineurs qui n'ont pas encore eu le temps d'acquérir un patrimoine.

M. Jacques Bertillon a fait la statistique, selon l'âge des personnes décédées en 1906 et qui possédaient un héritage, comme il a établi la comparaison de la fortune de chaque français avec celle des autres peuples d'Europe.

Voici les résultats par lui obtenus :

Pour les personnes de moins de 25 ans, en 1906, il y eut 220.632 décès, sur lesquels les possédants étaient au nombre de 14.052 soit 6 %.

Pour les personnes âgées de 25 à 40 ans, il y eut 69.628 décès ; près de la moitié de ces 69.628 personnes, ou 31.942, ou 46 % possédaient un actif.

De 40 à 50 ans, il y eut 58.542 décès ; plus de la moitié soit 36.261, ou 62 % étaient propriétaires.

De 50 à 60 ans, sur 76.692 décès, 56.707 de ces personnes décédées ou 74 %, possédaient.

De 60 à 70 ans les décès sont au nombre de 121.227 et les possédants de 85.712 ou 71 %.

De 70 à 80 ans les décès s'élèvent à 149.119, les possédants à 89.560 ou 60 $\frac{0}{100}$.

Au-delà de 80 ans, les décès sont de 84.356 avec 42.076 possédants ou 50 $\frac{0}{100}$.

..

D'autre part après 40 ans, d'après M. Jacques Bertillon, en 1907, en France, sur 1.000 décès, 364 personnes possédaient de 2.000 à 2.500 francs et 130 de 10.000 francs à 12.500 francs.

Chaque succession représentait en moyenne 11.605 francs.

En Italie sur un même nombre de personnes décédées, 130 seulement possédaient de 2.000 à 2.500 francs et 37 seulement de 10.000 francs à 12.500 francs.

La moyenne est de 3.580 francs.

En Espagne sur 1.000 décès, 202 personnes ont de 2.000 à 2.500 francs et 45 ont de 10.000 à 12.500 francs. La moyenne est de 3 837.

En Hollande toujours, sur le même nombre de décès, 218 personnes ont de 2.000 à 12.500 francs, et 137 de 10.000 à 12.500 francs avec une moyenne de 16.766 francs.

En Belgique, sur 1.000 décès, 278 décédés possédaient de 2.000 à 2.500 francs et 106 de 10.000 à 12.500. La moyenne est de 8.020 francs.

En Angleterre sur 1.000 personnes défunt, 186 possédaient 2.500, et 88, 12.500 francs avec une moyenne de 21.008 francs.

En Alsace-Lorraine 399 personnes ont 2.500 francs, et 109, 12.500 francs. La moyenne est 8.300 francs (et 11.228 en 1908).

En Roumanie, 72 personnes ont de 2.000 à 2.500 francs et 15 de 10.000 à 12.500 francs : moyenne 1.508 francs.

La moyenne en Autriche est de 3.922 francs.

En Allemagne en 1900, la moyenne des fortunes déclarées n'est que de 9.200 francs.

..

M. Jacques Bertillon a démontré que là était la richesse et l'aisance, là était la natalité restreinte.

Or Paris (pour la période de 1886-1896) dans les arrondissements très pauvres, sur 1.000 femmes de 15 à 50 ans, la natalité légitime est de 140,4, illégitime de 66,4.

Dans les quartiers pauvres de 128.9 et de 54.4.

Dans les quartiers aisés de 111.2 et de 41.7.

Dans les quartiers très aisés de 98.7 et de 38.6.

Dans les quartiers riches de 93.9 et de 24.5.

Et dans les quartiers très riches, de 69.1 et de 13.4.

..

Si dès qu'un Français a une âme de propriétaire qui veut accroître, toujours accroître son bien, il restreint volontairement sa descendance, cette mentalité est commune au Français qui possède et au Français qui se range parmi ceux qu'il appelle les intellectuels, les classes élevées, les dirigeants.

Il faut entendre par classes dirigeantes non plus la noblesse, qu'elle soit la noblesse d'origine antérieure à 1789 ou la noblesse impériale.

Cette classe de notre société où d'ailleurs les usurpations sont si nombreuses n'a aucune influence et aucun prestige. Elle s'est volontairement trop tenue en dehors de tout.

Nos classes intellectuelles sont les artistes, les grands industriels, les commerçants, les littérateurs, les hommes politiques, les fonctionnaires de tous ordres, les professeurs de facultés, les magistrats, les militaires.

Chez tous, l'abaissement de la natalité est visible.

Il vous suffira de faire une enquête autour de vous, et de rechercher combien les ministres, les membres du Sénat et de la Chambre des Députés ont d'enfants.

Le 28 mars 1913, un député pouvait dire publiquement :

«... Je ne sais si la bourgeoisie est néo-malthusienne ; mais ce que nous savons fort bien c'est qu'elle n'a pas d'enfants. Pour le vérifier il nous suffit de nous retourner vers les bancs des ministres, vers les bancs du Sénat et de la Chambre. Pour dix-neuf citoyens, nous trouvons seulement dix enfants... »

Ainsi la société dirigeante vers laquelle se tournent tous les regards, qui sert d'exemple, n'a pas d'enfants.

C'est que pour elle, les préoccupations terre à terre qui existent pour les possédants sont identiques.

La naissance d'enfants est une gêne, un retard vers l'accession à une situation plus élevée : une préoccupation, un souci, tandis que l'intellectuel n'a et ne doit avoir qu'un souci : arriver et penser toujours au moyen d'arriver.

Avoir des enfants est une dépense pour le fonctionnaire qui débute, qui ne peut avoir un logement spacieux, qui est appelé à changer de résidence, dont la femme doit recevoir chez elle avec un certain luxe, les collègues et les supérieurs de son mari.

Dans ce milieu de fonctionnaires, un dîner, plusieurs dîners donnés, un costume coûteux pour la femme pour faire des visites ou assister à un bal officiel, doivent empêcher la naissance d'un enfant.

Une enquête a été faite en 1908 par un journal.

Cette enquête s'est appliquée à 445 personnes notables. Ces 445 no-

tabilités avaient 575 enfants. Ainsi les 445 ménages représentent 890 personnes ; ces 890 personnes, à la génération suivante sont représentées par un nombre d'un peu plus de la moitié.

*
* *

On voit la conséquence de cette situation.

Ces membres de la classe dirigeante sont appelés à faire les lois, à les discuter, à créer l'opinion dans un sens ou dans l'autre.

Comment pourront-ils enrayer la dépopulation quand ils ignorent eux-mêmes le devoir social d'avoir des descendants ?

Comment restreindront-ils, dans les lois juridiques, fiscales, militaires, les charges écrasantes des pères de familles nombreuses, eux qui ignorent ces charges ?

Cette situation faisait ainsi définir notre pays par un étranger :

« Le gouvernement français est un comité de célibataires, dirigeant un pays qui se dépeuple... »

*
* *

Ainsi les conséquences de l'état d'âme des gouvernants sont visibles et ne se font pas attendre.

Cette habitude de tout faire pour toutes les misères, pour les pauvres, pour les vieillards, pour les malades, pour les infirmes, et de restreindre les dons quand il s'agit des enfants, est visible quand on lit les budgets des villes et des départements.

C'est donc en vain qu'un député proclamait, en pensant aux enfants, qu'ils sont les forces de l'avenir : « oui, ce sont les nations imprévoyantes, celles que commencent leur effort de solidarité social par l'organisation de l'assistance aux vieillards ; celles qui ne réservent pas la plus large part de leurs ressources financières aux secours aux enfants, à ceux qui doivent constituer demain la force vive du pays.

« ... L'assistance effective à la maternité, aux familles nombreuses, est la réforme sociale qui s'impose le plus aujourd'hui à la conscience éclairée des assemblées municipales et du parlement... »

*
* *

Un exemple concret de l'oubli dans lequel les assemblées laissent les enfants, la maternité, pour ne penser qu'aux vieillards, aux malades, etc..., est le suivant :

Il résulte des budgets du département de la Seine et de l'assis-

tance publique à Paris (Ambroise RENDU, *Le Journal*, n° du 6 septembre 1910) que :

130 millions sont dépensés annuellement par ces deux organisations, en œuvres d'Assistance aux vieillards, aux malades, aux enfants aux femmes.

Sur ces 130 millions la part contributive du département est de 50 millions, celle de la ville de Paris et de l'Assistance publique est de 80 millions. Voyons ce qui sur ces sommes considérables, revient aux enfants et aux mères.

Dans le budget départemental il est alloué seulement 15 millions (exactement 15.854.278 francs) aux œuvres relatives aux enfants et aux enfants assistés.

Quant au budget de la ville de Paris, sa part pour les enfants est bien moindre. Elle s'élève à un peu plus de 3 millions (exactement 3.372.224 francs).

Soit donc au total pour les deux budgets, près de 19 millions sur 130 millions.

Ces 19 millions s'appliquent à une population de 3.900.000 habitants.

Si l'on analyse le budget de la ville de Paris on verra quelles sommes minimales sont réservées aux œuvres intéressant les enfants.

On donnera aux enfants assistés.	2 054.944 fr.
Pour la préservation des enfants contre la tuberculose	48.000 fr.
Pour subvention pour lait stérilisé . . . , . . .	3.000 fr.
Pour créations de crèches	35.000 fr.
Pour allocation à des femmes veuves ayant des enfants nombreux à leur charge	360.000 fr.

(Quant aux pères et aux mères qui ont des enfants nombreux à leur charge, s'ils ne sont ni séparés ni divorcés, ils n'ont rien et il n'est pas question d'eux).

Pour secours de grossesse à des indigents. . .	100.000
Pour secours d'allaitement.	217.600
Pour les crèches.	167.450
Pour les dispensaires d'enfants malades. . . .	98.400
Pour les asiles de femmes	321.830

En outre il existe des maternités et hôpitaux spéciaux pour enfants. Il serait intéressant de savoir combien d'enfants a chacun des conseillers municipaux de Paris.

Et cependant par les œuvres de bienfaisance et d'assistance, il est facile de sauver bien des naissances et d'enrayer un peu la dépopulation.

... « Sur 100.000 de ces petits êtres qui meurent tous les ans, on peut en sauver la moitié (Ambroise Rendu) ».

... « De 1906 à 1907, le progrès pour les bébés de moins de 2 ans était de 32 %, alors que la mortalité des adultes de 29 à 35 ans diminuait de 16 pour 1000 en une seule année... »

... « D'une année à l'autre, le tribut infantile payé à la mort tombait de 41.700 à 30.698... »

Si nous ne voulons plus avoir d'enfants, si le courage manque au Français pour les élever, qu'au moins il protège ceux qui naissent et celles des Françaises qui n'ont pas reculé devant leur devoir humain. Nous le pouvons : mais il faudrait que ceux qui sont appelés à délibérer et à décider sachent ce que sont des enfants, aient des enfants.

*
* *

On cite fréquemment une anecdote, qui montre que même ceux qui s'occupent des enfants, et du problème de notre dépopulation, quand il s'agit d'eux-mêmes, de l'exemple à donner, montrent la mentalité générale des français.

Si quelqu'un s'est occupé de la natalité française, des causes de son abaissement, des remèdes à apporter à ce problème, c'est M. le sénateur Piot.

M. Piot présidait une commission de la dépopulation au Palais du Luxembourg dont les fenêtres donnent sur cet immense jardin où s'ébattent aux heures de récréation, dans l'air et au milieu des fleurs, tant d'enfants.

Un jour M. le sénateur Piot, au milieu de la délibération de cette commission se plaignit presque violemment du bruit fait par les jeux des enfants ; on dût prendre des dispositions pour qu'il ne soit plus troublé par ce bruit.

*
* *

Le remède à la situation déplorable résultant de l'abaissement de notre natalité est unique, et il n'y a pas à multiplier les recherches pour remonter le courant. Ce remède se résume en ceci :

Changer d'âme, avoir des enfants, être heureux d'en avoir, les supporter chez les autres, et insensiblement changer toutes les causes qui empêchent leur naissance.

CHAPITRE IV

Le Danger économique de la Dépopulation

Au livre de la République au xvi^e siècle, Bodin disait :

« Il n'y a de richesse ni force que d'hommes... »

Cette vérité est démontrée par tous les phénomènes qui se passent autour de nous.

L'économie politique classique décide que la richesse produite par l'homme est la résultante [de trois facteurs : le travail de l'homme, le capital accumulé antérieurement à ce travail et les forces que la nature met à notre disposition.

Ainsi un grain de blé, selon cette théorie, est la résultante du travail du laboureur qui a labouré, fumé, hersé la terre, qui a semé le blé, du capital possédé par ce laboureur, et qui consistera dans ses semences, ses instruments, sa terre, ses connaissances acquises ; et des forces naturelles, la terre elle-même avec son degré de fertilité naturelle et plus souvent acquise, de la force germinative du blé, de la pluie, des saisons, de la sécheresse et de la chaleur.

Il est facile de démontrer que l'homme en lui-même renferme à lui seul ces trois éléments de production et s'il est destiné à profiter de la richesse, à consommer les produits de ces trois facteurs, il est en même temps le facteur principal de la richesse.

Il est un capital, il est une force naturelle, il met par son travail, en œuvre ce capital et ces forces naturelles.

Si nous le considérons comme une force naturelle, nous penserons que toutes les qualités innées qu'ils possède lui proviennent de la nature. Il est ainsi créé. Il a un cerveau qui lui permettra les conceptions les plus variées et les plus hautes. Il a à sa disposition des membres plus ou moins souples, plus ou moins robustes. Il a encore à sa disposition son caractère, sa ferme volonté, les qualités qu'il n'a pas acquises, mais qui lui appartiennent en naissant.

Ces forces naturelles qui agissent en lui ont une valeur certaine. Très grandes chez certains, chez ceux qui ont reçu une intelligence transcendante ou qui ont la marque du génie, atténuées chez d'autres, ces qualités n'en sont pas moins certaines, indéniables, et l'homme peut n'avoir qu'une très faible part dans leur acquisition et leur conservation.

Mais en les développant, l'homme se crée un capital productif, et d'autres richesses et d'autres capitaux. Ces qualités innées par l'énorme accumulation d'enseignements que nous ont laissés les siècles antérieurs, seront développées de plus en plus chez l'homme. Ce sera d'abord l'enfant : dès sa naissance il aura reçu de ses parents de multiples soins, de façon à conserver son existence si fragile au début de la vie.

Il recevra ensuite une instruction de maîtres plus ou moins nombreux, il apprendra une profession, il saura utiliser ses membres et ses facultés. Il sera préservé pendant toute sa vie, de plus en plus, contre les maux inhérents à la nature humaine. Et si les conditions de sa naissance ont fait qu'il reçoive une instruction plus développée qu'elle ne l'est, pour la majeure partie des enfants, cet homme ainsi élevé, ainsi instruit, représentera un capital considérable qui lui-même sera productif de bien d'autres capitaux.

On a estimé que vers douze ans, un enfant né dans une famille d'ouvriers, avait une valeur de 4000 fr. Il faut augmenter certainement ce chiffre : un enfant arrivé à cet âge a coûté plus de 5000 fr., car cette somme ne représente qu'une dépense que nous apercevons, sans compter toutes celles que nous ne voyons pas, par exemple, le prix de l'instruction donnée gratuitement à l'enfant, mais qui représente une dépense faite par d'autres, sous forme de paiement de l'impôt, et de contribution de chacun au service public d'instruction. Il faut ajouter la jouissance qu'a eu gratuitement l'enfant d'une multitude de choses qui nous entourent, qui ne nous paraissent plus avoir de valeur, parce que les générations précédentes les ont édifiées et payées, nos routes, nos monuments publics ; il faut ajouter quelque chose pour l'instruction donnée qui elle-même est la résultante de nombreux travaux, de nombreuses recherches d'hommes depuis longtemps disparus, car ce qui nous paraît simple, certain, qui est enseigné autour de nous, n'a été obtenu qu'au prix d'un labeur acharné des générations à jamais éteintes.

Il faut ajouter à ce capital : un enfant de 12 ans, bien des choses pour en fixer la valeur ; car cet enfant de 12 ans, notre contemporain, comparé à l'enfant du même âge, vivant aux premiers âges du monde, lui est tellement supérieur que l'on pourrait douter que tous deux appartiennent à une même humanité.

Et si nous nous plaçons à un point de vue plus terre à terre, si nous estimons la valeur d'un enfant de 12 ans, élevé d'après les principes actuels, nous voyons que dès cet âge, après un apprentissage de peu de durée, souvent sans apprentissage, l'enfant produira lui-même une richesse annuelle de plusieurs centaines de francs, richesse qui augmentera d'année en année, jusqu'à un chiffre que l'on peut évaluer à 15 ou 1800 francs, au moment où le jeune homme deviendra un soldat, où la jeune fille se mariera.

Cette richesse créée, qu'elle soit consommée par l'enfant, qu'elle le soit par sa famille, n'en sera pas moins une richesse ajoutée à la quantité énorme des richesses humaines.

Puis le jeune homme deviendra soldat par une loi inéluctable de nos civilisations modernes ; à ce moment on peut croire qu'il ne produira plus pendant la durée de son service militaire, et qu'il se bornera à consommer les richesses produites par d'autres.

Ceci demande une explication et une réponse.

Non le jeune homme, pendant la durée de son service militaire ne produira plus et consommera seulement, si l'on oublie l'état actuel des nations. Le soldat ne produirait plus, pendant le temps où il sera soldat, si les luttes actuelles ou imminentes, les éventualités de guerre n'existaient pas, et si nous étions arrivés à l'état dont jouiront seules les générations très éloignées qui nous suivront.

Mais cet état parfait de l'humanité n'est pas encore atteint, et rien ne nous fait prévoir que la guerre disparaîtra de la terre. Notre dignité nationale, notre fortune nationale sont l'objet d'insultes journalières ou d'âpres convoitises.

Le fait d'avoir sous les armes une armée nombreuse suffit même à enlever à d'autres nations des territoires ou des avantages économiques, sans même avoir fait la guerre et s'être exposé à ses hasards.

Le jeune homme devenu soldat en préparant la défense du sol natal et des richesses créées par ses concitoyens, crée donc lui-même une richesse, une utilité, un produit immatériel qui est la garde, la protection, la conservation des richesses acquises.

Pour être immatériel le produit créé n'en est pas moins certain.

Le soldat remplit le même rôle qu'un gardien qui protège une habitation, une famille contre les attaques et les déprédations : il arrête la guerre sans même la faire, comme d'autres arrêtent d'autres fléaux destructeurs, l'incendie, les inondations.

Le soldat protège donc contre un danger latent, la guerre, comme on se protège contre l'invasion, comme il y a des digues contre l'envahissement de la mer, contre les débordements, comme il existe des organisations contre l'incendie.

Défendre avec son armée les richesses créées, est une nécessité qui subsiste toujours « Que nous serait-il resté des acquisitions de l'antiquité, si Marius avec ses légions n'avait point détruit ou repoussé les multitudes barbares des Teutons et des Cimbres ? (M. G. de Molinari).

Le même économiste résume ainsi les causes qui nécessitent l'existence d'une armée aguerrie et la valeur économique de cette armée ; son appréciation est de toutes les époques et s'applique à tous les peuples. Elle paraît faite pour notre époque contemporaine.

... « Pour une multitude de peuples dont la raison était peu développée, cette expérience (des maux résultant d'une guerre même victorieuse) demeurerait comme non avenue. Ceux-ci ne voyaient que le bénéfice prochain qu'ils pouvaient retirer de la guerre, bénéfice d'autant plus attrayant que l'imperfection de leurs moyens de production les condamnait à des privations plus dures et que la violence de leurs appétits matériels les rendait plus sensibles à ces privations. Il eut été impossible de persuader à ces barbares, de respecter les richesses que leurs voisins plus industrieux avaient accumulées.

« ... C'étaient des forces brutes toujours prêtes à envahir le domaine de la civilisation, et auxquelles les peuples civilisés étaient tenus sous peine de périr, d'opposer d'autres forces... »

*
* *

Le soldat produit donc ; il ne produirait pas dans le cas seulement où aucune crainte de guerre n'existerait et que par une vaine gloriole une nation entretiendrait une armée pour son plaisir, par habitude perpétuée, sans motif, ou dans le cas où un maître imposé à la nation ne se maintiendrait contre la nation que par ses soldats.

*
* *

Devenu homme après avoir été soldat, après avoir ainsi par une vie d'exercices physiques, perfectionné pendant deux ou trois années son corps, assoupli ses muscles, augmenté ainsi son capital, l'homme pourra pendant toute son existence concourir à la production de la richesse humaine.

En supposant qu'il n'y concoure que pour un minimum, il pro-

duira au moins 2 à 3000 francs chaque année. Mais c'est là un minimum, et ce sera l'ouvrier le moins habile, le moins bien doué qui n'atteindra que cette évaluation.

L'imagination nous permet d'entrevoir ce que pendant toute sa vie, l'enfant devenu homme produira pour lui, pour les siens, pour le bien commun.

Et si nous envisageons non plus un enfant d'ouvrier, non plus un enfant né dans une famille modeste, qui aurait reçu le minimum de capital pour sa formation et qui par suite produira le minimum de capital pendant sa vie, mais si nous envisageons un enfant né dans une famille aisée, cet enfant représentera un capital considérable, énorme quand on y réfléchit et que l'on rapproche les chiffres.

La nourriture de cet enfant, les soins dont il est entouré, représentent une dépense qui ne peut être inférieure à 12 ou 1.500 francs par année, pour la période du premier âge, c'est-à-dire jusqu'à 7 ou 8 ans ; à ce moment les dépenses s'accroissent considérablement par le fait de l'instruction donnée à l'enfant.

Ces dépenses d'instruction réunies à celle de nourriture, de vêtements représentent au moins 2.500 francs chaque année. Ce chiffre est encore augmenté, quand l'enfant reçoit, non plus une instruction secondaire, mais une instruction supérieure.

Si donc l'on additionne toutes les dépenses, on peut dire qu'arrivé à l'âge de 25 ans, n'ayant fourni encore aucune production de richesse, mais devant par la suite en fournir en proportion du capital dépensé, cet enfant issu d'une famille aisée représente au moins 40.000 francs.

Il faut remarquer dès à présent que dans ce chiffre énorme, par une conséquence malheureuse de nos lois fiscales, le quart environ de ces dépenses est une dépense d'impôts et principalement d'impôts de consommation.

Voici donc l'adulte valant un capital certain. Ce capital devra produire et produira non pas un maigre revenu annuel comme celui que l'on a envisagé plus haut, mais un revenu considérable, représentant beaucoup plus que l'intérêt habituel de ce capital.

L'homme de 30 ans entreprendra une industrie, un commerce, ou bien il s'adonnera à une profession dite libérale ; il instruira, il soignera, il conseillera ses concitoyens. Il concourra ainsi à l'augmentation de la fortune générale, et chaque jour, il placera sur l'énorme édifice de nos connaissances et de nos richesses une nouvelle pierre, pierre qui servira elle-même d'assise ou d'échelon vers une prospérité plus grande encore.

Je sais bien que le père de famille qui a élevé des enfants et qui a créé ces capitaux vivants, n'en recueillera lui-même rien ou presque rien, si l'on compte pour rien la joie intense, la satisfaction élevée d'avoir ainsi concouru à la prospérité de la nation à laquelle le père appartient, et d'avoir rendu ce qu'il a reçu des milliers de générations qui ont vécu, peiné, et sont mortes avant lui.

Peut-être, s'il est d'une condition modeste, ce père recueillera-t-il quelque chose de sa création de vies et de capitaux. L'enfant en effet pourra rester dans la maison paternelle jusqu'à 18 ou 20 ans. Il y apportera son salaire quotidien, et s'il existe plusieurs enfants, la réunion de leurs salaires créera une sorte d'aisance au foyer familial. Plus tard, quand les parents ne pourront plus travailler, ces parents pourront recevoir de chacun de leurs enfants une rente alimentaire, dont le chiffre sera minime par le fait du grand nombre des enfants ; ou bien si ce père se livre aux travaux de culture, les enfants pourront l'aider dans son exploitation agricole, au point que souvent une exploitation de ce genre n'est possible que pour un père ayant de nombreux enfants, en évitant de recourir à une main d'œuvre de plus en plus rare, de plus en plus difficile et onéreuse.

Mais le père d'enfants nombreux appartenant à une famille aisée, fera, s'il établit le bilan de l'opération, une affaire médiocre pour lui, mais très bonne pour la nation à laquelle il appartient.

Ses concitoyens s'en doutent-ils, et en ont-ils la moindre idée ?

*
* *

M. le professeur Gide a mis en lumière d'une façon frappante cette idée : que l'homme ainsi formé à grands frais dans nos sociétés est un capital, une richesse. Et il a établi la comparaison entre les Français qui s'abstiennent de créer cette richesse et les Allemands qui raisonnent autrement et la créent.

En sorte que les autres pays européens et en particulier la nation qui vient d'être citée, consacrent à élever des enfants, leurs disponibilités, leurs économies égales souvent aux nôtres. Nous, nous n'avons pas cette dépense à faire, et nous conservons ainsi libres et disponibles les capitaux épargnés.

« ... Voilà pourquoi, tandis que chaque année l'Allemagne accroît sa population d'un million de nouveaux citoyens, chaque année aussi la France accroît son capital de deux milliards environ : le compte y est : un million d'enfants économisés, à 2.000 francs font bien deux milliards... »

Y a-t-il vraiment lieu d'être si fiers de l'économie annuelle que la

nation française fait chaque année de deux milliards en n'élevant pas un million de nouveaux Français ? Est-ce vraiment une excellente spéculation de créer ainsi un capital que l'on ne pourra faire fructifier, que l'on sera obligé de prêter à d'autres pour en tirer des ressources, que l'on ne pourra plus défendre que difficilement ; ou au contraire d'élever chaque année un nouveau million d'hommes qui par la suite travailleront eux-mêmes, créeront des industries, creuseront des mines, construiront des vaisseaux, toutes choses elles-mêmes productives d'autres biens ; essaïmeront, peupleront des colonies, créeront des débouchés, et par leur nombre, par l'énorme pression résultant de ce nombre sur les nations à faible natalité, conquerront sans guerre, de nouveaux territoires ?

*
* *

Ainsi nous voyons que l'homme en lui-même est une richesse : il est un capital considérable, une force naturelle, il est un travail agissant. Il réunit les trois conditions de production des richesses.

Il sert aussi à consommer les richesses qui ne sont créées que dans ce but, car toutes ces richesses créées ne se concevraient pas, si elles n'avaient un but : être utilisées et consommées, quelquefois d'une façon improductive, le plus souvent d'une façon reproductive d'autres biens.

C'est une théorie qui frise l'absurdité que de penser que moins il y aura d'hommes pour une quantité donnée de richesses, plus ces hommes seront heureux parce qu'ils auront à leur disposition une plus grande quantité de biens. C'est pourtant ce qui a été dit et affirmé. Une réponse vient naturellement aux lèvres de tous :

Supposez que pour les biens actuels on diminue de plus en plus le nombre de ceux qui en jouissent ; s'il n'en reste qu'un, pour être logique avec la théorie il faudra supposer que ce survivant unique de l'humanité profitera d'une somme de jouissances et de bonheur infinis.

Mais sans aller jusqu'au bout du raisonnement supposez que le nombre des habitants de la France diminue encore, et soit réduit à quelques millions d'habitants, alors, ces survivants profiteraient d'une somme de richesses considérables et leur bonheur serait parfait ?

Mais non, il n'en pourrait être ainsi, et les arguments viennent en foule à l'esprit pour répondre.

D'abord, l'augmentation de la richesse publique suit généralement une progression géométrique quand la population suit une progression arithmétique.

La loi de Malthus est ainsi entièrement renversée.

L'augmentation de la population américaine a prouvé cette progression.

Ainsi en 1840, la population n'est que de 23 millions d'habitants : la richesse nationale est de 160 milliards, donnant ainsi une richesse individuelle de 1.600 francs.

En 1860, la population a augmenté, elle est de 31 millions. Le quotient par habitant s'est élevé à 2.660 francs.

En 1870, il y a 38 millions d'habitants, avec une richesse individuelle de 4.040 francs.

En 1880 existent 50 millions d'Américains du Nord. Ils possèdent ensemble 225 milliards et chacun possède 4.500 francs.

En 1890, la population est de 62 millions. La richesse publique est de 332 milliards, chaque habitants en possède 5.360 francs.

En 1900, il existe aux Etats-Unis 76 millions d'habitants, avec 482 milliards. Ces 482 milliards donnent par tête d'habitant 6.350 francs.

En 1905, il existe 80 millions avec 560 milliards répartis pour 7.000 francs entre chaque citoyen.

On voit ainsi que la fortune publique fait ce qu'on appelle la boule de neige ; elle s'accroît par son propre accroissement ; et elle s'accroît beaucoup plus vite que la population, rendant ainsi cette population de plus en plus riche, plus prospère, plus heureuse, marchant ainsi vers un état dont il est difficile d'évaluer la prospérité immense.

Pareillement l'Allemagne dont la population augmente si rapidement, arrive à 370 milliards, atteignant presque les 400 milliards de l'Angleterre.

Contrairement à cette prospérité toujours croissante, la prospérité de la France et l'augmentation de sa fortune sont médiocres, lentes : on estime même que pendant quelques années la fortune française a subi une diminution.

Ceci a été démontré par l'examen de ce qu'on appelle l'annuité successorale.

Pour la période de 1872-1876, cette annuité était 4.110 francs.

De 1877 à 1881, elle s'élève à 4.870 francs.

De 1881 à 1886	—	5.225	—
----------------	---	-------	---

De 1886 à 1891	—	5.488	—
----------------	---	-------	---

De 1891 à 1896	—	5.390	—
----------------	---	-------	---

De 1896 à 1901	—	5.833	—
----------------	---	-------	---

De 1901 à 1906	—	5.664	—
----------------	---	-------	---

En 1907 elle est de 5.901 francs. Et en 1908 de 5.879 francs.

L'homme est un débouché pour l'homme.

L'homme est l'excitant qui pousse à produire. On a cité bien des exemples de cette vérité : c'est qu'en effet l'homme ne produit pas des richesses pour le vain plaisir de les produire ; il les produit pour qu'elles soient consommées par d'autres hommes.

Pendant cette production d'utilités, le producteur est constamment hanté de l'idée d'augmenter sa production, de faire mieux que ses devanciers ou ses concurrents, de diminuer le prix de revient de ses produits, de se constituer un capital de plus en plus considérable, pour lui, pour les siens, pour ses descendants.

Mais si le producteur ainsi incité, ne rencontre pas, ou ne rencontre que peu d'acheteurs, il se lassera, aucun aiguillon ne le poussera et l'industrie nationale restera stationnaire.

Déjà les conséquences d'une population raréfiée, de ce défaut d'acheteurs par suite de notre population stationnaire, se sont fait sentir, nombreuses, angoissantes ; de nombreux faits ont été cités. Le plus typique est celui qui a résulté de la crise qui remonte à peu de temps, et que l'on a appelé la mévente des vins. Les producteurs de vins du Midi, de l'Algérie, avaient continué à augmenter leur production par le choix sagace de plants nouveaux et par une culture de plus en plus perfectionnée. Ils avaient tablé sur une augmentation normale de la population. Leur déception fut grande. Ils le manifestèrent avec bruit et les incidents les plus variés surgirent.

Pendant longtemps, ils s'attaquèrent à ce qu'ils appelaient la fraude des vins, aux producteurs d'alcool du Nord, aux producteurs de sucre. Ils obtinrent qu'il serait interdit au vigneron de faire du vin de seconde cuvée, c'est-à-dire du vin avec les marcs additionnés d'eau, de sucre, et subissant une seconde fermentation.

Et cependant en économie politique pure, un pareil produit ne peut-être interdit. Il est l'exploitation normale, rationnelle, naturelle d'une richesse. Ces vins d'une seconde cuvée sont à la portée des pauvres par leur bas prix et en fabriquer paraît un droit semblable à celui revendiqué si ardemment par d'autres de distiller leurs fruits et leurs marcs.

Tant il est vrai que les conséquences les plus variées, les plus inattendues résultent et résulteront de plus en plus de la raréfaction de notre population.

L'Allemagne, a dit M. le professeur Gide, a tous les ans près d'un million d'habitants nouveaux, par l'excédent des naissances sur les décès, ce million lui-même à des descendants ; la population allemande comprend 25 millions de plus que la population française. Dans quelques années elle aura 40 millions de plus.

Peut-on s'imaginer quelle consommation feraient 40 millions d'habitants, même ces 25 millions, si nous les avions.

Il n'y aurait plus de mévente des vins, il n'y aurait plus de crises économiques entraînant des crises politiques.

Plus récemment encore, une autre crise économique avec un cortège de violences s'est produite dans les vignobles de la Champagne. Deux départements, la Marne et l'Aube, sont entrés en guerre.

La Marne voulant que le vin par elle récolté reçoive seul la dénomination de vin de Champagne.

L'Aube entendant comme cela avait eu lieu jusqu'alors, vendre son vin sous ce nom. Ainsi on voit de la part d'un département, la Marne, l'idée arrêtée d'une protection spéciale, pour pouvoir écouler son produit.

Si la France comptait 20 ou 30 millions d'habitants de plus, comme cela devrait être, la Marne vendrait son vin, écoulerait tous ses produits avec une belle rémunération, sans se faire protéger artificiellement par la délimitation.

• •

Une multitude d'industries françaises sont dans le même cas. Nous en citerons quelques unes.

L'industrie des transports en commun. Il est évident qu'une route, un chemin de fer coûtent aussi cher à créer, à entretenir et à exploiter quand ils servent à un grand nombre de voyageurs et de marchandises et quand ils sont utilisés par un petit nombre.

Il arrive ainsi que si les voyageurs et les marchandises sont nombreux, la rémunération retirée par le chemin de fer, après avoir payé les frais d'exploitation, les intérêts et l'amortissement du capital engagé, représente un bénéfice qui lui-même pourra s'accumuler, créer de nouveaux capitaux, générateurs eux-mêmes de nouvelles richesses.

Ainsi les entrepreneurs de transports, rémunérés plus largement par l'augmentation de leurs recettes, pourront eux-mêmes rémunérer plus largement leurs employés et leurs ouvriers.

Ils pourront leur verser des salaires plus élevés ; ainsi seront évitées des crises comme celle que l'on a subie, appelée la crise des cheminots.

Il est évident que la grève de ces derniers n'aurait pas eu lieu, si l'on avait pu leur verser des salaires plus élevés, car il faut supposer du bon sens de tous qu'en se mettant en grève, ils obéissaient à une revendication purement économique.

Sans cette crise, les révocations n'auraient pas eu lieu, la question des réintégrations, les misères subies par les femmes et les enfants des congédiés n'auraient jamais existé.

Les recettes kilométriques dans les différents Etats européens, sont la démonstration de cette théorie.

Elles sont en Angleterre de 80.000 francs. En Belgique de 65.000 francs. En Allemagne de 59.600 francs. Elles ne sont chez nous que de 41.700 francs pour une dépense au moins égale, souvent supérieure, à raison de la raréfaction de la main-d'œuvre, à celle des autres pays.

En examinant nos compagnies de chemin de fer, on voit que pour la compagnie du Nord qui exploite une région peuplée, il n'a pas été fait appel à l'Etat sous forme de garantie d'intérêt; on comprend facilement que des chemins de fer parcourant des pays comme la Lozère, le Tarn-et-Garonne, les Basses-Alpes aient besoin d'être aidés par le Trésor public.

C'est la population qui crée les recettes postales et télégraphiques, qui multiplie les opérations des banques et caisses d'épargne, les bénéfices tirés de l'exploitation des monopoles par l'Etat.

*
* *

D'autres conséquences de la raréfaction de la population pourraient être développées. L'acuité de la question des retraites ouvrières est une conséquence de cette raréfaction. Si les pères parvenus à un âge où ils ne peuvent plus travailler, avaient de nombreux enfants, ils seraient soutenus par ceux-ci, qui n'auraient qu'une faible contribution à fournir.

Nos impôts sont écrasants; ils seraient moins élevés s'ils se répartissaient sur une population plus nombreuse. Ils doivent être consacrés d'abord à la défense nationale, et ainsi, il n'est pas permis de songer à des réformes sociales. Ils seraient facilement supportés si notre population augmentait comme celle de l'Allemagne.

Notre sol diminue de valeur par le fait de la raréfaction de la population. Dans le Nord, le sol a une grande valeur, par le fait de la densité de la population. Et cette diminution de la valeur du sol a une conséquence énorme. Elle diminue la recette d'une multitude de droits fiscaux, basés sur la valeur des biens, lors des transmissions par successions ou entre-vifs.

La bourgeoisie sans enfants disparaît, noyée dans les classes prolétariennes, qui se ruent, sans passé, pressé de jouir, par tous

les moyens en leur pouvoir, même au détriment de la nation, vers une situation meilleure.

*
* *

L'industrie qui consiste à loger ses concitoyens est intéressée plus que tout autre, à ce que la population augmente. Cependant le propriétaire d'immeubles à louer est l'un de ceux qui aime le moins les enfants. Cette mentalité s'explique difficilement. Est-ce parce que jusqu'alors l'afflux venant des campagnes a suffi pour que les immeubles urbains soient recherchés, lors même que la population générale diminue ? Les propriétaires d'habitation ont pensé qu'il en serait toujours ainsi, et leur vue ne s'étend pas au-delà de l'heure présente.

C'est un spectacle bien curieux que d'observer cette mentalité du propriétaire français à l'égard de son locataire qui s'est permis d'avoir de la famille, et cet état d'âme spécial mérite vraiment d'être le sujet de l'étude d'un romancier. Pour le propriétaire français, avoir des enfants est une tare, une erreur, une faiblesse, en quelque sorte comme de porter son affection sur des animaux, des chiens, des chats, également proscrits des immeubles loués. Et les serviteurs de ces propriétaires, gérants, receveurs, concierges, renchérissement encore sur ces sentiments.

Ce sentiment du propriétaire nous apparaît vers les époques où l'usage des villes fait que les locations cessent et se renouvellent. C'est vers le commencement des mois de janvier, d'avril, de juillet et d'octobre pour Paris, ce sera vers la fin du mois de juin et de décembre pour un grand nombre d'autres villes de province.

Le lamentable calvaire de l'ouvrier, du petit employé, à la recherche d'un logement, qu'il ne trouvera pas parce qu'il a des enfants, commencera alors. Et cependant cet homme est le plus honnête des hommes : il travaille assidûment, il a toujours travaillé, il est sobre, sa femme est économe, il a toujours régulièrement payé le prix de son loyer, ses enfants sont bien élevés, ils vont régulièrement à l'école. Toutes ces qualités ne sont rien devant ce défaut : l'homme a des enfants. Ces enfants bougeront dans le logement. Ils feront quelque bruit dans l'escalier, ils crayonneront peut-être les murs, ils joueront dans les cours : tout ceci est un crime qui ne se pardonne pas. Et pourtant n'est-ce pas l'usage normal de la chose qui est louée, que d'abriter aussi des enfants, et le propriétaire peut-il avoir la prétention de retirer un loyer de sa chose, sans qu'on en use ?

Nous devons souhaiter qu'à notre époque, où l'on fonde des hôpitaux d'animaux, où il est créé des cimetières de chiens, il se trou-

vera un philanthrope qui consacrera sa fortune à construire des maisons où seront accueillis les enfants, où il y aura des cours, où ceux-ci pourront s'ébattre ; où la postérité des locataires ne sera pas une clause d'exclusion, mais au contraire un motif de bon accueil. Il faut même poser ce principe que des maisons ainsi organisées seraient une opération pécuniaire avantageuse.

Les immeubles loués à de nombreux locataires, à des ouvriers, à de petits employés sont d'un rapport bien supérieur à ceux qui abritent des locataires opulents. C'est qu'en effet pour la catégorie de locataires pauvres, bien des dépenses ne sont pas exigées du propriétaire. Les locataires ne sont pas exigeants, il n'y a lieu à aucune réparation lorsqu'ils s'installent, pas de mise à neuf du logement. L'homme est presque toute la journée dans son bureau ou dans son atelier. Il revient le soir harassé pour prendre ses repas : la femme est absorbée par les soins de son ménage, par la préoccupation constante de ses enfants.

La vue d'un père cherchant à l'époque du renouvellement des locations, un abri pour les siens, est une chose qui nous fait honte. Le malheureux court de rue en rue, d'impasse en impasse, passe son temps, use ses forces à monter des étages pour s'entendre donner une réponse identique, à lui qui paiera l'impôt du sang, les impôts de consommation, lui dont les fils défendront le patrimoine des pères à fils unique, lui qui crée pour l'avenir des énergies et des forces humaines, lui qui devrait être admiré, consolé, aidé.

Les propriétaires oublient que dans vingt-cinq ans, il n'y aura plus de locataires. Les constructions augmentent ; les industries nombreuses qui concourent à l'édification d'une maison doivent continuer de travailler : elles édifient donc des immeubles. La population d'autre part n'augmente pas ; qui, dans un certain nombre d'années viendra occuper cet immeuble ? Le propriétaire sera obligé de rechercher des locataires, au lieu d'en refuser.

*
* *

La diminution de notre natalité et de notre population a une conséquence générale que l'on peut résumer ainsi : nous travaillons dans toutes les branches de l'industrie française avec un bénéfice moindre d'un tiers que celui de nos voisins de l'Est. Bientôt ce bénéfice ne sera plus que de moitié ; ou bien encore l'on peut dire, que les frais généraux de nos industries, de notre outillage national, de choses qui sont communes à tous sont plus élevés d'un tiers que ceux de nos voisins.

Il faut, pour développer cette idée, mettre en présence deux

nations, ayant une superficie presque égale, comme sont respectivement la France et l'Allemagne, mais ayant, la première une population de 40 millions d'habitants et la seconde une population de 65 millions.

On sait en quoi consistent les frais généraux d'une industrie quelle qu'elle soit, et en quoi consistent les bénéfices bruts et les bénéfices nets. Les frais généraux seront, après l'établissement de l'industrie, la rémunération du capital engagé, ou le loyer de ce capital, l'amortissement du capital, son entretien, la location des immeubles ou s'exploite l'industrie, les salaires des ouvriers, des employés, la part de salaire revenant à l'entrepreneur de l'industrie, pour le payer de son travail, les impôts et autres charges fiscales. Le bénéfice net formera la différence entre les recettes annuelles brutes, et le montant des dépenses de frais généraux.

On peut supposer que toutes les industries établies sur notre sol sont constituées dans des conditions à peu près identiques, et ont à faire face à des frais généraux analogues. Mais tandis que ces industries s'adressent à une population de consommateurs de 40 millions d'hommes, les industries de la nation voisine s'adressent à 65 millions de consommateurs. Or, il est une vérité économique intangible : c'est que les frais généraux n'augmentent pas en proportion de la production et s'ils augmentent, ils augmentent dans une proportion qui n'est pas en rapport avec l'augmentation de cette production.

Nos industriels s'adressant à des consommateurs nombreux comme 2 est à 3, on pourra dire que les frais généraux de toutes nos industries sont plus élevés d'un tiers, ou que nos bénéfices annuels, cette masse de richesses qui s'accumule ou est consommée annuellement, sont réduits d'un tiers. Ainsi, notre effort pour arriver au même résultat est aggravé et augmenté d'un tiers, notre labeur qui pourrait se tourner vers tant de buts nobles ou utiles, doit soutenir plus difficilement la lutte.

*
* *

Cette idée est bien plus frappante, quand on considère ce qu'on a coutume d'appeler notre outillage national.

L'outillage national sera cet ensemble immense de constructions pour l'usage public, nos monuments, nos écoles, nos routes, nos chemins vicinaux, nos rivières canalisées, nos canaux, les postes, les télégraphes et téléphones, nos chemins de fer, demain propriété nationale, nos cables maritimes, nos ports, nos phares, tout enfin

qui sert à notre usage commun, qui est le produit du labeur des générations passées, et dont nous jouissons tous.

Toutes ces richesses sont éminemment productives, soit par l'utilité directe, soit par une utilité indirecte, résultant de l'essor donné à l'industrie.

Il n'est pas douteux que pour tous ces travaux, l'Etat est soumis aux lois inéluctables qui s'imposent aux entrepreneurs particuliers d'une industrie. L'Etat aura comme l'industriel des frais généraux composés de frais d'entretien, de salaires d'employés et d'ouvriers, s'il n'a pas de capital à rémunérer et d'impôts à verser. Qu'il fasse en fin d'une année la balance de ses recettes et ses dépenses, ou qu'il ne la fasse pas, il importe peu : mais il n'en est pas moins certain que l'Etat retire un bénéfice net de cet outillage et a à faire face à des frais généraux.

Comme il est certain que l'usage de plus en plus multiplié de ces objets communs n'augmente pas dans la même proportion que les dépenses et les frais, il est certain que si l'Etat a en face de lui une population de 40 millions d'habitants, il retirera un bénéfice d'un tiers moindre que l'Etat qui comptera 65 millions d'hommes.

Et cependant pour les deux Etats les frais généraux seront presque égaux.

Ceci n'apparaît pas toujours pour toutes les branches de l'outillage national. Quelques exemples cependant pourront aider à la démonstration.

*
* *

Nous comptons pour les monopoles d'Etat, les Postes et Télégraphes, les Téléphones, un certain nombre de bureaux, d'employés, d'installations.

Avec ces éléments, dont la rémunération constitue les frais généraux, le nombre de lettres expédiées annuellement en France s'élève à 4 milliard 560 millions, le nombre des télégrammes à 50 millions 500 mille.

Si vous supposez que notre population passe brusquement de 40 millions à 60 millions, il n'est pas téméraire de dire que les recettes augmenteront dans les mêmes proportions. Et pourtant il ne sera pas nécessaire d'augmenter le nombre des bureaux et le nombre des employés d'un tiers. Chaque jour, l'employé manipulera automatiquement quelques lettres de plus, il sera envoyé des télégrammes plus nombreux, un fil télégraphique installé, un cable transmettra aussi bien soixante dépêches que quarante, il ne faudra jamais qu'un fil.

La réduction des taxes postales a été la démonstration de cette

vérité. Lorsqu'une réduction de ces taxes est opérée la recette nette subsiste la même. Or il est évident que c'est par l'accroissement des correspondances. Ainsi donc, les organismes n'ont pas été augmentés, et les recettes ont subsisté, mettant dans le public, et versant à tous une augmentation de richesse égale à la réduction.

Bien mieux, les recettes augmentent, et jamais les prévisions n'ont été déçues ; en sorte que si l'on a supposé ci-dessus un simple maintien des recettes, c'est pour prendre l'exemple le moins favorable à la démonstration, et donner plus de force à la théorie.

L'extension de l'utilisation d'un service public, d'un outillage commun, l'augmentation des recettes produites par cet outillage ne nécessitent pas l'augmentation des frais de premier établissement et les frais généraux.

Et l'augmentation de l'utilisation de cet outillage sera l'augmentation de la population, avec son cortège d'extension forcée de l'industrie, du commerce.

*
* *

Pareil raisonnement s'appliquera à d'autres biens dont nous jouissons en commun, ce sera par exemple les canaux, les rivières navigables, les ports, les routes. Il est presque inutile de dire que les frais d'entretien comme le capital d'établissement ne seront pas augmentés, parce que beaucoup de bateaux sillonneront nos canaux et nos rivières, aborderont dans nos ports, parce que beaucoup de piétons, de voitures, d'automobiles parcourront nos routes.

Lors de l'invention de la locomotion automobile, nos routes françaises étaient absolument identiques à ce qu'elles sont aujourd'hui. Puis est survenue cette découverte, et ces routes sont ainsi incessamment parcourues d'une extrémité de la France à l'autre par les voitures sans chevaux. La circulation a été ainsi développée, augmentée dans des proportions immenses, créant ainsi une nouvelle richesse, une nouvelle facilité de créer des utilités ou des agréments, qui, eux aussi, sont une richesse économique étant l'occasion d'une nouvelle perception d'impôt.

Et cependant, il faut le redire, il n'a rien été fait sur ces routes ou très peu de chose. Voici donc un outillage devenu productif dans une mesure plus considérable, sans augmentation de dépenses. Tant il est vrai que le bénéfice net des choses augmente seul, quand une chose ou une industrie est utilisée davantage.

Et si nous supposons que la population de notre pays est plus

dense, il sera fait encore plus d'usage de cet outillage public, sans augmentation de frais ; il sera ainsi créé des utilités de plus en plus nombreuses.

*
* *

Un phare installé dans un endroit dangereux, brille et avertit au loin les navires, des écueils à craindre. Il avertit aussi bien cent navires qu'un navire : c'est presque une naïveté de le dire. Pour un seul navire, ce phare sera une dépense énorme, pour cent navires, il sera une dépense insignifiante.

*
* *

La main-d'œuvre manque à l'industrie : une quantité d'étrangers vivent en France comme ingénieurs dans nos usines ; à Paris, une grande partie des domestiques d'hôtel et de cafés sont allemands.

Mais c'est dans l'industrie agricole que la rareté de la main-d'œuvre est visible. Par l'infinité variété des travaux des champs, il est impossible d'utiliser les machines comme dans les autres industries, et l'on doit avoir recours au travail musculaire. Une machine fait un travail simple qu'elle répète un grand nombre de fois. Elle ne peut donc rendre que de faibles services dans une exploitation agricole. Il faudra donc des ouvriers.

Déjà dans bien des régions il ne peut-être satisfait aux travaux des champs avec les ouvriers de la localité. Chaque année à l'époque des semences, surtout dans les régions qui cultivent la betterave à sucre, il est fait appel à des ouvriers belges, ou plus rarement aux ouvriers du nord, dénommés camberlots, du nom de leur pays d'origine le Cambresis. Ce sont donc surtout des ouvriers belges qui viennent chez nous. A l'époque de la moisson, ils reviennent en bandes, quand il ne sont pas restés dans la localité dans l'intervalle des semailles et de la récolte. Il existe à Paris des agences spéciales, où s'adressent les cultivateurs. Sur une simple demande, il est envoyé à ces cultivateurs une équipe d'ouvriers belges. Ces ouvriers retourneront dans leur pays, la moisson faite avec le produit de leur travail, produit qui devrait rester en France. Ils dépenseront ces gains en dehors de la France. Déjà même, les ouvriers belges sont insuffisants : on doit faire venir dans les fermes des ouvriers polonais.

*
* *

On s'est ingénié à trouver des conséquences à la raréfaction de notre population. Ces conséquences sont multiples, variées. Beaucoup d'entre elles n'apparaissent pas et ne sont pas connues. Nous travaillons, nous peinons, notre labeur est plus grand que celui des autres peuples : nous ne voyons pas qu'elle en est la cause. Ainsi, nos admirables qualités qui devraient nous procurer une prospérité inouïe dans le monde sont en partie perdues et annihilées.

Quelques exemples montreront quelle répercussion peut avoir notre faible natalité sur notre richesse nationale, quelles pertes nous faisons. C'est au docteur Bertillon que l'on doit d'avoir mis en lumière que la dépopulation de la France rend la plupart de nos traités de réciprocité très onéreux pour la France.

Ainsi avec des pays voisins, on a conclu des traités relatifs aux accidents de travail dont sont victimes les ouvriers. Par ces traités, par exemple, les Italiens travaillant en France ont droit aux mêmes indemnités que celles accordées aux ouvriers français. Mais il y a en France plus de 326.000 Italiens, et il n'y a en Italie que 7.000 Français, soit 47 fois plus. La charge que nous supportons sera donc 47 fois plus élevée que celle que supporteront nos voisins.

« ... La convention a donc pour effet de faire sortir de France un certain nombre de pièces de 20 francs, pour remplacer chacune d'elles par la 47^e partie de sa valeur, c'est-à-dire par 43 centimes... »

Pareil exemple est tiré d'un autre paysvoisin. Un traité a été conclu avec le Grand Duché de Luxembourg. Il existe en France plus de 21.000 Luxembourgeois, alors que 1900 Français, à peine, sont installés dans la Principauté. En suivant le raisonnement déjà établi pour les Italiens, les 20 francs que nous versons, nous sont restitués sous forme de pièces de deux francs.

Les Belges en France sont au nombre de 321.000. Il n'y a que 56.000 Français en Belgique. Les 20 francs dépensés par la France lui sont rendus à concurrence de 3 francs.

« ... L'article 41 de la loi sur les retraites ouvrières prévoit des traités analogues, en ce qui concerne les retraites. Comme il s'agit de sommes énormes, ces traités seront très onéreux pour la France... »

*
* *

C'est par le peu de densité de notre population que l'argent que nous économisons rapporte, en temps ordinaire peu de chose et rapportera de moins en moins. La moyenne du taux de l'argent en France est de 3 % à peine. La moyenne en Allemagne est d'au

moins 4 %. C'est la conséquence de la loi économique de l'offre et de la demande ; nous offrons plus notre argent qu'il ne nous est demandé, tandis qu'en Allemagne il est demandé plus qu'il n'est offert.

Si chez nos voisins il est demandé plus qu'il n'est offert, ce n'est pas parce que la richesse fait défaut. Il est avéré que la richesse allemande égale si elle ne dépasse pas l'ensemble de la richesse française. C'est parce que la liquidité des ressources est moins grande en Allemagne, c'est parce que l'argent trouve plus d'emplois, c'est parce que la population est plus dense.

Quand vous parcourez l'Allemagne, vous avez tout de suite cette impression d'une activité industrielle poussée très loin. Dans les moindres localités, il existera plusieurs usines dont les hautes cheminées se profilent sous le ciel. C'est qu'en effet, il faut à une population de plus en plus dense des moyens d'existence, des emplois à l'activité de tous. Arrivé à l'âge d'homme, le jeune homme sur le point d'entreprendre une famille, entreprendra aussi la fondation d'une industrie pour faire vivre cette famille. Il ne lui viendra pas à l'esprit d'être rentier, fonctionnaire, et de limiter sa descendance et son effort. Et quant au surplus des produits de cette industrie, non consommé sur le sol national, il en inondera le monde, il concurrencera les produits des civilisations plus anciennes, il se fera patient, laborieux, à l'étranger ; il n'omettra aucune occasion si minime qu'elle soit de réaliser une affaire, même à petit bénéfice.

Ainsi, notre grande épargne se fait tort à elle-même et se retourne contre elle-même. Son accumulation lui retire une partie de sa valeur et l'épargne des vies humaines arrête son emploi.

*
* *

La France possède un immense empire colonial, le plus beau après celui de l'Angleterre.

Cet empire colonial convient à tous, à toutes les aptitudes des enfants de la mère patrie, mais nous ne pouvons pas le peupler, nous n'y envoyons, dit-on, que des fonctionnaires.

A nos portes, l'Algérie, qui est française depuis 80 ans, ne compte encore sur son sol admirable que 492.660 Français. En revanche, elle compte 136.000 Espagnols, 37.000 Italiens, 70.000 Israélites. La Tunisie compte 49.970 Français, 109.143 Italiens, 50.383 Israélites.

Ces immigrants étrangers, quelque soit leur esprit, gardent toujours un souvenir de leur patrie d'origine. Ils conservent leur langue. Ils sont amenés tout naturellement à commercer avec leur ancienne

patrie, à en tirer tout ce dont ils ont besoin. Ils créent peu à peu sur notre sol, une nation qui n'est pas la nation française. Ils oublient facilement que la France a tout créé dans le nord de l'Afrique, d'où la civilisation avait disparu, et qu'ils profitent de toutes ces créations dues à la France. Le mot de séparation, l'idée séparatiste a été prononcée. Ils seront peut-être à l'avant-garde de l'envahisseur, à l'époque d'une guerre toujours à craindre. Ainsi, dans l'Afrique du Sud, un état indépendant, la République Sud-Africaine s'est trouvée envahie peu à peu par des colons anglais ; ces colons eurent la prétention d'obtenir la nationalité Sud-Africaine, en conservant leur nationalité d'origine. Il en résulta un état de troubles : le pays d'origine de ces étrangers intervint en leur faveur. La République et la nationalité Sud-Africaine ont disparu.

Avec sa population débordante au contraire, l'Allemagne colonise les autres pays. Transplanté au loin, l'Allemand peut, surtout au début, conserver ses mœurs, sa langue, former des communautés importantes qui ont leurs journaux ; un courant commercial avec la mère patrie sera ainsi établi : des quartiers entiers de Chicago sont peuplés d'Allemands. Des régions entières au Brésil forment des colonies allemandes.

L'émigration allemande a été très considérable. Elle a diminué et presque cessé, les gouvernants allemands ayant trouvé plus politique de conserver sur le sol de l'Allemagne ces forces si utiles, et comprenant que la richesse vient de la population

*
* *

Il faut citer tout entier le morceau où M. Jacques Bertillon a fait apparaître les dangers qui résultent de ce que les Allemands colonisent notre sol.

« Il y aura un jour en France (*Eine Fremdenfrage*) une question des étrangers, disait un professeur allemand, non sans raison. Jusqu'à présent cette quantité d'étrangers qui résident sur notre sol a été surtout une source de difficultés. Il suffit de rappeler les émeutes d'Aigues-Mortes ; les grèves de Marseille, où le syndicat dit international, en réalité italien, constituait une puissance. Les étrangers fixés en France pourront devenir, non plus un embarras mais un danger, car avec le temps, ils acquièrent des droits civils dont ils voudront peut-être abuser un jour. Cette crainte peut encore paraître chimérique à l'heure actuelle, mais il faut se méfier des changements très lents, parce qu'ils passent facilement inaperçus. Ils n'en sont pas moins réels. Subitement apparaît la lézarde dans le mur. Ce qui aggrave le danger que nous craignons

pour l'avenir, c'est que les étrangers de même nationalité sont massés dans certains coins du territoire. Les Italiens autour de la Méditerranée, les Espagnols le long de leurs frontières, les Belges dans le Nord, les Allemands dans l'Est; qu'ils soient plus nombreux encore et plus riches, et il deviendra possible que leur nation d'origine prétende faire valoir les droits illusoires ou réels qu'ils auront acquis dans le pays... C'est l'histoire de la Lice et de sa compagne... »

*
* *

On a vu combien l'affaiblissement de la natalité française et la dépopulation qui en est la conséquence, diminuaient la production de la nation et obligeaient celle-ci à travailler dans des conditions plus défavorables. Mais supposons un instant, que malgré une population, comme 2 est à 3, cette population parvienne par son génie propre, par l'application du machinisme, par ses découvertes à produire des richesses comme 3.

Il ne suffira pas de les produire, il faudra les conserver pour pouvoir en jouir. C'est qu'en effet quand l'homme a créé une utilité, une richesse, son labeur est loin d'être terminé. Il n'est qu'à moitié chemin. Il lui faudra encore défendre ces richesses contre les multiples causes de destruction qui la guettent, causes qui résultent de la nature, causes résultant des autres hommes, causes résultant des imperfections et des passions humaines.

Supposez un homme qui aurait accumulé dans sa maison des provisions de toute nature, des vêtements, des meubles, en un mot tout ce qui est utile aux hommes. Il ne place autour de cette accumulation aucun gardien, aucun défenseur : il se contentera de penser qu'il a le droit pour lui, qu'il est propriétaire. Il est facile d'envisager ce qui pourra survenir, et combien le droit seul, sans la force, sera une frêle défense contre les entreprises.

Ce devoir de conservation et de protection contre les convoitises des autres, ce sera, quand il s'agira du patrimoine d'un peuple, son armée qui le remplira. Il faudra donc une armée aguerrie, prête à repousser toutes les agressions et c'est en ce sens que l'armée remplira un rôle véritablement économique, un service immatériel, mais un service réel, comme il faut des médecins pour nous préserver des maladies, des digues pour nous défendre contre le débordement des fleuves.

*
* *

Vous entendez quelquefois, fort heureusement assez rarement, proclamer, qu'il importe peu que nous soyons sujets de l'un ou de

l'autre, que nous appartenions à une nationalité plutôt qu'à une autre : que de toute façon nos biens particuliers nous seront conservés, respectés ; un ouvrier vous dira qu'il importe peu qu'il soit Français ou Allemand. Il n'a, dit-il, rien, aussi bien en France qu'en Allemagne.

Un raisonnement semblable indique un degré d'abaissement des caractères que l'on ne peut constater qu'avec un serrement de cœur, en remarquant qu'il cadre bien avec le désir de plus en plus affirmé du moindre effort.

Mais ce raisonnement est faux, entièrement faux. L'histoire tout entière de l'humanité à travers les siècles, depuis les époques les plus reculées, prouve que le vainqueur n'a jamais laissé au vaincu l'intégralité de ses droits et de ses biens ; des atteintes ont été portées à la religion du vaincu et à sa propriété. Le vainqueur n'a jamais fait une distinction, d'ailleurs difficile à faire, entre les droits résultant de l'organisation politique du vaincu, organisation qu'il a détruite, et les biens et les droits de propriété des particuliers. Je ne parle pas seulement de la période active de la lutte, à ce moment où la raison n'a que de rares éclaircies, mais de la période d'apaisement qui suit la victoire, alors qu'on pourrait supposer que tous, vainqueurs et vaincus, réunis sous une même loi et un même gouvernement ne forment plus qu'un peuple.

*
* *

Il faut dans cette démonstration, laisser de côté les exemples tirés de l'histoire ancienne, où le vainqueur prenait tout au vaincu, sa liberté, ses biens, sa vie. C'était peut-être une nécessité pour le vainqueur, l'humanité commençait seulement, et la conscience humaine n'avait pas encore parlé assez haut. En outre, les anciens ne concevaient pas le travail libre, fécond par sa liberté elle-même. Ils ne comprenaient que le travail forcé par l'esclave.

Je passerai également les exemples tirés de l'histoire du moyen-âge, exemples nombreux et qui reviennent en foule à l'esprit. Notre chroniqueur du moyen-âge, Froissard, nous raconte plusieurs exemples de ce genre, avec la plus grande sérénité.

Que peuvent faire des vaincus contre ceux qui ont momentanément la force à leur service ? Quelle réclamation faire, et à qui en faire ? se révolter ? mais au lieu de s'insurger, ils auraient mieux fait de se défendre quand ils ont été attaqués. Il était préférable pour eux de se préparer auparavant à la guerre.

Les vainqueurs eux-mêmes se mettront un bandeau sur les yeux

pour légitimer leurs actes. Il se trouvera toujours quelque professeur d'une université peu connue, qui, au moyen d'arguments nombreux, légitimera la spoliation du vaincu.

*
* *

Déjà ces théories se sont fait jour, on doit être frappé par ces signes, qui, bien que rares, sont des éclats de lumière qui montrent la mentalité d'un peuple orgueilleux de sa force, de son nombre, et qui, quand il parle et négocie, fait à chaque instant sentir qu'il a conscience de cette force, de sa population débordante, de son état de prospérité récent, auquel il n'est pas encore habitué.

Un jour, c'est un journal de ce pays qui suppose le peuple français vaincu. Il s'agit alors de profiter de la victoire, et l'expropriation des particuliers commence, méthodique, champ par champ, maison par maison. Dans chaque champ, dans chaque maison sera installée une famille du peuple vainqueur. Une autre fois, c'est un autre écrivain qui somme les Français d'avoir tant d'habitants par kilomètre carré, et qui ajoute que, s'il n'en est pas ainsi, la terre étant créée pour être habitée, la France le sera, doit l'être, par d'autres races. Et l'on arrive à se demander, si véritablement ce n'est pas cet écrivain qui a raison, et s'il est admissible qu'un bien, une propriété subsiste, quand elle n'est pas destinée à sa fin naturelle : nourrir et porter des hommes.

Un écrivain allemand « Rommel », populaire dans son pays, le dit en ces termes : « Le territoire compris entre les Vosges et les Pyrénées n'est pas précisément fait pour que 38 millions de Français y végètent sans s'accroître, alors que 100 millions d'Allemands y pourraient si facilement vivre et prospérer. Quand une nation grossissante en coudoie une autre plus clairsemée, qui par suite, forme un centre de dépression, il s'établit forcément un courant d'air vulgairement appelé invasion, phénomène pendant lequel la loi et la morale sont mises provisoirement de côté... »

*
* *

L'assertion est formelle, brutale.

D'autres Allemands préconisent, en cas de victoire sur la France « d'exiger outre une ou plusieurs provinces, une indemnité de guerre énorme, 20 ou 25 milliards, et la signature d'un traité de commerce plaçant l'industrie française dans un état de dépendance et d'infériorité manifestes. » Là encore, on aperçoit l'atteinte aux

biens des particuliers, à leur industrie, à leur fortune, plus encore peut-être que l'atteinte à la souveraineté de l'Etat vaincu.

Et si les biens des particuliers, quand ils appartiennent à une nation vaincue, ne sont pas respectés, il en est de même de leur conscience, de leur foi religieuse.

*
* *

Il faut limiter les exemples où le vaincu a été spolié de ses biens particuliers par le vainqueur. Ces exemples sont tirés de la conquête de l'Angleterre par les Normands, de l'annexion par la Prusse d'une partie de la Pologne, aux guerres Napoléoniennes, à la conquête de l'Algérie.

*
* *

Au ^x^e siècle, la conquête de l'Angleterre par les Normands est un exemple typique de la spoliation méthodique des vaincus. Sous un prétexte quelconque, Guillaume, duc de Normandie, avait envahi l'Angleterre, et les Anglo-Saxons avaient été vaincus à la bataille de Hastings. D'autres victoires avaient peu à peu livré l'Angleterre aux envahisseurs.

Dès le début de la conquête, les Normands firent un inventaire le plus exact possible de tous les biens, meubles et immeubles, pouvant exister en Angleterre. En premier lieu figuraient les biens des Anglais morts en combattant contre l'envahisseur, de ceux qui avaient fui, et de ceux qui s'étaient bornés à combattre l'ennemi. Les enfants étaient déclarés déshérités et les biens considérés comme sans maître. Les Anglo-Saxons qui n'avaient pas combattu furent également et entièrement dépouillés... « parce qu'ils avaient eu l'intention de combattre ».

Tout ce qui fut ainsi réuni, fut partagé entre les vainqueurs. Le duc de Normandie, nouveau roi des Anglais par la grâce de la force et de l'épée... « *Regnum Anglorum ore gladii adeptus sum...* » s'attribua les ornements précieux des églises et des monastères, les biens des anciens rois, et ce qui fut trouvé de plus précieux chez les habitants.

Puis vinrent les hommes de guerre, qui avaient suivi le conquérant et qui reçurent une portion de terre, des domaines selon leur grade ; des barons reçurent des châteaux, des villes ; les chevaliers des terres érigées en fiefs. De simples hommes d'armes eurent des lots de terre, et le tout fut inféodé dans l'ordre de prééminence et de préséance résultant des usages féodaux. D'autres eurent des sommes d'argent. Ainsi pour les hommes dépouillés de tous leurs

biens, ce fut la servitude et la misère, pour les femmes les affronts et une situation pire que la servitude.

Les moines du monastère de Hilda, près de Winchester, avaient combattu contre l'envahisseur. Le monastère fut dépouillé. Guillaume s'empara sur les terres du monastère de douze fois la portion de terre nécessaire pour constituer un fief de chevalier, et en outre, une portion suffisante pour constituer un fief de baron, pour une capitaine de ses hommes d'armes.

Les annalistes saxons racontent qu'une femme avait suivi les soldats normands dans leur conquête. C'était ce qu'à l'époque on appelait une jongleresse. Elle eut dans le partage des biens un lot de terre, et elle figure dans un relevé des biens concédés pour un fief.

« Tel qui avait passé la mer avec la casaque matelassée et l'arc en bois noirci du piéton, parut sur un cheval de bataille et ceint du baudrier militaire, aux yeux étonnés des nouvelles recrues qui passèrent la mer après lui. Tel était venu pauvre chevalier, qui bientôt leva bannière, comme on s'exprimait alors, et conduisit une compagnie dont le cri de ralliement était son nom. Les bouviers de Normandie et les tisserands de Flandre devenaient promptement en Angleterre de hauts hommes, d'illustres barons, et leurs noms, vils ou obscurs sur l'une des rives du détroit, étaient nobles et glorieux de l'autre... »

« Voulez-vous savoir, dit un vieux rôle en langue française quels sont les noms des grands venus d'outre-mer avec le conquérant Guillaume ? Voici leurs surnoms, comme on les trouve écrits : c'est Boutteville, Biset, Basset, Malin, Malvoisin... »

Un autre catalogue de conquérants de l'Angleterre, longtemps gardé dans le Trésor du Monastère de la Bataille, contenait des noms d'une physionomie singulièrement basse et bizarre, comme : Bonvilain, Boutevilain, Trousselot, Troussebout, L'Engayne, Longue-Epée, OËil-de-Bœuf, Front-de-Bœuf. Plusieurs actes désignent comme chevaliers normands en Angleterre, un Guillaume le Charretier, un Hugues le Tailleur, un Guillaume le Tambour... Tels furent ceux qui apportèrent en Angleterre les titres de noble et de gentilhomme et les y implantèrent à main armée pour eux et leurs descendants... »

« Les valets de l'homme d'arme normand, son écuyer, son portelance, furent gentilshommes en Angleterre ; ils devinrent tout-à-coup nobles à côté du Saxon noble et riche lui-même, maintenant courbé sous l'épée de l'étranger, expulsé de la maison de ses aïeux, n'ayant pas où reposer sa tête... » Après la noblesse du roi Normand, venait celle du gouverneur de province qui prenait le titre

de comte ; après la noblesse du comte, venait celle de son lieutenant appelé vice-comte ou vicomte ; et ensuite celle des gens de guerre, suivant leurs grades : barons, chevaliers, écuyers ou sergents, nobles inégalement, mais tous nobles par le droit de leur victoire commune... » (Augustin Thierry).

« Noël et Célestrie sa femme vinrent à l'armée de Guillaume et en reçurent en don le manoir d'Elinghall, avec toutes ses dépendances... »

« Geoffroy de Chaumont, fils de Gidoïn de Blois, partit pour la conquête et revint ensuite à Chaumont avec un immense trésor, de grosses sommes d'argent, une grande quantité d'objets rares et les titres de possession de plus d'un riche domaine... » (*Gesta Ambascentium dominorum apud scriptores Rerum gallic. et francic.* t. XI, p. 258, rapporté par Augustin THIERRY).

*
* *

Vers l'année 1076, Guillaume devenu roi d'Angleterre fit faire un recensement de tous les biens de son royaume, de façon à en connaître les détenteurs et de savoir ce que possédait chaque comte, baron, chevalier, écuyer, sergent ; quel était le nombre et l'importance du bétail. On voulait ainsi savoir s'il restait encore quelque chose aux indigènes. Les bornes précises des fiefs et des possessions seigneuriales furent établies. L'établissement de ce rôle dura six ans.

Il mentionna les serfs, et dans le langage des conquérants, on avait un bourgeois ou un saxon libre, les hommes libres se vendaient, se prêtaient, se donnaient en gage.

Ce rôle fut stigmatisé d'un nom qui est resté : les Anglo-Saxons l'appelaient : « Le Livre du jugement dernier ».

*
* *

L'historien de la conquête de l'Angleterre par les Normands résume ainsi la misère et le dépouillement de toute une race par l'envahisseur, qui avait eu uniquement l'heureuse fortune d'être vainqueur dans une bataille, et qui n'avait sur les vaincus aucune supériorité. On remarquera la fin de la citation d'Augustin Thierry. Augustin Thierry indique qu'une semblable spoliation est de tous les temps, de toutes les époques et qu'elle est le sort de tous les vaincus.

« Ces détails, dit-il, sont en eux-mêmes peu mémorables (il s'agit du partage d'une province entre plusieurs soldats normands, les

uns recevant des terres, des bestiaux pris au Anglais, et l'un d'eux qui était prêtre, obtenant une église)..., mais ils peuvent aider le lecteur à se figurer les scènes variées de la conquête, et à revêtir de leur couleur originale les faits de la plus grande importance. Tous les arrangements d'intérêts, tous les partages de possession et d'offices qui eurent lieu... entre le gouverneur normand, le premier lieutenant de ce gouverneur et les cinq compagnons du lieutenant, donnent une idée vraie et naïve des transactions du même genre, qui se faisaient en même temps, dans toutes les provinces de l'Angleterre. Quand désormais, le lecteur rencontrera les titres de comte, de connétable, de sénéchal; quand il entendra citer, dans le cours de cette histoire, les droits de juridiction, de marché, de péage, les profits de guerre ou de justice, qu'il se rappelle Hugues d'Avranches, Lenoir son ami et les cinq frères qui vinrent avec Lenoir; alors peut-être quelque réalité lui apparaîtra sous ces titres et ces formules qui, si on les envisage abstractivement, n'ont qu'un sens vague et incertain. Il faut pénétrer jusqu'aux hommes, à travers la distance des siècles, il faut se les représenter vivant et agissant sur le pays où la poussière de leurs os ne se retrouverait pas même aujourd'hui; et c'est à ce dessein que beaucoup de faits locaux, que beaucoup de noms ignorés ont été placés dans ce récit; que l'imagination du lecteur s'y attache, quelle repeuple la vieille Angleterre de ses envahisseurs et de ses vaincus au XI^e siècle; qu'elle se figure leurs situations, leurs intérêts, leurs langages divers, la joie et l'insolence des uns, la misère et la terreur des autres, tout le mouvement qui accompagne la guerre à mort de deux grandes masses d'hommes.

« ... Il y a déjà sept cents ans que ces hommes ne sont plus, mais qu'importe à l'imagination ! pour elle, il n'y a point de passé et l'avenir même est du présent... »

*
**

Au XIII^e siècle, les Croisés latins conquièrent la Grèce. Ils se la partagent selon les usages de la féodalité. Là où était une ville grecque, anciennement réputée et ayant laissé dans l'histoire un souvenir persistant, là où se trouvait une République où fleurissaient les arts, on installa des fiefs, avec des vassaux, des vavassaux, des hommages. Et pour montrer combien les époques se renouvellent, les croisés établirent une sorte de rôle des biens dont ils avaient dépouillé les vaincus, firent dans tous le pays une enquête analogue à celle faite par les Normands en Angleterre.

*
**

La victoire d'Austerlitz avait amené le traité de Presbourg (25 décembre 1805). Ce traité mit de nombreux territoires à la disposition de Napoléon 1^{er}. L'Empereur par son décret du 30 mars 1806 avait rétabli les grands fiefs de son empire. Il avait érigé en duchés, grands-fiefs, les provinces de Dalmatie, l'Istrie, le Frioul, Cadore, Bellune, Conegliano, Trévise, Feltre, Bassano, Vicence, Padoue, Rovigo. D'autres fiefs devaient être érigés par la suite.

L'empereur décide que le quinzième du revenu que son royaume d'Italie retirera des provinces inféodées sera attaché aux fiefs. Il se réserve en outre pour le même motif et dans le même but 30 millions sur les domaines nationaux de son royaume d'Italie, situés dans ces provinces.

Il crée sur le mont Napoléon ou Mont de Milan, à concurrence de un million 200.000 francs de rentes annuelles, des inscriptions qu'il distribue à ses généraux, ses officiers, des soldats de son armée et cela à titre de majorat, c'est-à-dire devant subir une dévolution successorale spéciale.

Plus tard sont créés les grands fiefs de la Tarente, de Ponte-Corvo, de Gaëte, d'Otrante. Lors de la création du royaume de Naples, l'Empereur se réserve un million de revenus pour être distribué à ses officiers et soldats.

Le décret du 30 Mars 1806 crée le 19^e grand fief de l'Empire, celui de Massa et Carrara, dont devait être investi plus tard Regnier, grand Juge de l'Empire. L'empereur décide que le quinzième du revenu que le prince de Lucques retirera du pays de Massa et Carrara sera attaché audit fief. Il se réserve encore comme précédemment la disposition de 4 millions de domaines situés tant dans le pays de Massa et de la Garfagnana que dans la principauté de Lucques et il stipule que des inccriptions seront créées sur le livre de la dette publique de la principauté de Lucques jusqu'à concurrence de 200.000 francs de rentes annuelles, en faveur des généraux, officiers et soldats qui ont rendu le plus de services.

Les 21^e, 22^e, et 23^e grands fiefs sont créés dans les Etats de Parme et de Plaisance. L'Empereur décide ainsi que les biens de l'Etat qui existent dans les Etats de Parme et de Plaisance seront réservés, notamment pour qu'il en dispose en faveur de ses officiers et soldats.

Ainsi, l'empereur découpait de son épée les Etats conquis, en tranches qu'il distribuait à ses fidèles.

Plus tard, aux lauriers d'Austerlitz se joignirent ceux d'Iéna et d'Auerstaedt.

Le traité de Tilsitt met à la disposition de l'empereur d'autres territoires, d'autres domaines, d'autres biens mobiliers.

Les fonds de la grande armée étaient composés de sources diverses.

En général ils le sont de sommes prises à l'ennemi ; de 1810 à 1818, ces fonds ont changé de nom : ils forment le domaine extraordinaire.

Ainsi la victoire a été un motif pour dépouiller les vaincus de leurs biens personnels. Sans doute en grande partie ces biens étaient des biens appartenant à des collectivités, à des États ; mais leur confiscation frappait chacun des habitants ou ressortissants de ces états. Elle les frappait personnellement et individuellement par la perte de revenus importants, ou par une augmentation d'impôts créés pour remplacer ces revenus.

Les particuliers étaient donc atteints, si l'État, la souveraineté politique était également atteinte.

*
* *

Au milieu du xix^e siècle, la France a détruit la souveraineté des Beys et des Pachas qui régnaient sur le nord de l'Afrique. En même temps a été détruite en grande partie la propriété des anciens habitants sur le sol. Le but poursuivi était la colonisation, l'organisation de l'expropriation.

« ... Tâche pénible assurément car la propriété arabe était à la fois trop certaine pour qu'on pût n'en tenir aucun compte, pas assez pour qu'il fût prudent de ne pas régler les transactions... »

Les ordonnances sur la propriété en Algérie datent du 1^{er} octobre 1844, du 21 juillet 1845 (sur les concessions) du 9 novembre 1845 (sur le domaine) du 31 décembre suivant (sur le séquestre) du 4 juillet 1846 (sur la propriété rurale). Enfin la loi du 16 juin 1851 organise la propriété indigène.

Avec la mentalité des juristes européens, la propriété indigène est convertie. Pour que cette propriété soit certaine, il faut qu'elle soit prouvée par des titres ou par une possession décennale.

La propriété collective des tribus doit être uniquement prouvée par des titres ; ces droits ainsi établis même par titres se perdent pour la tribu par l'abandon du sol, ou par la révolte. L'Etat peut même par voie de cantonnement exproprier en quelque sorte partiellement, ces droits ainsi établis par titre.

L'expropriation pour cause d'utilité publique est organisée, et un motif d'expropriation est le défaut de culture des terres.

La culture est obligatoire dans certains centres. Les terres incultes sont vendues publiquement sinon au profit du propriétaire, du moins au profit de l'Etat.

Cette organisation n'a rien de juridique. Elle est purement et essentiellement politique.

Dès les premiers jours de l'occupation, un arrêté du général en chef (8 septembre 1830) déclare que toutes les maisons, magasins, boutiques, jardins, terrains, locaux, établissements quelconques occupés précédemment par les Beys et les Turcs sortis du territoire de la Régence d'Alger ou gérés pour eux, tous les biens affectés à la Mecque ou à Médine appartiennent au domaine de l'Etat.

L'Etat comprend aussi les biens des corporations religieuses, les Mosquées, des corporations de Janissaires, les marabouts, les tombeaux, les cimetières, les hospices et hôpitaux.

Les arrêtés relatifs aux biens des corporations religieuses sont nombreux : ce sont ceux du 7 décembre 1830, 10 juin 1831, 1^{er} octobre et 4 novembre 1840, 4 juin 1843, 3 octobre 1848, une décision du ministre de la guerre du 23 mars 1843.

Les particuliers, les Turcs émigrés ou simplement hostiles sont frappés et leurs biens mis sous séquestre (arrêtés des 8 septembre 1830, 10 juin 1831, 11 juillet suivant).

Le séquestre fut établi sur des régions entières : A Cherchell le 20 décembre 1840, à Mascara le 30 mai 1841, à Tlemcen, Boum Eddin et Ain-El-Hout le 14 février 1842, à Djemmaa-Ghazaout, le 15 décembre 1846, à Zaatcha le 26 février 1852, à Laghouat le 25 janvier 1853...

Il a été soutenu que cette dépossession était légitime. Dans une opinion qui a de nombreux adhérents, il est dit que : En droit musulman, le sol tout entier appartient à Dieu, et que le sultan est l'ombre de Dieu, son vicaire, et que par suite le conquérant, successeur des derniers souverains de l'Algérie est propriétaire du sol, les habitants n'en étant que les usufruitiers précaires.

Cette opinion ne doit pas être adoptée.

La propriété particulière paraît avoir existé de tout temps en Algérie... « Je connais moins l'état de la propriété dans la province de Constantine, disait le maréchal Bugeaud, mais ce que je puis affirmer, c'est que dans les provinces d'Alger, de Tittery, d'Oran, la propriété est constituée à peu près comme en France. J'ai vu de nombreuses divisions. Les arabes m'ont dit mille fois : « ceci appartient à un tel ; je suis fermier d'un tel ».

Le fermage suppose des propriétaires : Il y a sans doute en Algérie comme chez nous des biens communaux et des terrains de parcours, mais les surfaces riches sont également partagées entre des propriétaires...

Que ceux qui pensent qu'il est indifférent de vivre sous un sceptre ou sous un autre et que de toutes façons les biens, la propriété particulière seront respectés et inviolables, lisent encore l'histoire de la Pologne, de ce peuple de plus de trente millions d'habitants. C'est un long calvaire qui soulève la conscience humaine. Depuis plus de cent ans, le mépris des droits des peuples, les violences, les persécutions s'exercent dans la Pologne absorbée par la Prusse et le malheureux peuple ne subsiste, ne résiste quelque peu, que grâce à sa forte natalité.

Pillages, confiscations, enlèvement en masse de jeunes filles polonaises dans la Posnanie et dans la Prusse polonaise, voilà les mesures ordonnées dès la fin du ^{xviii}^e siècle, par un roi qui passait pour avoir des idées libérales et qu'on appelait le roi philosophe.

La germanisation à tout prix, tel est le but depuis 100 ans. Les Polonais sont exclus de toutes les fonctions publiques, les propriétés rurales sont acquises à vil prix par les Allemands à qui le gouvernement donne un appui pécuniaire officiel pour cet objet; la langue, la littérature polonaise sont proscrites.

C'est le lent assassinat d'un peuple, par l'oppression sournoise de la bureaucratie, c'est la situation semblable à celle des indigènes de l'Amérique exterminés peu à peu par les Espagnols. C'est la persécution incessante, l'expropriation des souvenirs qui forment une nation, de la religion, des écoles, des biens, du droit de prier Dieu dans la langue qui lui plaît.

Et cependant les engagements de respecter les Polonais, leurs biens, leur langue ont été pris bien des fois, solennellement, après l'accalmie dans la vie de ce peuple, accalmie qui dura de 1807 à 1815, accalmie que les armes de Napoléon 1^{er} et le traité de Tilsitt avaient établi; les traités de Vienne garantirent à la Posnanie ou Grand Duché de Posen une représentation et des institutions nationales destinées à assurer la conservation de la nationalité Polonaise.

Plus tard, les rois de Prusse, Frédéric Guillaume III et Frédéric Guillaume IV promirent non moins formellement de respecter la langue et la nationalité Polonaises, de réserver l'administration aux indigènes, de constituer le duché de Posen en province séparée, conformément aux traités de 1815.

Mais rien de tout ceci ne fut exécuté, et comment aurait-on pu obliger le gouvernement prussien à respecter ses engagements? Ce n'était que la force qui l'aurait pu: où était-elle, la force, où étaient les bataillons du côté de qui est le droit? C'est la Prusse qui les possédait, elle qui a le culte, la superstition de la force, et qui érige cette force en droit.

Pareille oppression a accablé la partie de la Pologne incorporée à la Russie. On cite les enlèvements en masse d'enfants transportés au loin pour être incorporés, et ensuite coloniser des parties de l'empire.

«... Des convois entiers d'enfants enlevés étaient formés et on entendait dans toutes les rues les cris et les lamentations des mères, qui couraient après les charrettes chargées de leurs enfants... » Les enfants partaient aussi à pied, mourant en route, épuisés, et l'on cite un convoi de 450 enfants dont 116 seulement arrivèrent vivants à destination.

Sous divers prétextes, les biens ont été confisqués frappant ainsi non seulement le coupable, mais les siens, des parents, des enfants.

L'on cite cet exemple de confiscation postérieure à 1830, d'une certaine quantité de biens et de terres, confiscation compliquée du refus de payer les dettes dont ces biens étaient grevés ; ainsi on prenait l'actif et on repoussait le passif ; on ruinait non seulement le propriétaire des biens mais encore ses créanciers à qui on n'avait rien à reprocher.

Les biens confisqués furent partagés entre les fonctionnaires et les généraux du vainqueur, pour en former des propriétés héréditaires.

Que l'on ne dise pas que tous ces faits sont anciens, qu'ils datent d'une époque reculée où les droits de l'humanité étaient facilement foulés aux pieds par le vainqueur.

Tout ceci remonte au siècle qui vient de finir, ne date pas de plus de 70 à 80 ans, et l'on peut supposer qu'il existe encore des hommes qui en ont été les témoins.

Tant il est vrai que les idées de droit, de justice, d'humanité, de propriété s'obscurcissent facilement dans l'esprit d'un vainqueur par la force.

*
* *

Un principe qui a été proclamé, et qui ne peut-être contredit c'est que tout homme, toute nation, qu'elle ait gardé son indépendance politique ou qu'elle soit passée sous la domination d'un nouveau maître a le droit indéniable, imprescriptible de conserver ses biens et sa religion.

En fait il n'en a donc rien été pour la Pologne et la relation de ce qui s'est passé dans ce pays est la meilleure réponse à faire à ceux qui pensent qu'il importe peu d'avoir l'une ou l'autre nationalité, et que, quelle que soit cette nationalité, leurs biens et leur conscience seront respectés.

Le sort des Polonais conquis et partagés entre trois peuples qui ont

la prétention d'être au niveau de la plus haute civilisation, d'avoir une haute culture morale, prouve qu'à l'aide de je ne sais quels sophismes appuyés par la force, ni les biens ni la religion ne furent respectés.

*
* *

C'est à peine s'il fut donné l'instruction aux populations soumises. On a compté parmi les Polonais russes le chiffre énorme de 75 % d'illettrés, sur les 12 millions environ.

« ... En 1904, on comptait au royaume de Pologne, une école primaire par 2.573 habitants. Il y avait donc une école à raison de 433 enfants de 8 à 14 ans, et même dans certaines circonscriptions (ou gouvernies) comme celle de Radom, par exemple, une école en 1904 devait suffire pour 698 enfants d'âge scolaire... »

Mais comme la fréquentation des écoles n'est pas obligatoire en Pologne, et que d'après la statistique officielle, on comptait 1.702.000 enfants en âge d'aller à l'école ; que d'autre part 292.910 enfants des deux sexes fréquentaient en 1904 les écoles primaires, il en résulte que la fréquentation des écoles ne montaient qu'à 17 %... (L'Instruction publique au Royaume de Pologne-Paris, agence Polonaise).

Varsovie a donc été appelée par M. Adolphe Suligowski, la ville des illettrés.

En 1904 sur 96.000 enfants, 4.000 y étaient privés de toute instruction. Lodtz, ville de la Pologne russe compte 55 % d'hommes illettrés et 66 % de femmes. D'ailleurs ainsi que le disait un fonctionnaire russe : « Tous les enfants polonais sont soumis dans les gymnases aux plus rigoureuses persécutions et aux railleries les plus amères... » Les élèves russes sont privilégiés et toujours protégés, sans tenir compte de leur degré de développement, ni de leur qualités intellectuelles.

Que dire aussi des punitions infligées aux enfants dans les écoles, et combien l'âme d'un vainqueur est souvent éloignée de l'âme du peuple soumis par la force.

La pédagogie russe, introduisit tout un système de punitions corporelles pour les élèves de toutes les écoles, rapporte l'ouvrage cité plus haut : *L'Instruction en Pologne*. Ce système fut approuvé par le monarque. Il établit 16 degrés de punitions, entre autres celles-ci : « L'arrêt au pain et à l'eau, les verges appliquées en présence des camarades ; les verges en présences des élèves de toutes les classes, la dégradation de l'élève d'une classe supérieure à une classe inférieure, avec verges ou sans verges, l'expulsion de l'école ou de toutes les écoles, mais non sans coups de verges ».

L'article 5 de ce règlement précise, et avec une inconscience qui

stupéfié, exige que les coups soient appliqués sur le corps nu, avec un faisceau de verges de cinq à six pouces de largeur et une aune de longueur... »

Un auteur résume ainsi les effets de l'instruction donnée dans ces conditions spéciales aux Polonais :

« Les écoles russes exercent sur la jeunesse des ravages effrayants, leur influence a été non seulement funeste, parce que la jeunesse n'apprenait pas à l'école à connaître sa littérature, son histoire, tandis qu'on lui inoculait un venin mortel, mais aussi parce qu'on lui dépravait constamment l'âme par la manière dont on la façonnait. En fin de compte, un Polonais parvenait toujours, quoique avec difficulté, à apprendre sa langue maternelle, à connaître sa littérature et son histoire ; il y réussissait en dépit des plus grands obstacles, mais il n'y eut en dehors de l'école aucune influence capable de réagir victorieusement contre le préjudice moral que causait à la jeunesse et la dégradation qu'infligeait à son caractère, l'action persévérante et funeste de l'institution russe... »

« ... Ce n'est pas impunément qu'un individu est soumis au pouvoir d'hommes étrangers et hostiles dans les années les plus importantes de sa vie, c'est-à-dire, au moment où toutes ses facultés se développent, surtout quand ils traitent brutalement ce qui constitue la partie la plus délicate et la plus impressionnable de sa jeune âme : ses principes moraux. Les premiers de ces principes existent à peine en germe dans ce jeune être, que ce soit des instincts ataviques ou des idées inculquées par les parents, s'effondrent, se fanent, se flétrissent sous la poigne brutale du russificateur, apôtre ou tortionnaire. La victime subit sans en avoir conscience une déformation psychologique : tout ce dont des siècles de civilisation et d'organisation sociale avaient doté les âmes d'une génération s'étiolait et s'annihilait, sous la pression d'un odieux vandalisme intellectuel... »

« ... L'élève, de son âge le plus tendre à son adolescence, vivait continuellement dans la crainte et la terreur. Il n'osait parler à haute voix avec ses camarades, dans sa langue maternelle, pour n'être pas puni et même chassé de l'école, et voir crouler là toutes les espérances d'avenir que ses parents mettaient en lui. Il redoutait sa propre individualité, la pliant sans cesse aux opinions de son maître, avec lequel, non seulement il n'avait rien de commun, mais qui le soupçonnait sans cesse d'un manque de loyalisme et le considérait comme un ennemi. Son but n'était pas d'apprendre quelque chose, mais d'obtenir des notes satisfaisantes, même en s'aidant de supercherie. L'esprit de l'enfant non développé et non cultivé, mais épuisé et accablé par la méthode funeste d'apprendre

par cœur un tas de choses inutiles et étrangères, s'efforçait d'obtenir facilement de bonnes notes : préoccupation exclusive, qui engendra un système de tricherie des plus répandus pour tromper subtilement et habilement le maître. Dans cette lourde atmosphère, la pensée se détraquait, le cœur se corrompait. Chacun aspirait à sortir le plus vite de ces galères, à recevoir le diplôme d'homme mur qui lui octroyait des privilèges... »

« ... Toute une série d'hommes dégénérés, malades moralement et intellectuellement sortit de ces écoles .. »

Voici ce que nous lisons sur l'influence des écoles russes, dans la proposition des lois scolaires présentées par les députés polonais à la Douma de Saint-Pétersbourg, les 10-23 mai 1908.

« ... Par les procédés qu'employaient les Russes pour supprimer la langue polonaise dans les écoles et transformer ainsi l'enseignement en une étude mécanique des sujets ; par les moyens artificiels dont ils se servent pour arracher la jeunesse à la réalité d'une vie basée sur les traditions nationales et éthiques, par les mesures auxquelles ils recourent pour corrompre la vérité dans l'enseignement, l'Ecole, en raison de la méfiance qui régnait entre instituteurs et élèves, tendit à émousser les forces intellectuelles et physiques, à développer l'hypocrisie et la haine, à pousser à la dégénérescence morale... »

« Tout ceci prouve que ces hommes politiques ne voyaient pas très loin, en se servant de l'Ecole comme d'un outil russificateur, en jugeant que de cette manière, ils porteraient un coup mortel au cœur de la nation. Ils n'ont semé que l'amertume et le blasphème dans l'âme des opprimés, et leur but n'a pas été atteint... »

Ces pages et cette conclusion qui s'appliquent aux Polonais semblent écrites et s'appliquer à toutes les provinces ou nations qui sont tombées ou tomberont sous le joug de la force :

« ... Au milieu de l'Europe, il existe un peuple de 20 millions d'hommes, dont 12 millions sont privés d'une école nationale. Une nation ayant un passé glorieux des traditions, une culture plusieurs fois séculaire, est dépourvue du droit d'élever aux écoles publiques sa jeunesse dans sa langue maternelle et dans ses propres traditions nationales. C'est au point de vue politique, historique, social et humain, un scandale sans pareil. Les mêmes souffrances sont le lot des Polonais sous la domination prussienne... »

*
* *

Ainsi, dégradation de l'âme des enfants, persécutions, confiscations, expropriations, préjudices causés à l'âme, à la conscience et

aux biens, tel est le lot des vaincus, absorbés par le vainqueur et passés sous sa domination. Il n'y a pas d'exemple qu'il en ait été autrement.

*
* *

La presse retentit encore des protestations et de l'émotion soulevées par les traitements rigoureux et les punitions corporelles, à l'aide du fouet, du cachot, infligées aux jeunes enfants de la Prusse polonaise, et qui amenèrent des décès, parce que ces enfants se refusaient à prier en Allemand. Il leur était interdit de prier Dieu en polonais. N'est-ce pas là un attentat contre la conscience, contre l'inviolabilité du for intérieur, contre l'amour de la terre natale, le culte de l'histoire des aïeux, tous ces trésors moraux sur lesquels personne n'a droit ?

Un Allemand bien connu, Bismarck disait lui-même qu'il ne pouvait prier dans une autre langue que celle de sa nation.

Dans ses mémoires, il raconte que pendant l'invasion française, il dut se rendre dans un temple protestant français pour accomplir ses devoirs religieux. Le service était fait en français, Bismarck ajoute qu'il lui semblait qu'il priait mal : « Il m'est impossible de parler français à mon Dieu et à mon Sauveur ; ma pensée ne s'y prête pas... »

*
* *

Il n'est pas venu à l'esprit de tous les peuples modernes d'organiser l'expropriation des terres des vaincus, de ceux qui ne sont même pas des vaincus, mais qui sont devenus des sujets, et font partie de l'Empire créé par le peuple vainqueur. Ce dessein inique a été cependant conçu par l'Empire Allemand.

Depuis longtemps, il existait dans la Pologne prussienne, des commissions de colonisation et de germanisation. Ces commissions avaient pour mission d'acheter leurs terres aux Polonais, et ce par tous les moyens que l'on devine : sur ces terres devaient être établis des Allemands. Ainsi ces expropriations étaient faites avec des fonds de l'Etat, des ressources créées au budget de l'Empire et les Polonais eux-mêmes, par l'acquit de l'impôt contribuaient à leur propre expropriation.

Mais cette idée s'est développée avec plus d'ampleur vers 1906 et 1907, sous la pression des Hakatistes, comme on appelle le groupe anti-polonais en Allemagne.

*
* *

Pour expliquer cette expropriation d'un peuple, ce transfert en masse de sujets, transfert qui rappelle celui des Saxons de Witi-

kind, il y a douze siècles, on a parlé de l'utilité générale, d'une nécessité politique, de mesure de salut public, on a ainsi défendu le projet prussien contre le reproche d'inconstitutionnalité.

Mais il est impossible de faire rentrer le projet prussien « ... sur les mesures tendant à renforcer le germanisme dans les provinces de la Prusse occidentale et de la Posnanie... » dans la catégorie des mesures d'utilité générale. Il est permis pour un travail d'utilité public, en Prusse, comme en France, de prendre des terrains nécessaires à l'exécution de ce travail, mais il n'est pas permis de priver quelqu'un de son bien uniquement parce que quelqu'un a une origine différente des autres allemands, parcequ'il parle dans son intérieur une langue slave, parce qu'il déplait au Gouvernement. Le Polonais prussien est un citoyen prussien ayant les mêmes droits et les mêmes devoirs que les citoyens prussiens. Entrer dans cet ordre d'idées, mènera à exproprier de son bien quiconque déplaira, les catholiques, qui ne sont pas la religion dominante, les Israélites, puis on décidera que tout propriétaire d'une certaine importance sera exproprié pour tout ce qui dépasse une certaine étendue... On voit les conséquences d'une pareille théorie contre le droit de propriété imprescriptible, intangible, qui ne résulte pas de l'homme, qui n'est pas créé par l'homme, mais qui résulte de la nature de l'homme.

* *

Si l'on entre dans les détails du projet du gouvernement prussien, on verra comme les idées et les principes qui font les grands peuples civilisés, sont facilement oubliés quand il s'agit des descendants des vaincus, si ces descendants déplaisent aux fils des vainqueurs.

Dès 1886, un président de district adressait au Chancelier un mémoire où il demandait au Gouvernement dix millions pour acheter des terres en Posnanie, et y installer des allemands. L'idée, à ce moment en dehors du but poursuivi, paraissait raisonnable. Elle parlait du prétendu mauvais état de culture des terres polonaises. L'auteur du mémoire proposait d'acquérir ces terres à l'amiable, ou dans des ventes forcées, à des prix très bas. Cette idée devait rapidement dévier et en arriver à l'expropriation forcée.

La loi de colonisation (pour refouler, disait-elle, l'élément slave), date de 1886 (26 avril). Il était mis à la disposition d'une commission spéciale cent millions de marks. On devait acheter les grands domaines de la noblesse polonaise, créer des communes

nouvelles, bâtir des églises, des écoles, des mairies, et seuls, des allemands de race devraient composer ces nouveaux centres.

Depuis cette loi, un demi-milliard de marks ont été consacrés à cette œuvre. Cent mille colons ont été établis dans ces régions, et nous verrons que par sa natalité seule, la race polonaise a su résister à cet envahissement.

*
* *

Une commission de colonisation siège à Posen. Elle compte un nombre considérable d'employés, d'ingénieurs, de conseillers, nombre que l'on évalue à 600 fonctionnaires.

Dans l'espace allant de 1886 à 1906, il a été acquis 325.993 hectares, retrocedés à la petite propriété allemande à concurrence de 230.000 hectares.

La majeure partie des terres étaient acquises aux polonais grands seigneurs qui pratiquaient l'absentéisme, de ceux qui étaient grevés d'hypothèques constituées à la suite des agitations du siècle dernier. Le Chancelier allemand, auteur de la loi de colonisation, avait compté, ainsi qu'il le disait dans la discussion de la loi, sur les séductions de Paris et sur les tentations de Monte-Carlo. Mais bientôt devant l'attaque prussienne, les Polonais se ressaisirent. Les nobles polonais reprirent le sens de la terre, administrèrent eux-mêmes leurs domaines : des banques dans lesquelles les plus modiques versements étaient acceptés, jusqu'au sou des enfants, furent fondées pour permettre aux polonais de condition modeste, d'acheter des terres, de les payer à tempérament, de lutter contre la germanisation envahissante. Ces banques prirent le nom de banques parcellaires.

Le Landtag prussien continuait à voter des fonds pour l'achat des propriétés : en 1898, 100 millions de marcks furent votés ; en 1902, 150 millions.

C'est alors que survinrent des lois profondément vexatoires, odieuses. Puisque seuls les Polonais achetaient et que le petit propriétaire, l'ouvrier agricole voulait un lopin de terre au pays de ses ancêtres, on lui interdit de bâtir sur sa terre. La loi du 10 août 1904 interdit aux Polonais de construire sans une autorisation de la commission de colonisation. Toutes les demandes furent rejetées quand elles émanaient de Polonais. On raconte les faits souvent douloureux, quelquefois gais, qui montrent l'intensité de la lutte sourde, constante, d'un peuple, qui a cependant pour lui le droit. Ici, c'est un Polonais à qui il a été refusé de construire sur sa terre. Il acquiert une voiture telle que celle des forains, il vit avec sa famille dans cette voiture, la transportant d'une parcelle à l'autre,

selon les injonctions de la police. Là c'est un Polonais qui ne peut construire sur sa terre récemment acquise par lui, mais sur une parcelle contigüe à un domaine ancien, il loge avec tout son bétail. Ici cet autre utilise sa terre ainsi : Il s'y creuse une habitation souterraine, comme celle des peuples primitifs.

Une nouvelle atteinte au droit de propriété devait être proposée : « une loi d'expropriation forcée des terres polonaises, pour installer des allemands sur ces terres, ne devait pas tarder à être promulguée.

*
* *

Ainsi on renonçait à l'expansion germanique au moyen des idées et de la culture allemande, on recourait à la force, encore à la force. Il y eut cependant quelques résistances, et il faut rappeler les paroles d'un opposant pour montrer tout l'odieux de la loi nouvellement proposée.

« ... Je lis et j'entends dire qu'il pourrait se faire que l'on expropriât les propriétaires polonais, et qu'on les chassât du pays. Alors c'est la fin de tout, et aucune classe de sujets n'est plus en sûreté. Si nous avons un jour un ministre communiste, que pourrait-on dire contre l'application des principes proclamés aujourd'hui ? Si Varzin, Schonhausen, etc. (propriétés patrimoniales du chancelier) existent encore, ce ministère dira : « Voici une terre, un bien, qui contrarie mes plans, je veux l'exproprier, j'autorise le propriétaire à aller vivre à Hambourg, ou ailleurs s'il veut. C'est précisément la même pensée, et si les propriétaires de Westphalie deviennent gênants comme cela leur est arrivé, on pourra leur dire, à eux aussi : « moyennant quelques millions, nous allons vous exproprier, allez en Amérique, en Hollande, ou au Cameroun ». Je dois dire que je tremble au fond de moi quand j'entends pareille chose. Reste-t-il alors quelque certitude du droit, en Allemagne et en pays prussien ?

« ... Qui peut me dédommager avec de l'argent disait un propriétaire menacé d'expropriation, si le jardin de mon enfance est transformé en chemin, et le tombeau de mes ascendants en mare à anguilles ?

*

*
*
La loi fut votée le 20 mars 1908. Une population entière vit ainsi sous la menace perpétuelle d'une expulsion arbitraire, sous l'impression d'une violence légalisée, sans pouvoir traiter librement de ses biens, parce qu'un acquéreur peut toujours craindre d'être dépossédé.

Brusquement la commission de colonisation jette son dévolu sur

une propriété. En 1912, quatre propriétés polonaises, d'ensemble 1.700 hectares, sont atteintes. Ce sont celles de M^{me} veuve Liszkowska, de MM. Koscielski, Trzcinski et Zablocki. On atteint ainsi une veuve, mère d'enfants en bas âge, et des jeunes agriculteurs à leurs premiers débuts ⁽¹⁾.

*
* *

Dépossession du peuple annexé, quant à ses biens, proscription de sa langue, persécutions administratives incessantes, tel est le lot du peuple qui est vaincu et a passé sous un autre sceptre. Sa religion aussi est persécutée et les ministres de cette religion, pros-crits, emprisonnés.

La lutte contre la religion catholique, qui est celle du tiers environ des Allemands, et notamment celle des Polonais, porte le nom de « Kulturkampf », par une sorte de dérision, ce mot signifiant : « Lutte pour la culture civilisatrice allemande ».

« ... La lutte a duré sept ans, et les bourreaux y déployèrent une énergie et une obstination qui n'avaient d'égale que l'opiniâtre résistance des victimes... »

La lutte du gouvernement allemand commence en 1871. Le 8 juillet de cette année la section catholique au ministère des cultes est supprimée. Puis vint ce qu'on a appelé le Kanzelparagraph destiné à prévenir les abus de paroles du clergé et à les punir. Le Landtag prussien, le 19 décembre 1871, est appelé à discuter une loi rendant l'Etat maître absolu de toutes les écoles. La loi est approuvée par les deux chambres : la Herren et la Abgeordneten-Haus. La loi qui exilait les congrégations des Redemptoristes,

(1) Les propriétaires des domaines qui doivent être expropriés reçoivent un avis officiel, dont la teneur suit :

ARRÊTÉ :

La Commission Royale de Colonisation pour la Prusse occidentale et la province de Posen vient de décider, dans sa réunion du 10 octobre 1912, que la propriété dite..... se trouvant dans le district de....., inscrite dans le volume....., folio....., et appartenant à M....., avec toutes ses dépendances et avec toutes les parcelles sur lesquelles le propriétaire a des droits, sera achetée par elle, par la voie de l'expropriation, conformément aux § 13. 15 et 17 de la loi du 20 Mars 1908. (*Collection des Lois de 1908*, p. 29).

A Posen, le 10 octobre 1912.

Le Président de la Commission
pour la Prusse occidentale et la Province de Posen,

GRAMSCH.

CERTIFIÉ CONFORME A L'ORIGINAL.
Posen, le 10 Octobre 1912,
Le Conseiller de Régence,

PERVIN.

des Lazaristes, des Pères du Saint-Esprit, du Sacré-Cœur, d'autres encore est publié le 4 juillet 1872.

« ... Un haut fonctionnaire protestant disait à un prêtre catholique romain : Si votre église est à même de survivre à cette lutte, je me ferai catholique... »

Le Landtag prussien vote le 15 mai 1873 quatre lois relatives à l'éducation du clergé, à la discipline ecclésiastique, à l'intervention de l'Etat dans la nomination des curés. Ainsi, la nomination des curés et vicaires catholiques, la discipline ecclésiastique, la formation du clergé sont confiés à des ministres d'une autre confession.

Le 4 mai 1874, une loi interdit les fonctions ecclésiastiques à certains ; le 20 mai, une loi organise l'administration des diocèses vacants ; le 30 mai, une loi supprime tous les ordres religieux. Tous les séminaires sont fermés, les couvents le sont également.

Le cardinal Ledochowski, archevêque de Posen est arrêté et subit une détention de deux ans ; l'évêque de Trèves meurt sur le grabat d'une prison à la suite de mauvais traitements. L'archevêque de Cologne est emprisonné le 31 mars 1873. Il ne devait jamais rentrer dans son pays. L'évêque de Posen est emprisonné le 27 juillet ; le 5 août l'évêque de Paderborn est jeté en prison ; le 18 mars 1874, l'évêque de Munster subit le même sort ; le 19 octobre l'évêque de Gnesen, le Prince évêque de Breslau, et l'évêque de Limbourg sont déposés. Plusieurs centaines de prêtres sont emprisonnés ou bannis, réduits à la misère.

*
* *

Ainsi à côté de la perte de nationalité du vaincu, d'autres pertes bien plus considérables, s'appliquant à des biens matériels et moraux inappréciables, sont subies par ce vaincu.

Ce sera la perte de sa langue, le droit de prier son Dieu comme il le veut et dans l'idiome de ses ancêtres, le droit de disposer des biens qui lui viennent de ses parents. Il sera administré par le vainqueur, sans pouvoir arriver lui-même aux fonctions publiques. Une persécution de tous les instants, sournoise, toujours éveillée, le poursuivra partout et toujours.

CONCLUSION

Cette étude a démontré que rien n'expliquait la décroissance de la natalité française ; ce ne sont pas la richesse, les ressources publiques et privées qui manquent pour élever des enfants. Ce n'est pas la dégénérescence de la race, qui s'épanouit et s'accroît dès qu'elle n'est plus dans les limites des frontières françaises ; ce n'est ni l'épidémie ni la guerre.

Le seul motif de la diminution de la natalité est l'âme française et la formation de la mentalité française depuis bien des années.

Il faudrait que les nombreuses familles soient honorées. Elles ne le sont pas. Il est fait aux enfants, dans les écoles de l'Etat, des cours de civisme, de morale. Il leur est appris ce que nous devons à nos parents, à nos proches, à notre cité, à notre patrie. Pourquoi ne leur serait-il pas dit que les familles doivent être nombreuses ? C'est là un des nombreux devoirs envers notre patrie, envers l'Etat, à qui nous savons bien de plus en plus réclamer des droits. Dans la substitution d'une morale tirée de la raison pure, aux diverses morales confessionnelles qui disaient : « Croissez et multipliez » on a oublié ce devoir. On a omis de représenter aux jeunes, à tous, la beauté des renoncements à certaines facilités de l'existence, la noblesse de l'effort de tous les instants pour créer des générations à venir, la grandeur de certains sacrifices en vue de l'évolution française, de l'humanité.

On parle de solidarité entre tous, de soutien les uns par les autres ; mais ne peut-on concevoir une solidarité entre les diverses générations d'un peuple ? Nous avons reçu des générations antérieures, des biens moraux et des richesses immenses, nous devons aux générations qui nous suivront de les mettre à même de ne pas être accablées, dépouillées, par ceux qui sont le nombre.

Les écoles publiques de jeunes enfants contiennent sur leurs murs de nombreux tableaux d'enseignement ; on démontre par des images sans cesse sous les yeux, les ravages produits par certains vices, par l'alcoolisme. Ces tableaux sont terrifiants : ils gravent dans l'esprit des jeunes générations une idée que l'on n'a pu répandre encore suffisamment. D'autres tableaux préconisent

l'épargne, la mutualité, recommandant de s'assurer contre l'incendie ; vous voyez d'un côté une famille prospère, parce qu'elle a épargné, qu'elle a su se prémunir contre la grêle, l'incendie, d'autres accidents. De l'autre côté, la famille qui n'a pas eu cette prévoyance est plongée dans l'affliction, la maladie, le besoin.

Pourquoi n'en serait-il pas de même pour un autre vice qui nous ronge, qui nous diminue plus que l'alcoolisme, qui empêche les générations de naître, alors que l'alcool ne fait que les contaminer ? Des tableaux pourraient indiquer la décroissance du nombre des Français, avec en regard l'augmentation angoissante de nos concurrents, de nos ennemis. Ils pourraient rappeler à tous, le redoutable problème, notre amoindrissement, la disparition dans un temps que l'on peut maintenant prévoir, de notre patrimoine moral, de nos idées, de notre culture, de notre croyance, peut-être de nos biens. Ils indiqueraient de combien de respect et de reconnaissance doivent être entourées les familles où les enfants sont nombreux.

*
* *

La disparition de la nationalité française se produira de l'une ou de l'autre des façons suivantes : soit d'une manière sanglante, à la suite d'une guerre malheureuse, parce que dans un temps donné, à un endroit donné, nous n'aurons pu réunir un nombre de soldats suffisant, ou par l'endosmose des peuples voisins.

La manière sanglante résultera d'une guerre où le fils unique du Gaulois aura à lutter contre les quatre ou cinq fils du Germain, et où toute la valeur de ce fils unique ne pourra résister au nombre débordant.

L'écrivain allemand Rommel le dit avec cynisme : « Le fils unique de la famille française est invariablement destiné à être dépouillé par les cinq fils de la famille allemande ».

Nous ne sommes plus aux époques héroïques des Grecs, où une poignée de soldats aguerris, enflammés du désir de sauver leur patrie, résistait à la multitude des Perses. Nous avons à lutter contre des soldats entraînés, et la brute poméranienne, dressée selon les dernières méthodes, munie d'armes perfectionnées, vaudra sur le champ de bataille nos fils les plus intelligents et les plus instruits.

Le partage de notre pays s'opérera, non seulement au profit des vainqueurs, mais de leurs complices. Notre pays ne se relèvera jamais, car pour empêcher tout relèvement, toute velleité d'indépendance, toute concurrence commerciale sur les marchés du

monde, il sera écrasé de toutes façons par le vainqueur, d'une indemnité ou tribut de guerre qui l'épuisera tous les ans.

Quelques objections ont été faites. Puissent-elles être fondées !

On a dit que notre pays était le pays de l'ingéniosité dans l'industrie, dans les arts, et spécialement dans les arts physiques et mécaniques. Il se peut en effet, qu'à un moment donné, il puisse se défendre victorieusement par quelque-une de ces inventions géniales dont s'honore l'humanité. Il faudra que cette invention géniale remonte à peu de temps et n'ait pas encore été copiée par d'autres, que nous en possédions encore le monopole, ou bien que nous soyions parvenus à la soustraire aux investigations qui se font chaque jour chez nous. Qui en effet aurait pu penser, il y a à peine quelques années que l'homme pourrait vaincre l'air ? Celui qui recherchait le moyen d'arriver à ce résultat était un rêveur, un fou ; et cependant l'homme, le Français y est parvenu. De même il a conquis les profondeurs de l'eau ; il a presque supprimé les distances sur les routes. Est-ce une invention semblable qui nous sauvera contre le flot d'ennemis envahisseurs ?

*
**

D'autres nationalités s'accroissent aussi rapidement. La race slave augmente toujours. Elle peut servir de contrepoids à la prolifique Allemagne, de sauvegarde à la nationalité française.

Peut-être peut-on craindre que la race slave s'accroissant aussi sans cesse, ne cherche une sortie à l'ouest de son empire, et en refoulant nos voisins de l'est, ne précipite ainsi l'invasion de ces derniers dans notre pays ? Ainsi autrefois se produisaient les invasions des barbares ; chaque peuplade poussant devant elle une autre peuplade, qui envahissait à son tour l'Empire Romain et ses colonies, comme le flot pousse le flot qui le précède.

Mais cela ne paraît pas à craindre. La race slave a à peupler encore d'immenses étendues de terres, où la densité de la population est très faible. Elle débordera dans d'autres parties du monde, en Asie, dans les pays auxquels on a prêté gratuitement une population énorme, parce qu'on en jugeait par les côtes, et qui en réalité ne sont pas peuplés comme on le suppose. Elle débordera comme elle a essayé de le faire dans des parties voisines de la Sibérie, où elle s'est déjà rencontrée avec le pullulement d'une autre race.

*
**

Ou bien notre nationalité disparaîtra par un phénomène social que l'on peut appeler l'endosmose des peuples. Peu à peu à chacune

de nos frontières, les étrangers, voisins de ces frontières, viendront s'établir sur notre sol. Le Nord deviendra flamand, l'Est prendra peu à peu le caractère allemand, le Sud-Est sera peuplé d'Italiens, le Midi le sera d'Espagnols, jusqu'à ce que sous ces fils d'étrangers, implantés chez nous, ayant la majorité dans nos comices électoraux, nous fassent la loi, et comme les uitlanders installés dans une république du sud de l'Afrique, ils amènent la disparition ou le démembrement du pays qui les avait généreusement accueillis comme des hôtes.

Ajoutez à cela l'existence sur le sol de la France, de soldats appartenant à la race noire, sorte de mercenaires que par une pente fatale nous serons amenés à entretenir. Si ces soldats ne sont pas par eux-mêmes un danger, s'il est certain que jamais la révolte ne les soulèvera contre nous, il faut supposer qu'ils resteront chez nous, qu'ils feront souche, et ce ne sera certainement pas pour le relèvement du niveau moral, intellectuel de notre race.

Un écrivain, un économiste moderne, voyait déjà une partie de la France, où avaient stationné longtemps des troupes noires à notre service, prendre les caractères ethniques et physiques des noirs, dont une part de l'Amérique souffre tant ; une autre partie de la France, où s'étaient trouvés des régiments composés d'asiatiques recevoir peu à peu le caractère physique des peuples de l'Asie. C'est là peut-être une exagération destinée à nous faire sentir du doigt le danger qui menace : mais cependant qui nous assure qu'il n'en sera pas ainsi au temps où vivront nos petits fils ?

Ainsi disparaîtra la nationalité française avec les nombreuses qualités qui la distinguent, et entre toutes cet esprit de clarté, de loyauté, de netteté, de clair bon sens, de modération en tout qui est notre apanage ; cet esprit inductif et créateur ; cette propension à tout ce qui est juste, humain, généreux ; ces dévouements à l'idée, à la chose publique ; ce dévouement unique dans l'histoire des peuples qui a fait le Français marcher pour la délivrance d'autres peuples tant de fois, ne dut-il en recueillir que l'ingratitude ou même l'hostilité.

Ainsi pourra disparaître notre langue, si belle, si précise, qu'elle a été longtemps la langue des conventions d'entre les peuples ; notre langue dont un allemand, Goethe, lisant la traduction française de son Faust, par Gérard de Nerval, disait : « Il y a là des fleurs qui étaient séchées pour moi, et que j'y vois reflleurir ; il y a même des idées que j'ai comprises pour la première fois... »

Le 23 avril 1910 le Président des Etats-Unis, Roosevelt, prononçait les paroles, qui peuvent former la conclusion et le résumé de cette étude.

« ... De plus grande importance que la capacité pour le travail ; de plus grande importance encore que la capacité de combattre, s'il le faut, est pour toute nation, de se souvenir que nul avantage n'est comparable pour elle à celui de laisser des héritiers de son sang pour occuper sa terre. C'était la bénédiction suprême aux temps bibliques, et ça l'est encore aujourd'hui. Le pire de tous les fléaux est la stérilité, et les plus rigoureuses de toutes les condamnations doivent poursuivre la stérilité volontaire. La plus essentielle des nécessités dans toute civilisation, est que l'homme et la femme soient père et mère d'enfants bien portants, de façon que la race croisse et ne décroisse pas. S'il n'en est pas ainsi ; si, sans aucune faute de la société, l'accroissement fait défaut, c'est un grand malheur. Si ce manque est dû à des fautes calculées et volontaires, ce n'est plus alors simplement un malheur, c'est un de ces crimes d'amollissements, d'égoïsme, de crainte de la peine, de l'effort et du risque, qu'à la longue la nature punit plus durement qu'aucun autre. Si nous autres, gens des grandes républiques ; si nous les nations libres qui nous flattons de nous être émancipés du joug de l'injustice et de l'erreur, attirons sur nos têtes la malédiction qui frappe la stérilité volontaire, ce sera pour nous le plus vain des gaspillages de paroles que de jaser sur nos hauts faits et de célébrer ce que nous avons accompli. Nul raffinement de vie, nulle délicatesse de goût, nul progrès matériel, nul sordide entassement de richesses, nul développement enchanteur de l'art et des lettres ne peut, à aucun égard compenser la perte des grandes vertus fondamentales, et de ces vertus fondamentales la plus grande est le pouvoir chez la race de se perpétuer... »

Le même ajoutait :

« ... Une nation où les hommes ne veulent plus faire la guerre, et où les femmes ne veulent plus d'enfants est une nation frappée à mort... »

*
* *

... Une vision des siècles passés s'impose à l'esprit. Le 29 mai 1453¹ les hordes sauvages de Mahomet II battaient les remparts de Constantinople, privée de défenseurs. Byzance avait oublié depuis longtemps les vertus militaires. Elle n'avait plus de soldats. Cette héritière de la Grèce et des arts méprisait le métier de soldat. Quand elle avait besoin de troupes, elle payait des mercenaires.

Le jour de l'assaut des Turcs, dans une basilique, dont le pur profil

se détachait harmonieusement sur le ciel et sur l'horizon d'une mer bleue, des philosophes, des prêtres discutaient sur des questions métaphysiques et théologiques, sur l'âme, sur le non-moi, sur la lumière incréée. Que leur importait le siège de la ville ? Ces barbares pouvaient-ils vaincre des hommes civilisés, chez qui fleurissaient tous les arts, qui s'élevaient aux plus hautes conceptions de la philosophie ? Ce siège de la cité n'était qu'un incident ; la discussion continuait...

Le soir du siège l'ombre couvrait peu à peu la ville. Les clameurs des femmes cessaient à peine ; l'incendie continuait. Les philosophes, les sages s'étaient tu ; ils gisaient dans le sang, massacrés par les hordes barbares, victorieuses parce qu'elles étaient la force, le nombre...

Ainsi le nombre crée les richesses, le nombre seul peut les conserver, les protéger, les défendre. Ce qui n'augmente pas diminue : La loi économique inéluctable est la suivante : Il faut croître, ou disparaître.

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE

Importance économique de la question de dépopulation . .	v	Le danger est considérable . .	vi
--	---	--------------------------------	----

CHAPITRE PREMIER

Les Faits

Les faits de dépopulation . . .	1	Danemark, Hollande, Belgique, Espagne	13
Accroissement annuel d'un peuple voisin	1	Grand nombre des célibataires en France	21
Très faible accroissement de la France	1	des familles ayant peu d'enfants	22
Plusieurs fois diminution . . .	2	Petit nombre des familles dites nombreuses	22
Accroissement des autres peuples	3	Faible densité de la population française, comparée à la densité des nations étrangères .	23
Angleterre, Autriche-Hongrie .	4	Obligation d'essaimer pour les populations denses	24
Russie	5	Conséquences	25
Italie	5	Grand nombre des vieillards en France	25
Norvège	5	Grand nombre d'étrangers en France	26
Suisse	5	à Paris	29
Danemark	5	dans le reste de la France . .	30
Hollande	5	dans l'Est	31
Belgique	5	dans le Sud, dans le Sud-Est .	31
Espagne	6	Conséquences économiques . .	32
Canada	6	Naturalisations des étrangers en France	32
Les mariages français sont en nombre suffisant	7	Appréciations des penseurs sur cette situation	33
Les naissances sont insuffisantes	7	César Lombroso	33
Coefficients des mariages et des naissances en France, de 1850 à nos jours	8	Les socialistes	34
Comparaison avec les coefficients allemands	10	Vilfredo Pareto, Bjoerstjerne, Bjoerson	34
Coefficients des mariages et des naissances chez les autres nations européennes	11	Gumplowicz	35
Angleterre, Autriche, Russie, Italie, Norvège, Suède, Suisse,		Brieux	36

CHAPITRE II

Les causes communément données à la Dépopulation de la France.

Causes de l'abaissement de la natalité	37	Consommation de l'alcool en France.	59
Division en causes physiques, ou physiologiques, juridiques, fiscales, sociales	38	Les bouilleurs de cru, cause d'alcoolisme.	60
Causes physiques, avortements.	38	Systèmes tendant à restreindre la consommation de l'alcool.	60
Sophismes français à l'égard de ce crime.	39	Système de M. le professeur Alglave	61
Statistiques des avortements	39	Système du monopole de détail russe	62
Les sages-femmes.	40	Autres systèmes.	62
Publicité par elles faite	40	Système norvégien, ou de Gøthembourg.	62
Condamnations relativement peu nombreuses pour avortement.	41	Causes juridiques.	63
Les infanticides.	41	Le divorce.	64
Plus rares que les avortements.	42	Régime successoral français	64
Célibat obligé dans certaines professions	43	Il n'a aucun effet sur la natalité.	64
Les religieux, les religieuses, les prêtres.	44	Démonstration de cette thèse : système de Le Play	64
Tardivité des mariages français	45	Sa réfutation	64
Prescriptions relatives aux officiers	45	La liberté de tester n'a rien à voir avec la natalité	66
aux soldats	46	Mirabeau prétend que la division entre tous les enfants, est une cause d'augmentation de population	66
Emigration dans les villes.	47	Étude de la législation successorale française	68
Le féminisme cause de dépopulation	48	Indivisions forcées ou facultatives dans la législation française.	69
Statistique des femmes ayant une occupation autre que celle de leur intérieur	49	Multiplicité impressionnante des formalités dans le règlement d'une succession française.	70
Femmes employées aux travaux des champs	53	Absence de formalités pour une succession ne comprenant qu'un enfant.	72
dans l'industrie	52	Majorats impériaux, empêchant le morcellement.	77
vivant du commerce.	51	Étude des législations étrangères chez les nations à population qui s'accroît : en Allemagne.	78
de professions libérales.	51	Division des successions, sauf pour le domaine rural, ou Hof	79
domestiques.	51	Cette situation ne peut s'accommoder au caractère français.	80
dans l'enseignement.	51	Réserve héréditaire allemande, en valeur, non en nature.	81
Autres professions exercées par des femmes.	53	Communauté conjugale continuée en droit allemand	82
Loi sur la libre disposition des gains de la femme mariée.	54	Législation anglaise	84
Autres causes généralement données à la diminution de la natalité : le tabac.	55		
les guerres.	55		
certaines maladies.	56		
l'alimentation carnée	57		
l'alcoolisme	57		
Accroissement de l'alcoolisme en France	58		
L'alcoolisme conduit à la tuberculose	58		

Partage légal, sauf pour certains immeubles.	85	Toutes deux contre le père de famille.	102
Législation russe.	86	Système de vote plural.	103
La Pologne soumise au code Napoléon, à un accroissement considérable de population.	87	Théorie de Malthus.	104
Partage égal en droit russe.	88	Fausseté de la proposition célèbre de cet économiste.	105
Résumé : Le mode de dévolution de succession n'a pas d'influence sur la natalité.	88	Cette proposition doit être renversée.	105
Autre cause, lois fiscales, impôts de consommation.	89	Les subsistances s'accroissent rapidement, la population lentement.	106
Les octrois des villes.	89	Malthus a trouvé des auditeurs dociles.	107
Octroi de Paris.	90	Le néo-malthusianisme.	107
Octroi d'une ville de province.	90	Les publications, les propagateurs.	108
Charges énormes en résultant pour les familles nombreuses.	92	La loi paraît désarmée contre les publications.	108
Conséquences.	93	La Jurisprudence.	110
Douanes.	95	Aperçu des forces productives de la terre.	112
Droits sur les blés.	96	Exemples tirés de la France.	113
Le droit de 7 francs à l'hectolitre coute aux consommateurs de pain, près de 900 millions par an.	97	L'homme fait la terre, substratum inerte.	113
Aperçu de la législation ancienne sur les blés.	97	L'industrie betteravière.	112
Impôt sur l'air et la lumière, sur les portes et fenêtres.	98	Exemple d'une création d'aliments par la volonté de l'homme.	113
Impôt des patentes basé sur les locaux habités.	98	Autre exemple : la pomme de terre.	115
L'égalité devant l'impôt n'existe pas au détriment des familles nombreuses.	99	Les engrais artificiels.	115
Autres impôts.	99	L'azote tiré de l'atmosphère.	116
Dettes publiques françaises et étrangères.	99	Extension des surfaces cultivées.	116
Le père de famille a droit à l'égalité et à des dégrèvements.	100	Algérie, Sologne.	117
Revendications du père de famille.	101	La France peut nourrir 250 millions d'habitants.	118
Loi militaire.	102	La culture du blé.	119
Loi électorale.	102	Où naît un homme, la nature produit un pain.	122
		Exploitations de plus en plus perfectionnées.	123
		Forces naturelles restant à exploiter, la mer, la chaleur solaire, l'air comprimé, les fleuves.	124

CHAPITRE III

La mentalité française.

La mentalité française, seule cause de la restriction de la natalité.	126	Hostilité latente contre les familles nombreuses.	128
Le Bourgeois bas de laine.	126	Au lieu de la justice qui leur est due.	129
Minimes inconvenients des enfants nombreux.	127	Exemple de la mentalité et de cette hostilité.	130

Expressions populaires	131	La mentalité dans les décisions judiciaires	144
Faits d'hostilité	131	La plus grande élévation morale se rencontre dans les familles nombreuses.	145
En Côte-d'Or.	131	Exemples tirés de la statistique criminelle.	145
En Normandie.	131	Les sentiments d'altruisme dans les familles nombreuses	146
Dans l'administration supérieure	132	Exemples	146
Chez des particuliers	132	L'industrie du fils unique	147
Autrefois.	133	Le goût de l'épargne d'argent et d'enfants	150
Dans le public.	133	Les caisses d'épargne françaises.	150
Dans la presse	134	Concordance entre la pauc natalité et le grand nombre de livrets, dans la plupart des départements.	151
Analyse du roman de Zola : <i>Fécondité</i>	136	Démonstration de cette concordance	155
Personnages de ce roman qui ont restreint le nombre de leurs enfants	137	Les intellectuels	155
La Pauci-natalité chez les croyants	138	Conséquences de la pauc natalité chez les intellectuels. . . .	170
Chez les socialistes.	138	Anecdote relative à M. Piot . . .	173
La capillarité sociale	140		
Quelques hypothèses sur les lois qui régissent la dépopulation	141		
La réaction d'une génération à l'autre	142		
La mentalité est différente selon ce qui entoure le père français	143		

CHAPITRE IV

Le danger économique de la dépopulation.

Conséquences économiques de la dépopulation.	174	Toutes les branches de l'activité française travaillent avec un bénéfice moindre	187
L'homme est lui-même une richesse.	175	Démonstration de cette thèse	188
un capital, une force naturelle, un instrument de travail.	175	Les frais généraux et l'outillage national	188
La richesse créée doit être défendue	176	Exemples tirés des Postes	189
Rôle économique d'une armée.	177	des canaux et routes.	190
Les capitaux accumulés en France proviennent de la pauc natalité, plutôt que du travail	179	Les travaux agricoles	190
Comparativement, l'accroissement de la richesse nationale française est lent.	181	Conséquences diverses de la pauc natalité, dans les traités de réciprocité	191
Diverses conséquences économiques de notre population raréfiée	182	dans le loyer de l'argent.	191
La mévente des vins.	182	dans les colonies.	192
Les émeutes en Champagne. . . .	182	Misérable condition des peuples vaincus et annexés.	195
Les transports en commun	183	La souveraineté politique des vaincus est abolie, et en outre leurs biens personnels leur sont enlevés	196
Les retraites ouvrières.	184	Mentalité de vainqueurs	196
Les immeubles destinés à l'habitation	185	Exemples tirés de la conquête de l'Angleterre.	197
		Les croisés latins et la Grèce . .	202
		Les fiefs impériaux.	203

La conquête de l'Algérie. . . .	203	La loi de colonisation alle-	
La Pologne.	205	mande	210
Dégradation morale et systé-		Persécutions contre la religion	
matique des vaincus.	206	des vaincus.	213
L'expropriation des biens des		Contre leur langue	214
Polonais.	209		

CONCLUSION

La véritable richesse vient de		çaise	216
la densité de la dépopulation.	215	L'endosmose des peuples . . .	216
Les familles nombreuses doi-		Appréciation d'un Président de	
vent être honorées.	215	la République américaine . .	219
Comment se produira la dispa-		Il faut croire ou disparaître. .	219
rition de la nationalité fran-			

Vu :

Le 23 juillet 1913,

CH. LEFEBVRE.

Vu : *Le Doyen,*

P. CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris.

Pour le Vice-Recteur, l'Inspecteur d'Académie,

(Illisible)

Imprimerie du *Progrès du Loiret*. — Orléans



Orléans. — Imprimerie du « *Progrès du Loiret* »

